

Tendances du Financement des Infrastructures en Afrique – 2016



© 2017 Secrétariat du Consortium pour les infrastructures en Afrique c/o la Banque Africaine de Développement

01 BP 1387, Abidjan 01, Côte d'Ivoire

Avis de non-responsabilité

Ce rapport a été rédigé par le Secrétariat de l'ICA en collaboration avec un consultant. Malgré les dispositions prises pour s'assurer de l'exactitude des informations contenues dans le présent rapport, les auteurs ne font aucune déclaration, ne donnent aucune garantie et ne prennent aucun engagement quant à l'exactitude ou à la validité de ces informations.

Le Secrétariat de l'ICA, ses employés, associés et/ou consultants déclinent toute responsabilité quant à l'usage qui pourrait en être fait par un tiers.

Tendances du Financement des Infrastructures en Afrique – 2016



RAPPORT 2016 DE L'ICA
WWW.ICAFRICA.ORG

Remerciements

L'achèvement de l'ouvrage sur les *Tendances de Financement des Infrastructures en Afrique – 2016* marque une nouvelle étape pour le Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA) dans sa production systématique de rapports sur la mobilisation des ressources financières destinées à faciliter le développement des secteurs des transports, de l'eau et de l'assainissement, de l'énergie et des TIC sur le continent. En plus d'identifier les tendances clés, le présent rapport s'attache à expliquer les processus et les dynamiques qui en sont les moteurs et les freins, et met également en lumière les tendances émergentes.

Ce rapport phare de l'ICA a été préparé par le secrétariat de l'ICA composé de Mohamed Hassan, Callixte Kambanda, Katsuya Kasai, Banda Lufeyo, Mohamed Tani, et Dhaker Boubaker, en collaboration avec Cross-border Information et plus précisément Lauren Andrews, David Burles, Nick Carn, Mark Ford, Irina Gaubinger, Daniel Haines, David Slater et Ajay Ubhi, qui ont été mandatés par le secrétariat de l'ICA.

Le secrétariat de l'ICA remercie sincèrement l'ensemble des organismes et des personnes sans l'aide desquels la production de ce suivi annuel important du financement et du développement des infrastructures en Afrique n'aurait pas été possible.

Nous remercions tout particulièrement la Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES), Affaires Mondiales Canada (GAC), la Banque de Développement d'Afrique Australe (DBSA), la Banque Est-Africaine de Développement (BEAD), la Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe pour le Commerce et le Développement (TDB), la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), le Fonds Fiduciaire UE-Afrique pour les Infrastructures (UE-AITF), la Commission Européenne (CE), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), l'Agence Française de Développement (AFD), la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) Allemande, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et la Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft (DEG), le Ministère Allemand de la Coopération (BMZ), la Société Internationale Financière (SFI), la Banque Islamique de Développement (BID), la Cassa Depositi e Prestiti (CDP) et le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Italiens, la Banque Import-Export d'Inde, l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), le Fonds de l'OPEC pour le Développement International (OFID), le Département Britannique pour le Développement International (DfID), l'USAID, et la Banque Mondiale.

Nous adressons nos sincères remerciements à tous ceux qui ont fourni des données et ont fait part de leurs réflexions pour ce rapport, notamment:

Sibi Lawson Agbekponou, BIDC	Wycliff Bbossa, TDB
Giovanni Baticci, CDP	Eric Beaume, CE
Nicola Bazzani, MFAIC	Massimo Bellelli, CDP
	Anna Bjerde, Bank Mondiale

Gregory Briffa, BEI	Monde Nyambe, BAD
Antonello Carpentieri, CDP	Amadou Oumarou, BAD
Laurence Carter, SFI	Fiore Pace, GAC
Oswald Chanda, BAD	Monojeet Pal, BAD
Omar Chaudry, SFI	Anja Pauls, BMZ
Leena Chaukulkar, Bank Mondiale	Ludovic Poirotte, BEI
Paolo Ciccarelli, CE	Peter Radloff, KfW
Stephan Diefenthal, DEG	Tsholofelo Rametsi, USAID
Brigitte Ess, DEG	Renata Ranucci, CDP
Katerina Evzona, DfID	Matt Rees, USAID
Altaf M Abdul Gaffar, BID	Adolf Riehm, CE
MacDonald Goanue, BIDC	Michele Ruiters, DBSA
Letonde Houeton, BIDC	Matilde Schlange, DEG
Etsuko Ito, JICA	Steven Shira, USAID
Jovana Jeftanovic, GIZ	Laurentina da Silva Novo, AFD
Jackie Johnson from DfID	Shem Simuyemba, BAD
Juergen Kettner, CE	Ai Wakamiya, JICA
Catherine Kimaryo, TDB	Anna Waldmann, GIZ
Tomoki Kobayashi, JICA	Lionel Wallef, CE
Francis Konu, BAD	Eve Walter, BEI
Kwaku Kuagbenu, BIDC	Hideki Watanabe, JICA
Stefan Kurz, KfW	Alvino Wildschutt-Prins, DBSA
Goran Lima, BAD	Victoria Zabolotnyi, SFI
Guy Mainville, GAC	Felice Zaccheo, CE
Barthelemy Malanda, BAD	Wolfram Zunzer, GIZ
Guillaume Meyssonier, AFD	
Bulelwa Mgoduka, DBSA	
Ihcen Naceur, BAD	

Analyse des données, texte et mise en page

Cross-border Information
www.crossborderinformation.com

Graphiques et cartes

David Burles

Photos

iStock/Getty Images: Pages 6, 20, 25, 30, 42, 46, 50, 54, 60, 61, 70, 72, 76, 86, 87, 88

Archives photographiques de la KfW, Ausloser-photographie: Pages 29 & 80

Kathu Solar Park, Gabriela Janick: Page 64

Avant-propos	6	5.4 Sources européennes non-ICA	60
À propos de l'ICA	7	5.5 Banques régionales de développement	62
Définitions et Acronymes	8	5.6 Inde, Corée du Sud, Brésil et la NDB	63
Liste des graphiques et des cartes	10		
1. Vue d'ensemble 2016	11	6. Secteur privé	64
1.1 Messages et constatations clefs	12	6.1 Collaboration du secteur privé avec le secteur public	64
		6.2 Enquête auprès du secteur privé	67
2. Tendances de financement	14	7. Analyse sectorielle	70
2.1 Qui finance les infrastructures africaines ?	14	7.1 Aperçu	70
2.2 Tendances de financement par secteur	16	7.2 Transports	72
2.3 Tendances de financement par région	18	7.3 Eau et assainissement	76
		7.4 Energie	80
3. Tendances stratégiques	20	7.5 TIC	84
3.1 Vers la promotion d'infrastructures intelligentes et intégrées en Afrique	20	8. Analyse régionale	88
3.2 Développement Stratégique de Corridors Economiques	22	8.1 Appui aux projets régionaux et du PIDA	88
3.3 Détermination des besoins de financement	25	8.2 Afrique du Nord	89
3.4 Sources et types de fonds émergents	26	8.3 Afrique de l'Ouest	91
3.5 La nécessité d'améliorer l'atténuation des risques	28	8.4 Afrique Centrale	92
		8.5 Afrique de l'Est	93
4. Financement des membres de l'ICA	30	8.6 Afrique Australe	94
4.1 Vue d'ensemble	30	Annexes	96
4.2 Types de financement	32	Annexe 1 – Notes concernant les données	96
4.3 Infrastructures matérielles vs. infrastructures immatérielles	34	Annexe 2 – Références	98
4.4 Tendances relatives aux engagements et aux déboursements	35		
4.5 Allocations par pays et analyse sous-sectorielle	40		
4.6 Tendances des engagements et déboursements en faveur du PAP-PIDA	42		
4.7 Projets achevés	45		
4.8 Activités des membres de l'ICA	46		
5. Autres sources publiques de financement	50		
5.1 Budgets nationaux africains pour les infrastructures	50		
5.2 Chine	56		
5.3 Groupe de Coordination des Donateurs Arabes	58		

Avant-propos



Le pont Nelson Mandela, Johannesburg, iStock/Getty Images

J'ai le plaisir de vous présenter la huitième édition du rapport annuel 2016 de l'ICA sur les Tendances du Financement des Infrastructures en Afrique. Ce rapport examine les tendances de financement de façon cohérente et identifie également les nouvelles possibilités de mobilisation de ressources.

Pour la première fois, le rapport examine la manière dont les nouvelles ressources sont mobilisées au niveau de chaque pays, tout en continuant à présenter des données à l'échelon régional dans un souci de cohérence avec les rapports des années précédentes. Cette approche permettra de mieux apprécier les juridictions dans lesquelles les structures politiques et réglementaires, ainsi que les capacités institutionnelles, ont permis de créer des environnements favorables qui attirent les investissements.

Autre innovation cette année, l'analyse sous-sectorielle qui permet aux parties prenantes de savoir précisément qui sont les bailleurs de fonds, et quels projets ils financent. Nous savons désormais, par exemple, que le sous-secteur des routes a attiré 44% des engagements identifiés souscrits par les membres de l'ICA en faveur des transports, alors que les chemins de fer n'en ont attiré que 4,1%. Les non-membres de l'ICA, quant à eux, ont surtout soutenu le sous-secteur maritime et portuaire, avec des engagements totalisant 2 Mrd \$. Près de 75% des engagements souscrits par les membres en faveur du secteur des TIC ont été consacrés au développement des infrastructures de large bande et de fibre optique, alors que le sous-secteur des réseaux mobiles et sans fil a été la seule priorité des engagements sous-sectoriels identifiés en 2016 souscrits par les non-membres de l'ICA.

Le montant total du financement du développement des infrastructures déclaré en 2016 s'élève à 62,5 Mrd \$ et se compose de crédits budgétaires clairement identifiables alloués par les gouvernements nationaux africains, d'engagements financiers souscrits par les membres de l'ICA, les IFD, les organismes de financement publics en Chine, en Europe, en Inde, en Corée du Sud et les Fonds Arabes, ainsi que d'investissements privés. Ce montant est le plus bas depuis 2012. Cette nette réduction du financement est essentiellement due à la baisse des investissements chinois annoncés en 2016 qui ont totalisé 6,4 Mrd \$, soit un niveau très inférieur aux 20,9 Mrd \$ déclarés en 2015, et à la baisse des investissements privés.

Dans ce contexte, il est important d'identifier les tendances émergentes qui attireront de nouveaux types de financement et de nouveaux investisseurs dans le développement des infrastructures africaines. Celles-ci incluent la mise en place d'infrastructures intelligentes et intégrées, ainsi qu'une reconnaissance accrue du rôle de la gestion des corridors dans les projets régionaux pour encourager les investisseurs.

En ce qui concerne les instruments émergents, on constate un regain d'intérêt pour le financement mixte, dans lequel le financement concessionnel cherche à tirer parti du financement non-concessionnel qui n'aurait pas été disponible autrement. Cette typologie de financement pourrait potentiellement attirer de nouveaux investisseurs institutionnels, philanthropes et privés, mais selon les parties prenantes publiques et privées consultées dans le cadre de ce rapport, il reste encore beaucoup à faire pour réaliser ce potentiel.

Le capital-développement permet aussi la mise à disposition de capitaux propres indispensables pour financer le démarrage de projets innovants axés sur les télécommunications mobiles dans les secteurs de l'énergie et des TIC. Ce type de financement n'a pas encore atteint les autres secteurs, mais il est encourageant de lire dans ce rapport que les membres de l'ICA et les IDF non-membres s'intéressent de plus en plus au déploiement du capital-investissement. Les stratégies d'atténuation des risques ont aussi été identifiées comme un moyen de mobiliser un financement supplémentaire pour le stade initial d'élaboration de projet et d'attirer de nouveaux types d'investisseurs privés et institutionnels.

Ce rapport constate aussi une tendance émergente des nouvelles institutions de financement des infrastructures. Par exemple, au cours de l'année écoulée, de nouvelles institutions financières telles que la Nouvelle Banque de Développement, la banque multilatérale de développement créée par les pays de la BRICS, et les fonds de développement des infrastructures tels qu'Africa50, se sont manifestées pour soutenir le développement des infrastructures africaines.

L'édition 2017 du rapport comportera une analyse des besoins de financement de l'Afrique. Jusqu'à présent, cette question a uniquement été explorée du point de vue de l'offre, et il est désormais essentiel de compléter cette analyse par une analyse de la demande, en collaboration avec le Programme de Connaissance de l'Infrastructure en Afrique de la BAD.

Une base d'investisseurs encore plus diversifiée, des outils financiers pratiques et des types de financement variés et accessibles semblent s'imposer comme une nécessité. Nous sommes convaincus que ce rapport aidera les parties prenantes à saisir les opportunités qui se présentent à elles pour mobiliser davantage de ressources pour le développement des infrastructures en Afrique, de sorte à réaliser la vision de l'ICA selon laquelle tous les Africains devraient avoir accès à des services infrastructurels durables et fiables. ■

MOHAMED H HASSAN
Coordinateur, Secrétariat de l'ICA

Le Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA) a été lancé à l'occasion du sommet du G8 à Gleneagles en 2005. Le Consortium compte parmi ses membres les pays du G8, la République d'Afrique du Sud, le Groupe de la Banque Mondiale, le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), la Commission Européenne, la Banque Européenne d'Investissement et la Banque de Développement d'Afrique Australe.

Des institutions africaines telles que l'Union africaine, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et les Communautés Economiques Régionales participent toutes, en tant qu'observateurs, aux réunions du consortium. La BAD héberge le Secrétariat de l'ICA depuis sa création en 2006.

Lors de la réunion annuelle du Consortium en mai 2011, il a été décidé d'élargir l'adhésion à l'ICA des membres du G8 aux membres du G20. En novembre 2013, l'Afrique du Sud a été le premier membre du G20, non membre du G8, à rejoindre l'ICA, devenant ainsi le premier pays africain membre de l'ICA.

L'ICA est une initiative majeure qui vise à accélérer les progrès en vue de répondre aux besoins infrastructurels urgents de

l'Afrique, et de promouvoir ainsi la croissance économique et le développement du continent. Il s'emploie à éliminer les obstacles à la fois nationaux et régionaux au développement des infrastructures, en mettant l'accent sur les infrastructures régionales, car il est bien conscient des défis rencontrés à cette échelle. Le Consortium a pour ambition de rendre plus efficace le soutien de ses membres en faveur du secteur des infrastructures en conjuguant leurs efforts dans des domaines tels que le partage d'information, le développement de projet et les bonnes pratiques.

Bien que l'ICA ne soit pas un organisme de financement, il tient lieu de plateforme dans la négociation d'un plus grand volume de financements pour des projets et des programmes d'infrastructure en Afrique.

Les principaux objectifs de l'ICA, consistent, d'une manière générale, à :

- Accroître le volume des financements en faveur d'infrastructures viables en Afrique, aussi bien en provenance de sources publiques, privées, et publiques et privées;
- Faciliter une meilleure coopération entre les membres de l'ICA et d'autres sources importantes de financement comme la Chine, l'Inde, les Fonds Arabes et le secteur privé;

Atlas des Ressources Energétiques de l'Afrique

Le nouvel Atlas des Ressources Energétiques de l'Afrique, produit par l'ICA en partenariat avec le Programme des Nations unies pour l'environnement et le Fonds des Energies Durables pour l'Afrique, compile et synthétise des informations régionales et nationales. Il indique l'ampleur et la répartition des ressources énergétiques, les tendances de production et de consommation, ainsi que les possibilités d'expansion durable.

L'Atlas des Ressources Energétiques de l'Afrique comporte plus de 64 cartes et 73 images satellite, ainsi que quelque 50 représentations graphiques et des centaines de photos concluantes. Il met en évidence les possibilités et les difficultés associées au développement durable des ressources énergétiques du continent.

Illustrant à la fois le potentiel et la fragilité des ressources énergétiques du continent, l'atlas présente quelques exemples concluants d'initiatives sur le développement énergétique durable sur le continent tout en mettant aussi l'accent sur les principaux enjeux environnementaux associés au développement des infrastructures énergétiques.

L'analyse réalisée dans l'atlas conclut que

bien que l'Afrique abrite seize pour cent de la population mondiale, elle consomme environ 3,3% de la demande mondiale d'énergie primaire, et au taux de développement actuel, le continent ne disposera pas d'un accès à 100% à l'électricité avant 2080.

Le pétrole représente 42% du combustible utilisé dans la production énergétique, alors que le gaz représente 28%, le charbon 22%, l'énergie hydroélectrique 6%, les énergies renouvelables 1% et le nucléaire 1%. L'Afrique du Sud est le septième plus grand producteur de charbon au monde et représente 94% de la production de charbon de l'Afrique.

La biomasse représente plus de 30% de l'énergie consommée en Afrique, et plus de 80% dans de nombreux pays d'Afrique sub-saharienne. Les diverses ressources énergétiques renouvelables de l'Afrique incluent un potentiel solaire de 10TW, un potentiel hydroélectrique de 350GW, un potentiel éolien de 110GW et un potentiel géothermique de 15GW.

L'Atlas des Ressources Energétiques de l'Afrique peut être téléchargé sur les sites Web de l'ICA et du PNUE. ■

• Mettre en évidence les obstacles d'ordre technique et politique et aider à y remédier;

• Permettre de mieux cerner les secteurs à travers le suivi et l'établissement de rapports sur les tendances et les développements clés.

L'ICA s'emploie de plus en plus à améliorer la coordination des activités entre ses membres, ainsi qu'entre ses membres et d'autres sources importantes de financement des infrastructures, dont la Chine, l'Inde, les bailleurs de Fonds Arabes et Islamiques, les banques régionales de développement et le secteur privé. ■

Étude sur les pools énergétiques

La publication intitulée *Regional Power Status in Africa Power Pools - 2016 Update* (statut actualisé de la puissance régionale dans les pools énergétiques africains) propose une mise à jour complète du rapport sur le statut de la puissance régionale dans les pool énergétiques africains, publié en 2011, et qui donnait un aperçu de l'état des cinq pools énergétiques régionaux africains: le Pool Énergétique d'Afrique de l'Est, le Pool Énergétique d'Afrique Centrale, le Pool Énergétique d'Afrique Australe, le Pool Énergétique d'Afrique de l'Ouest et le Comité Maghrébin de l'Électricité.

Ce nouveau rapport contient une analyse des données actualisées détaillant les progrès réalisés dans chaque pool depuis le rapport de 2011. La version actualisée de 2016 présente les conclusions, les tendances, les défis et les solutions potentielles pour les régions respectives des pools, et explore les possibilités de développer des marchés énergétiques efficaces dans ces régions. Le rapport aborde aussi la question de la participation du secteur privé.

Le rapport a conclu que les pays devraient mobiliser des investissements en faveur des infrastructures intra-régionales physiques, notamment en s'accordant sur des stratégies de mobilisation des ressources nationales telles que les fonds de retraite et les obligations d'infrastructure.

Il a également conclu que les pays devraient mettre en place des cadres juridiques et réglementaires propices à la participation du secteur privé, notamment en donnant les moyens juridiques aux pools énergétiques d'agir au nom des Communautés Economiques Régionales (CER) et des gouvernements. Les pools énergétiques et les directions générales de l'énergie dans les CER devraient s'attacher à renforcer les capacités et les compétences institutionnelles. ■

Définitions

Données budgétaires

Allocations budgétaires: budget total d'un gouvernement approuvé pour le poste respectif.

Budget total des infrastructures: somme des allocations budgétaires des secteurs de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, des transports et des TIC. Lorsqu'elles sont disponibles, les allocations multisectorielles ou en faveur d'autres infrastructures notables sont indiquées séparément.

Membres de l'ICA

La BAD, la DBSA, la CE, la BEI, les pays du G7 et la Russie, la République d'Afrique du Sud et le Groupe de la Banque Mondiale. En 2011, tous les pays du G20 ont été invités à rejoindre l'ICA. La Commission de l'UA, le Secrétariat du NEPAD et les Communautés Economiques Régionales participent aux réunions de l'ICA en qualité d'observateurs.

Infrastructures

Budget total des infrastructures: somme des crédits budgétaires alloués aux infrastructures des secteurs de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, des transports, des TIC et aux infrastructures multisectorielles.

Infrastructures matérielles: infrastructures physiques.

Infrastructures immatérielles: mesures visant à soutenir ou à accompagner la production de résultats en matière d'infrastructures physiques, notamment la recherche, la mise en place d'une législation favorable, la préparation de projet et le renforcement des capacités.

Préparation de projet: l'exécution de tous les cycles de préparation de projet ou de toutes les activités de

développement nécessaires pour faire progresser un projet d'infrastructure de l'identification au bouclage financier, en passant par la conception. Cela inclut les tests de faisabilité et la structuration financière et juridique, ainsi que la mobilisation de capitaux.

Financement

Engagements: fonds directs approuvés au cours d'une année donnée pour financer des projets tout au long de leur cycle de vie.

Déboursments: décaissements d'argent destinés à des projets d'infrastructures au cours d'une année donnée.

ADP – aide publique au développement: subvention ou prêt assorti de modalités concessionnelles publiques et géré par des organismes gouvernementaux donateurs

Non ADP: financement non concessionnel provenant de sources publiques ou privées

Projet régional: projet comportant des bénéficiaires directs dans plusieurs pays. Il peut s'agir de projets transfrontaliers ou de projets d'intégration régionale concernant au moins deux pays ou projets nationaux.

Régions

Afrique du Nord: Algérie, Égypte, Libye, Mauritanie, Maroc, Tunisie.

Afrique de l'Ouest: Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

Afrique Centrale: Burundi, Cameroun, République centrafricaine (RCA), Tchad, Congo, République démocratique du Congo (RDC), Guinée équatoriale, Gabon, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe (STP).

Afrique de l'Est: Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie, Ouganda.

Afrique Australe à l'exception de la RAS: Angola, Botswana, Comores, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe.

RAS: République d'Afrique du Sud.

Banques régionales de développement

La Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC), la DBSA (membre de l'ICA), la BIDC, la BDAO et la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD).

Secteur

Transports: aéroports, ports, chemins de fer, routes.

Énergie: production, transport et distribution d'électricité et de gaz (y compris les pipelines et les infrastructures associées).

Eau et assainissement: assainissement, irrigation, infrastructures des ressources en eau (transfrontalières), approvisionnement en eau, traitement et gestion des déchets (solides et liquides).

TIC: technologies de l'information et de la communication, y compris les services à large bande, les réseaux mobiles, les satellites.

Multisectoriel: projets transsectoriels ou ne relevant pas d'un secteur spécifique, comme par exemple la mise en œuvre d'une unité de PPP ou de programmes de renforcement des capacités.

Acronymes

4G LTE – Technologie d'Evolution à Long Terme 4G (norme pour les téléphones mobiles et les terminaux de données)

AAE – Accord d'achat d'énergie

ACG – Groupe de Coordination des Donateurs Arabes

AFD – Agence Française de Développement

AfIF – Facilité d'Investissement pour l'Afrique

AMCOW – Conseil des Ministres Africains chargés de l'Eau

APD – Aide Publique au Développement

AREI – l'Initiative Africaine pour les Energies Renouvelables

ARMHIF – Fonds d'Infrastructure d'ARM-Harith

ASS – Afrique Subsaharienne

AT – Assistance technique

BAD – Banque Africaine de Développement

BADEA – Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique

BAD-OITC – Département des Transports et des TIC

BAD-ONEC – Département de l'Energie, de l'Environnement et du Changement Climatique

BAD-OPSD – Département du Secteur Privé

BAD-OWAS – Département de l'Eau et de l'Assainissement

BCEAO – Banque Centrale des États de

l'Afrique de l'Ouest	GAC – Affaires Mondiales Canada	Développement de projets
BCP – Banque Centrale Populaire	GBM – Groupe de la Banque Mondiale	PPFN – Réseau des Mécanismes d'Appui à la Préparation de Projets
BEAD – Banque Est-Africaine de Développement	GEIDCO – Global Energy Interconnection and Development Co-operation Organisation	PPFS NEPAD – Fonds de Préparation et d'Elaboration de Projets
BEI – Banque Européenne d'Investissement	GIF – Facilité globale pour les Infrastructures	PPI – (Base de Données des) Projets d'Infrastructure avec Participation Privée
BERD – Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement	GIZ – Agence Allemande de Coopération Internationale	PPIAF – Fonds de conseil PPI
BID – Banque Islamique de Développement	GMTN – BonInternational à Moyen Terme	PPP – Partenariat Public-Privé
BIDC – Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO	GWCL – Ghana Water Company Limited	PRODERRIC – Programme visant à désenclaver des régions affectées par l'insécurité et les conflits
BIO – Société Belge d'Investissement pour les Pays en Voie de Développement	IATA – Association International du Transport Aérien	PV – Photovoltaïque
BM – Banque Mondiale	ICBC – Banque Industrielle et Commerciale de Chine	REIPPP – Programme Sud-Africain d'Acquisition des Producteurs Indépendants d'Energies Renouvelables
BMZ – Ministère Fédéral Allemande de la Coopération Economique et du Développement	IDE – Investissement Direct Etranger	RIDMAP – Plan Directeur de Développement des Infrastructures Régionales de la SADC
BNDES – Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social	IFD – Institution de Financement du Développement	SADC – Communauté de Développement d'Afrique Australe
BOAD – Banque Ouest Africaine de Développement	IIPSA – Programme d'Investissement dans les Infrastructures pour l'Afrique du Sud	SAE – Semaine Africaine de l'Eau
BRD – Banque Régionale de Développement	IPPF NEPAD – Mécanisme de Financement de la Préparation des Projets d'Infrastructure du NEPAD	SANRAL – South African National Roads Agency SOC Limited
CBN – Réseau d'Affaires Continental du PIDA	IRENA – Agence Internationale de l'Energie Renouvelable	SDM – Mécanisme de prestation de services
CCECC – China Civil Engineering Construction Corporation	JBIC – Banque Japonaise pour la Coopération Internationale	SEFA – Fonds des Energies Durables pour l'Afrique
CDC – CDC Group plc, IDF du RU	JDA – accord de développement commun	SFD – Fonds Saoudien de Développement
CDP – Cassa Depositi e Prestiti	JICA – Agence Japonaise de Coopération Internationale	SFI – Société Financière Internationale
CE – Commission Européenne	JSE – Bourse de Johannesburg	SGR – Voie ferrée à écartement normal
CEDEAO – Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest	KFAED – Fonds Koweïtien pour le Développement Economique des pays Arabes	SPV – Entité ad hoc
CER – Communauté Economique Régionale	KfW – Banque Allemande de Développement	SUNREF – Financement de l'Energie et de la Gestion Durable des Ressources Naturelles
COP 2 – Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques	LC – Ligne de crédit	TCAC – Taux de Croissance Annuel Composé
CSP – Énergie Solaire à Concentration	MFAIC – Ministère Italien des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	TDB – Banque Pour le Commerce et le Développement
CUA – Commission de l'Union Africaine	NDB – Nouvelle Banque de Développement	TEUS – Twenty-foot Equivalent Units
DBSA – Banque de Développement d'Afrique Australe	NEPAD – Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique	TICAD V – Cinquième Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique
DEG – Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft	NRW – Eau non génératrice de revenu	TTA – (DfID) Tripartite Trust Account
DfID – Département Britannique pour le Développement International	NSIA – Nigerian Sovereign Investment Authority	UA – Union Africaine
DMTN – Bon Intérieur à Moyen Terme	OFID – Fonds de l'OPEP pour le Développement International	UC – Unité de Compte
EAIF – Emerging Africa Infrastructure Fund	OMVG – Organisation Pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie	UE-AITF – Fonds Fiduciaire UE-Afrique pour les Infrastructures
EASSy – Système de Câble Sous-marin d'Afrique de l'Est	OPIC – Société d'Investissements Privés à l'Etranger	UEMOA – Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
EDCF – Fonds de Coopération au Développement Economique (Corée du Sud)	OSBP – Poste frontière à entrée unique	UNECA – Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
FADES – Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social	PAIDF2 – Fonds Panafricain de Développement des Infrastructures 2	USAID – Agence Américaine pour le Développement International
FAE – Facilité Africaine de l'Eau	PE – Protocole d'Entente	VRA – Volta River Authority
FED – Fonds Européen de Développement	PEI – Producteur/projet d'Electricité Indépendant	ZAR – Rand Sud-Africain
FFEM – Fonds Français pour l'Environnement Mondial	PIDA – Programme de Développement des Infrastructures en Afrique	ZES – Zone Economique Spéciale
FMO – IFD des Pays-Bas	PIDA/PAP – Plan d'Action Prioritaire du PIDA	
FS – Fonds Souverain	PME – Petite et Moyenne Entreprise	
G20 – Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Union Européenne, France, Allemagne, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Russie, Arabie Saoudite, Afrique du Sud, Corée du Sud, Turquie, RU et USA.	PPDF – Facilité de Préparation et de	
G8 – Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Russie, RU et USA.		

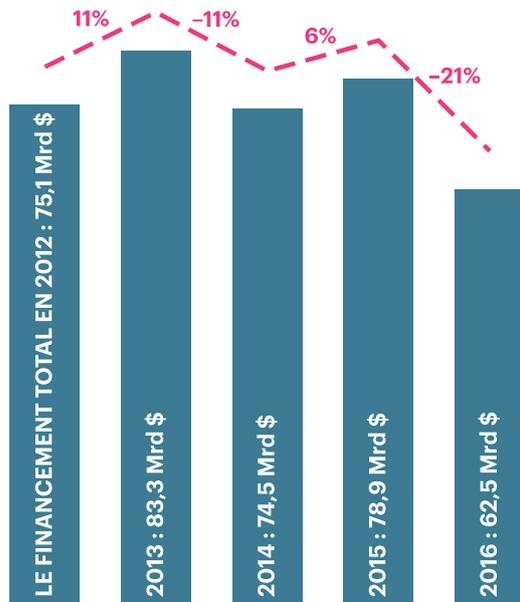
Liste des graphiques et des cartes

Figure 1: Engagements et déboursements des membres de l'ICA	12	Figure 64-66: Engagements de la BOAD, de la BIDC et de la TDB par secteur, 2016	62
Figure 2: Tendances des engagements, par source, 2012-16	12	Figure 67: Engagements de l'Inde par secteur, 2012-2016	63
Figure 3: Tendances des engagements, par secteur, 2012-16	12	Figure 68: Tendances de la base de données des projets PPI, 2012-16	64
Figure 4: Financement total des infrastructures en 2016 par source	13	Figure 69: Projets privés ayant atteint le bouclage financier, 2016	65
Figure 5: Financement total des infrastructures en 2016 par région	13	Figure 70: Financement privé par région, 2016	65
Figure 6: Financement total des infrastructures en 2016 par secteur	13	Figure 71: Tendances du financement privé par secteur, 2012-16	65
Figure 7: Flux de financement déclarés et identifiés, 2016	14	Figure 72: Personnes interrogées dans le cadre de l'enquête auprès du secteur privé par secteur et parrôle	67
Figure 8: Sources de financement, financement externe public & privé	15	Figures 73-75: Pays les plus attractifs pour l'investissement	68
Figure 9: Engagements souscrits en faveur des infrastructures en 2016, par secteur & région	15	Figure 76: Projets régionaux et expérience	68
Figure 10: Engagements souscrits en faveur des infrastructures en 2016, par secteur & source	16	Figure 77: Degré de difficulté de la mobilisation du financement des projets d'infrastructures tout au long du cycle des projets	69
Figure 11: Financement total des infrastructures par secteur, 2012-16	17	Figure 78: Différents types de financement utilisés par les personnes interrogées	69
Figure 12: Engagements des membres de l'ICA par secteur, 2012-16	17	Figure 79: Financement total par secteur et source, 2016	71
Figure 13: Financement moyen des infrastructures par secteur, 2012-16	17	Figure 80: Financement total du secteur des transports, 2013-16	73
Figure 14: Engagements souscrits en faveur des infrastructures en 2016, par région & source	18	Figure 81: Financement du secteur des transports par sous-secteur, 2016	73
Figure 15: Financement total des infrastructures par région, 2012-16	19	Figure 82: Financement du secteur des transports par région, 2015	73
Figure 16: Engagements des membres de l'ICA par région, 2012-16	19	Figure 83: Financement du secteur des transports par région, 2016	73
Figure 17: Financement moyen des infrastructures par région, 2012-16	19	Figure 84: Financement du secteur des transports par type de financement, 2016	73
Figure 18: Corridors économiques avec coopération japonaise	22	Figure 85: Financement total du secteur de l'eau, 2013-16	77
Figures 19-20: Approche du Japon en matière de développement des corridors	23	Figure 86: Financement du secteur de l'eau par sous-secteur, 2016	77
Figures 21-22: Engagements de l'ICA par secteur & région en 2016	30	Figure 87: Financement total du secteur de l'eau par région, 2015	77
Figure 23: Engagements de l'ICA par type de financement en 2016	32	Figure 88: Financement total du secteur de l'eau par région, 2016	77
Figure 24: Engagements en faveur des infrastructures matérielles/immatérielles/de la préparation de projet en 2016	34	Figure 89: Financement du secteur de l'eau par type de financement, 2016	77
Figure 25: Déboursements en faveur des infrastructures matérielles/immatérielles/de la préparation de projet en 2016	34	Figure 90: Financement du secteur de l'énergie par source, 2013-16	81
Figure 26: Engagements des membres de l'ICA par secteur, 2010-16	35	Figure 91: Financement du secteur de l'énergie par sous-secteur, 2016	81
Figure 27: Engagements des membres de l'ICA par région, 2010-16	35	Figure 92: Financement total du secteur de l'énergie région, 2015	81
Figure 28: Engagements des membres de l'ICA par donateur et région	36	Figure 93: Financement total du secteur de l'énergie région, 2016	81
Figure 29: Déboursements des membres de l'ICA par donateur et région	36	Figure 94: Financement du secteur de l'énergie par type de financement, 2016	81
Figure 30: Engagements des membres de l'ICA par secteur et région	37	Figure 95: Financement du secteur des TIC par source, 2013-16	85
Figure 31: Déboursements des membres de l'ICA par secteur et région	37	Figure 96: Financement du secteur des TIC par sous-secteur, 2016	85
Figure 32: Déboursements des membres de l'ICA par secteur, 2012-16	37	Figure 97: Financement total du secteur des TIC par région, 2015	85
Figure 33: Taux de déboursement par secteur pour projets des membres de l'ICA, achevés en 2016	38	Figure 98: Financement total du secteur des TIC par région, 2016	85
Figure 34: Portefeuilles d'infrastructure régionaux de l'ICA, 2010-16	39	Figure 99: Financement du secteur des TIC par type de financement, 2016	85
Figure 35: Engagements des membres de l'ICA par pays et région	40	Figure 100: Financement en faveur de l'Afrique du Nord par secteur et par source, 2016	90
Figures 36-37: Engagements des membres de l'ICA par pays en 2016: \$ dépensés par habitant et en pourcentage du PIB	40	Figure 101: Tendances du financement en faveur de l'Afrique du Nord par source, 2013-16	90
Figures 38-41: Engagements sous-sectoriels des membres de l'ICA	41	Figure 102: Financement en faveur de l'Afrique de l'Ouest par secteur et par source, 2016	91
Figure 42: Total des engagements déclarés en faveur du PAP-PIDA	42	Figure 103: Tendances du financement en faveur de l'Afrique de l'Ouest par source, 2013-16	91
Figures 43-45: Engagements et déboursements en faveur du PAP-PIDA en 2016, par institution; secteur; et région	43	Figure 104: Financement en faveur de l'Afrique Centrale par secteur et par source, 2016	92
Figure 46: Engagements et déboursements des membres de l'ICA en faveur du PAP-PIDA 2012-16	44	Figure 105: Tendances du financement en faveur de l'Afrique Centrale par source, 2013-16	92
Figure 47: Projets achevés en 2016, par membre déclarant	45	Figure 106: Financement en faveur de l'Afrique de l'Est par secteur et par source, 2016	93
Figures 48-49: Projets achevés en 2016, par secteur et région	45	Figure 107: Tendances du financement en faveur de l'Afrique de l'Est par source, 2013-16	93
Figure 50: Crédits budgétaires des gouvernements nationaux par secteur	51	Figure 108: Financement en faveur de l'Afrique Australe par secteur et par source, 2016	94
Figure 51: Crédits budgétaires des gouvernements nationaux par région	51	Figure 109: Tendances du financement en faveur de l'Afrique Australe par source, 2013-16	94
Figures 52-53: Crédits budgétaires nationaux par secteur, 2016	52	Figure 110: Financement en faveur de la RAS par secteur et source, 2016	95
Figures 54-55: Crédits alloués aux infrastructures dans les budgets nationaux, 2016, par \$ par habitant et en pourcentage du PIB	53	Figure 111: Tendances du financement en faveur de la RAS par source, 2013-2016	95
Figure 56: Crédits budgétaires nationaux par secteur & région, 2016	53		
Figure 57: Engagements chinois par secteur, 2012-2016	57		
Figures 58-59: Engagements de l'ACG par secteur et région, 2013-16	58		
Figure 60: Engagements de l'ACG par membre, 2012-2016	59		
Figure 61: Engagements européens non-ICA par source, 2016	60		
Figure 62: Engagements européens non-ICA par secteur, 2016	61		
Figure 63: Engagements européens non-ICA par région, 2016	61		

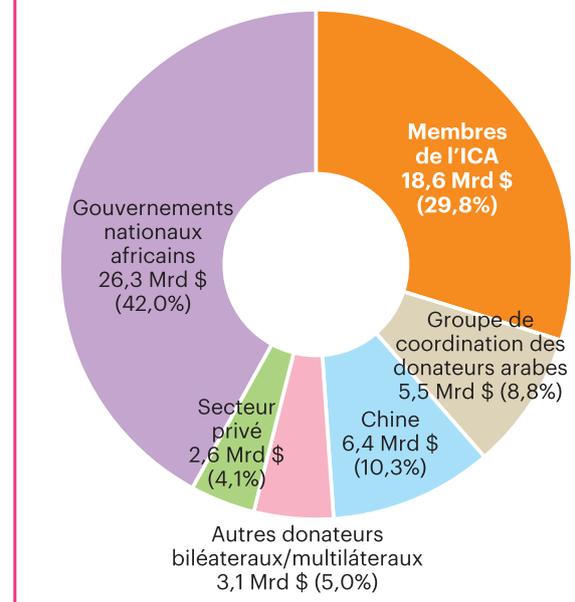
1. Vue d'ensemble 2016

Le financement total a atteint 62,5 Mrd \$ en 2016

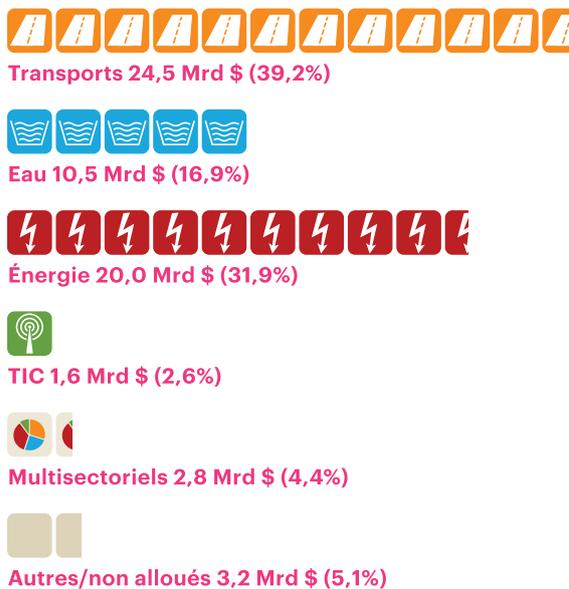
Le financement a baissé de 21%



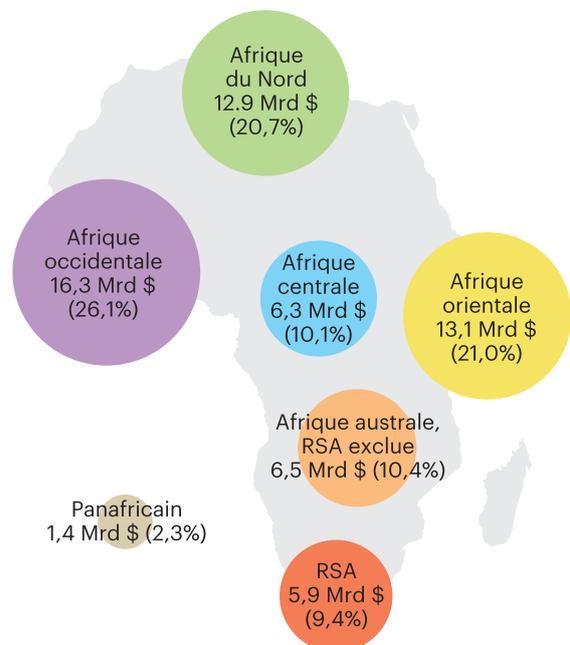
Il est provenu de



Et à ces secteurs



Il a été destiné à ces régions



* Dans le cadre des efforts constamment déployés par l'ICA pour améliorer le degré de précision et de détail des données historiques, les grandes tendances ayant marqué les dépenses totales en faveur des infrastructures en Afrique au cours des cinq dernières années ont été altérées par un retraitement des données budgétaires de certains gouvernements nationaux entre 2012 et 2015, suite à une revalidation des chiffres historiques.

1.1 Messages et constatations clefs

Le total des engagements souscrits par l'ensemble des sources en faveur des infrastructures africaines en 2016 est retombé à 62,5 Mrd \$, dont 26,3 Mrd \$ de crédits budgétaires alloués par les gouvernements nationaux africains et 36,2 Mrd \$ de financement externe.

Le financement externe a atteint son niveau le plus bas depuis au moins 2010, en raison principalement d'une réduction de 14,5 Mrd \$ du financement chinois déclaré entre 2015 et 2016, et d'une baisse des investissements privés de 4,9 Mrd \$ au cours de la même période.

Le financement chinois a beaucoup fluctué au cours des dernières années, et les 6,4 Mrd \$ déclarés cette année devraient être comparés avec la moyenne annuelle de 12 Mrd \$ enregistrée entre 2011 et 2016, plutôt qu'avec les 20,9 Mrd \$ déclarés en 2015 et les 3,1 Mrd \$ en 2014.

Au total, les membres de l'ICA ont déclaré des engagements de 18,6 Mrd \$, soit une baisse de 6% par rapport aux 19,8 Mrd \$ de 2015. En excluant la contribution exceptionnelle de 7 Mrd \$ de l'initiative Power Africa en 2013, les engagements sont restés à peu près constants au cours des cinq dernières années, avec une moyenne de 18,9 Mrd \$ (voir Figure 1). Cette année, des données supplémentaires ont été fournies par l'Italie, qui a déclaré des engagements de 28,8 M \$.

Le montant total des crédits budgétaires clairement identifiables alloués par 46 gouvernements nationaux africains s'est élevé à 26,3

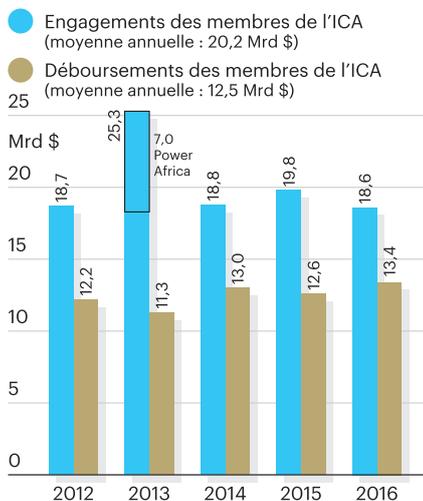


Figure 1
Engagements et déboursements des membres de l'ICA, 2012-2016



Figure 2
Tendances des engagements en faveur des infrastructures, par source, 2012-16

Mrd \$ en 2016, contre 24 Mrd \$ alloués par 44 pays en 2015. Les membres du Groupe de Coordination des Donateurs Arabes (ACG) ont engagé 5,5 Mrd \$ en 2016, soit une nette hausse par rapport à 2015 (4,4 Mrd \$) et 2014 (3,5 Mrd \$).

La valeur des projets avec participation du secteur privé ayant atteint un bouclage financier en 2016 était de 3,6 Mrd \$, dont 2,6 Mrd \$ de capitaux privés, selon la base de données fournie par Base de Données sur la Participation Privée dans les Projets d'Infrastructure de la Banque



Figure 3
Tendances des engagements en faveur des infrastructures, par secteur, 2012-16

mondiale. Ce chiffre représente une nette baisse par rapport au capital privé déclaré en 2015 (7,4 Mrd \$) et 2014 (5,1 Mrd \$), et moins d'un tiers de celui enregistré en 2013 et 2012 (respectivement 8,8 et 8,7 Mrd \$).

L'Inde a engagé 1,2 Mrd \$ en faveur des infrastructures africaines en 2016, soit plus du double de son financement de 2015 (524 M \$), alors que la Corée du Sud a engagé 432 M \$ en faveur de quatre projets en 2016, contre un seul engagement de 81 M \$ en 2015.

La Nouvelle Banque de Développement, la banque multilatérale de développement créée par les pays de la BRICS, a souscrit son premier engagement en faveur des infrastructures africaines en 2016 par l'intermédiaire d'un prêt de 180 M \$ consenti à la compagnie sud-africaine d'électricité, Eskom.

Le total des déboursements des membres de l'ICA en 2016 s'est élevé à 13,4 Mrd \$, soit une hausse de 5% par rapport à 2015 (12,6 Mrd \$). Ces déboursements se sont à peu près maintenus entre 11,4 et 13,4 Mrd \$ au cours des cinq dernières années.

Les déboursements dans le secteur de l'énergie ont augmenté progressivement au cours des dernières années. Ceux-ci ont totalisé 6,1 Mrd \$ en 2016, contre 5 Mrd \$ en 2015, soit une moyenne de 4,7 Mrd \$ au cours des cinq dernières années.

L'écart entre les engagements et les déboursements s'est creusé en 2016. Les fonds engagés pour les projets achevés en 2015 remontent en moyenne à 2007, soit un écart de huit ans. Pour les projets achevés un an plus tard, en 2016, l'écart était en moyenne de neuf ans, avec des engagements également souscrits en 2007.

Les engagements régionaux souscrits par les membres de l'ICA en 2016 ont totalisé 1,9 Mrd \$, ce qui est identique à 2014, en baisse par rapport à 2015 (3,4 Mrd \$) et loin des 4,5 et 4,2 Mrd \$ déclarés en 2012 et 2013, respectivement.

Les déboursements régionaux des membres de l'ICA en 2016 ont totalisé

821,4 M \$ pour la deuxième année consécutive, soit une baisse par rapport aux 1,8 et 1,9 Mrd \$ déclarés en 2014 et 2013, respectivement.

Une analyse plus approfondie du déficit de financement s'impose. Un document d'information commandé par la JICA et présenté à l'occasion du Forum des Marchés Emergents sur l'Afrique 2017 considère qu'il faudrait des dépenses annuelles comprises entre 120 et 140 Mrd \$ (aux taux du dollar de 2015) à court terme. En projetant les scénarios tendanciels actuels, le *Global Infrastructure Outlook*, préparé par le Global Infrastructure Hub, estime que les besoins en investissement s'élèveraient à 174 Mrd \$ par an, et que si les économies africaines étaient en mesure d'élever leur niveau de performance pour égaler celui de leurs pairs les plus performants, ces besoins passeraient à 6 billion \$ jusqu'en 2040, soit 240 Mrd \$ par an, ce qui représente une différence de près de 40%.

De nombreuses parties prenantes, publiques et privées, consultées dans le cadre de la préparation de ce rapport ont déclaré que les principales raisons du déficit infrastructurel de l'Afrique ne tiennent pas au manque de fonds mais à un manque de projets bancables. Cependant, l'analyse sous-sectorielle réalisée pour la première fois dans ce rapport, ainsi que les consultations menées avec les parties prenantes, révèlent que certains sous-secteurs sont confrontés à une surabondance de capitaux et à un déficit de projets, alors que d'autres sous-secteurs – notamment les projets de transports et d'eau de plus grande envergure – doivent faire face à un déficit de financement.

Le financement au stade initial du projet demeure un problème. Des outils concrets d'atténuation des risques pourraient encourager une plus grande participation du secteur privé dans la préparation des projets, alors qu'un examen des procédures de passation de marché permettrait d'apprécier l'efficacité de l'approche actuellement adoptée de la mise en concurrence, et d'envisager les avantages procurés par des approches plus collaboratives en matière de développement de projets.

D'autres types d'investisseurs, notamment des investisseurs institutionnels et philanthropiques, pourraient aussi trouver un intérêt à participer au développement des infrastructures en Afrique. Pour ce faire, néanmoins, d'autres types de financement tels que le financement mixte et le capital-développement doivent être développés et déployés.

Davantage de campagnes de vente et de marketing sont également nécessaires, non seulement pour plaider la cause des rendements à long terme pour les investisseurs institutionnels, des rendements à plus court terme pour les investisseurs en capitaux propres et des retombées sociales pour les investisseurs philanthropiques, mais également pour démontrer aux politiciens le bien-fondé du développement des infrastructures, notamment sa capacité à créer des emplois directs et indirects et la multitude d'autres avantages sociaux et économiques. ■

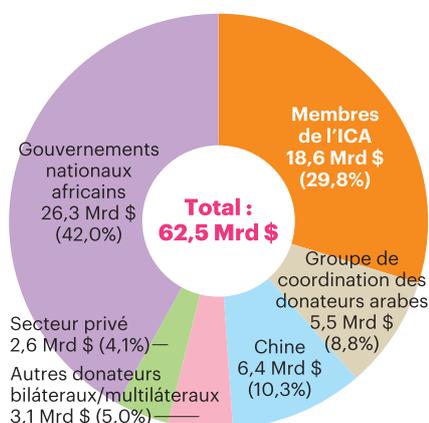


Figure 4
Financement total des infrastructures en 2016 par source

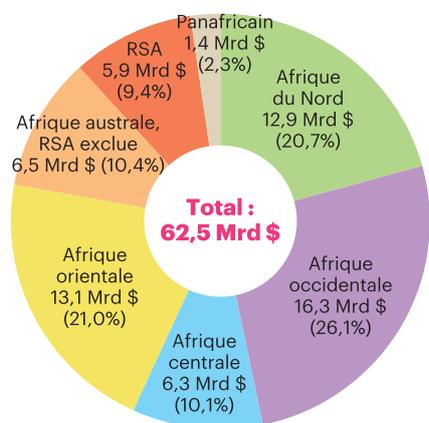


Figure 5
Financement total des infrastructures en 2016 par région

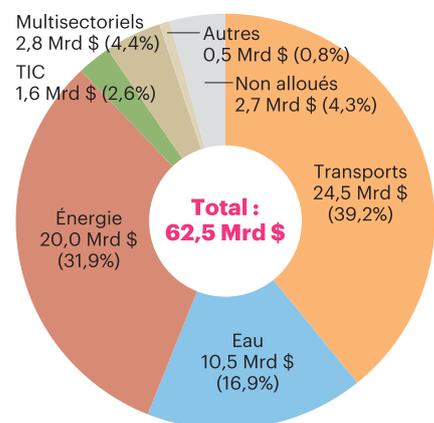


Figure 6
Financement total des infrastructures en 2016 par secteur

2. Tendances de financement

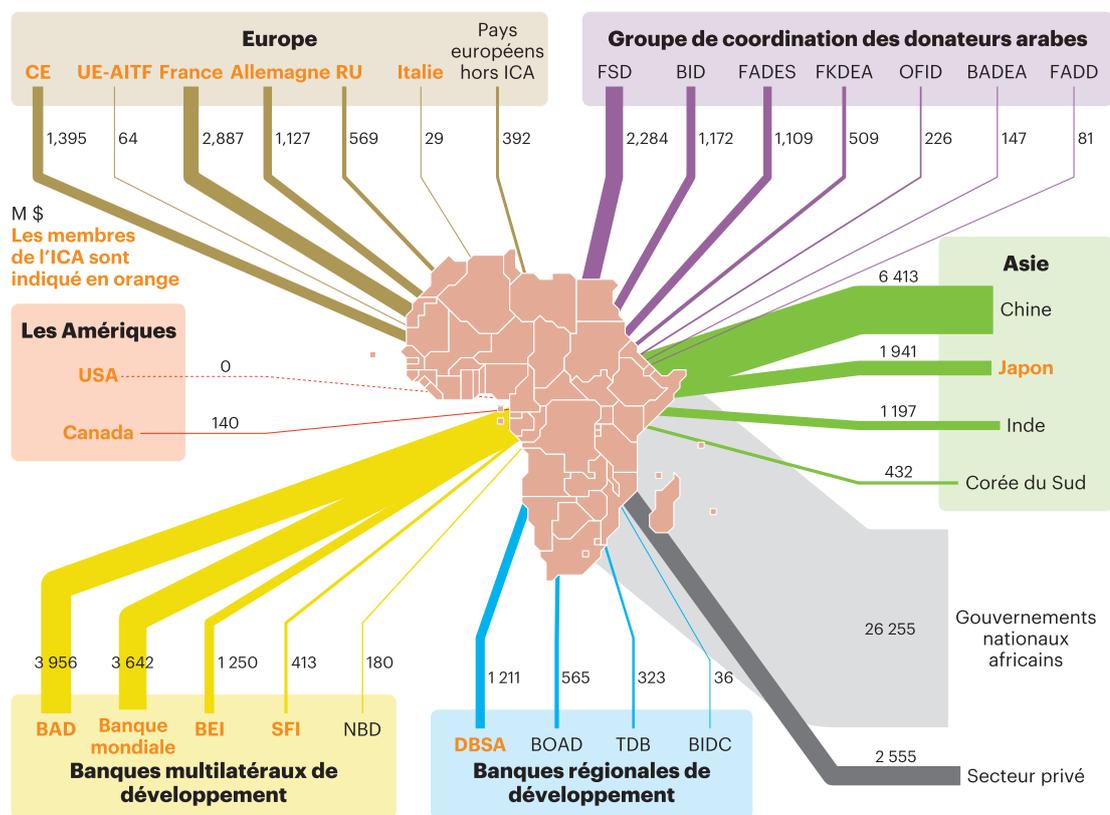


Figure 7
Flux de financement déclarés et identifiés dans les infrastructures africaines, 2016

2.1 Qui finance les infrastructures africaines ?

En 2016, les engagements souscrits en faveur des infrastructures africaines par l'ensemble des sources est tombé à son plus bas niveau en cinq ans avec 62,5 Mrd \$.

Bien que ce montant soit supérieur aux 55,9 et 41,5 Mrd \$ déclarés dans les éditions 2010 et 2011 de ce rapport, ces années ne comptabilisaient pas les crédits budgétaires alloués par les gouvernements nationaux africains, qui se sont élevés en moyenne à 28,4 Mrd \$ au cours des cinq dernières années.

La chute des engagements entre 2015 et 2016 est en grande partie due à la baisse considérable de 14,5 Mrd \$ du financement chinois, ainsi qu'à et à une réduction de 4,9 Mrd \$ des investissements privés. Le total des engagements a reculé de 16,4 Mrd \$ entre 2015 et 2016.

La réduction du financement chinois a notamment touché de plein fouet le secteur de l'énergie qui a enregistré une baisse globale des engagements de 14,7

Mrd \$ (42%) entre 2015 et 2016. En 2016, la Chine a investi 1 Mrd \$ dans les transports, contre près de 10 Mrd \$ l'année précédente, ce qui explique en grande partie cette chute du financement (de 29%, soit 10,2 Mrd \$) pour le secteur.

Des engagements de 18,6 Mrd \$ ont été déclarés par les membres de l'ICA en 2016. À l'exception de la contribution exceptionnelle de 7 Mrd \$ de l'initiative Power Africa en 2013, les engagements des membres de l'ICA sont restés à peu près constants au cours des cinq dernières années, avec une moyenne de 18,9 Mrd \$.

Le Groupe de Coordination des Donateurs Arabes (ACG) a déclaré des engagements de 5,5 Mrd \$ en 2016. Ce montant représente la troisième hausse annuelle consécutive et le niveau d'engagement le plus élevé des huit dernières années, période au cours de laquelle les engagements annuels moyens ont totalisé 3,8 Mrd \$.

Les crédits budgétaires des gouver-

nements nationaux africains financés en interne, qui étaient à la hausse jusqu'en 2014, sont restés faibles en 2016 avec 26,3 Mrd \$, même si ce montant est légèrement supérieur aux 24 Mrd \$ de crédit budgétaires financés en interne déclarés en 2015.

Les engagements de l'Inde ont plus que doublé en 2016 pour atteindre 1,2 Mrd \$, contre 524 M \$ en 2015. La Corée du Sud a engagé 432 M \$ en faveur de quatre projets en 2016, contre un seul engagement de 81 M \$ en 2015. Le Brésil n'a déclaré aucun nouvel engagement en 2016.

Des engagements totalisant 924 M \$, soit plus du double de 2015 (419 M \$), ont été enregistrés pour quatre banques régionales de développement non-membres de l'ICA – la BOAD, la BIDC, la TDB et la BEAD.

Les engagements souscrits par les IFD européennes non-membres de l'ICA ont totalisé 392,2 M \$ en 2016, soit une nette baisse par rapport à 2015 (876 M \$). ■

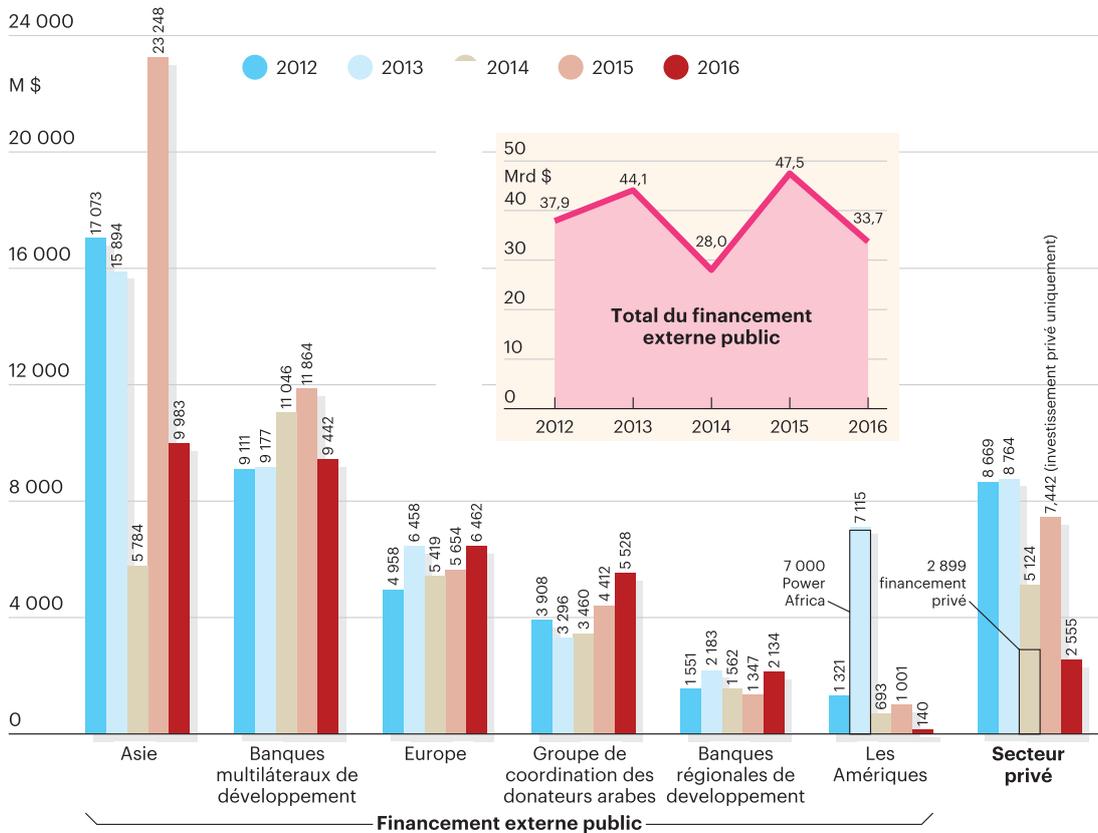


Figure 8
Sources de financement 2016, financement externe public et privé

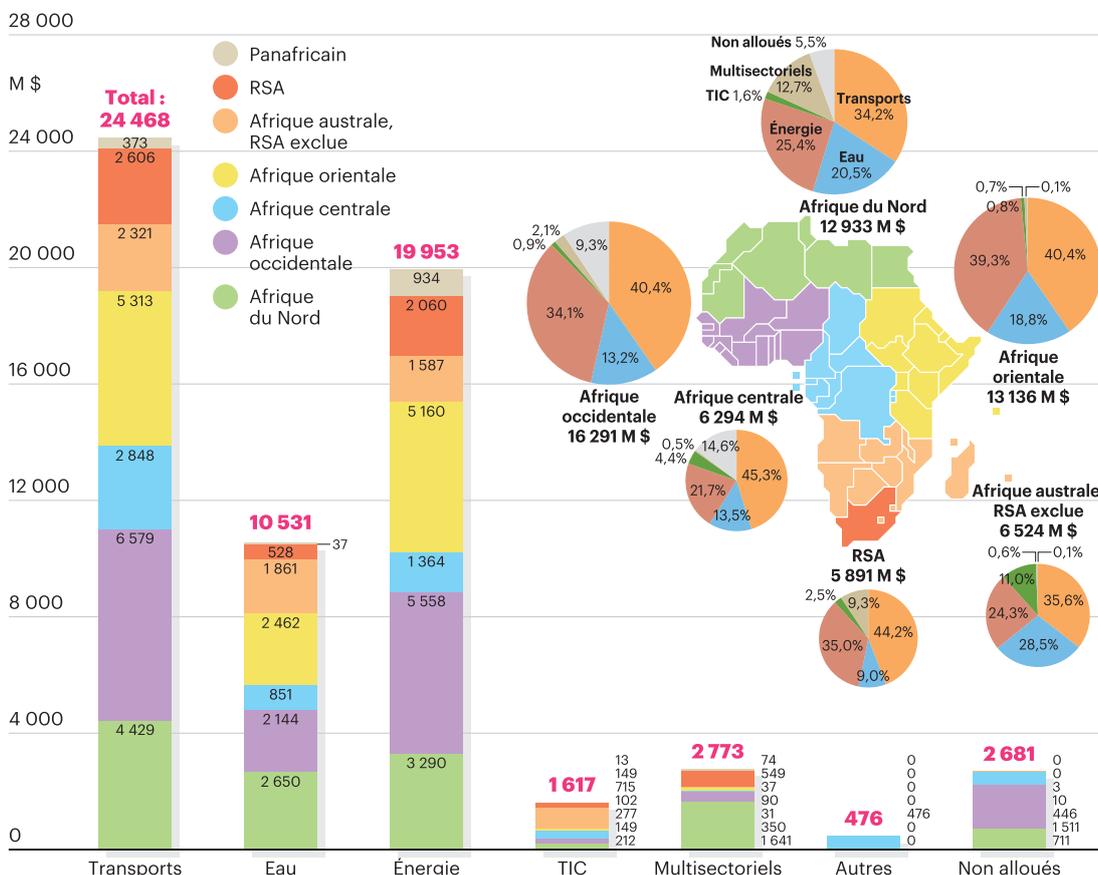


Figure 9
Total des engagements en faveur des infrastructures par secteur et région, 2016

2.2 Tendances de financement par secteur

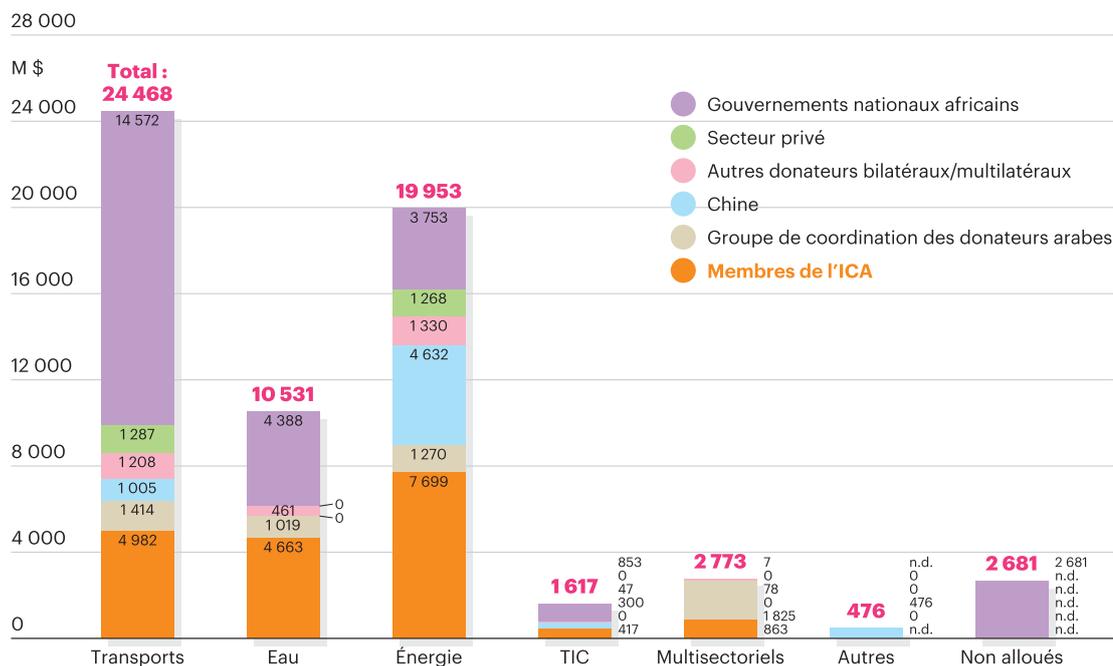


Figure 10
Total des engagements en faveur des infrastructures par secteur et source, 2016

Transports

Avec un total de 24,5 Mrd \$ en 2016, les engagements en faveur du secteur des transports ont fortement chuté par rapport aux 34,7 et 34,4 Mrd \$ de 2015 et 2014, respectivement. Le secteur avait bénéficié d'un soutien appuyé de la part de la Chine en 2015, alors que les crédits budgétaires alloués par les gouvernements nationaux aux transports avait culminé à 17,6 Mrd \$ en 2014 avant de baisser, vraisemblablement à cause de la chute des prix du pétrole et des produits de base enregistrée au cours des deux années suivantes.

Les gouvernements nationaux africains ont néanmoins continué à être les principaux bailleurs de fonds des infrastructures des transports du continent en 2016, avec 14,6 Mrd \$ (59,6%) sur les 24,5 Mrd \$ engagés dans l'année. Bien que les engagements des membres de l'ICA en faveur du secteur aient légèrement baissé à 5 Mrd \$, ils représentent néanmoins environ 20% du financement total pour le secteur.

Au niveau des régions, l'Afrique de l'Ouest a reçu la plus grande part des engagements en faveur des transports en 2016 (6,6 Mrd \$, soit 26,9% du total), alors qu'en 2015, l'Afrique de l'Est était la région privilégiée pour les transports avec 11,8 Mrd \$, soit plus d'un tiers des engagements. En 2016, l'Afrique du Nord, l'Afrique Centrale et l'Afrique Australe ont respectivement reçu 4,4, 2,9 et 2,3 Mrd \$ respectivement. L'Afrique du

Sud a reçu quant à elle reçu 2,6 Mrd \$.

Eau

Les engagements en faveur du secteur de l'eau ont augmenté, passant de 7,5 Mrd \$ en 2015 à 10,5 Mrd \$ en 2016, dépassant même les 9,7 Mrd \$ déclarés en 2014. Sur les engagements de 2016, la part des membres de l'ICA s'élève à 4,7 Mrd \$ (44%), ce qui est plus que n'importe quelle autre source de financement. Les gouvernements nationaux africains ont une fois de plus contribué de manière substantielle au financement du secteur, avec des allocations de 4,4 Mrd \$, alors que les organismes bilatéraux et multilatéraux ont engagé les 1,5 Mrd \$ restants.

Comme les années précédentes, l'Afrique du Nord (2,6 Mrd \$) et l'Afrique de l'Est (2,4 Mrd \$) ont reçu la moitié du total des engagements en faveur du secteur de l'eau en 2016. Le secteur de l'eau de l'Afrique de l'Ouest a reçu 2,1 Mrd \$ en 2016, soit une nette hausse par rapport à 2015 (1,1 Mrd \$). Le financement des projets en Afrique Australe a atteint 1,9 Mrd \$ (18%), alors que l'Afrique Centrale et l'Afrique du Sud ont respectivement reçu 851 et 528 M \$, respectivement.

Energy

Le financement de projets énergétiques en Afrique a reculé, passant à 20 Mrd \$ en 2016, après

avoir atteint le niveau record de 33,5 Mrd \$ en 2015, qui comprenait 6 Mrd \$ alloués par les gouvernements africains, 8,6 Mrd \$ engagés par les membres de l'ICA et, notamment, 12,9 Mrd \$ provenant d'autres donateurs bilatéraux et multilatéraux, dont 10 Mrd \$ de la Chine. Le secteur privé a aussi beaucoup contribué au secteur de l'énergie en 2015, avec des engagements totalisant 7,2 Mrd \$.

Les engagements des membres de l'ICA en faveur du secteur en 2016 ont représenté 7,7 Mrd \$ (38,6%) du financement total, alors que les allocations des gouvernements nationaux de 3,8 Mrd \$ étaient inférieures aux 4,8 Mrd \$ engagés en 2015.

En 2016, les engagements chinois ont été presque réduits de moitié, passant à 4,6 Mrd \$, bien qu'ils aient néanmoins représenté 23% du total des engagements en faveur du secteur.

Le manque relatif de projets d'énergies renouvelables atteignant le stade du bouclage financier en Afrique du Sud, par rapport aux années précédentes, a fortement contribué à la baisse générale du financement pour le secteur, le secteur privé n'ayant investi que 1,3 Mrd \$ en 2016.

L'Afrique Australe, y compris l'Afrique du Sud – qui est traditionnellement une destination de choix pour les

investissements dans le secteur – n’a reçu que 18,3% du total des engagements en 2016, contre 50% en 2015. À l’inverse, l’Afrique de l’Ouest et l’Afrique de l’Est ont représenté plus de la moitié du total des engagements, recevant respectivement 5,6 et 5,2 Mrd \$. Les engagements en faveur de l’Afrique du Nord ont baissé, passant de 4,5 à 3,3 Mrd \$ au cours de la même période, alors que ceux en faveur de l’Afrique Australe ont augmenté, passant de 1,2 à 1,4 Mrd \$.

TIC

Les engagements en faveur du secteur des TIC ont totalisé 1,6 Mrd \$ en 2016, ce qui est inférieur aux 2,4 Mrd \$ déclarés en 2015. Les crédits budgétaires alloués par les gouvernements nationaux africains ont augmenté, atteignant 853 M \$, mais les investissements chinois ont chuté d’un peu plus de 1 Mrd \$ en 2015 à 300 M \$. En 2016, le financement chinois a visé un seul projet, les deuxième et troisième phases de la transition numérique de la Zambie.

Le financement des projets TIC par les membres de l’ICA est resté élevé, et a représenté 26% de tous les engagements souscrits en 2016, même si avec 417 M \$, il est inférieur aux 616 M \$ déclarés en 2015. Une fois de plus, c’est l’Afrique Australe (hormis la RAS) qui a reçu la plus grande part des engagements souscrits par l’ensemble des sources en faveur des TIC, en attirant 44% du total (715 M \$).

Financement multisectoriel

Le total des engagements multisectoriels est passé de 2,2 Mrd \$ en 2015 à 2,8 Mrd \$ en 2016. Les membres de l’ACG ont contribué à la vaste majorité du financement multisectoriel en 2016 (1,8 Mrd \$), en raison principalement de l’absence de ventilation par secteur d’un engagement de 1,6 Mrd \$ souscrit par le Fonds saoudien pour le développement destiné à une variété de projets dans la région du Sinaï en Égypte.

Le financement du FSD a été le seul engagement multisectoriel souscrit en Afrique du Nord en 2016, à avoir exceptionnellement reçu plus d’engagements que l’Afrique du Sud et l’Afrique de l’Ouest, qui ont reçu respectivement 549 et 350 M \$. ■

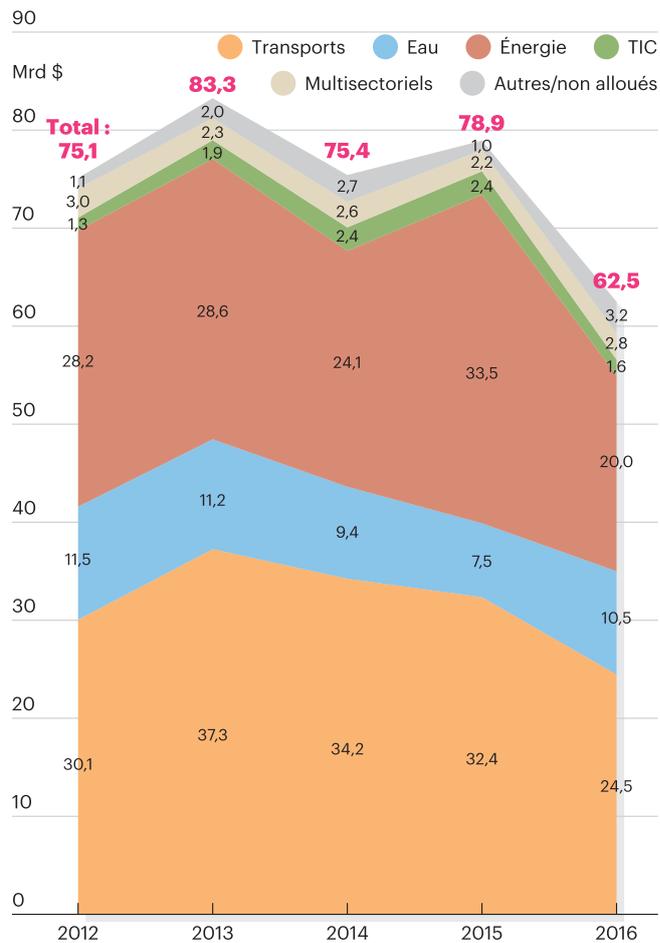


Figure 11
Financement total des infrastructures par secteur 2012-2016

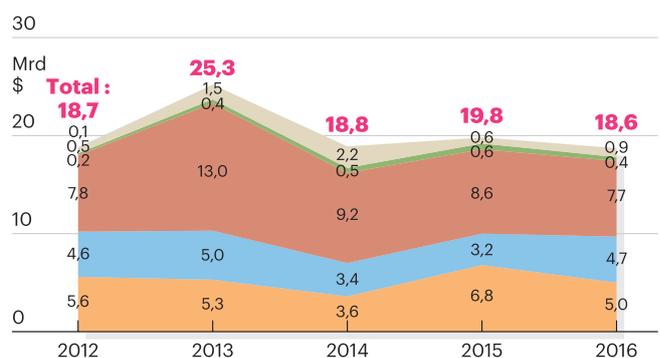


Figure 12
Engagements des membres de l’ICA par secteur 2012-2016

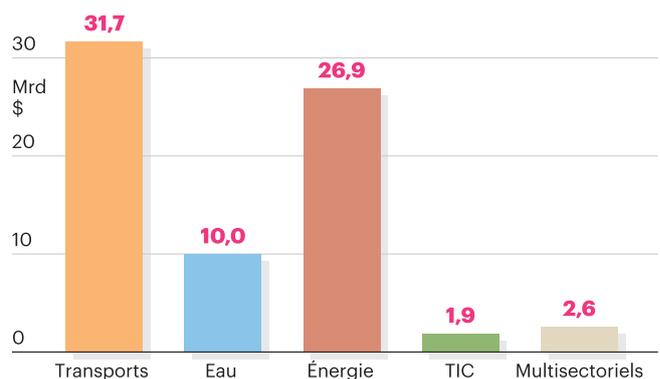


Figure 13
Financement total annuel moyen des infrastructures 2012-2016, par secteur

2.3 Tendances de financement par région

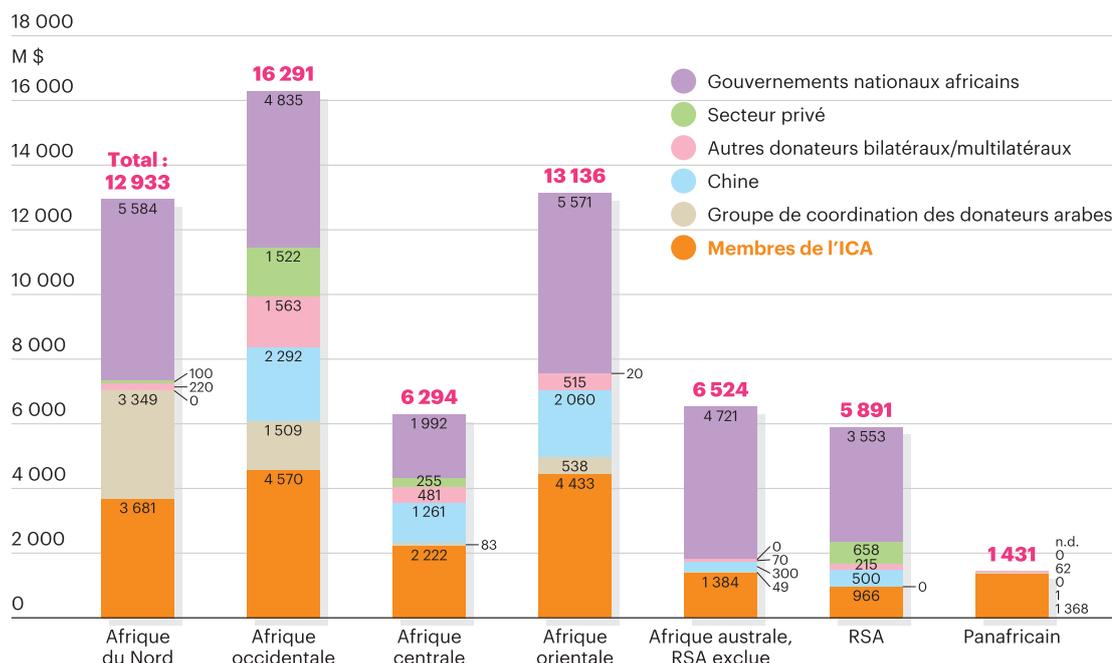


Figure 14
Total des engagements en faveur des infrastructures par région et source, 2016

Sur les 62,5 Mrd \$ engagés en faveur des infrastructures africaines en 2016, l'Afrique de l'Ouest a reçu 16,3 Mrd \$, suivie par l'Afrique de l'Est avec 13,1 Mrd \$ et l'Afrique du Nord avec 12,9 Mrd \$. L'Afrique Australe (hormis la RAS) et l'Afrique Centrale ont reçu respectivement 6,5 et 6,3 Mrd \$, alors que la RAS a reçu 5,9 Mrd \$. Les engagements intrarégionaux et panafricains se sont élevés à 1,4 Mrd \$.

La baisse d'engagements la plus spectaculaire a été enregistrée par l'Afrique du Sud, qui a reçu 5,9 Mrd \$ en 2016 contre 11,7 Mrd \$ en 2015 – même si cette année-là avait été particulièrement bonne, avec des investissements de 7,1 Mrd \$ annoncés par la Chine. Les engagements de 2016 souscrits en Afrique du Sud sont supérieurs aux 4,9 Mrd \$ déclarés en 2014.

Le manque relatif de financement chinois a aussi contribué à une réduction de 33% des engagements en faveur de l'Afrique de l'Est par rapport aux niveaux de 2015 (19,3 Mrd \$). Les engagements ont reculé moins brusquement en Afrique du Nord.

Les engagements en faveur des infrastructures en Afrique du Nord ont totalisé 12,9 Mrd \$ en 2016, dont 5,6 Mrd \$ de crédits budgétaires alloués par les gouvernements nationaux, ce qui correspond au niveau le plus élevé en cinq ans et à plus de 50% du financement total pour la région. En 2016, les membres de l'ICA ont engagé

3,7 Mrd \$, ce qui est inférieur aux 4,1 Mrd \$ déclarés en 2015 et aux niveaux d'engagement de 2012 et 2014 (voir Figure 16, en bas à droite).

Les engagements de l'ACG sont passés de 1,9 Mrd \$ en 2015 à 3,3 Mrd \$ en 2016, en raison essentiellement d'un engagement de 1,6 Mrd \$ souscrit par le FSD en faveur de plusieurs projets d'infrastructure au Sinaï, en Égypte.

Les investissements privés, avec 100 M \$, étaient sensiblement inférieurs aux 1,2 Mrd \$ enregistrés en 2015 et n'ont ciblé qu'un seul projet, le complexe solaire de Benban en Égypte.

Les engagements en faveur de l'Afrique de l'Ouest ont totalisé 16,3 Mrd \$ en 2016, soit le niveau le plus élevé depuis 2013, et ont été majoritairement consacrés au secteur des transports. Les investissements consentis dans la région par l'ensemble des sources, à l'exception de la Chine, ont augmenté en 2016. Les gouvernements nationaux ont investi 4,8 Mrd \$ et les membres de l'ICA 4,6 Mrd \$. La Chine a engagé 2,3 Mrd \$ en faveur de la région en 2016, contre 4,3 Mrd \$ en 2015.

Pour la troisième année consécutive, les engagements de l'ACG en faveur de la région ont augmenté, atteignant 1,5 Mrd \$ en 2016, signe d'un intérêt plus général porté aux infrastructures africaines, au détriment de l'Afrique du Nord.

Un total de 6,3 Mrd \$ a été engagé en faveur de l'Afrique Centrale en 2016, ce

qui représente une nette hausse par rapport à 2015 (4,7 Mrd \$). La majorité du financement est provenue des membres de l'ICA (2,2 Mrd \$), des gouvernements nationaux (2 Mrd \$) et de la Chine (1,3 Mrd \$). Les transports ont reçu la plus grande part sectorielle (2,8 Mrd \$), suivis de l'énergie (1,4 Mrd \$), de l'eau (851 M \$), des TIC (277 M \$) et des projets multisectoriels (31 M \$).

Le soutien des membres de l'ICA a considérablement augmenté en 2016 par rapport à 2015 (1,3 Mrd \$) et fait feu égal avec les 2,4 Mrd \$ engagés en 2013. Bien que le montant engagé au cours de ces deux années soit sensiblement inférieur aux 3,7 Mrd \$ engagés en 2014, il reste néanmoins au-dessus de la moyenne de 1,8 Mrd \$ pour la période 2011-2016.

En 2016, la Chine a augmenté son financement pour la région, le faisant passer de 338 M \$ en 2015 à 1,2 Mrd \$ en 2016, et bien que ce niveau soit loin des 10,2 Mrd \$ enregistrés en 2011, il représente une hausse considérable par rapport à la moyenne de 390 M \$ pour la période 2012-2015.

Les engagements en faveur de l'Afrique de l'Est ont totalisé 13,1 Mrd \$ en 2016, une nette baisse par rapport aux 18,7 Mrd \$ déclarés en 2015 et qui s'explique en grande partie par la baisse des engagements de la Chine, qui a annoncé un financement de 2,1 Mrd \$ en 2016, contre 6,8 Mrd \$ en 2015. Les gouvernements nationaux d'Afrique de l'Est ont alloué des crédits budgétaires

totalisant 5,6 Mrd \$ en 2016, soit 798 M \$ de moins que l'année précédente.

Les membres de l'ICA ont déclaré des engagements de 4,4 Mrd \$ en Afrique de l'Est en 2016, contre 4,7 Mrd \$ en 2015. Bien que les engagements souscrits par les membres de l'ICA en faveur de la région aient beaucoup varié au cours des six dernières années, passant de 2 Mrd \$ en 2014 à 6,9 Mrd \$ en 2013, ils ont néanmoins atteint une moyenne de 4,2 Mrd \$.

L'Afrique de l'Est n'a reçu que 19,6 M \$ de financement privé, contre 45 M \$ en 2015, ce qui laisse entendre que la région n'a pas encore mis en place de mesures suffisamment efficaces pour attirer les investisseurs commerciaux.

Les engagements en faveur de l'Afrique Australe (hormis la RAS) ont enregistré une forte baisse de 15,6 Mrd \$ en 2015 à 6,5 Mrd \$ en 2016. La baisse la plus notable était celle des investissements chinois qui sont passés de 7,1 Mrd \$ en 2015 à 300 M \$ en 2016. Les engagements de l'ACG ont reculé à 48,6 M \$ par rapport à 325,2 M \$ au cours de la même période.

Les engagements des membres de l'ICA en faveur de la région ont reculé à 1,4 Mrd \$ en 2016, par rapport à presque 1,8 Mrd \$ en 2015, prolongeant ainsi la tendance à la baisse progressive du financement des membres de l'ICA pour la région depuis 2013, lorsque les investissements avaient atteint 2,5 Mrd \$.

Les engagements de toutes les autres sources ont été à peu près semblables à ceux des années précédentes, bien que les dépenses des gouvernements nationaux africains aient diminué de 5 Mrd \$ en 2015 à 4,7 Mrd \$ en 2016.

La forte baisse des engagements souscrits en faveur de l'Afrique du Sud, qui sont passés de 11,7 Mrd \$ en 2015 à 5,9 Mrd \$ en 2016, s'explique par deux facteurs très clairs – une baisse significative du financement de la Chine de 2,2 Mrd \$ à 500 M \$, et le manque de capitaux privés qui étaient précédemment injectés dans le programme Sud-Africain d'acquisition des Producteurs Indépendants d'Énergies Renouvelables (REIPPP) (aussi un facteur au cours des années précédentes). Les investissements privés ont chuté de 3.8 Mrd \$ en 2015 à 658 M \$ en 2016. ■

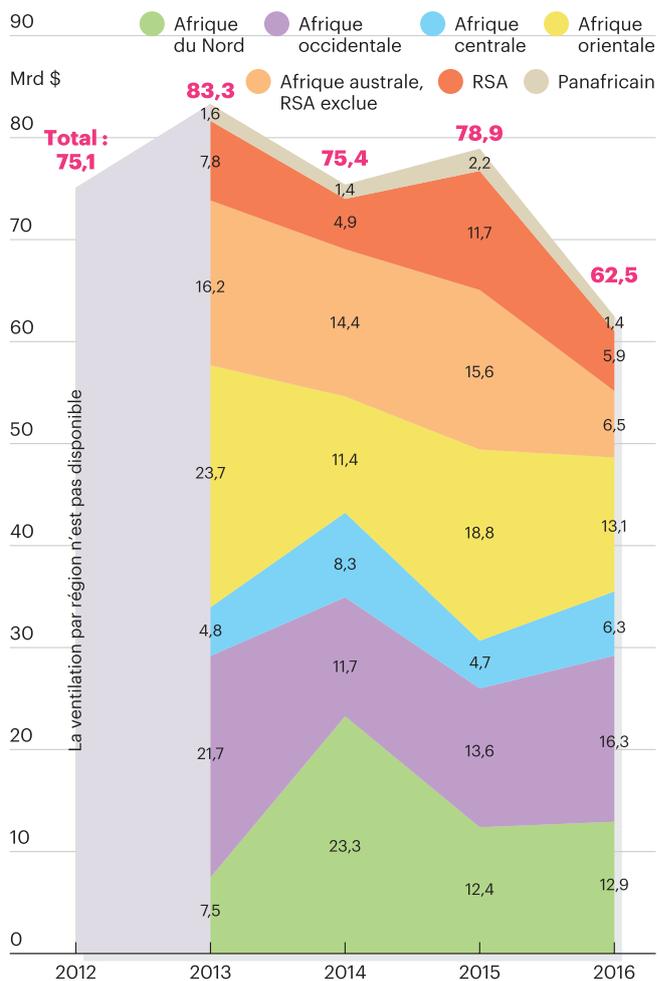


Figure 15
Financement total des infrastructures par région 2012-2016

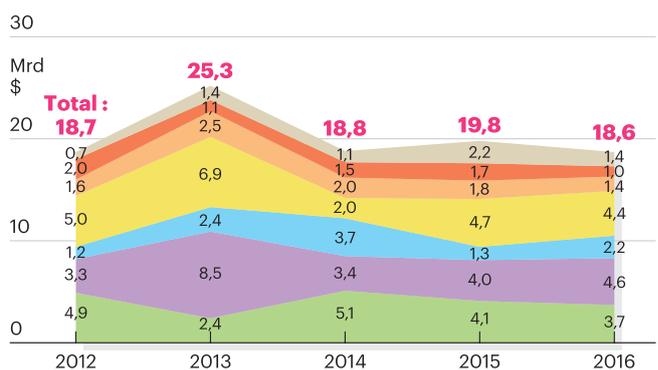


Figure 16
Engagements des membres de l'ICA par région 2012-2016

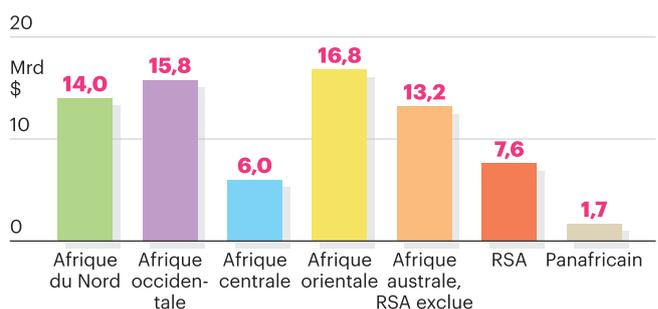


Figure 17
Financement total annuel moyen des infrastructures 2012-2016, par région

3. Tendances stratégiques



iStock/Getty Images

3.1 Vers la promotion d'infrastructures intelligentes et intégrées en Afrique

L'Afrique était au cœur de l'ordre du jour du Sommet des Chefs d'État du G7 qui s'est tenu en mai 2017. Sous la présidence de l'Italie, le sommet a été organisé en Sicile, une île située à moins de 160km de l'Afrique. L'Italie a invité les dirigeants de la Tunisie, du Nigeria, du Niger, de l'Éthiopie et du Kenya à prendre part aux discussions. Le premier ministre italien, Paolo Gentiloni, a appelé à un nouveau 'partenariat' entre les pays du G7 et l'Afrique en matière d'aide et d'investissement.

La priorité absolue du sommet était de débarrasser la planète d'autant de carbone que possible. Cette priorité figure, avec les infrastructures intelligentes et intégrées, la numérisation et la mobilité, dans le thème que présentera l'Italie lors de la réunion plénière de l'Assemblée Générale de l'ICA de 2017.

Le thème *Vers la Promotion d'Infrastructures Intelligentes et Intégrées en Afrique – un Agenda pour la Numérisation, la Décarbonisation et la Mobilité* identifie les domaines dans lesquels des mesures pratiques pourraient contribuer à bâtir et à cimenter un nouveau partenariat entre les pays du G7 et l'Afrique. Sept

opérations du fonds UE-AITF sur les huit approuvées en 2016 avaient comme objectif principal l'atténuation des changements climatiques ou l'adaptation à ces changements. L'atténuation des changements climatiques est un enjeu qui compte beaucoup dans la manière dont la CE évalue les projets, et celle-ci estime que 40-50% des nouveaux programmes sont dotés de volets liés au climat. La GIZ a déclaré qu'environ un tiers de ses engagements souscrits en 2016 comprenait un volet directement lié au climat, alors que la SFI a déclaré que trois projets sur les 16 dans lesquels elle s'était engagée, et six projets sur les 25 dans lesquels elle avait investi étaient liés au climat. Pour son exercice se terminant en juin 2016, le GBM a annoncé que 19% du total de ses engagements étaient liés au climat – et bien que ce chiffre inclue tous les projets, la vaste majorité concerne des infrastructures.

La JICA aide les pays clients à construire des centrales électriques à faibles émissions de carbone, telles que la centrale géothermique dans la Vallée du Grand Rift en Afrique de l'Est, des centrales thermiques à haut rendement et des centrales hydroélectriques.

La Facilité d'Inclusion Énergétique, annoncée par la BAD à la fin de l'année 2016, proposera un financement par emprunt de premier rang et mezzanine pour les projets à petite échelle (réseau, miniréseau et hors réseau) dont le coût total est inférieur à 30 M \$, et pour les compagnies de distribution d'énergie et autres entités se consacrant aux solutions énergétiques hors réseau.

La BAD a également approuvé un prêt concessionnel privilégié de 25 M \$ pour financer le projet solaire PV de Ségou, la première centrale électrique PV à l'échelle industrielle du Mali. Ses 33 MW conduiront à une augmentation directe de la capacité installée du pays et représentent environ 10% de la capacité de production actuelle. La banque s'intéresse aussi à des programmes sur les installations solaires domestiques visant à réduire l'utilisation du kérosène et de la biomasse insalubre dans l'éclairage domestique et des voies publiques, ainsi que dans les cuisines.

La décarbonisation, et notamment la manière dont les TIC peuvent potentiellement y contribuer, est un facteur à considérer dans tous les secteurs. La numérisation peut contribuer à la gestion et à la conservation des rares ressources

en eau, alors que les villes intelligentes peuvent utiliser des millions de capteurs et toutes sortes de voies de communication pour gérer efficacement les flux de circulation et réduire ainsi les émissions de gaz à effet de serre.

Un pays africain s'affirme quant à lui comme le leader dans l'utilisation d'infrastructures intelligentes pour favoriser le développement social et économique. L'UA a désormais adopté la stratégie de numérisation rapide du Rwanda comme modèle pour l'Afrique (voir page 80).

La JICA envisage à l'heure actuelle d'utiliser la technologie de l'Internet des Choses dans l'exploitation et l'entretien des centrales électriques, alors qu'en Ouganda, elle soutient les travaux de signalisation numérique visant à garantir des flux de circulation stables et homogènes.

Le thème de l'Italie cadre parfaitement avec le nouveau plan sur quatre ans (jusqu'en 2021) de l'AFD, qui accorde la priorité à la numérisation. Les piliers thématiques cadrent aussi parfaitement avec les ODD et l'Accord de Paris. Toutes les mesures du plan doivent être conformes aux ODD. Les considérations en matière d'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets sont importantes dans la manière dont l'AFD identifie et finance les projets. L'agence accorde aussi la priorité aux applications pratiques de la technologie dans le secteur des transports, et reconnaît que les données volumineuses offrent la possibilité de faire une réelle différence dans les solutions de transport. Les trois piliers de l'AFD pour les transports sont les liaisons interurbaines, les liaisons inter-pays et la mobilité urbaine.

La numérisation, la décarbonisation et la mobilité figurent toutes dans un projet commun élaboré par la GIZ et le Ministère des Travaux Publics et des Transports de la ville de Windhoek, en Namibie. Le Plan Directeur d'Aménagement Durable des Transports Urbains de Windhoek a débouché sur le lancement, en novembre 2016 du réseau de transports urbains durables 'Move Windhoek' de la ville. Au lieu de relier directement les villes de banlieue, toutes les lignes se rejoignent à Wernhil, où les passagers peuvent passer d'une ligne à l'autre pour atteindre leurs destinations. Le facteur temps est essentiel, et les horaires fixes et fiables permettent aux

passagers de planifier avec précision leurs trajets tout en minimisant le temps passé aux arrêts. La sensibilisation de la population aux transports publics et non motorisés est aussi facilitée par la participation constante des médias. 'Move Windhoek' est disponible sur Facebook, Twitter, et YouTube.

L'intérêt que porte le Japon à l'intégration régionale s'articule autour de la mobilité, et se traduit par la réalisation de projets de développement de corridors économiques dans le Corridor Nord, le Corridor de Nacala et le Cercle de Croissance d'Afrique de l'Ouest. La JICA prévoit aussi d'étendre ses opérations de poste frontière à entrée unique (OSBP) en Afrique de l'Est, australe et de l'Ouest à travers une assistance financière et une coopération technique en vue d'améliorer la mobilité.

La consolidation et le développement d'infrastructures TIC majeures sont essentiels à la numérisation. Le Système de câble sous-marin d'Afrique de l'Est (EASSy), le câble de 10 000km qui s'étend le long de la côte Est du continent, est entré en service en juillet 2016. Grâce aux engagements et aux déboursements financiers consentis par plusieurs partenaires de développement en 2016, ce câble, qui relie les îles des Comores et de Madagascar au Mozambique, à la Tanzanie, au Kenya, à la Somalie et à Djibouti, demeure à ce jour la ligne la plus performante desservant l'Afrique sub-saharienne. Ces points desservent un réseau dont la portée peut s'étendre, à l'intérieur des terres, jusqu'à Khartoum au Soudan et Kigali au Rwanda.

La numérisation occupe une place de plus en plus importante dans le travail de l'Allemagne et peut jouer un rôle essentiel dans tous les secteurs, qui va de solutions d'approvisionnement en énergie hors réseau à l'utilisation de ballons pour fournir un accès à Internet. La GIZ a publié un rapport intitulé *Toolkit – Digitalisation in Development Co-operation and International Co-operation in Education, Culture and Media*. Ce rapport souligne le rôle important que les TIC peuvent jouer pour rendre les infrastructures durables. L'utilisation de réseaux électriques intelligents peut améliorer l'accès à l'énergie à un prix abordable. Les TIC pourraient devenir indispensables à la gestion de l'eau, à l'élaboration de modèles de prévision météorologiques, à la collecte de données sur les ressources en eau, ainsi qu'à la planification et à l'administration

nécessaires pour garantir l'accès aux approvisionnements, en vue de répondre aux besoins des utilisateurs.

Au Kenya, la GIZ apporte son concours à la base de données MajiData, qui contient des données sur quelque 2 000 zones urbaines, portant notamment sur leur population, l'approvisionnement en eau, l'élimination des eaux usées, la topographie et l'urbanisme. Ces données, qui peuvent être extraites et mises à jour facilement, permettent de réaliser des analyses de la situation dans des lieux spécifiques. À partir de ces analyses, des mesures peuvent être planifiées et adaptées plus précisément aux besoins locaux.

Les corridors intelligents sont au cœur du travail du PIDA. Son Programme de Corridors intelligents, le premier en Afrique, suppose l'élaboration d'une technologie-type de corridor intelligent, ainsi que la conception et la mise en œuvre d'un système de suivi de l'efficacité des corridors à l'échelle continentale et régionale. La première phase se composera des six modules suivants :

1. Guichet électronique unique ;
2. Localisation des marchandises ;
3. Localisation des véhicules commerciaux ;
4. Localisation des conteneurs ;
5. Localisation des trains de marchandises, et
6. Suivi très visible de l'efficacité des corridors.

Les membres de l'ICA et les non-membres de l'ICA continuent à soutenir Mobisol, un fournisseur d'énergie hors réseau, facturée à l'utilisateur (PAYG) et qui produit de l'énergie alternative à un prix abordable en combinant l'énergie solaire avec la technologie mobile. À ce jour, il a installé une capacité de près de 10MW en Tanzanie, au Rwanda et au Kenya et fournit de l'électricité propre et fiable aux ménages ainsi qu'aux petites entreprises, dans les communautés à faible revenu. Il a récemment acquis Lumeter, l'un des plus grands fournisseurs de logiciels PAYG, pour créer une société absorbée ayant un fort pouvoir de fixation des prix, une expertise dans le secteur du comptage pour les systèmes solaires autonomes et les solutions de mini réseau et la capacité d'offrir des fonctionnalités PAYG aux zones sous-desservies. ■

3.2 Développement Stratégique de Corridors Economiques

Approche du Japon en matière de développement des corridors, étape de planification

Le coût du développement des infrastructures nécessaires pour répondre à la croissance économique de l'Afrique ne peut pas être entièrement couvert par les ressources publiques. Bien que la hausse de l'investissement privé soit essentielle pour répondre à la demande, en Afrique, les infrastructures inadéquates et la taille relativement modeste de plusieurs marchés africains ont dissuadé de nombreux investisseurs privés.

Pour s'attaquer à ce problème en Afrique, le Japon adopte une approche stratégique du développement de

corridors reposant sur sa propre expérience positive. En 1960, le gouvernement japonais a annoncé son Plan de Doublement des Revenus visant à améliorer considérablement le niveau de vie, et a introduit le Grand Projet de la Zone de la Ceinture Pacifique, une politique d'aménagement spatial visant à influencer la répartition des populations et des activités le long du littoral pacifique industriel du Japon.

Ce plan avait pour objectif d'obtenir un développement social et économique équilibré dans l'ensemble du pays en décentralisant l'industrie excessivement concentrée vers des centres régionaux

dans la Zone de la Ceinture Pacifique. De grands investissements ont été nécessaires pour construire des infrastructures telles que des autoroutes et le célèbre train à grande vitesse Shinkansen du Japon. Cette infrastructure a créé un axe de développement national et a permis de promouvoir une industrie axée sur les exportations qui a stimulé la croissance économique du Japon.

L'approche du développement des corridors adoptée par la JICA est décrite sur la page suivante.

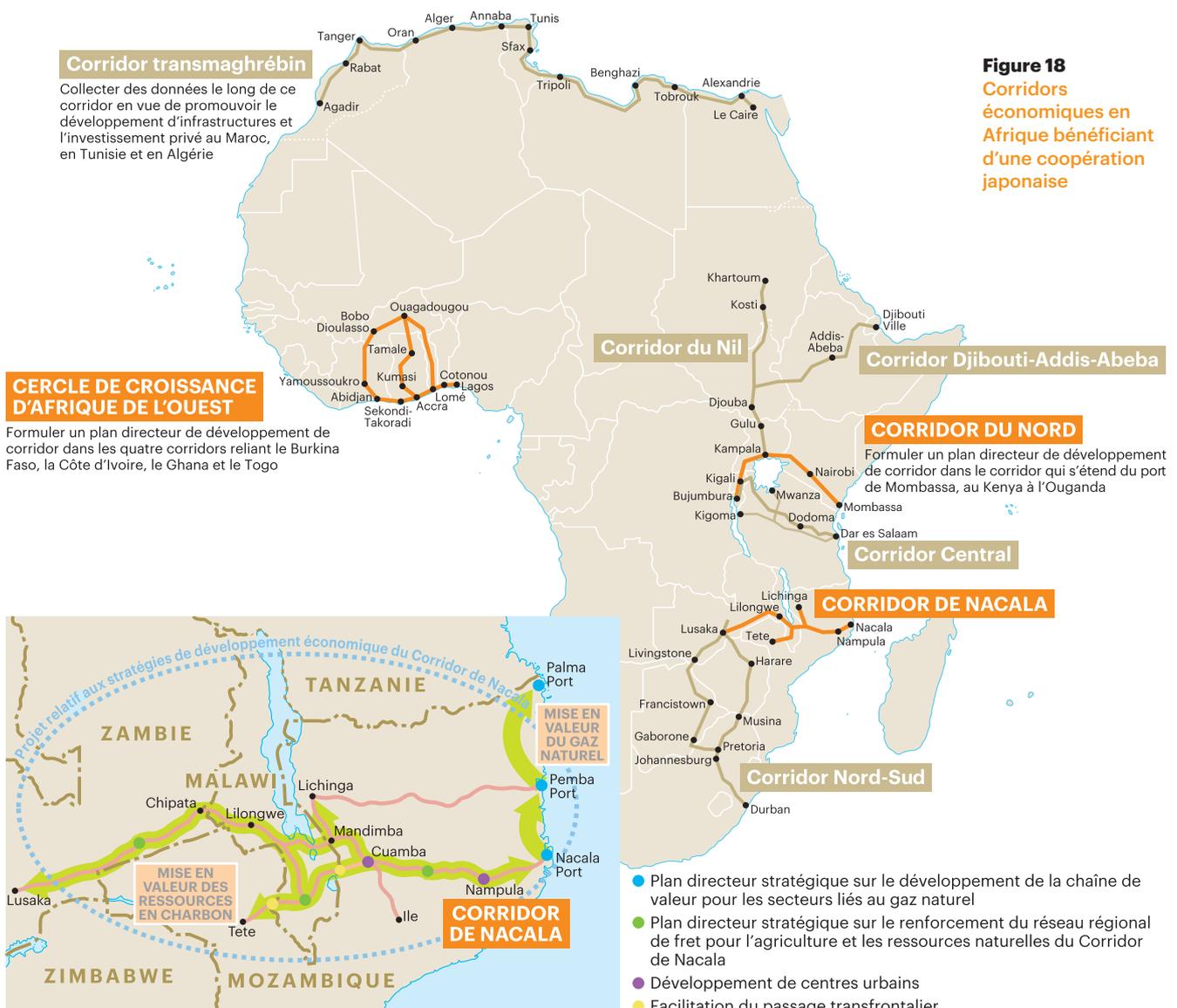
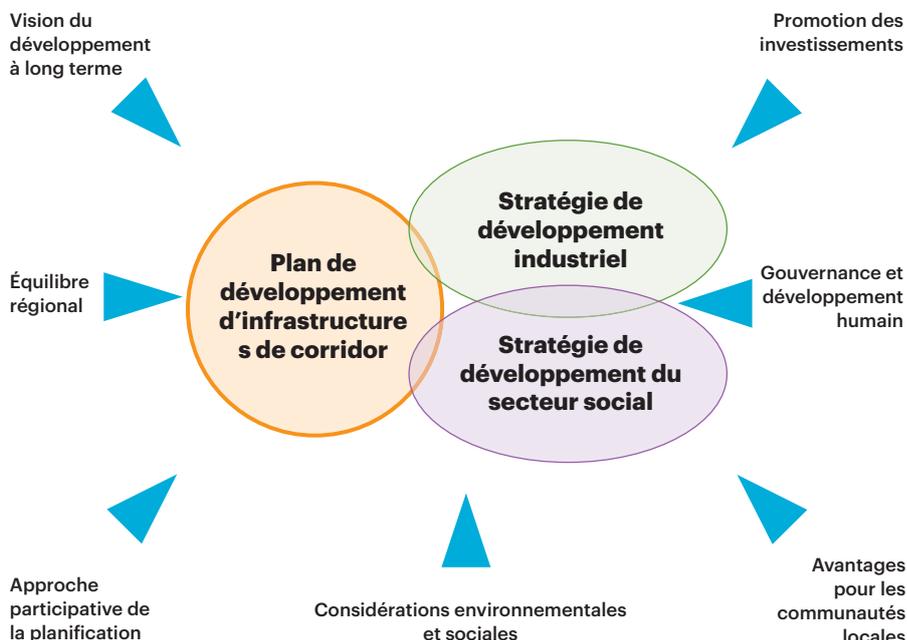


Figure 18
Corridors économiques en Afrique bénéficiant d'une coopération japonaise

1. Étape de planification – Le Plan directeur du Développement de Corridors, un scénario de croissance économique inclusive

La JICA propose une coopération technique en matière de formulation de Plans Directeurs de Développement de Corridors. Chaque plan est unique et présente une vision à long terme du développement – dans une optique multisectorielle qui s'étend au-delà des frontières des pays et des régions – de l'économie régionale dans une période comprise entre vingt et trente ans. Les plans contiennent des études détaillées pour les aménagements d'infrastructures de corridors qui sont le fondement de l'activité économique, tels que les transports, l'énergie, les communications, la logistique et le commerce. Ils définissent aussi les stratégies de développement industriel, par exemple dans les domaines de l'agriculture, de l'exploitation minière, et des secteurs commercial et industriel. Une démarche participative est encouragée dans le processus de planification, en vue de promouvoir les développements dans le secteur social, tels que les soins médicaux, la santé publique et l'éducation. Des évaluations des impacts environnementaux et sociaux sont aussi envisagées et intégrées dans les plans.



Figures 19 et 20 Approche du Japon en matière de développement des corridors, étape de planification (ci-dessus) et étape de mise en œuvre du projet (ci-dessous)

2. Étape de la mise en œuvre du projet – Appui intégral à la réalisation du scénario de croissance économique à l'aide d'une variété d'outils de coopération

La JICA propose une gamme complète de services d'assistance pour réaliser le scénario de croissance économique en combinant efficacement différents types d'aide au développement, notamment des prêts, des subventions, une coopération technique et des PPP.

Des contributions financières stratégiques et des technologies optimales sont proposées pour faciliter la modernisation des infrastructures économiques matérielles et immatérielles. La JICA participe aussi à la promotion du développement des secteurs industriel et social, qui contribue à son tour à stimuler la croissance régionale économique.

	Plan de développement d'infrastructures de corridors		Développement industriel	Développement du secteur social
	Développement d'installations (Infrastructures matérielles)	Développement institutionnel et transfert de technologie (Infrastructures immatérielles)		
Prêt	<ul style="list-style-type: none"> Développement, par exemple, de ports, de routes, de ponts ou de chemins de fer (subvention/prêt) 	<ul style="list-style-type: none"> Construction d'installations et d'institutions transfrontalières (Coopération technique) 		
Subvention	<ul style="list-style-type: none"> Développement d'installations d'approvisionnement en énergie (subvention/prêt) Développement de postes frontalières à entrée unique, OSBP (subvention/prêt) Développement de zones économiques spéciales (SEZ) (subvention/prêt) 	<ul style="list-style-type: none"> Capacité de gestion de la construction et de l'exploitation d'infrastructures (Coopération technique) Aide financière pour la promotion des investissements financiers (Prêt) 	<ul style="list-style-type: none"> Industrie minière Agriculture Tourisme Enseignement technique 	<ul style="list-style-type: none"> Soins médicaux Santé publique Éducation Approvisionnement en eau
Coopération technique	<p>Pour favoriser une croissance économique stable à moyen et long terme, la JICA appuie le développement d'infrastructures économiques telles que les transports, l'énergie et les communications.</p>	<p>La JICA promeut le commerce et l'investissement en soutenant les OSBP, en facilitant la logistique et le commerce et en encourageant les investissements privés en vue de renforcer les moteurs de la croissance.</p>		
Partenariat public-privé				

Plans Directeurs de Développement Stratégique de Corridors Economiques

Le Japon considère que le secteur privé est un moteur de la croissance économique et qu'à ce titre, il doit être le catalyseur du développement. Dans cette optique, le gouvernement japonais participe activement au développement du secteur privé en Afrique. L'une des activités phares découle d'un engagement japonais souscrit à l'occasion de la Cinquième Conférence Internationale de Tokyo, sur le

développement de l'Afrique (TICAD V) en 2013, en faveur de l'élaboration de dix plans directeurs stratégiques.

Trois de ces plans – le Corridor de Nacala, le Corridor du Nord, et le Cercle de Croissance d'Afrique de l'Ouest – sont des développements stratégiques de corridors économiques. Le Japon entend contribuer au développement d'infrastructures de qualité en Afrique en

s'appuyant son expérience et ses technologies.

La JICA, en étroite collaboration avec les pays et d'autres parties prenantes, a conçu des plans directeurs dans lesquels des scénarios futurs souhaitables pour les régions ont été élaborés, sur la base des résultats d'enquêtes approfondies concernant le potentiel économique et industriel de chaque zone.

Plans directeurs stratégiques de développement de corridors économiques en Afrique

	Corridor de Nacala	Corridor du Nord	Cercle de croissance d'Afrique de l'Ouest
Pays	Mozambique	Kenya et Ouganda	Burkina Faso, Ghana, Côte d'Ivoire, Togo, et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)
Possibilités et défis en matière de développement	Manque d'infrastructures de transport alors que les ressources naturelles abondantes (charbon et gaz naturel) et les terres arables propices à l'agriculture demeurent inexploitées.	Réseaux logistiques de mauvaise qualité et coûts de transport élevés en raison de trois goulots d'étranglement majeurs: importations excessives, concentration de fonctions dans les villes principales et activité à faible valeur ajoutée.	Les infrastructures de mauvaise qualité entraînent des coûts de transport élevés, une forte dépendance aux produits importés dans un marché régional de grande ampleur, et des disparités entre les zones urbaines/rurales et côtières/enclavées.
Caractéristiques	<ul style="list-style-type: none"> Diversification des développements dans le secteur économique sur la base d'un réseau de corridors à l'échelle régionale en utilisant les ressources abondantes. Améliorations des chemins de fer, ports et artères à l'aide des investissements privés et publics. D'autres projets de développement des infrastructures économiques et du secteur social sont combinés en vue de favoriser un développement inclusif. 	<ul style="list-style-type: none"> Concevoir en tenant compte des potentiels industriels identifiés et de l'importance de l'inclusivité. Relier les zones industrielles avec les centres logistiques grâce au développement axé sur le transport de marchandises. Transfert modal des camions vers les chemins de fer et les pipelines. Résultats escomptés : baisse des coûts de transport (20-40% pour la route et 30-60% pour le chemin de fer) et hausse des exportations telles que le thé, le café, les textiles et les vêtements. 	<ul style="list-style-type: none"> Concevoir en tenant compte des potentiels industriels identifiés et de l'importance du développement régional inclusif. Promotion d'activités commerciales intra-régionales par l'intermédiaire d'un corridor circulaire regroupant quatre pays tout en tenant compte de la liaison prévue avec le Nigeria (ALH). Meilleure facilitation du commerce, par l'intermédiaire notamment des OSBP Création de chaînes de valeur régionales Transfert modal des camions aux chemins de fer
Projets prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> Parc industriel de Nacala Développement de la zone de la Ceinture industrielle de Nacala Terminal multimodal de Nacala Gare de triage 	<ul style="list-style-type: none"> Développement du port de Mombasa. Zone économique spéciale de Mombasa. Logistique du transport routier Centrale géothermique de la Vallée du Rift 	<ul style="list-style-type: none"> Autoroute Abidjan-Lagos Développement de corridors (Abidjan-Ouagadougou, Accra-Ouagadougou, et Lomé-Ouagadougou) Projets ferroviaires

3.3 Détermination des besoins de financement



Gautrain construction, South Africa, iStock/Getty Images

Une estimation précise des besoins de financement de l'Afrique constitue une priorité pour les parties prenantes concernées par le développement des infrastructures sur le continent. Elle pourrait aussi être considérée comme un complément nécessaire au présent rapport qui, en plus d'identifier les tendances, s'efforce de mesurer le financement déployé chaque année.

Les investissements requis dans les infrastructures continentales pour les projets du PIDA sont estimés à 360 Mrd \$ jusqu'en 2040. Le Plan d'action prioritaire (PAP) du PIDA pour 2012–20 devrait coûter 68 Mrd \$, soit 8 Mrd \$ par an.

Les estimations du PIDA identifient les besoins de financement dans certains secteurs spécifiques: *l'Africa Transport Sector Outlook – 2040* estime le total des besoins de financement du secteur des transports à 68 Mrd \$ par an. *L'Africa Energy Sector Outlook – 2040* estime que 43,6 Mrd \$ par an seront nécessaires dans le secteur de l'énergie.

La mesure de la différence entre les montants déployés et les besoins de financement devrait indiquer le déficit de financement. Il serait encore plus utile d'effectuer un suivi annuel des besoins de financement, qui, associé aux *Tendances de Financement des Infrastructures en Afrique*, permettrait de déterminer si le déficit de financement se creuse ou se réduit, et

constituerait un cadre d'analyse pour identifier où, comment et pourquoi le déficit se réduit ou se creuse dans différents lieux et secteurs.

Depuis que l'Africa Infrastructure Country Diagnostic (AICD), commandé par l'ICA, a estimé en 2010 les besoins annuels de financement à 93 Mrd \$, on a tenté plusieurs fois de recalculer ce nombre, en utilisant différentes méthodologies qui ont produit différents résultats.

L'une des estimations les plus récentes figure dans un document d'information présenté à l'occasion du *Forum des Marchés Emergents sur l'Afrique 2017* à Abidjan en mars 2017. Commandé par la JICA, ce document estime que 5 à 6% du PIB représenterait un volume d'investissement suffisant dans les infrastructures, autrement dit, des dépenses comprises entre 120 et 140 Mrd \$ (aux taux du dollar de 2015) à court terme.

Le rapport précise que l'Afrique alloue à l'heure actuelle seulement 3,5% du PIB aux Infrastructures et cite les 83,4 Mrd \$ d'engagements déclarés dans les *Tendances de Financement des Infrastructures en Afrique* pour situer la taille du déficit de financement.

Un autre rapport récemment publié, le *Global Infrastructure Outlook – Infrastructure Investment Needs*, qui a examiné les besoins de 50 pays dans sept secteurs jusqu'en 2040, propose un

scénario des tendances actuelles dans lequel le total des besoins en investissement dans les infrastructures africaines jusqu'en 2040 est estimé à 4,3 billions, soit 174 Mrd \$ par an. Ce rapport, préparé par le Global Infrastructure Hub, ajoute que si les économies africaines étaient en mesure d'élever leur niveau de performance pour égaler celui de leurs pairs les plus performants, ces besoins passeraient à 6 billions \$, soit 240 Mrd \$ par an – ce qui représente une différence de près de 40%.

Le Programme de Connaissance des Infrastructures en Afrique (AIKP) mené par la BAD, et qui a succédé à l'AICD, devrait publier une estimation actualisée des besoins de financement dans les infrastructures, peu de temps après la publication du présent rapport. Cette estimation devrait permettre au rapport annuel de l'ICA de l'année prochaine de proposer une analyse plus détaillée, non seulement des besoins de financement mais également du déficit de financement.

Compte tenu des variations annuelles des fonds déployés rapportés dans les *Tendances de Financement des Infrastructures en Afrique*, il serait prudent de mettre au point une méthodologie de calcul des besoins annuels estimés et de publier un rapport AIKP actualisé tous les trois ans. ■

3.4 Sources et types de fonds émergents

L'année 2016 a continué à être marquée par des initiatives visant à mobiliser les capitaux africains, de nouvelles sources et de nouveaux types de financement, ainsi que par un intérêt croissant pour le capital-investissement patient. Cependant, certains types d'investisseurs, notamment les fonds de retraite et les fonds souverains, attendent toujours de pouvoir apporter une réelle contribution au financement des infrastructures en Afrique.

Le Fonds pour les Infrastructures Africa50 a annoncé son premier investissement en 2016 avec la signature d'un accord de développement commun (JDA) pour un PEI relatif à une centrale solaire PV de 80MW au Nigeria. Le projet sera développé conjointement par le norvégien Scatec Solar et Norfund, le fonds norvégien d'investissement. Dans le cadre du JDA, Africa50, Scatec Solar, et Norfund engageront leurs ressources et leurs fonds en vue d'achever la phase d'élaboration du projet et de préparer son bouclage financier.

Africa50, qui a été lancé en 2015, lorsque 20 pays africains et la BAD ont souscrit 830 M \$ dans son capital-actions initial,

compte désormais un total de 25 actionnaires composés de 23 pays africains, de la BAD et de deux banques centrales africaines – la Bank Al Maghrib du Maroc et la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.

Le fonds pour les infrastructures vise à faciliter le développement d'infrastructures en servant de pont entre les secteurs public et privé, dans le but d'éliminer les goulots d'étranglement qui entravent les projets privés et les PPP.

En tant qu'investisseur minoritaire stratégique, il investira principalement des capitaux propres et affirme qu'il continuera à mobiliser des fonds auprès d'autres investisseurs, parmi lesquels des investisseurs multilatéraux, institutionnels et privés et que la structuration des projets sera confiée aux sociétés privées.

Mise en place par les cinq pays de la BRICS, la Nouvelle Banque de Développement (NDB) a également souscrit ses premiers engagements en faveur du développement des infrastructures africaines en 2016, avec un prêt consenti à la compagnie publique d'électricité sud-africaine, Eskom.

Le prêt de 180 M \$ doit financer la construction de lignes de transmission visant à connecter 500MW d'énergie renouvelable de PEI au réseau national, ce qui, selon un porte-parole de la NDB, permettra de réduire les émissions de carbone du pays de deux millions de tonnes par an.

Ce soutien pour Eskom s'inscrit dans une série de prêts totalisant 811 M \$ consentis par la NDB pour faciliter le développement de 2 370MW de capacité d'énergie renouvelable entre 4 pays membres, à savoir le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Selon la NDB, de nombreux autres projets sont en cours, notamment en Russie. La banque déclare que son action sera principalement axée sur les énergies vertes et renouvelables.

Le financement mixte sous plusieurs formes a le vent en poupe chez les partenaires de développement bien que les niveaux de sensibilisation à ce type de financement et à ses avantages potentiels soient faibles parmi les investisseurs et promoteurs privés consultés dans le cadre de la préparation du présent rapport. Cela semble indiquer que les promoteurs du financement mixte devraient se

Mécanisme de Financement de la Préparation des Projets d'infrastructure du NEPAD

Le mécanisme de financement de la préparation des projets d'infrastructure du NEPAD (IPPF-NEPAD), fonds multi-donateurs géré par la BAD visant à aider les pays africains à préparer les projets d'infrastructure régionaux, a engagé 14,8 M \$ et a déboursé 7,8 M \$ en 2016.

La totalité du financement du mécanisme s'est présentée sous forme d'une subvention au titre de l'APD. Il a engagé entre 3 et 3,6 M \$ en faveur de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe, ainsi que 2 M \$ en faveur de l'interconnexion électrique interrégionale de 330kv entre Kolwezi et Solwezi reliant la RDC à la Zambie.

Les projets énergétiques ont reçu des engagements de 8,6 M \$, alors que les secteurs des transports et de l'eau ont respectivement reçu 5 et 1,3 M \$. 4,2 M \$ ont été déboursés pour des projets de transport, 3,1 M \$ pour des projets énergétiques et 473 692 \$ pour des projets d'eau. ■

Engagements de l'IPPF-NEPAD, 2016

Projet	Région	Engagement M \$
Projet de renforcement de l'Interconnecteur Nigeria-Bénin	Afrique de l'Ouest	2,0
Secrétariat pour l'étude de faisabilité de l'oléoduc de produits pétroliers Ouganda -Tanzanie	Afrique de l'Est	1,7
Route multinationale Kribi-Campo-Bata	Central Africa	3,1
Projet multinational du bassin fluvial Orange-Sengu	Afrique Australe (exc. RAS)	1,3
Étude de faisabilité CEREEC/CEDEAO – Les femmes dans une chaîne de valeurs de l'énergie en mutation en Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Ouest	1,0
Interconnexion électrique Kolwezi-Solwezi 330kv	Interrégionale	2,0
Développement du port de Lamu: Services-conseils en matière de transaction et assistance technique – Phase 1	Afrique de l'Est	1,9
Projet d'interconnexion électrique de 400KV Mozambique -Zambie	Afrique Australe (exc. RAS)	1,9
Total		14,8

concentrer davantage sur le marketing, sentiment que partagent les partenaires de développement.

Comme le dit un membre de l'ICA, "sans promotion de dossiers commerciaux solides, il y a peu de chance de vendre l'idée [du financement mixte] aux investisseurs privés considérés comme des participants à ce type de financement". Il est nécessaire de renforcer les capacités des partenaires de développement et d'autres acteurs publics, pour qu'ils puissent communiquer avec les acteurs du secteur privé, leur présenter leurs idées et traiter avec eux.

Investisseurs absents

Les fonds de retraite et les fonds souverains (FS) pourraient être de grands investisseurs, mais l'attraction de ce type d'investisseur institutionnel nécessite des réformes et de nouveaux instruments financiers dans les pays où se trouvent les actifs investissables, ainsi que des réformes dans les pays où les grands investisseurs sont réglementés. Selon un éminent investisseur intervenant dans les infrastructures en Afrique du Sud, les nouvelles exigences réglementaires rendent les investissements dans les actifs infrastructurels de plus en plus difficiles.

Les fonds de retraite et les FS peuvent être attirés par les obligations souveraines pour financer des infrastructures telles que celles qui sont désormais émises par plusieurs pays africains, notamment l'Angola, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, le Kenya, la Namibie, le Nigeria, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Tanzanie et la Zambie. Des États

nigériens et des organismes parastataux sud-africains, entre autres, ont émis des obligations pour mobiliser des fonds. Le Maroc a lancé une obligation verte de 100 M € pour refinancer ses investissements dans certains projets liés aux énergies renouvelables au Maroc, alors que le Rwanda a lancé son programme d'émission d'obligations du Trésor en 2014 pour financer des projets d'infrastructure et développer le marché local des capitaux.

Alors que les investisseurs institutionnels sont perçus comme des absents notables dans le secteur africain des infrastructures, certains partenaires de développement s'efforcent de leur trouver une porte d'entrée. L'AFD s'emploie à développer des instruments financiers pour attirer cette catégorie d'investisseurs. Plusieurs partenaires de développement cherchent des moyens de garantir ou d'atténuer les risques dans les projets, en vue d'attirer les investissements institutionnels dans certains projets.

Le déploiement de capital développement destiné à financer des entreprises durables plutôt que des projets semble une solution idéale et fait des entreprises et des populations africaines le moteur du développement des infrastructures sur le continent.

Cependant, cette solution soulève des questions de capacité. Il peut parfois être difficile de trouver des populations locales – et donc des entreprises locales – dotées des moyens nécessaires pour tenir leurs engagements, notamment concernant des projets de grande envergure ou high-tech.

Des initiatives telles que l'Emploi pour le Développement de l'Allemagne

pourraient être utiles. Celle-ci a pour ambition de renforcer les capacités et les moyens locaux. Les compétences développées pourraient être utilisées dans l'ensemble du marché du travail et notamment servir de base aux entreprises locales – nouvelles ou existantes – afin de développer les compétences nécessaires pour leur permettre d'intervenir dans l'ensemble du secteur des infrastructures. En attendant, les projets de grande envergure et très techniques seront encore probablement dominés par les entrepreneurs internationaux. Mais il existe assurément des sous-secteurs dans lesquels les entreprises locales peuvent se développer, y compris les projets énergétiques à petite échelle.

Parmi les IFD qui s'intéressent particulièrement au capital-développement en 2016 se trouvent des praticiens reconnus tels que le CDC britannique et le Norfund norvégien. L'AFD est l'une des dernières IFD à avoir adopté cette pratique.

Elle a déclaré qu'elle investirait 600 M € (664 M \$) de capitaux propres dans des projets, au cours des cinq prochaines années. L'agence a pour vocation de jouer un rôle catalyseur dans les projets à risque et pour ambition de conduire plusieurs projets au stade du bouclage financier, dans le cadre d'une stratégie de sortie sur sept ans. Les investissements dans le secteur de l'énergie devraient se concentrer sur des projets PEI, alors que des aménagements aéroportuaires sont envisagés dans le secteur des transports. ■

L'ICA parraine la Semaine Africaine de l'Eau

L'ICA a été l'un des principaux promoteurs de la 6e Semaine Africaine de l'Eau (SAE) et de la 10e Assemblée Générale du Conseil des Ministres Africains de l'Eau (AMCOW), qui s'est tenue à Dar-es-Salaam en juillet 2016.

L'un des principaux résultats de cette réunion a été l'adoption d'une feuille de route visant à donner un accès durable et universel à l'eau salubre et à l'assainissement en Afrique, par plus de trente ministres africains de l'eau et des délégations de plus de cinquante pays

africains. L'objectif stratégique de la feuille de route est de réaliser des progrès considérables en matière de sécurité de l'approvisionnement en eau et d'assainissement en améliorant l'efficacité et la transparence, tout en créant un climat propice aux investissements.

D'autres informations concernant la feuille de route de Dar-es-Salaam sont disponibles sur le site Web d'AMCOW.

Le parrainage par l'ICA de la SAE et de l'AMCOW illustre le travail de la Plate-forme de l'Eau de l'ICA, qui a pour vocation

d'intensifier le financement d'infrastructures d'eau durables en Afrique et s'inscrit dans la lignée du mandat de la plate-forme qui vise à faciliter la mobilisation des ressources et la mise en œuvre de programmes régionaux.

La plate-forme de l'eau contribue aussi à l'objectif clé du travail de l'ICA qui vise à améliorer la coordination, en vue d'harmoniser les priorités et les activités des membres de l'ICA avec celles des parties prenantes africaines. ■

3.5 La nécessité d'améliorer l'atténuation des risques

L'un des thèmes communs qui ressort des commentaires des membres de l'ICA et des investisseurs privés est la nécessité d'améliorer l'atténuation des risques dans les projets d'infrastructure en Afrique, notamment au stade initial du cycle du projet.

Plusieurs personnes interrogées ont suggéré qu'une meilleure gestion des risques permettrait, d'une part de réduire les goulots d'étranglement de longue date entravant la mise en œuvre des projets, et d'autre part d'attirer plus d'investissements issus de sources de financement à la fois traditionnelles et non traditionnelles.

En dépit de la nécessité communément admise d'améliorer la gestion des risques, seuls trois membres de l'ICA – AFD, BAD et DBSA – ont souscrit des engagements au moyen de garanties ou d'assurance. Ceux-ci n'ont totalisé que 19 M \$ en 2016, soit une très faible part des 1,7 Mrd \$ engagés au cours de l'année en faveur des infrastructures immatérielles.

Les investisseurs privés ont souvent cité l'absence de stratégies d'atténuation des risques, ainsi que les problèmes associés à l'obtention d'un financement au stade initial du cycle du projet comme les plus grands défis pour identifier des projets d'infrastructure appropriés. Ces deux défis vont de pair puisque les risques associés aux projets à leur stade initial découragent les prêteurs. Comme l'a expliqué l'un des cadres d'une compagnie d'électricité, "le financement

reste le plus grand problème. L'expertise, qu'elle soit locale ou internationale, est facilement disponible, mais la difficulté à mobiliser un capital-risque rentable est une autre paire de manches".

De même, un membre de l'ICA qui travaille avec des organismes africains pour le compte d'un gouvernement européen a expliqué la raison pour laquelle les risques présumés élevés poussent les grands investisseurs à négliger les projets de grande envergure, voire même certains secteurs. Le niveau élevé de risque associé aux projets d'infrastructure de grande envergure, notamment dans les secteurs de l'eau et des routes, les rend considérablement moins attractifs aux yeux des investisseurs que les projets plus petits, dans les secteurs de l'énergie ou des TIC. Par conséquent, en vue d'attirer des investisseurs plus importants, ce membre de l'ICA mise sur les outils d'atténuation de risque et les mécanismes de garantie qui sont actuellement envisagés par plusieurs partenaires de développement.

En plus des questions susmentionnées concernant l'obtention d'un financement au stade précoce des projets, les investisseurs privés tendent à mettre en avant l'énorme potentiel et le besoin d'investissements issus de sources de financement non traditionnelles, comme les fonds de retraite, les 'family offices', les organisations philanthropiques et les programmes de financement participatif. De manière générale, il a été noté que les "...fonds de retraite et les philanthropes

devraient saisir ces opportunités car elles constituent le point de départ de rendements à long terme, comparables à une rente". Bon nombre des personnes sollicitées tenaient, non seulement à souligner le potentiel des sources de financement non traditionnelles, mais certaines ont même été jusqu'à les juger nécessaires, en raison de 'l'insuffisance des sources traditionnelles', comme l'a expliqué un haut responsable d'une CER.

En dépit du potentiel apparent, et du besoin réel, des sources de financement non traditionnelles, elles font encore souvent défaut dans le domaine des infrastructures africaines. Les membres de l'ICA et les investisseurs privés, dans leur majorité, ont suggéré que l'absence de sécurité et de stabilité associée aux opportunités d'investissement pourrait freiner les investisseurs potentiels. Comme l'a expliqué un investisseur privé, il existe un "grand potentiel [pour les sources de financement non traditionnelles] si l'on peut répartir clairement les risques, afin d'en arriver à niveau de risque acceptable pour les bénéficiaires escomptés".

En réponse à cela, plusieurs parties prenantes sollicitées dans le cadre de ce rapport préconisent une plus grande utilisation des garanties, du financement mezzanine et du capital-développement, en vue de réduire, dans une large mesure, les risques associés aux projets et d'attirer ainsi davantage de financements issus de sources de financement non traditionnelles. ■

Faciliter le développement de l'hydroélectricité régionale

Le Congrès Mondial de l'Hydroélectricité qui s'est tenu en mai 2017 à Addis-Abeba a rassemblé des dirigeants et spécialistes issus des gouvernements, de l'industrie, de la finance, d'organismes des Nations Unies, d'universités et de la société civile dans le but d'établir le programme du développement de l'énergie hydroélectrique de la prochaine décennie.

L'ICA a joué un rôle concret dans ce congrès. La capacité hydroélectrique installée devrait plus que doubler d'ici 2050 et de nombreux projets de production électrique proposés sont dotés d'une dimension régionale, de sorte que le travail des pools énergétiques régionaux de l'Afrique sera extrêmement important.

Dans ce contexte, l'ICA a présenté son récent rapport sur le statut des pools

énergétiques régionaux en Afrique, qui décrit de manière détaillée et concrète le contexte dans lequel les initiatives prises par les gouvernements, les entreprises, le milieu de la finance et la société civile peuvent converger pour contribuer à un meilleur développement de l'hydroélectricité et, à terme, à un développement durable pour tous.

Le rapport sur le Statut de la Puissance Régionale dans les Pools Énergétiques détaille les progrès réalisés dans chaque pool et présente les conclusions, les tendances, les défis et les solutions potentielles pour les régions respectives de ces pools, en plus d'étudier les possibilités de développement des marchés énergétiques efficaces dans ces régions.

L'ICA a organisé conjointement avec la

Global Energy Interconnection and Development Co-operation Organisation (GEIDCO), une ONG internationale basée en Chine et qui a pour vocation de promouvoir le développement durable de l'énergie à travers le monde, la session sur l'hydroélectricité et les interconnexions en Afrique au cours de laquelle le rapport a été présenté. Suite au travail entrepris ensemble à l'occasion du congrès, l'ICA et GEIDCO ont convenu d'explorer des domaines se prêtant à une collaboration future éventuelle.

Organisé avec le soutien de la Commission de l'Union Africaine et de l'UNECA, le Congrès Mondial de l'Hydroélectricité s'est déroulé pour la première fois en Afrique. ■



KfW Photo Archive, Ausloser-photographie

Mécanisme d'Atténuation des Risques Géothermiques

Mis en place par la CUA d'une part, et le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement et l'UE-AITF (par l'intermédiaire de la KfW) d'autre part, le Mécanisme d'Atténuation des Risques Géothermiques (GRMF) a été lancé en 2012 pour financer le développement géothermique en Afrique de l'Est. Le Dfid contribue aussi au GRMF.

Le programme cofinance des études de surface et des programmes de forage destinés à développer des projets d'énergie géothermique visant à réduire les risques associés à l'exploitation d'une ressource énergétique indigène et renouvelable largement inexploitée. Les fonds du programme GRMF actuellement disponibles s'élèvent à 115 M \$.

L'objectif du mécanisme est d'encourager les investisseurs publics et privés ainsi que les partenariats public-privé à développer des prospectus géothermiques pour la production d'énergie en Afrique de l'Est en proposant des subventions pour deux types d'activité :

- Les études de surface visant à déterminer l'emplacement optimal des puits de confirmation du réservoir dans les projets géothermiques les plus prometteurs.
- Le forage et les tests des puits de confirmation de réservoir dans les projets géothermiques les plus prometteurs pour aider les promoteurs à obtenir le financement nécessaire à la confirmation ultérieure du réservoir et/ou des puits de développement.

Le GRMF apportera une aide financière visant à atténuer les risques associés à l'exploration géothermique. Il a pour vocation d'améliorer l'accès aux capitaux propres ou à d'autres fonds et de jouer ainsi un rôle de catalyseur pour faire de l'énergie géothermique une option stratégique dans les plans de développement énergétique des pays d'Afrique de l'Est participants. Ainsi, la baisse des risques et des coûts associés aux étapes initiales du développement géothermique devrait encourager le développement d'autres investissements géothermiques.

En collaboration avec le GRMF, la base de données géothermique WebGIS vise à réduire le risque associé à l'exploration géothermique en Afrique de l'Est à travers le partage d'informations.

Lancé en avril 2012, le GRMF est mis en œuvre par l'intermédiaire d'une série de candidatures. La 3e candidature s'est achevée en 2015. La 4e candidature a été lancée en juin 2016, et les résultats ont été publiés le 1er juin 2017. Une cinquième candidature est envisagée.

Ce mécanisme vise à induire des impacts sociaux et environnementaux positifs ainsi qu'à contribuer au développement durable en proposant des sources d'énergie fiables, durables et à un prix abordable. Il a pour ambition d'augmenter la quantité d'énergie renouvelable en soutenant les activités d'exploration qui conduiront au développement de quatre centrales géothermiques d'une capacité combinée de 300MW. ■

Mécanisme d'Atténuation des Risques du Groupe de la Banque Mondiale

Le Mécanisme d'Atténuation des Risques (MAR) du Groupe de la Banque Mondiale a pour but de catalyser l'investissement privé dans les grands travaux d'infrastructure et les Partenariats Public-Privé (PPP) en proposant des outils d'atténuation des risques. Ceux-ci incluent les instruments d'apport de liquidités pour garantir les obligations de paiement des entreprises publiques vis-à-vis de projets privés ; l'assurance contre les risques politiques et la couverture de la contrepartie de l'État dans le cadre de prêts et de prises de participation destinés à financer des projets.

Un exemple de garantie d'apport de liquidités serait une entité ad hoc (SVP) de projet recrutée pour concevoir, construire et exploiter une centrale électrique, qui a conclu un accord d'achat de la capacité et de l'énergie produites avec un acheteur public. L'entité ad hoc du projet est exposée au risque de non-paiement par l'acheteur public, que l'instrument d'apport de liquidités du RMF aiderait à atténuer. L'instrument du RMF peut être structuré sous la forme d'une lettre de crédit stand-by renouvelable au titre de laquelle l'entité ad hoc du projet pourra effectuer des tirages pour un montant convenu, si l'acheteur ne parvient pas à honorer ses obligations de paiement.

L'assurance contre les risques politiques pourrait quant à elle couvrir tous les risques traditionnels dans ce domaine, notamment l'expropriation, la guerre et les troubles civils, la convertibilité des monnaies et les risques de transfert, ainsi que la violation de contrat. ■

4. Financement des membres de l'ICA



Centrale hydroélectrique, Ghana, iStock/Getty Images

4.1 Vue d'ensemble

En 2016, les membres de l'ICA ont déclaré des engagements de 18,6 Mrd \$, soit une baisse de 6% par rapport aux 19,8 Mrd \$ de 2015. Si l'on exclut la contribution exceptionnelle de 7 Mrd \$ de l'initiative Power Africa de 2013, les engagements sont restés globalement stables au cours des cinq dernières années, avec une moyenne de 18,9 Mrd \$ par an. Cette année, des données supplémentaires ont été fournies par l'Italie qui a déclaré des engagements de 28,8 M \$.

Cependant, des changements très importants sont intervenus dans les engagements par secteur (voir Figure 21, à droite). Les engagements en faveur de l'eau sont passés de 3,2 Mrd \$ en 2015 à 4,7 Mrd \$ en 2016, soit une augmentation de 46%. Les engagements en faveur de tous les autres secteurs ont baissé. Le montant engagé a baissé de 11% dans les projets énergétiques, de 26% dans les transports et de 32% dans les TIC, alors que les activités multisectorielles ont chuté de 36%.

On a également constaté des changements notables dans les priorités régionales (voir Figure 22 à droite). Les engagements en faveur de la RAS ont chuté de 44% pour atteindre un peu moins de 1 Mrd \$, le montant le plus bas depuis 2012. Les engagements souscrits en Afrique Australe ont baissé de 23%, ceux souscrits en Afrique du Nord de

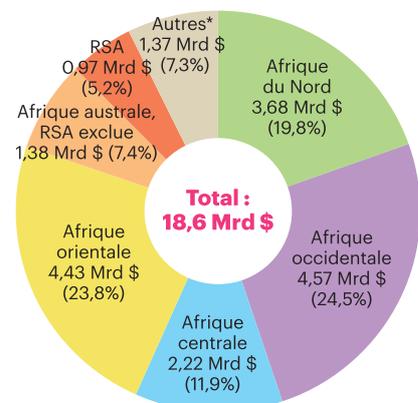
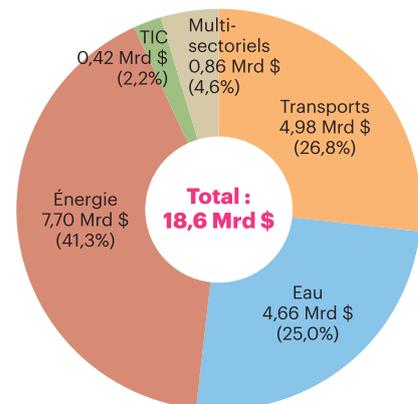
10%, et ceux souscrits en Afrique de l'Est de 6%.

Les montants engagés en faveur de l'Afrique Centrale ont augmenté de 70% pour atteindre 2,2 Mrd \$, par rapport, il est vrai, aux engagements exceptionnellement bas de 1,3 M \$ de 2015. L'Afrique de l'Ouest est la seule autre région ayant enregistré une augmentation des engagements (de 14%) en 2016 par rapport à l'année précédente.

Les déboursements ont augmenté de 7% par rapport aux 12,6 Mrd \$ enregistrés en 2015, soit le niveau le plus élevé jamais atteint. Les déboursements sont restés relativement constants au cours des cinq dernières années, avec un niveau compris entre 11,4 et 13,5 Mrd \$.

La répartition régionale des déboursements en 2016 n'a pas beaucoup changé par rapport à l'année précédente, à l'exception d'une augmentation de 44% portant le montant déboursé pour l'Afrique du Nord à 3,6 Mrd \$.

Les engagements souscrits au cours d'une année ne peuvent pas être directement comparés aux déboursements effectués au cours de cette même année, car ces derniers concernent certainement des fonds engagés au cours des années précédentes. Par ailleurs, un écart entre les engagements et les déboursements est prévisible à



*Y compris panafricains, régionaux et non alloués

Figures 21 et 22
Engagements des membres de l'ICA par secteur en 2016 (en haut), Engagements des membres de l'ICA par région en 2016 (en bas)

Matrice des engagements des membres de l'ICA en 2016 (M \$)

	Transports	Eau	Énergie	TIC	Multisectoriel	Total des engagements
Afrique du Nord	906,7	991,9	1 670,7	110,6	754,3	3 680,7
Afrique de l'Ouest	1 389,7	1 414,6	1 599,9	59,6	106,3	4 570,1
Afrique Centrale	954,6	382,6	734,3	119,2	31,2	2 221,9
Afrique de l'Est	1 155,8	1 111,1	2 071,7	24,3	69,8	4 432,7
Afrique Australe	198,5	688,5	453,0	11,9	31,2	1 384,1
RAS	3,3	37,5	297,6	78,3	549,5	966,1
Autres	373,2	36,4	871,4*	12,6	74,4	1 368,1
Total des engagements	4 981,8	4 662,7	7 699,5	416,7	863,0	18 623,7

*inclut 466,9 M \$ d'allocations sub-sahariennes et 348,5 M \$ d'allocations panafricaines

Matrice des déboursements des membres de l'ICA en 2016 (M \$) – hormis le CDC

	Transports	Eau	Énergie	ICT	Multisectoriel	Total des déboursements
North Africa	973,0	637,4	1 833,6	28,6	157,4	3 629,6
West Africa	800,5	697,0	722,7	42,6	37,4	2 300,4
Central Africa	412,2	247,3	327,0	26,3	3,0	1 015,9
East Africa	781,4	545,1	1 043,2	56,1	49,3	2 475,1
Southern Africa	359,3	312,5	842,6	16,1	2,5	1 533,0
RAS	327,2	43,3	914,5	36,3	545,4	1 866,7
Autres	79,0	37,3	404,1**	45,8	13,6	579,9
Total des déboursements	3 723,7	2 519,5	6 087,9	251,9	808,6	13 400,5

** inclut 226,8 M \$ d'allocations panafricaines et 49,5 M \$ d'allocations inter-régionales

long terme du fait des désengagements qui ne sont pas déclarés, et de certains engagements souscrits en faveur de fonds qui ne sont pas ensuite déclarés comme des déboursements.

En ce qui concerne les types de financement, on a constaté une légère hausse de la part des prêts et une hausse de la part des subventions. Des augmentations notables de la part du financement mixte et de celle du financement par capitaux propres ont été constatées.

Alors que les financements APD et non-APD ont chacun représenté la moitié des engagements souscrits en 2015, les financements APD et non-APD ont représenté respectivement 54 et 46 % des engagements en 2016 et 57 et 43% des déboursements en 2016.

Bien que les engagements en faveur des

infrastructures immatérielles aient augmenté pour atteindre 1,7 Mrd \$ en 2016, contre 1,3 Mrd \$ l'année précédente, ces montants restent inférieurs aux 2,3 et 1,8 Mrd \$ déclarés respectivement en 2014 et en 2013. Les engagements en faveur de la préparation de projet se sont élevés à 245 M \$ en 2016.

Les déboursements en faveur des infrastructures immatérielles sont passés à 1,4 Mrd \$ en 2016, soit une nette hausse par rapport aux 829 M \$ déboursés l'année précédente, mais beaucoup moins que les 3,1 Mrd \$ déboursés en 2014.

L'appui aux opérations régionales a totalisé 1,9 Mrd \$, soit 10% de tous les engagements souscrits en 2016. Les niveaux d'engagements régionaux ont considérablement varié entre 1,8 et 4,5 Mrd \$ au cours des cinq dernières années.

Les déboursements régionaux des

membres de l'ICA en 2016 ont totalisé 821 M \$, ce qui est inférieur aux 1,8, 1,9 et 1,2 Mrd \$ déclarés respectivement en 2014, 2013 et 2012. ■

Donateurs multilatéraux et bilatéraux

En 2016, les donateurs multilatéraux ont souscrit 10,7 Mrd \$, soit 58% du total des engagements des membres de l'ICA, alors que les donateurs bilatéraux ont engagé 7,9 Mrd \$, soit 42%.

En 2015, les donateurs multilatéraux avaient souscrit 13,7 Mrd \$, soit 69% du total des engagements des membres de l'ICA, alors que les donateurs bilatéraux avaient engagé 6,1 Mrd \$, soit 31%.

Les membres bilatéraux de l'ICA contribuent financièrement à des banques multilatérales de développement, parmi lesquelles la BAD, la BEI et le GBM, tous membres de l'ICA. ■

4.2 Types de financement

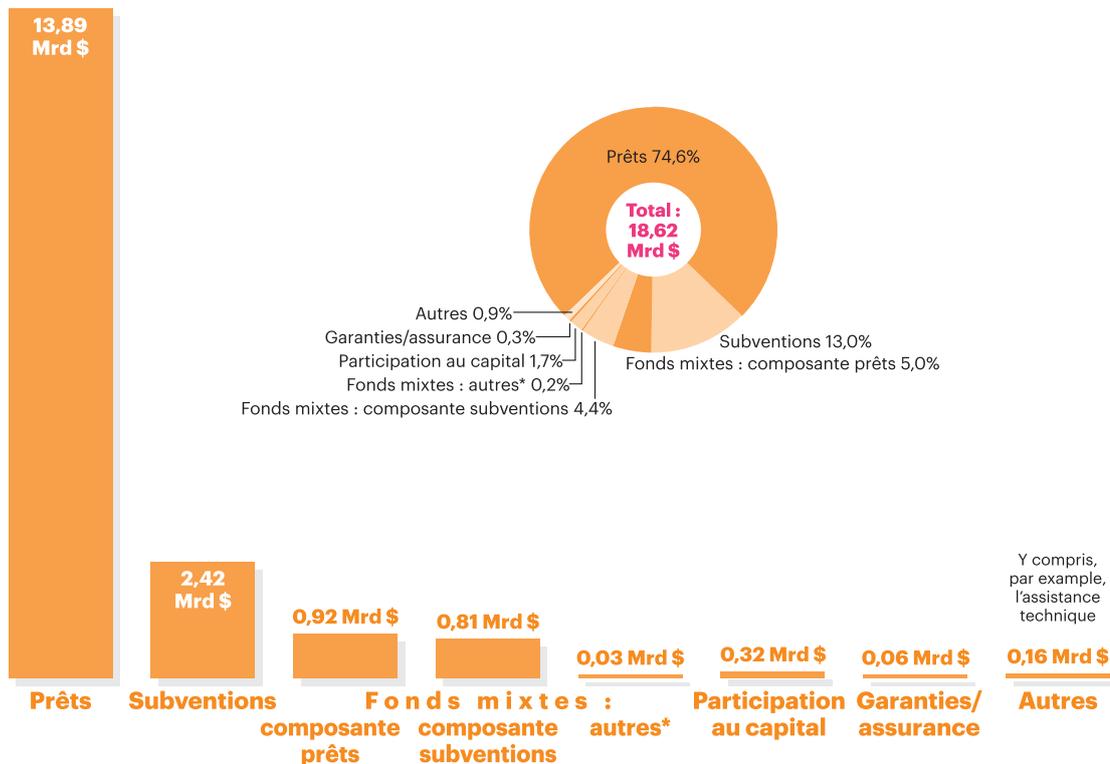


Figure 23
Engagements des membres de l'ICA par type de financement en 2016

*Aucun renseignement complémentaire n'a été fourni par les membres pour étayer la classification

Les trois quarts des engagements souscrits par les membres de l'ICA l'ont été sous forme de prêts (voir Figure 23, ci-dessus), et plusieurs projets issus d'une variété de secteurs et de pays ont bénéficié de prêts substantiels.

Au Kenya, ces prêts ont notamment inclus le projet de développement de l'énergie géothermique d'Olkaria V (prêt de 416 M \$ de la JICA), le projet d'amélioration de l'accessibilité et de la sécurité routière du Corridor de Sirari (prêt de 229,5 M \$ et financement mixte de 11 M \$ de la BAD), ainsi qu'un programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement durables dans plusieurs villes (prêts de 402,5 M \$ et subvention de 2,4 M \$ de la BAD).

En Égypte, des prêts ont été consentis pour le projet de réhabilitation et d'amélioration de son secteur de l'électricité, alors que la Côte d'Ivoire a bénéficié de prêts pour financer le projet de transports urbains d'Abidjan (prêt de 259,5 M \$ et subvention de 7,3 M \$ de la BAD). Le projet de dessalement d'eau de mer de Mamelles au Sénégal (prêt de 250 M \$ de la JICA), le projet régional des routes Busega-Mpigi et Kagitumba-Kayonza-Rusumo en Afrique de l'Est (prêt de 241,9 M \$ et financement mixte

de 22,1 M \$ de la BAD) et la Kilwa Energy Company en Tanzanie ont tous bénéficié de prêts substantiels (la DBSA a engagé 230 M \$).

Un financement substantiel sous forme de prêts a été approuvé pour le projet intégré d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les petites villes

en Zambie (prêt de 122,8 M \$ et subvention de 17,2 M \$ de la BAD) et la réhabilitation de l'autoroute RN1 entre Tshikapa et Mbuji-Mayi en RDC (subvention de 165 M \$ de la CE). Les réformes du secteur de l'énergie du Rwanda (subvention de 195,7 M \$ de la CE) et le projet de réhabilitation du

Financement APD et non-APD

Le Canada, la CE, l'UE-AITF, l'Italie et le Japon, tous membres de l'ICA, n'ont engagé que des fonds APD. Plus de 95% des engagements souscrits par l'Allemagne l'ont été par l'intermédiaire de la GIZ et de la KfW qui offrent un financement uniquement au titre de l'APD, alors que la DEG offre uniquement un soutien non-APD. Le soutien apporté par le RU par le truchement du DfID est 100% APD, alors que les investissements effectués par le CDC Group sont à 59% APD et à 41% non-APD.

Le département du secteur privé de la BAD, la SFI et la DBSA proposent uniquement un soutien non-APD. Sur l'ensemble de ses opérations, quelque 31% des engagements de la BAD sont souscrits au titre de l'APD. Le soutien APD de la France et de la BEI s'élève respectivement à 41 et 43%, alors que 64% des engagements de la Banque Mondiale

(hormis la SFI) sont souscrits au titre de l'APD.

Le financement APD substantiel destiné aux infrastructures immatérielles a notamment inclus un appui à la Facilité d'Investissement pour l'Afrique (AfiF). Parmi les autres bénéficiaires, on notera le projet régional des routes Busega-Mpigi et Kagitumba-Kayonza-Rusumo en Afrique de l'Est, le miniréseau vert du Kenya, le programme intégré des transports en Éthiopie et des opérations visant à améliorer l'accès à l'énergie en Côte d'Ivoire.

Une grande part des fonds APD destinés aux infrastructures immatérielles a été consacrée à l'approvisionnement en eau potable en Angola, aux plans de transports urbains d'Abidjan, à l'infrastructure ferroviaire du Maroc, au secteur des transports du Cameroun et au réseau urbain d'approvisionnement en eau du Nigeria. ■

réseau de transmission et de distribution électrique de Lusaka en Zambie (subvention de 71,8 M \$ de la CE) ont aussi reçu des prêts substantiels.

Les membres de l'ICA déclarent utiliser de plus en plus le financement mixte et le financement par capitaux propres dans leurs opérations. L'AFD, la BAD et l'UE-AITF ont accordé la majorité de la composante 'subventions' du financement mixte, avec un total de soixante-trois interventions dans le secteur de l'énergie ciblant une variété de sous-secteurs, dont la transmission et la distribution électrique, l'énergie géothermique, l'hydroélectricité, l'énergie solaire, la bioénergie et l'accès à l'énergie (y compris l'électrification rurale). Un grand nombre de ces interventions comprenait une assistance technique visant à améliorer l'efficacité de la gestion et la gouvernance dans le secteur de l'énergie électrique, alors que d'autres visaient à alléger le fardeau représenté par les capitaux propres ou à réduire les taux d'intérêt.

Parmi les projets régionaux ayant reçu des subventions dans le cadre de financements mixtes, on notera l'interconnexion électrique Côte d'Ivoire-Liberia-Sierra Leone-Guinée (CLSG) et des études pour les interconnexions entre la Guinée et le Mali, le Cameroun et le Tchad, ainsi que le programme d'action subsidiaire des lacs équatoriaux du Nil (NELSAP). Un appui a également été apporté aux projets hydro-électriques de Ruzizi III (RD du Congo/Burundi/Rwanda) et de Rusumo (Burundi/Rwanda/Tanzanie). Quatorze projets dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ont reçu des engagements ou des déboursements de subventions dans le cadre de financements mixtes. Dix-neuf projets de ce type, ciblant les secteurs des routes, de l'aviation et l'industrie maritime, ont été recensés dans le secteur des transports. Des subventions accordées dans le cadre de fonds mixtes ont aussi servi à financer le projet de dorsale transsaharienne à fibre optique.

Seuls trois projets ont reçu des prêts dans le cadre d'un financement mixte, tous sous la forme d'engagements souscrits par le département Transports, Infrastructures, Villes et Développement Urbain de la BAD. Ceux-ci concernaient notamment la première phase du programme intégré de transport de l'Éthiopie et le projet régional de

Le PPFN, co-organisateur du sommet sur les infrastructures

L'ICA répond au besoin de créer et de faciliter des projets d'investissement en infrastructure bancables. En mai 2017, le Réseau des Mécanismes d'Appui à la Préparation de Projets (PPFN) a travaillé en partenariat avec Africa Investor (Ai) à l'occasion du Sommet des PDG d'AI sur les promoteurs de projets d'infrastructure à Durban, en Afrique du Sud.

Ce sommet, réservé aux PDG, visait spécifiquement à faciliter les argumentaires des promoteurs et commanditaires de projets sur les projets d'investissement en infrastructure bancables, les réunions en tête à tête avec des investisseurs et le dialogue direct avec les organismes de réglementation des infrastructures.

Ai a co-organisé le sommet avec Africa50, membre du PPFN, alors que le PPFN était Partenaire Stratégique de la Préparation

de Projet. Parmi les autres partenaires se trouvaient notamment l'Agence du NEPAD, la SFI, la BAD et la DBSA. Ce sommet est un rassemblement annuel des PDG des principaux promoteurs de projets d'infrastructure en Afrique, bailleurs de fonds de projets, fonds de retraite, co-promoteurs, agences de crédit à l'exportation et assureurs, investisseurs dans les infrastructures, facilités de préparation de projet, cellules PPP et responsables des politiques en matière d'infrastructures. Il a pour but de promouvoir l'industrie, de forger des partenariats et de faire progresser les projets essentiels.

La réunion technique annuelle du PPFN, organisée par le coordinateur actuel du réseau, la DBSA, s'est déroulée immédiatement avant le sommet. ■

réhabilitation de la route Lomé-Cotonou et de protection côtière. L'un des financements notables de 2016 a été l'engagement de 317 M \$ souscrit par la banque en faveur du programme d'appui au secteur du transport du Cameroun. Des travaux sont en cours pour réhabiliter la route Yaoundé-Bafoussam-Bamenda, qui s'est considérablement dégradée depuis sa mise en service dans les années 1980 et qui est la cause d'environ 11% des accidents et 16% des décès enregistrés sur les routes camerounaises.

Le CDC Group a souscrit des engagements en capitaux notables, dont 39 M \$ dans CEC Africa. Le CDC se départira de CEC Africa dès que le bouclage financier aura été atteint. Les prêteurs qui sont intervenus dans le PEI à Freetown, en Sierra Leone, incluent la BAD, le CDC Group, l'Emerging Africa Infrastructure Fund, la FMO et la SFI. À elles seules, l'AFD, la DEG et la SFI ont investi environ 140 M \$ en faveur de plusieurs projets énergétiques, portant notamment sur les énergies renouvelables, l'énergie solaire, la production de gaz et l'accès à l'énergie.

Le seul membre de l'ICA ayant effectué des investissements en capitaux en dehors du secteur de l'énergie est la SFI dont le soutien s'est porté sur des projets numériques. Ceux-ci incluent Zoon, qui offre des services bancaires mobiles aux

populations à faible revenu, aux petits entrepreneurs et aux populations rurales en Zambie.

La SFI soutient aussi Andela, qui forme des développeurs de logiciel en Afrique et leur trouve des emplois à temps plein dans des entreprises internationales. Elle emploie déjà près de 200 ingénieurs dans ses bureaux de Nairobi et de Lagos. La SFI investit par l'intermédiaire de son fonds de capital-risque Learn Capital Venture Partners, ce qui lui permet d'atteindre des entreprises plus petites, à un stade précoce de développement, qu'une entité émettrice type de la SFI.

Deux engagements souscrits en 2016 ont concerné à la fois les secteurs des TIC et de l'énergie. Mobisol, qui bénéficie du soutien de la SFI, combine, à l'aide d'un téléphone mobile, l'énergie solaire avec un plan de paiement abordable. En 2016, le CDC a investi dans M-KOPA qui, en mai 2017, avait déjà connecté plus de 500 000 foyers à une énergie solaire abordable et qui connecte chaque jour 500 nouveaux foyers. Selon la compagnie, les clients actuels devraient économiser 375 M \$ au cours des quatre prochaines années. Elle affirme que les clients bénéficieront de 62,5 M d'heures d'éclairage sans kérosène par mois. M-KOPA emploie 1 000 personnes à temps plein et 1 500 agents de vente en Afrique de l'Est. ■

4.3 Infrastructures matérielles vs. infrastructures immatérielles

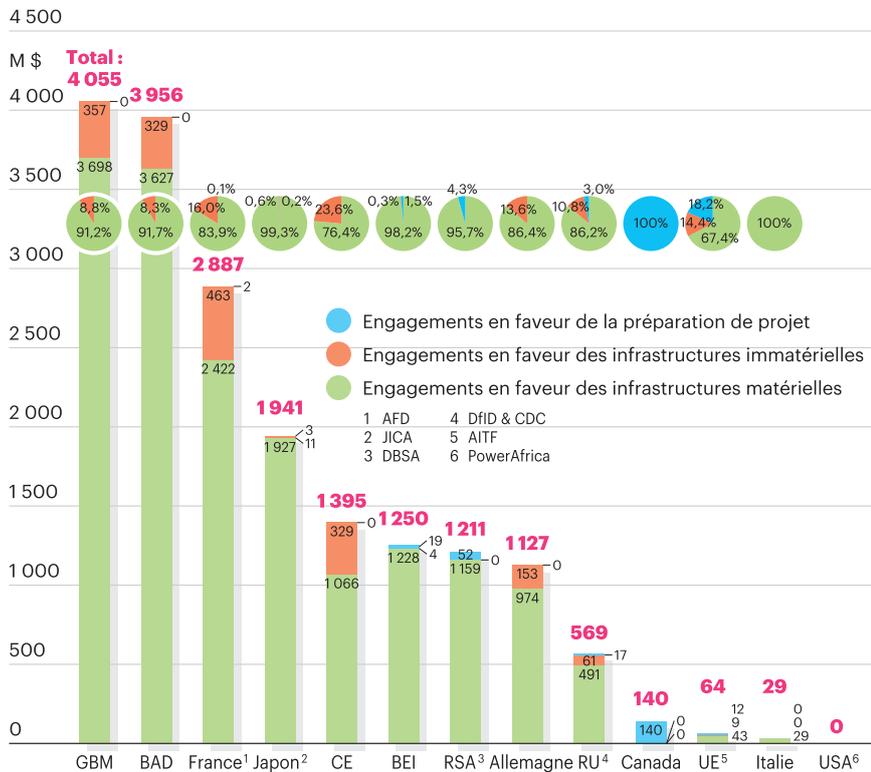


Figure 24
Engagements des membres de l'ICA en faveur des infrastructures matérielles/immatérielles/de la préparation de projet en 2016

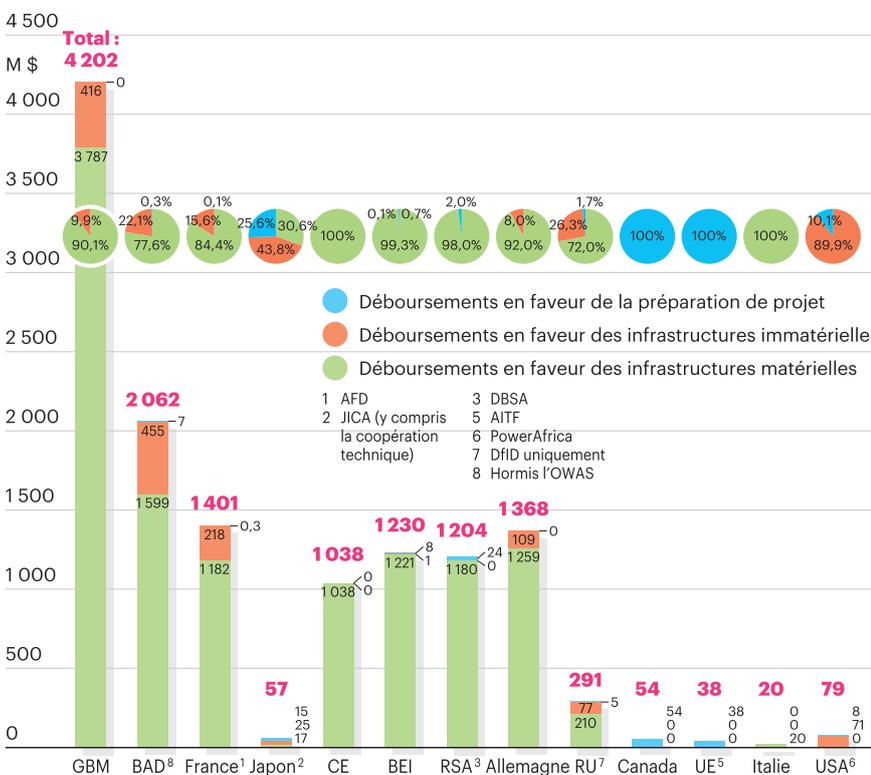


Figure 25
Déboursments des membres de l'ICA en faveur des infrastructures matérielles/immatérielles/de la préparation de projet en 2016

Les membres de l'ICA ont déclaré avoir souscrit des engagements en faveur des infrastructures immatérielles, totalisant 1,7 Mrd \$ en 2016, un montant en hausse par rapport aux 1,3 Mrd \$ de l'année précédente, comparable aux 1,8 Mrd \$ déclarés en 2013 et bien inférieur aux 2,3 Mrd \$ déclarés en 2014. La part des infrastructures immatérielles dans le total des engagements a aussi augmenté, de 6,6% en 2015 à 9% en 2016.

Les engagements en faveur de la préparation de projet en 2016 se sont élevés à 245 M \$, soit environ 1% du total des engagements, alors que ces engagements étaient de 165 M \$ en 2015. Les déboursments en faveur de la préparation de projet en 2016 étaient de 158,7 M \$, soit environ 1% du total des déboursments, contre 79 M \$ en 2015. Les engagements et les déboursments en faveur de la préparation de projet étaient inclus dans la catégorie plus large des infrastructures immatérielles avant 2015.

Bien que les déboursments dans les infrastructures immatérielles aient atteint 1,4 Mrd \$ en 2016 contre 829 M \$ l'année précédente, ils restent sensiblement inférieurs aux 3,1 Mrd \$ déboursés en 2014. Les déboursments enregistrés en 2013 n'avaient atteint que 777 M \$.

Ces grandes variations peuvent refléter l'impact important d'un petit nombre de déboursments substantiels effectués au cours d'une année particulière. En 2016, par exemple, la BAD a déclaré avoir déboursé 400 M \$ en faveur d'infrastructures immatérielles du secteur angolais de l'énergie. La CE a souscrit l'engagement le plus important en faveur des infrastructures immatérielles en 2016, avec une subvention de 79,2 M \$ destinée à une initiative visant à donner accès à une énergie moderne, durable et abordable en Afrique subsaharienne. De toute évidence, cet engagement ciblait une vaste zone géographique. Sur les 178 engagements, 41 concernaient des montants de moins de 1 M \$ et avaient une dimension essentiellement locale. 92 engagements souscrits en faveur d'infrastructures immatérielles étaient compris entre 1 et 10 M \$, et 45 étaient supérieurs à 10 M \$.

4.4 Tendances relatives aux engagements et aux déboursements

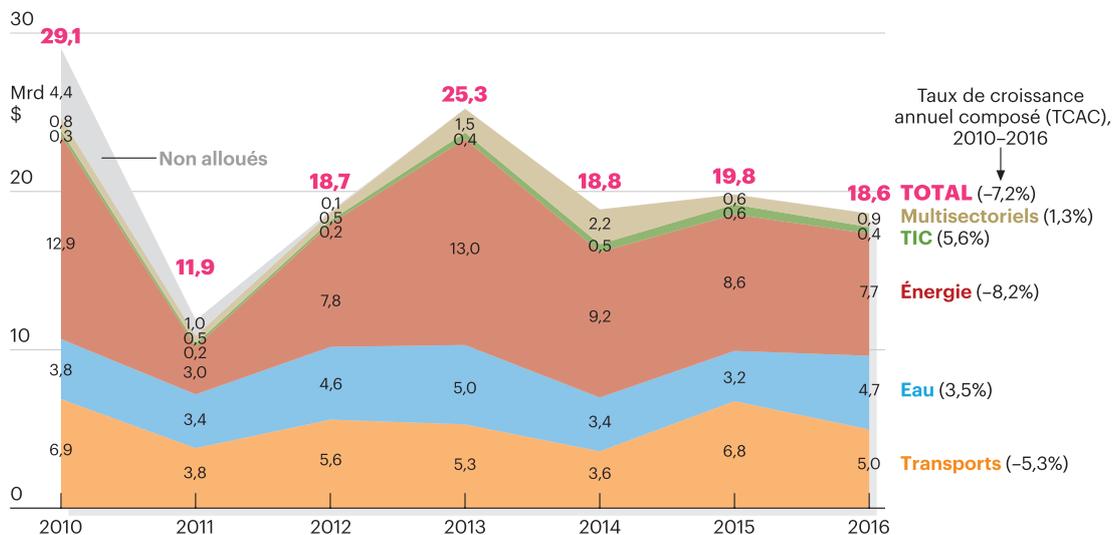


Figure 26
Engagements des membres de l'ICA par secteur, 2010-2016

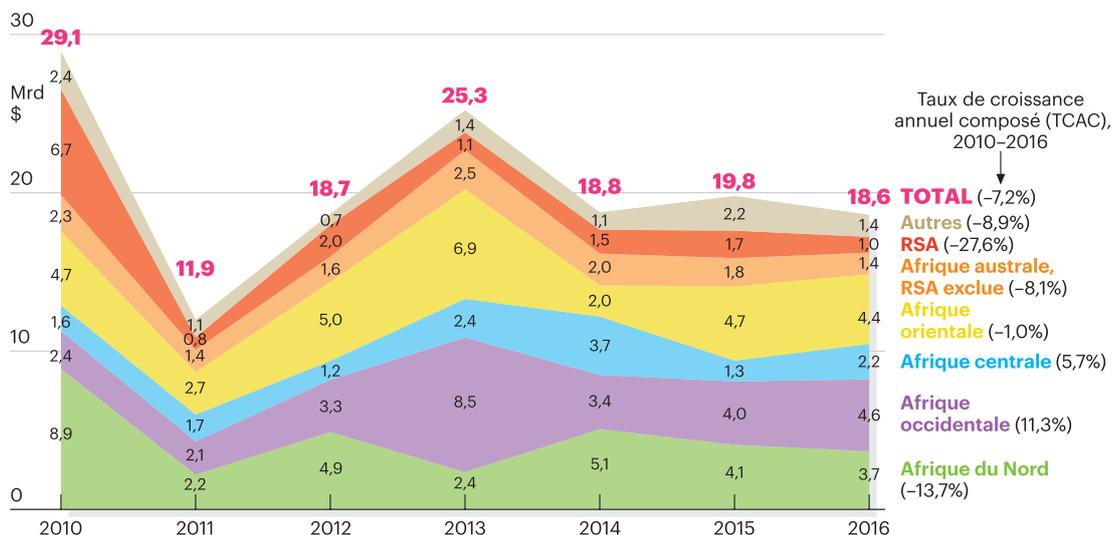


Figure 27
Engagements des membres de l'ICA par région, 2010-2016

Les tendances observées en matière d'engagements et de déboursements dans cette section reposent en partie sur des données cumulatives et reflètent les difficultés techniques rencontrées par certains membres de l'ICA pour communiquer des informations financières ventilées, tirées d'ensembles de données dont ils disposent.

Les tendances notables observées au cours des cinq dernières années, d'après les données fournies par les membres de l'ICA, incluent notamment une augmentation constante de déboursements dans le secteur de l'énergie et, pour la deuxième année consécutive, des déboursements nettement inférieurs dans les projets de transport (voir Figures 26 et 27, ci-dessus). Ces tendances sont contrebalancées par des

engagements beaucoup plus élevés en faveur du secteur des transports au cours des deux dernières années par rapport à 2014, et par des engagements en baisse dans les projets énergétiques. Les engagements en faveur du secteur de l'eau en 2016 sont en hausse de 46% par rapport à l'année précédente. Les engagements et les déboursements en faveur de projets multisectoriels sont, pour la deuxième année consécutive, nettement inférieurs à ceux deux années précédentes.

En 2016, les déboursements ont totalisé 13,5 Mrd \$, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré, en hausse de 7% par rapport aux 12,6 Mrd \$ de 2015. Au cours des cinq dernières années, les déboursements ont été relativement constants avec une moyenne de 12,6 Mrd \$ par an. Les déboursements au

cours des sept dernières années ont atteint en moyenne 11,6 Mrd \$ par an.

Les déboursements dans le secteur de l'énergie ont continué à augmenter sensiblement au cours des dernières années. Ils ont totalisé 6,1 Mrd \$ en 2016 contre 5 Mrd \$ en 2015 et ont atteint une moyenne de 4,7 Mrd \$ au cours des cinq dernières années.

Les 3,7 Mrd \$ déboursés dans le secteur des transports en 2016 sont légèrement supérieurs aux 3,5 Mrd \$ déclarés en 2015, mais inférieurs aux niveaux enregistrés entre 2012 et 2014 compris entre 4,1 et 4,2 Mrd \$. Les déboursements moyens dans les opérations de transport au cours des cinq dernières années s'élèvent à 3,9 Mrd \$.

Avec 2,5 Mrd \$ en 2016, les déboursements dans le secteur de l'eau se situent

Tendances relatives aux engagements et aux déboursements

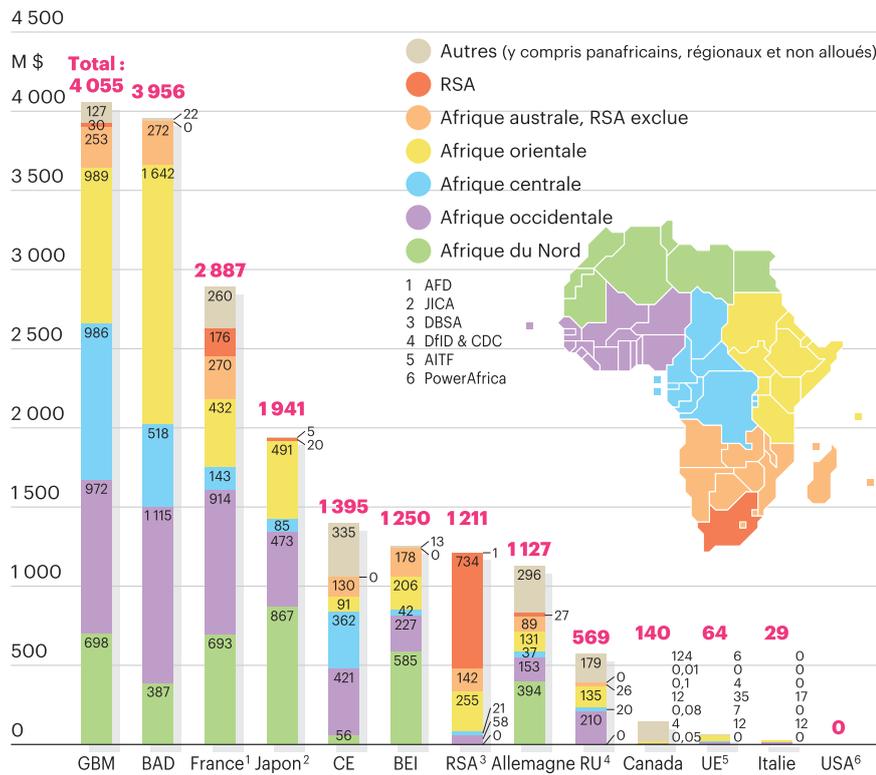


Figure 28
Engagements des membres de l'ICA par donateur et région en 2016

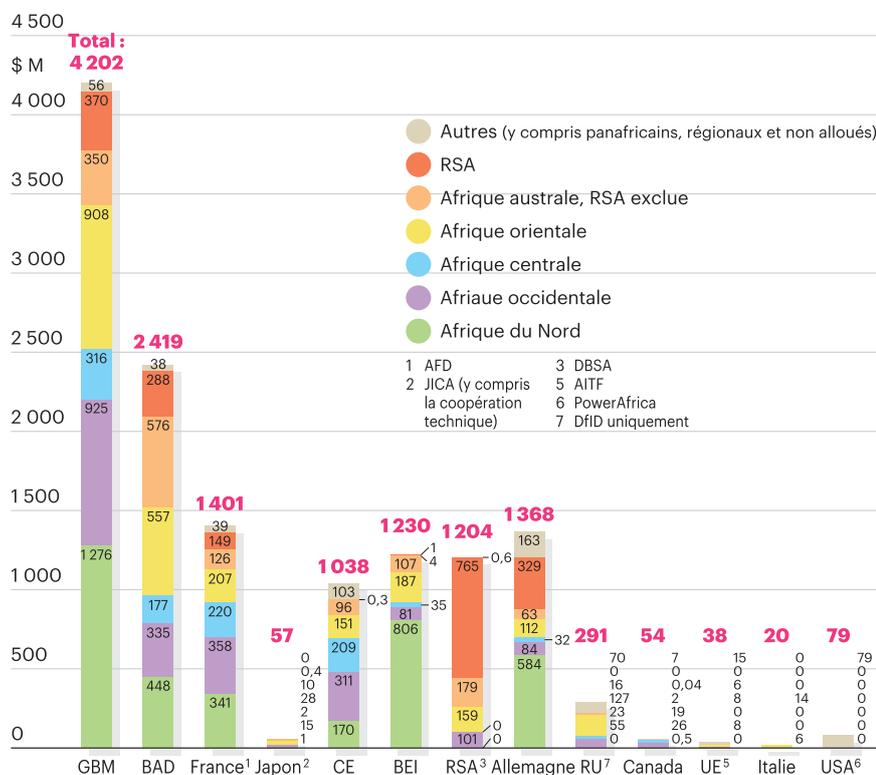


Figure 29
Déboursements des membres de l'ICA par donateur et région en 2016

dans la même fourchette de 2,4 à 2,6 Mrd \$ que les déboursements enregistrés au cours de chacune des cinq dernières années.

Les déboursements dans le secteur des TIC, avec 252 M \$ en 2016, sont retombés au même niveau que 2012, mais sont sensiblement inférieurs aux déboursements d'environ 400 M \$ enregistrés entre 2013 et 2015. Les déboursements multisectoriels de 809 M \$ en 2016 sont nettement inférieurs aux 1,8 et 1,1 Mrd \$ enregistrés respectivement en 2014 et 2015.

L'augmentation de 44% des déboursements en Afrique du Nord, qui ont totalisé

3,6 Mrd \$, est en grande partie due aux 2,8 Mrd \$ déboursés dans les secteurs des transports et de l'énergie de la région pour financer des projets destinés à améliorer le secteur de l'énergie électrique en Égypte, notamment son réseau de transmission et de distribution, ainsi que certains projets d'eau de grande envergure. Le pays a reçu des déboursements de la part d'une grande variété de membres de l'ICA, totalisant 468 M \$.

Plusieurs changements importants sont intervenus dans les engagements souscrits en faveur des secteurs. Ceux en faveur de l'eau ont augmenté de 46% en 2016 pour atteindre 4,7 Mrd \$, contre 3,2 Mrd \$ l'année précédente. Sur ce total, un montant de 2 Mrd \$ est constitué de treize engagements compris entre 100 et 396 M \$ visant trois projets au Sénégal (462 M \$), deux projets au Kenya (528 M \$), au Nigeria (154 M \$) en Zambie (226 M \$) et un projet en Angola (156 M \$), en Tunisie (134 M \$) et en Ouganda (133 M \$). Tous ces engagements visaient deux sous-secteurs: l'approvisionnement en eau potable (1,2 Mrd \$, avec un projet comportant un petit volet assainissement) et la distribution d'eau (790 M \$).

Bien que les engagements en faveur de l'eau aient sensiblement augmenté cette année, les montants engagés au cours des deux dernières années (3,4 Mrd \$ en 2014 et 3,2 Mrd \$ en 2015) semblent néanmoins faibles par rapport à ceux des deux années précédentes (4,6 Mrd \$ en 2012 et 5 Mrd \$ en 2013).

Les engagements en faveur du secteur des transports ont fortement reculé, passant de 26% à 5 Mrd \$ en 2016 par rapport à l'année précédente où le niveau de 6,8 Mrd \$ était le plus élevé

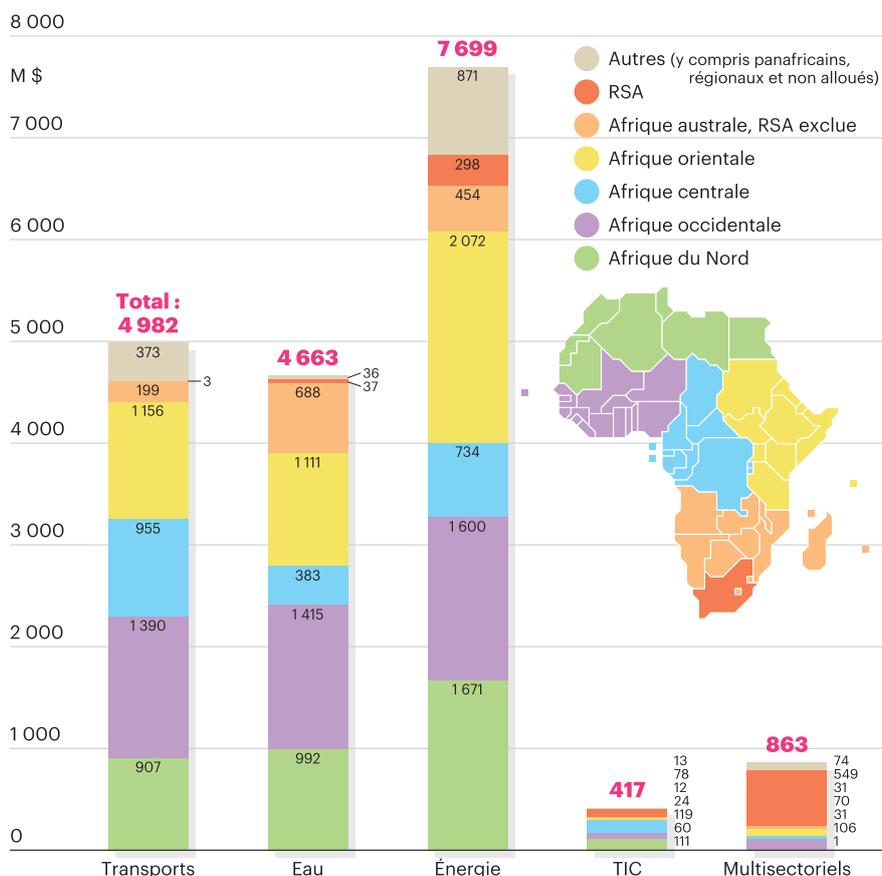


Figure 30
Engagements des membres de l'ICA par secteur et région en 2016

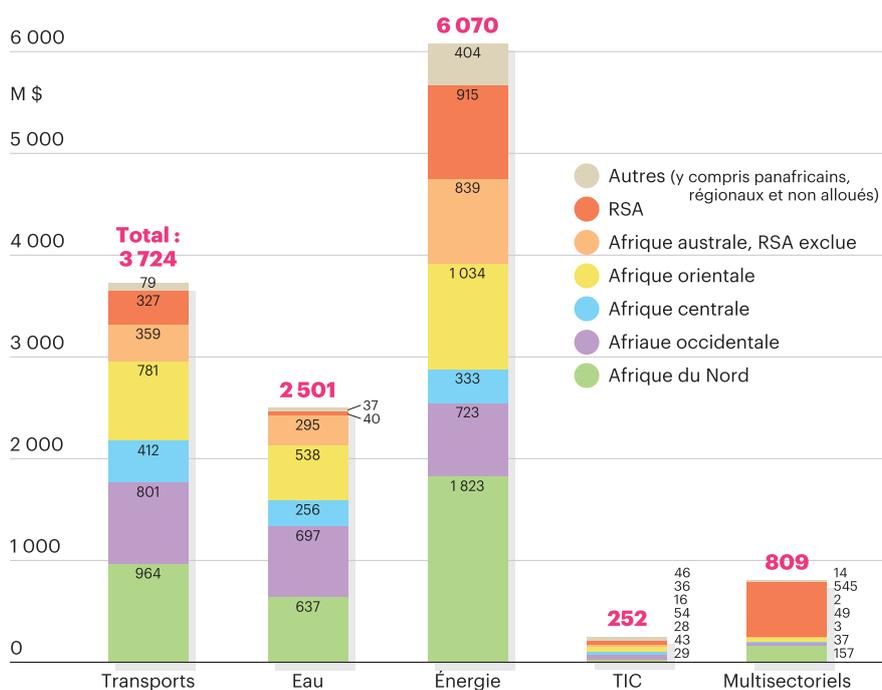


Figure 31
Déboursements des membres de l'ICA par secteur et région en 2016

depuis 2010, et proche du double des 3,6 Mrd \$ enregistrés en 2014.

Les engagements souscrits en faveur de tous les autres secteurs ont baissé. Une baisse de 11% a été enregistrée dans les projets énergétiques, de 26% dans les transports et de 32% dans les TIC, alors que les engagements souscrits en faveur d'activités multisectorielles ont augmenté de 36% (voir Figure 30, à gauche).

D'importants changements sont également intervenus dans les priorités régionales. Les engagements souscrits en RSA ont reculé de 43%, passant à un peu moins de 1 Mrd \$, soit le montant le plus bas depuis 2012. Une baisse de 23% des engagements a été enregistrée en Afrique Australe, de 10% en Afrique du Nord et de 6% en Afrique de l'Est.

Avec 2,2 Mrd \$, les engagements souscrits en faveur de l'Afrique Centrale sont en hausse de 70%, par rapport au niveau exceptionnellement bas de 1,3 Mrd \$ enregistré en 2015. L'Afrique de l'Ouest est la seule autre région ayant enregistré une hausse des engagements (de 14%) en 2016 par rapport à l'année précédente. ■

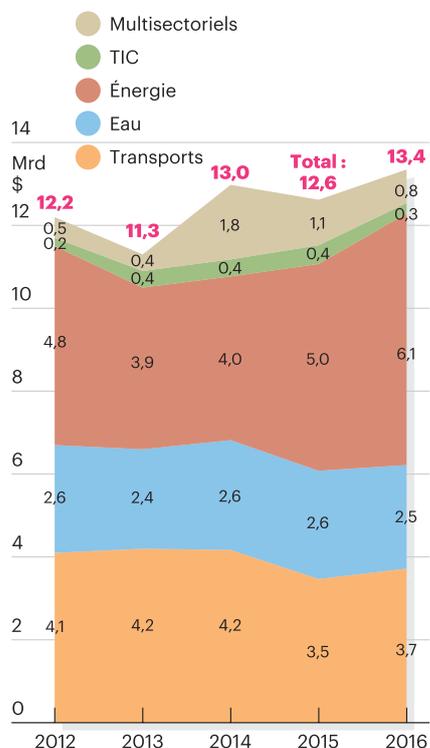


Figure 32
Déboursements des membres de l'ICA par secteur, 2012-2016

Taux de déboursement et année moyenne d'engagement

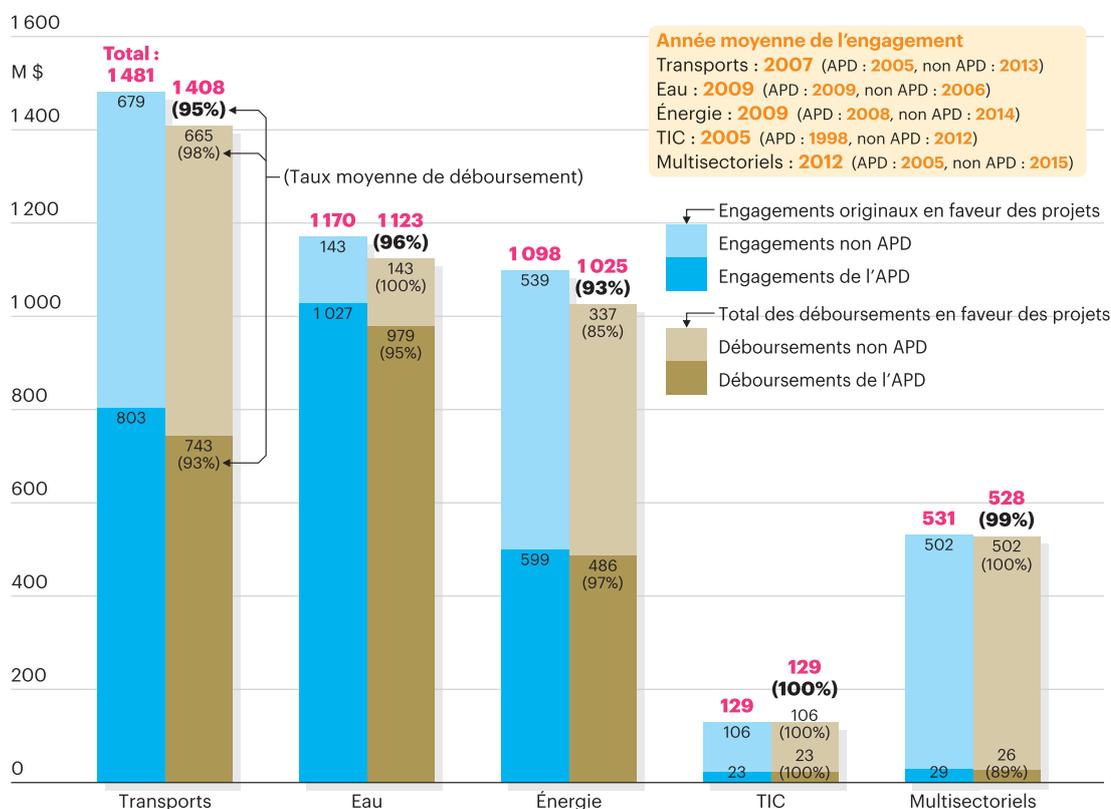


Figure 33
Taux de déboursement par secteur pour certains projets des membres de l'ICA achevés en 2016

Le taux de déboursement est le pourcentage des déboursements dans des projets achevés en 2016, par rapport aux engagements originaux en faveur de ces mêmes projets, dont certains avaient été souscrits plusieurs années auparavant. Le taux de déboursement ne cherche donc pas à établir des comparaisons directes entre les engagements et les déboursements au cours d'une seule et même année.

Le taux de déboursement dans l'ensemble des secteurs de 95% est légèrement inférieur au taux de 97% déclaré en 2015, mais reste néanmoins nettement supérieur aux 84 et 77% enregistrés respectivement en 2014 et 2013.

La Figure 33 indique le taux de déboursement en 2016 dans chaque secteur, ainsi que l'année moyenne des engagements correspondants à ces déboursements.

Les taux de déboursement dans les

projets d'eau et d'assainissement (96%) et les opérations de transport (95%) en 2016 sont les mêmes que ceux de 2015. Le taux de déboursement pour le secteur de l'énergie a baissé, passant de 99% en 2015 à 93% en 2016. Comme en 2015, le taux de déboursement pour les projets TIC a atteint 100%.

Il est intéressant de noter que cette année, les taux de déboursement non-APD sont supérieurs pour tous les secteurs, à l'exception de celui de l'énergie.

Bien que le maintien du taux de déboursement dans le secteur des transports soit encourageant, le temps nécessaire pour qu'un engagement soit entièrement déboursé dans ce secteur a été mis en évidence par les données recueillies cette année. En 2015, l'année moyenne pour les engagements correspondants était 2007 (huit ans). Un an plus tard, en 2016, l'année moyenne était toujours 2007 (neuf ans).

Les années moyennes des dates d'engagement se sont allongées dans

d'autres secteurs. En 2016, les années moyennes d'engagement étaient 2009 pour l'énergie (2010 en 2015) et 2005 pour les TIC (2007 en 2015).

Concernant les taux APD et non-APD combinés, la période de temps entre les engagements et les déboursements s'est allongée pour tous les secteurs, à l'exception de celui de l'eau et de l'assainissement où l'écart de sept ans est le même (2009 en 2016 et 2008 en 2015). ■

Tendances des portefeuilles d'infrastructure régionaux

Il est encore difficile de discerner des tendances claires relatives aux portefeuilles d'infrastructure régionaux des membres de l'ICA. Depuis 2012, les engagements et les déboursements en faveur de projets régionaux n'ont cessé de fluctuer.

Les engagements régionaux ont culminé en 2012 et 2013 à respectivement 4,5 et 4,2 Mrd \$, mais ont fortement reculé en 2014 à uniquement 1,8 Mrd \$ (voir Figure 34, ci-dessous). En 2015, les engagements régionaux ont regagné du terrain avec 3,4 Mrd \$.

Cependant, en 2016, ils ont une fois de plus fortement chuté, passant à 1,9 Mrd \$, soit un peu moins de 100 M \$ de plus que le niveau le plus bas d'engagements régionaux enregistré en 2014, et un peu moins que les 2,8 et 2,1 Mrd \$ enregistrés respectivement en 2010 et 2011.

Les deux plus grands engagements souscrits dans les portefeuilles régionaux des membres sont le projet des routes Busega-Mpigi et Kagitumba-Kayonza-Rusumo en Afrique de l'Est et le projet de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou et de protection côtière en Afrique de l'Ouest.

Les projets énergétiques ont compté parmi les plus nombreux, avec 41 projets et des engagements totalisant 920 M \$, soit 49% des engagements régionaux. Dans les transports, 15 projets ont reçu des engagements totalisant 705 M \$, soit 38% des engagements régionaux.

Avec dix engagements régionaux chacun, les secteurs des TIC et de l'eau ont reçu 79 M \$, soit 4,3% et 65 M \$, soit 3,5%, respectivement, de tous les engagements régionaux.

L'un des projets intéressants du secteur des TIC est la Dorsale transsaharienne

à fibre optique (DTS). Au cours de la première phase, le projet connectera le Niger, le Tchad, l'Algérie et le Nigeria. Il sera ensuite étendu au Mali, au Bénin et au Burkina Faso. Situé sur la trajectoire du projet proposé de l'autoroute transsaharienne, ce projet vise à connecter les populations de la région et d'autres régions africaines au reste du monde par l'intermédiaire de la téléphonie, de la télévision numérique et de réseaux de données, notamment Internet. Il a pour but d'achever les liaisons manquantes dans les dorsales à fibre optique existantes de la région. Il devrait permettre d'améliorer le commerce inter et intra-régional, de donner accès à des services financiers mobiles et de faire baisser les coûts d'accès aux services TIC qui restent inaccessibles pour la population. ■

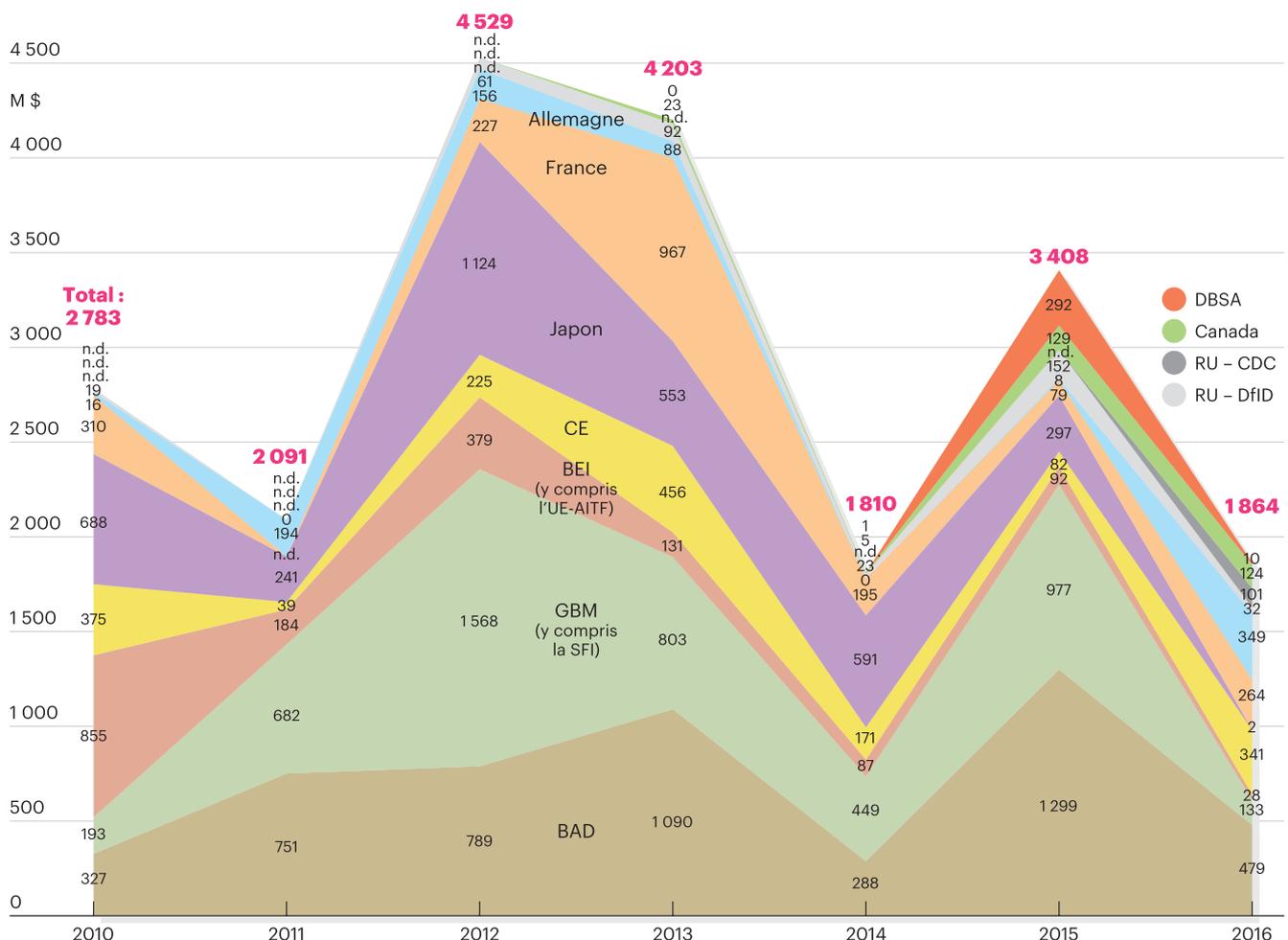


Figure 34 Tendances des portefeuilles d'infrastructure régionaux, 2010-2016

4.5 Allocations par pays et analyse sous-sectorielle

Les données nationales fournies par l'AFD, la BAD, le Canada, le CDC, la DBSA, la DEG, la CE, la BEI, l'UE-AITF, la GIZ, la JICA, la KfW, la SFI et l'Italie permettent pour la première fois d'analyser la manière dont les engagements substantiels de 13 Mrd \$ souscrits par les membres de l'ICA sont répartis entre différents pays sur le continent. Ces données excluent les engagements de 1,8 Mrd \$ qui ont été déclarés comme des engagements régionaux. Quelque 3,8 Mrd \$ d'engagements souscrits par les membres n'ont pas été alloués à des pays spécifiques.

Étant donné que c'est la première année qu'une grande quantité de données propres aux pays a été collectée, aucune tendance ne peut être déterminée. Cependant, cette nouvelle analyse permet d'expliquer pourquoi, dans certaines régions, les engagements sont souscrits pour un nombre relativement faible de pays.

La Zambie a reçu 50% des engagements souscrits en faveur de l'Afrique Australe (hormis la RSA), et 27% du montant engagé dans la région en incluant la RSA (voir Figure 35, à droite). La RSA a reçu une part de 47% des engagements souscrits dans la région. Le Botswana et le Swaziland n'ont reçu aucun engagement de la part de membres de l'ICA ayant fourni des données relatives aux pays en 2016.

En Afrique de l'Est, le Kenya a reçu 56% des engagements de la région, alors que l'Éthiopie, la Tanzanie et l'Ouganda ont chacun reçu entre 13 et 16%.

En Afrique du Nord, l'Égypte a reçu 45% des engagements de la région. Le Maroc a reçu 29%, et la Tunisie 25%, alors que

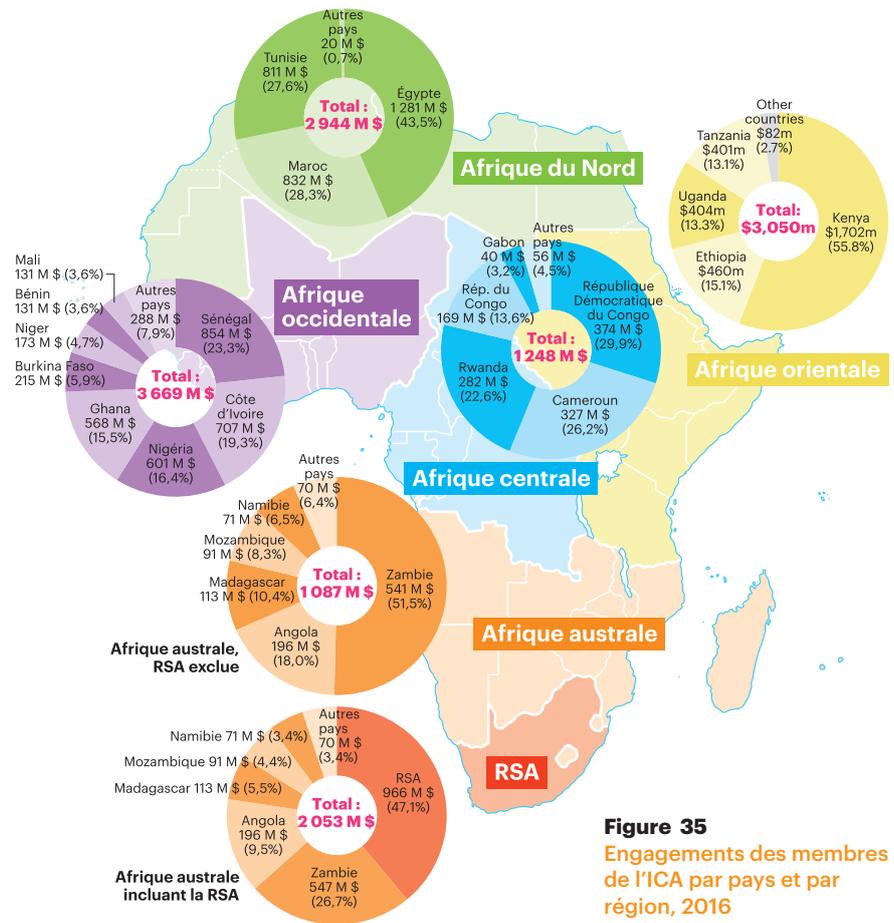
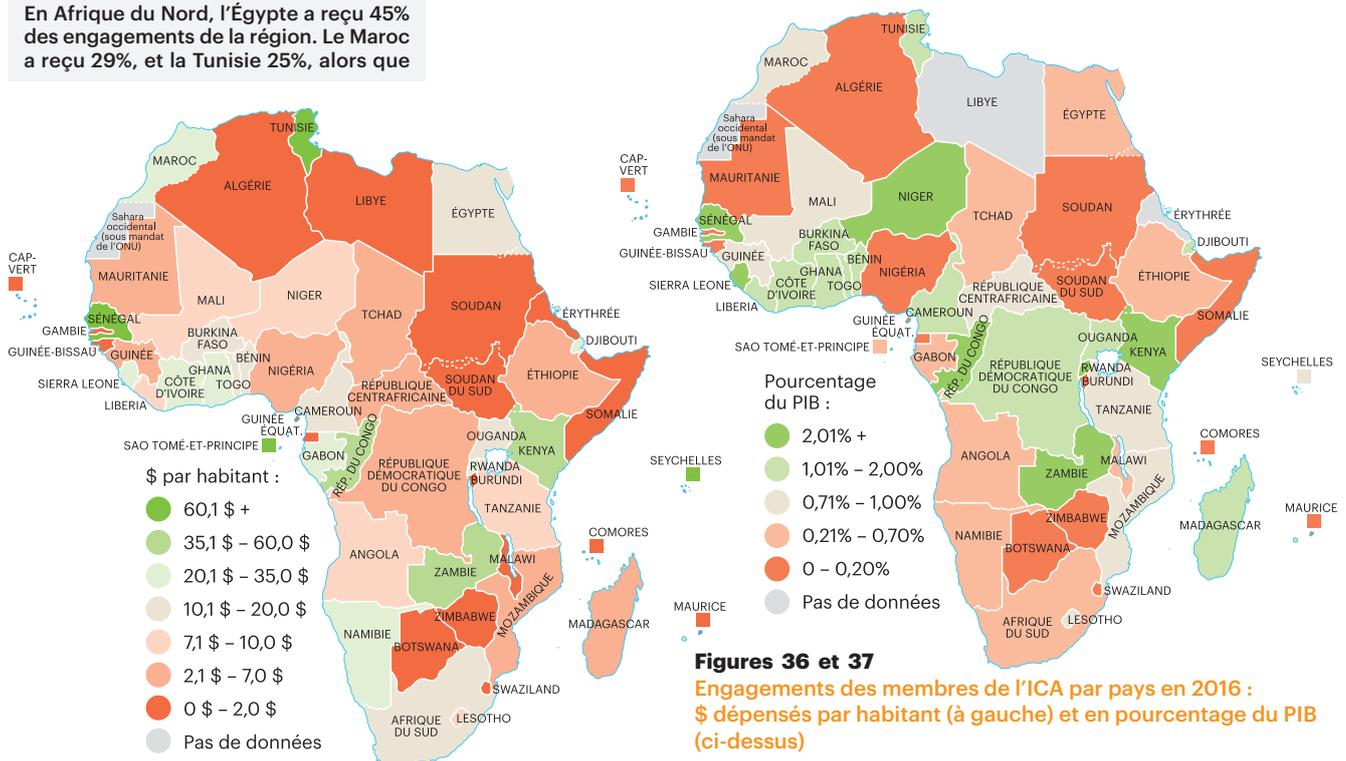


Figure 35 Engagements des membres de l'ICA par pays et par région, 2016



Figures 36 et 37 Engagements des membres de l'ICA par pays en 2016 : \$ dépensés par habitant (à gauche) et en pourcentage du PIB (ci-dessus)

Les données sous-sectorielles fournies par l'AFD, la BAD, la DBSA, la DEG, la CE, l'UE-AITF, la BEI, la SFI, la JICA, et l'Italie permettent pour la première fois d'analyser la manière dont les engagements substantiels de 12,7 Mrd \$ souscrits par les membres de l'ICA en 2016 sont répartis dans les différents sous-secteurs. Les données utilisées comprennent les engagements définis comme régionaux par les membres.

Étant donné que c'est la première année que des données sous-sectorielles sont collectées, aucune tendance ne peut être déterminée. Cependant, cette nouvelle analyse permet d'expliquer pourquoi certains sous-secteurs semblent attirer des engagements au détriment d'autres. Bien que cette analyse soit utile, certaines réserves doivent néanmoins être émises concernant, entre autres, certains projets qui chevauchent un ou plusieurs sous-secteurs. Par exemple, un projet de transport multimodal pourrait supposer des travaux dans plusieurs sous-secteurs, alors que la gestion et le traitement des déchets, l'assainissement et le drainage pourraient faire partie d'un seul et même projet.

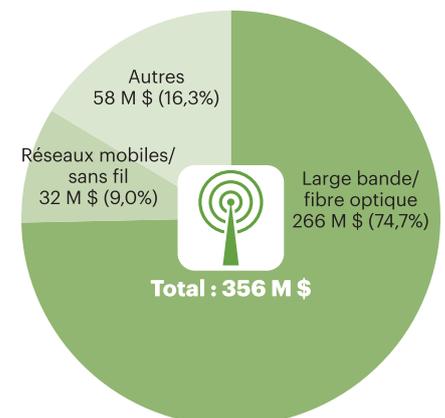
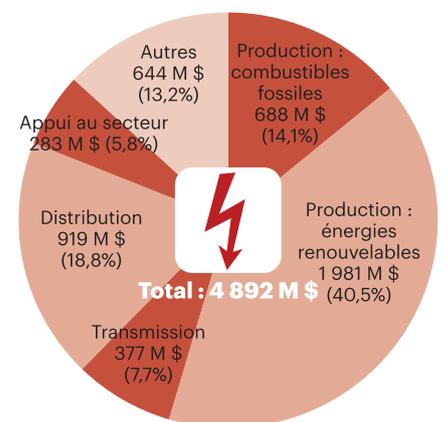
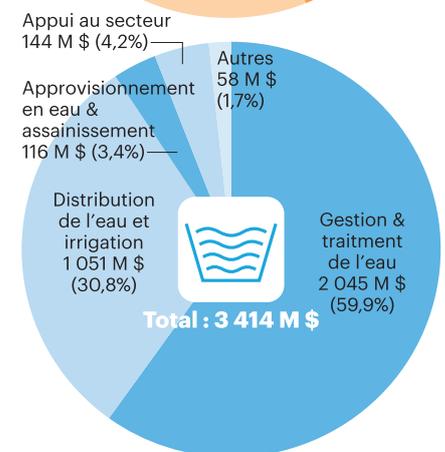
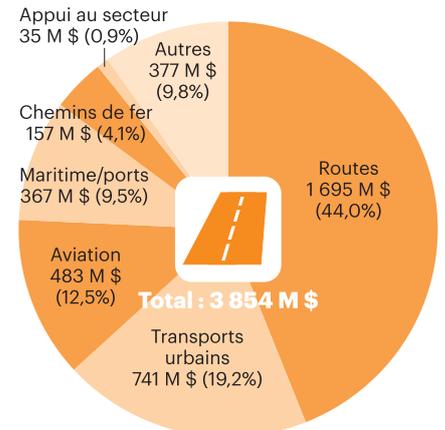
D'après les données fournies par les membres de l'ICA, c'est le sous-secteur

des routes qui a, de loin, attiré le plus d'engagements souscrits en faveur du secteur des transports en 2016, avec 1,7 Mrd \$, soit 44 % du montant engagé dans les transports. Cependant, plusieurs de ces engagements auraient aussi pu être qualifiés de projets régionaux de corridor de transport. Les transports urbains ont reçu 741 M \$, soit 19%, l'aviation 483 M \$, soit 13%, et le sous-secteur maritime et portuaire 367 M \$, soit 10% des engagements souscrits en faveur du secteur des transports.

Les sous-secteurs de la distribution d'eau et de l'approvisionnement en eau ont reçu plus de la moitié de tous les engagements souscrits en faveur du secteur de l'eau et de l'assainissement, la distribution ayant reçu 935 M \$, soit 27,4%, et l'approvisionnement 930 M \$, soit 27,3% des engagements en faveur du secteur de l'eau et de l'assainissement. Les projets d'approvisionnement en eau potable assortis d'un volet assainissement, ont reçu 720 M \$, soit 21,1% des engagements, alors que les activités axées uniquement sur l'infrastructure d'assainissement ont attiré 388 M \$, soit 11,4% du financement pour le secteur.

Les projets de production d'électricité, tous sous-secteurs confondus, ont représenté 2,7 Mrd \$, soit 54% des engagements en faveur du secteur de l'énergie, alors que l'infrastructure de distribution a attiré 918 M \$, soit 19%, et l'infrastructure de transmission 377 M \$, soit 8% des engagements. Sur les sous-secteurs de la production d'électricité, c'est le gaz qui a attiré le plus d'engagements avec 653 M \$, soit 15% de tous les montants engagés dans le secteur de l'énergie. Les projets solaires et géothermiques ont chacun reçu environ 520 M \$, soit 11% de tous les montants engagés dans le secteur de l'énergie.

Près de 75%, soit 266 M \$, des engagements souscrits dans le secteur des TIC ont été destinés à l'infrastructure à bande large/à fibre optique, alors que 32 M \$, soit 9%, ont ciblé les réseaux mobiles ou sans fil. Il est plus difficile de déterminer les sous-secteurs dans les opérations TIC que dans d'autres secteurs, compte tenu de la variété d'activités qu'elles couvrent et de l'émergence de nouvelles activités dans ce secteur en mutation rapide. De ce fait, d'autres activités représentent 58 M \$, soit 16% de tous les montants engagés dans le secteur des TIC. ■



l'Algérie et la Mauritanie se sont partagées les 1%, la Lybie n'ayant reçu aucun engagement.

Quatre pays - Ghana, Côte d'Ivoire, Nigeria et Sénégal - ont reçu, à eux tous, environ 76% des engagements souscrits en Afrique de l'Ouest.

Sur les dix pays de la région, plus de 94% du financement destiné à l'Afrique Centrale sont allés au Cameroun, au Congo, à la RDC et au Rwanda.

Les Seychelles, suivies d'assez loin par la Tunisie, Sao-Tomé-Et-Principe et le Sénégal, ont reçu une part considérablement plus élevée par habitant que tous les autres pays des membres de l'ICA ayant fourni des données relatives aux pays en 2016. Le Kenya, la Zambie, la Namibie et la Côte d'Ivoire ont tous reçu des engagements compris entre 30 et 37 \$ par habitant (voir Figure 36, à gauche).

Les pays ayant reçu une grande partie des engagements souscrits dans une région, mais un montant par habitant relativement faible, incluent l'Afrique du Sud et l'Égypte avec des dépenses respectives de 6,3 et 14,5 \$. Certains pays plus grands et plus peuplés ont reçu beaucoup moins, comme le Nigeria qui a reçu des engagements par habitant de 3,31 \$ et l'Algérie qui a reçu 0,28 \$ par habitant. ■

Figures 38-41
Engagements sous-sectoriels des membres de l'ICA, 2016

4.6 Tendances des engagements et déboursements en faveur du PAP-PIDA



Port de Tema, Ghana, iStock/Getty Images

Le total des engagements en faveur des projets du Plan d'Action Prioritaire du Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA) en 2016 s'est élevé à 2,1 Mrd \$, dont près de 2 Mrd \$ souscrits en faveur de deux projets portuaires au Ghana et au Cameroun. Ces deux projets ont bénéficié de contributions de la Chine et du secteur privé.

C'est la première fois que le rapport annuel de l'ICA identifie les financements du PIDA par des membres non-ICA. Ces derniers semblent manifester, du moins en 2016, un plus grand intérêt pour le financement des projets que les membres. Les engagements des membres de l'ICA ont totalisé 447 M \$, alors que les non-membres de l'ICA ont engagé 1,64 Mrd \$, soit un total de 2,1 Mrd \$.

Bien que les engagements des membres de l'ICA en faveur des projets du PAP-PIDA aient totalisé 447 M \$ en 2016, ils n'ont déboursé que 292 M \$ au cours de cette même année. La BAD, la DBSA, la BEI, l'UE-AITF, la SFI, l'Allemagne (par l'intermédiaire de la GIZ) le Japon (par l'intermédiaire de la JICA) et le RU (par l'intermédiaire du DfID) ont tous déclaré des engagements ou des déboursements en faveur du programme. Le soutien global des membres en faveur du PIDA pourrait être supérieur à ce que

suggèrent ces données, car certains membres n'ont pas fourni de détails concernant les projets ou de montant global des financements du PIDA.

En 2016, les membres de l'ICA ont consacré 86% de leurs engagements en faveur des projets du PIDA au secteur des transports et 14% à des projets TIC. Environ la moitié des déboursements ont servi à financer des projets de transport et l'autre moitié des projets énergétiques.

Dans le secteur de l'énergie, les déboursements de la BAD ont permis de soutenir plusieurs projets dont le Corridor de Transmission Electrique d'Afrique de l'Ouest, le Projet Hydroélectrique Inga III, l'Interconnexion des réseaux électriques en Afrique Centrale et les projets de production électrique de Ruzizi III et des Chutes de Rusumo. La BEI a apporté son appui au projet Inga III, alors que plusieurs projets énergétiques à travers l'Afrique ont bénéficié d'une assistance technique ou de bonifications d'intérêts de la part de l'UE-AITF.

Dans le secteur des TIC, les engagements des membres de l'ICA ont notamment inclus un soutien de l'UE-AITF en faveur du projet de réseau de transmission en Tanzanie, alors que la BAD a engagé des fonds en faveur du projet de dorsale transsaharienne à fibre optique.

La SFI a souscrit le plus grand engagement en faveur d'un projet du PAP-PIDA en 2016 en contribuant à hauteur de 195 M \$ aux 1,5 Mrd \$ du projet d'agrandissement du port de Tema au Ghana, parmi lesquels 1 Mrd \$ de fonds privés. Ce projet représente aussi le plus grand investissement portuaire de la SFI, sa plus importante mobilisation de fonds en faveur d'infrastructures en Afrique sub-

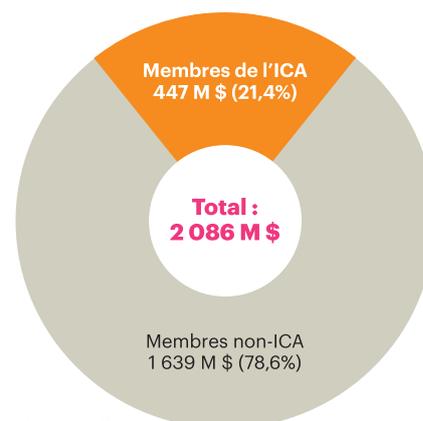


Figure 42
Total des engagements déclarés en faveur du PAP-PIDA, 2016

Les montants élevés engagés par les membres non-ICA en faveur du PAP-PIDA en 2016 s'expliquent en grande partie par deux engagements majeurs : l'agrandissement du port de Kribi au Cameroun (482,8 M \$) et l'agrandissement du port de Tema au Ghana (1 032 M \$).

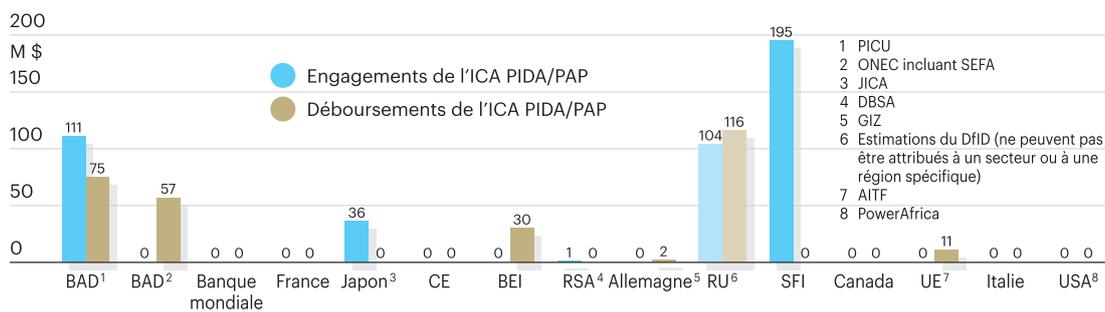


Figure 43
Engagements et déboursements déclarés par les membres de l'ICA en faveur du PAP-PIDA en 2016, par institution

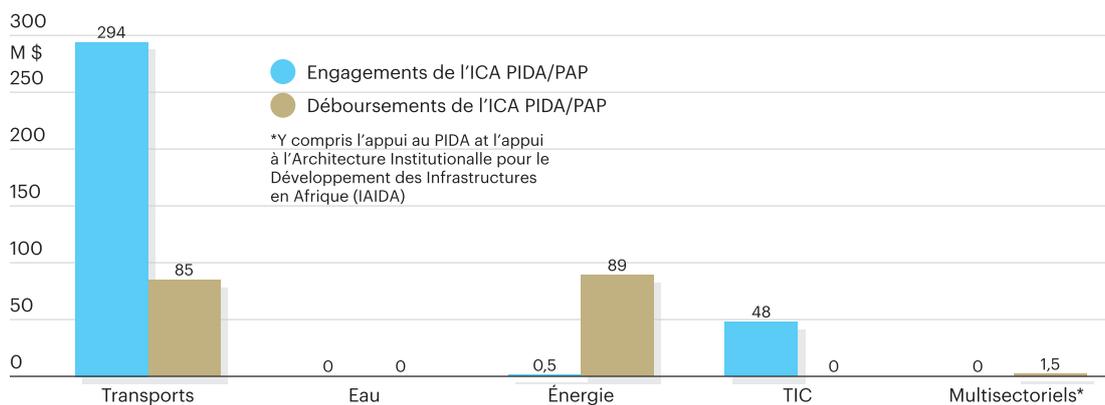


Figure 44
Engagements et déboursements en faveur du PAP-PIDA déclarés par les membres de l'ICA en 2016, par secteur

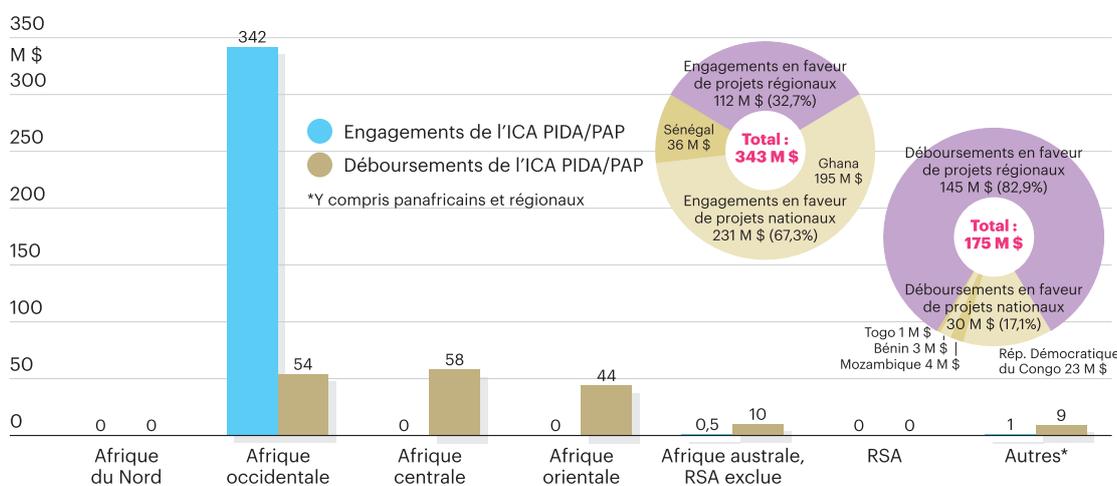


Figure 45
Engagements et déboursements des membres de l'ICA déclarés en faveur du PAP-PIDA en 2016, par région

saharienne à ce jour, et le plus gros engagement en faveur du PIDA souscrit par un membre de l'ICA en 2016. En plus des 195 M \$ de la SFI, l'enveloppe financière inclut 472 M \$ de trois banques commerciales – la Banque de Chine, la Banque Industrielle et Commerciale de Chine et la Standard Bank – ainsi que la banque néerlandaise de développement, la FMO. Tema est un projet 'construction, réhabilitation, exploitation et transfert' financé à hauteur de 35% de capitaux propres par le Groupe danois Maersk, à hauteur de

35% par le groupe français Bolloré, et par 'd'autres actionnaires' non divulgués qui se partagent les 30% restants.

La Banque d'Export-Import de Chine a consenti un prêt de 482 M \$ pour l'agrandissement du port de Kribi qui a pour but d'ouvrir le potentiel minier du Cameroun et de soutenir la vision 2035 du gouvernement. Le financement porte sur la deuxième phase des travaux du complexe portuaire industriel et la construction d'un deuxième terminal à conteneurs. En juillet 2017, un accord de concession pour la gestion du terminal à

conteneurs du port en mer profonde de Kribi a été signé entre l'autorité portuaire de Kribi et le consortium de groupes français Bolloré Transport & Logistics et CMA CGM, et le groupe chinois CHEC. Ce consortium financera et exploitera le terminal à conteneurs pour les vingt-cinq années à venir. La gestion du terminal lui sera confiée dans le cadre d'un PPP avec le gouvernement camerounais.

Outre l'agrandissement du port de Tema, le soutien des membres de l'ICA en faveur du secteur des transports a

Tendances des engagements et déboursements en faveur du PAP-PIDA

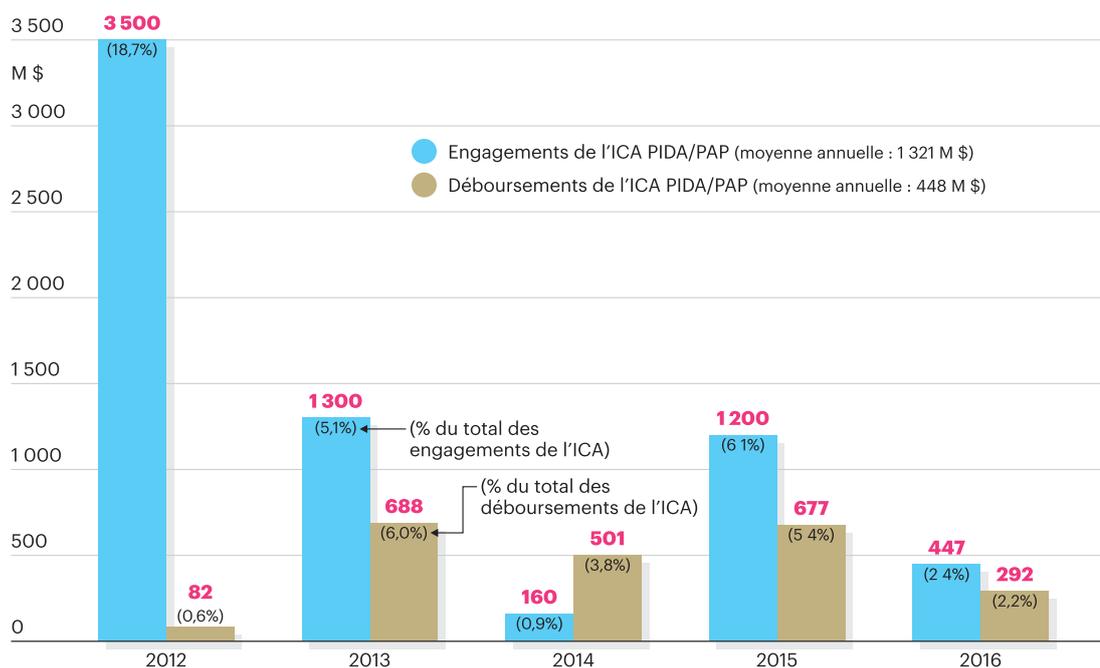


Figure 46
Total des engagements et déboursements des membres de l'ICA en faveur du PAP-PIDA 2012-2016

inclus un engagement de 36,1 M \$ souscrit par le Japon pour la réhabilitation de Môle 3, un quai de chargement au port de Dakar au Sénégal. Ce projet vise à améliorer les processus de manutention des marchandises, avec un accent particulier mis sur la santé et la sécurité. Il aura aussi un impact régional, puisqu'il facilitera le transport de marchandises à destination et en provenance du Mali. La DBSA a appuyé la réhabilitation et la modernisation du Corridor Ferroviaire Nord-Sud, alors que la BAD et l'UE-AITF ont apporté leur soutien à une grande variété de projets de transport à travers le continent.

Le programme d'appui au PIDA de la GIZ a pour ambition de renforcer les capacités institutionnelles (voir page 48). L'Architecture Institutionnelle pour le Développement des Infrastructures en Afrique (IAIDA), dont le but est de créer un environnement de gestion intégré et favorable, capable de renforcer les capacités de l'Union Africaine et de ses institutions, en vue de transformer tous les efforts entrepris dans le programme d'infrastructure en réalisations concrètes, est aussi soutenue par la GIZ.

Certains projets et programmes des membres complètent directement les activités du PIDA, alors que d'autres, tels que les postes frontières à entrée unique

du Japon et les initiatives TradeMark du DfID, rejoignent clairement l'objectif d'intégration régionale du PIDA.

Tendances

Ces données doivent être interprétées avec la plus grande prudence, notamment en ce qui concerne les tendances des contributions des membres de l'ICA au PIDA. Entre 2012 et 2014, les membres ont fourni des données regroupées, alors que celles de 2015 et 2016 reposaient sur des données relatives aux projets. Par ailleurs, seuls quelques membres fournissent des données relatives aux projets, et le groupe de membres ayant fourni des données en 2016 est différent de celui de 2015. Plusieurs membres ont fait part de leurs difficultés à identifier les projets du PIDA, ce qui laisse à penser que les déboursements et les engagements des membres de l'ICA en faveur du PIDA sont en réalité plus élevés que ceux déclarés dans ce rapport.

Les niveaux relativement élevés des engagements des membres de l'ICA en faveur du PIDA en 2012 peuvent s'expliquer par la priorité accordée au programme, peu de temps après son adoption en janvier 2012 par les chefs d'état africains. Les 3,5 Mrd \$ engagés en faveur du PIDA ont représenté 19% du total des engagements, alors que les années suivantes, pas plus de 6% du

total des engagements ont été consacrés aux projets du PIDA.

Chaque année, les déboursements en faveur du PIDA sont toujours très inférieurs aux engagements en raison, peut-être, de la grande envergure et de la complexité de ces projets, dont beaucoup nécessitent une coopération transfrontalière entre les gouvernements et les organismes de différents pays. Les déboursements ont culminé en 2013 et 2015 à 690 et 680 M \$ respectivement. Avec uniquement 290 M \$ en 2016, les déboursements sont au niveau le plus bas depuis 2013.

Les données présentées ici ne prétendent pas être exhaustives, surtout en ce qui concerne les engagements des non-membres de l'ICA en faveur du PIDA. Les besoins de financement pour le PAP-PIDA entre 2012 et 2020 ont été estimés à 68 Mrd \$, soit environ 7,6 Mrd \$ par an. Cette estimation doit désormais être révisée et une analyse plus approfondie de l'aspect 'demande' du déficit de financement des infrastructures en Afrique est nécessaire (voir pages 6 & 25). Des mécanismes visant à identifier et à analyser de manière plus précise et plus fiable l'offre de financement en faveur des projets du PIDA semblent aussi nécessaires. ■

4.7 Projets achevés

Dix membres de l'ICA ont déclaré 206 projets achevés en 2016. Sur ce total, les renseignements financiers fournis pour 196 d'entre eux ont fait état d'engagements de 4,6 Mrd \$ et de déboursements de 4,4 Mrd \$ (voir Figure 47). Certains engagements ont été souscrits il y a longtemps, y compris 24 avant 2000.

Le secteur des transports a reçu des engagements totalisant 1,5 Mrd \$ (33%) pour 44 projets, alors que 1,2 Mrd \$ (27%) ont été engagés dans 73 projets d'eau et d'assainissement (voir Figure 48). Avec 1,2 Mrd \$, les engagements en faveur de l'énergie ont représenté 26% des projets, alors que les TIC et les projets multisectoriels ont représenté 3 et 12%, respectivement.

Sur le total des engagements déclarés, 3,2 Mrd \$ (70%) ont été souscrits au titre de l'APD alors que 1,4 Mrd \$ (30%) étaient hors APD.

La ventilation par type de financement a beaucoup changé par rapport aux nouveaux engagements déclarés en 2016. Alors que le financement par prêt est envisagé dans 75% des engagements de 2016, il n'a représenté que 26% des engagements de financement pour les projets achevés en 2016.

Cet écart élevé en apparence doit néanmoins être contextualisé. Il est difficile pour certains membres de l'ICA de déclarer les prêts, notamment les prêts non-concessionnels, pour des raisons de confidentialité ou administratives, et il se pourrait donc qu'ils soient très nettement sous-déclarés dans les données détaillées relatives aux projets que requiert cette analyse des projets achevés.

Les subventions ont été le type de financement le plus utilisé, représentant 1,5 Mrd \$ (33%) des projets achevés en 2016, contre 1,2 Mrd \$ pour les prêts. Le

financement mixte a représenté 1,1 Mrd \$ (24%), contre 1,7 Mrd \$ (un peu moins de 10%) pour les nouveaux engagements souscrits en 2016.

Certains de ces écarts peuvent s'expliquer par les différentes manières dont les projets achevés et les nouveaux engagements sont répartis à l'échelle régionale.

L'Afrique du Sud représente 25% des projets achevés et l'Afrique de l'Ouest 22%. À l'inverse, seuls 5% des projets achevés se trouvent en Afrique Centrale, alors que 12% de nouveaux engagements ont été souscrits en 2016 en faveur de cette même région.

L'Afrique de l'Est, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest représentent respectivement 22, 19 et 16% des projets achevés. La valeur des projets achevés est particulièrement basse au Nigeria (un peu plus de 1 M \$) et en Tanzanie (142 M \$). ■

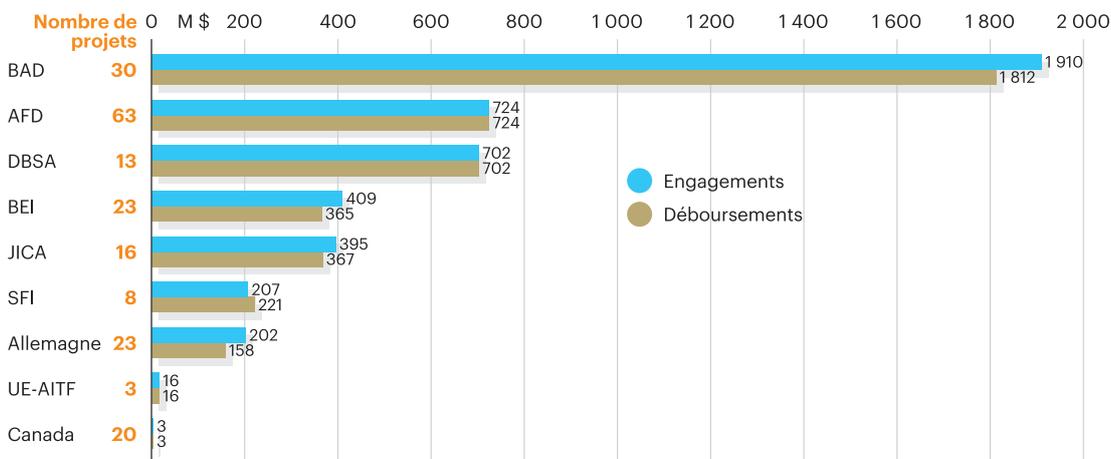


Figure 47
Projets achevés en 2016, par membre déclarant

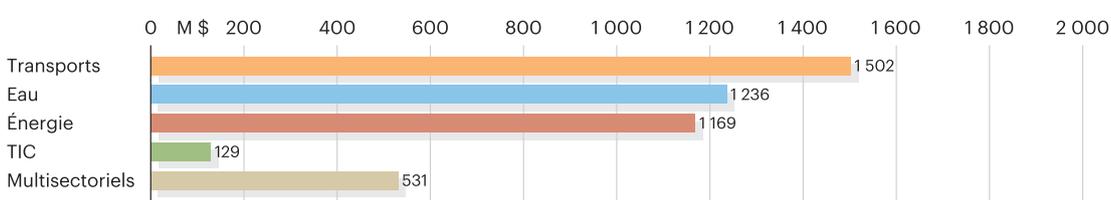
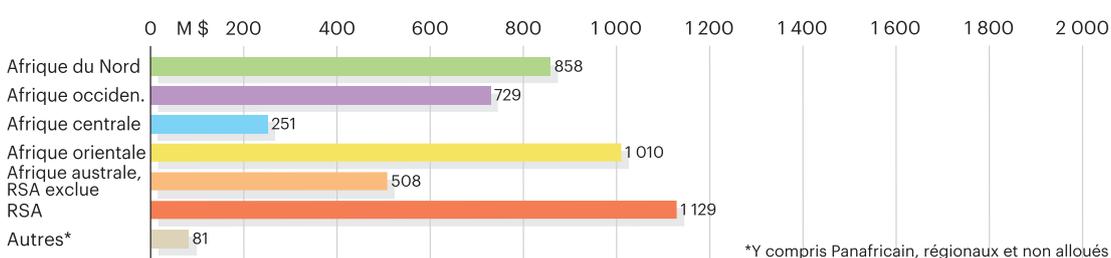


Figure 48
Projets achevés en 2016, par secteur



*Y compris Panafricain, régionaux et non alloués

Figure 49
Projets achevés en 2016, par secteur

4.8 Activités des membres de l'ICA



Port de Mombasa, iStock/Getty Images, 1001 Slide

BAD

Des engagements de près de 4 Mrd \$ ont été déclarés par la BAD en 2016, ce qui est comparable aux 4,2 et 3,6 Mrd \$ engagés par la banque respectivement en 2015 et 2014.

Les engagements en faveur de l'eau ont nettement augmenté en 2016, pour atteindre 1,2 Mrd \$, contre 519 M \$ en 2015 et 443 M \$ en 2014. La banque a engagé le plus de fonds dans des projets de transport avec 1,7 Mrd \$, contre 2,4 Mrd \$ en 2015 et 1,4 Mrd \$ en 2014. Les engagements en faveur de l'énergie, qui avaient atteint 1,7 Mrd \$ en 2014 avant de reculer à 1,1 Mrd \$ en 2015, sont tombés à 882 M \$ en 2016. Les TIC maintiennent un niveau constant avec 119 M \$ en 2016, contre 122 M \$ en 2015.

Le complexe pour l'énergie de la BAD s'attend à une augmentation du nombre de projets achevés, du fait de la mise en service progressive des projets approuvés en 2010-11, parmi lesquels des projets de production d'énergie en Afrique du Nord et des projets de transmission et de distribution dans d'autres régions du continent.

Des engagements substantiels ont été souscrits en faveur de plusieurs projets de grande envergure assortis de résultats tangibles dans le secteur des transports. Par exemple, les résultats escomptés du projet d'accessibilité et d'amélioration de la sécurité routière du corridor de Sirari, au Kenya, incluent notamment la réduction des distances de transport de fret entre Mwanza, Kisumu, Nairobi, et Juba, ce qui contribuera à l'intégration économique au sein de la région.

Avec des objectifs affichés à l'échelle régionale et nationale, le projet de routes Busega-Mpigi et Kagitumba-Kayonza-Rusumo en Ouganda devrait contribuer à améliorer les services de transport (réduction des coûts d'exploitation et du temps de trajet des véhicules), les délais de dédouanement des importations et des exportations, ainsi que la sécurité.

La Phase 2 du Programme d'Appui au Secteur des Transports vise à conférer au Cameroun ce que la BAD décrit comme une dimension multi-dimensionnelle et s'attaque à la réhabilitation de la route notoirement dangereuse Yaoundé-Bafoussam-

Bamenda (RN1-RN4-RN6).

En décembre 2016, la BAD a approuvé un prêt de 263,7 M \$ en faveur de la Côte d'Ivoire, pour financer la construction du 4e pont d'Abidjan qui reliera les municipalités de Youpougon et de Plateau. En améliorant la mobilité et en réduisant les accidents de la route, ce projet aura un impact sur la vie quotidienne de millions de voyageurs et renforcera la compétitivité économique de la ville.

Canada

Les 110 M \$ déboursés par le Canada en 2016 dépassent largement ses engagements de 6,1 M \$. Les projets multi-sectoriels ont reçu 51 M \$, soit près de la moitié de tous les déboursements. Les engagements en faveur de l'eau, de l'énergie, des TIC et des transports se sont élevés respectivement à 42 M \$, 13 M \$, 5 M \$ et 32 000 \$.

Sur ses engagements de 140,3 M \$, le Canada a engagé 135,4 M \$ en faveur de l'énergie, 4,6 M \$ en faveur d'opérations d'eau et d'assainissement et 312 986 \$ en faveur de projets TIC. En 2015, le

Canada avait déclaré des engagements de 195 M \$ et des déboursements de 131 M \$. L'intégralité de l'appui financier du Canada relève de l'APD.

Le Canada est en train de créer une Institution de Financement du Développement (IFD), dotée d'un apport initial en capital de 300 M C\$. Basée à Montréal, elle sera une filiale de l'Export Development Corporation pour permettre une mise en œuvre plus rapide. La nouvelle IFD du Canada sera opérationnelle d'ici janvier 2018 et envisage de conclure des transactions au cours de ce même mois. Le volet infrastructures de cette institution devrait être conséquent.

Reflète de son engagement marqué en faveur des énergies renouvelables, le Canada a aussi lancé, dans le cadre de l'Initiative Africaine pour les Énergies Renouvelables (AREI), une fenêtre d'investissement de 2017-2022 visant à financer plusieurs projets – portant probablement sur les énergies solaire, éolienne et hydroélectrique raccordées au réseau – et qui repose sur des contributions remboursables sur 20 ans.

Le Canada a annoncé qu'il contribuerait à hauteur de 150 M C\$ à l'AREI dans le cadre de l'engagement de 2,65 Mrd C\$ qu'il a souscrit entre 2016 et 2021, visant à agir contre les changements climatiques dans les pays en voies de développement. L'AREI a pour vocation d'accélérer l'accès à des énergies renouvelables propres, adéquates et abordables et de créer au moins 10GW de capacité de production d'énergie renouvelable nouvelle et supplémentaire d'ici 2020. Le Canada espère déboursier la première tranche de ces 150 M C\$ d'ici mars 2018.

Banque de Développement de l'Afrique Australe

La DBSA gère le Programme d'Investissement dans les Infrastructures pour l'Afrique du Sud développé par le gouvernement sud-africain et l'UE, ainsi que le Fonds de Préparation et d'Elaboration de Projets (PPDF) de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), qui est financé par l'Allemagne (par l'intermédiaire de la KfW) et l'UE. Le but du PPDF est d'aider la SADC à mettre en œuvre le Plan Directeur

Régional de Développement des Infrastructures (RIDMP) de la SADC, qui promouvra et contribuera à renforcer l'intégration économique régionale dans la région de la SADC.

La banque gère aussi l'initiative Préparation de Projet et Etudes de Faisabilité du Nouveau Partenariat Economique pour l'Afrique (NEPAD PPFs), ainsi que le fonds pour le Tripartite Trust Account (TTA) du DFID. Le TTA vise à financer des projets d'infrastructure prioritaires par l'intermédiaire de fonds multidonateurs et d'autres fonds.

Le montant de 1,2 Mrd \$ engagé par la DBSA en 2016 est en hausse par rapport aux 929 M \$ de l'année précédente. En 2016, les projets du secteur de l'énergie ont reçu le plus d'engagements (544,8 M \$), suivis par les projets multisectoriels (511,5 M \$). Les déboursements de la banque ont totalisé 1,2 Mrd \$ en 2016 pour la deuxième année consécutive.

Commission Européenne

La CE gère le Fonds Européen de Développement (FED, pour les pays d'Afrique sub-saharienne) et l'Instrument de Coopération au Développement pour les pays d'Afrique du Nord. Les données fournies à l'ICA pour 2016 incluent la contribution du FED au Fonds Fiduciaire UE-Afrique pour les Infrastructures (ITF) et à la Facilité d'Investissement pour l'Afrique (AfIF), mais ne reflètent pas les projets approuvés et mis en œuvre grâce à une contribution de l'ITF ou de l'AfIF, puisque les prêts pour ces projets sont consentis par d'autres institutions et devraient donc être déclarés par celles-ci.

Les engagements souscrits par la CE en 2016 se sont élevés à 1,4 Mrd \$ pour la deuxième année consécutive. La plus grande part des engagements a été consacrée au secteur de l'énergie (629,4 M \$), suivi par les secteurs des transports (600 M \$) et de l'eau (165,6 M \$).

Les déboursements ont totalisé 1 Mrd \$ en 2016, contre 816 M \$ l'année précédente. La plus grande part des déboursements a été consacrée au secteur des transports (485,2 M \$), suivi par les secteurs de l'énergie (296 M \$) et de l'eau (256,5 M \$).

Banque Européenne d'Investissement

Les engagements souscrits par la BEI en 2016 se sont élevés à 1,3 Mrd \$ contre 1,4 Mrd \$ en 2015. Encore une fois, c'est le secteur de l'énergie qui a reçu la majorité (509 M \$) des engagements, suivi par les secteurs de l'eau (431 M \$), des transports (172 M \$) et des TIC (138 M \$).

Le montant de 1,2 Mrd \$ déboursé en 2016 est en nette hausse par rapport aux 588 M \$ de l'année précédente. La BEI a déboursé le plus (531 M \$) dans le secteur de l'énergie, suivi par les transports (459 M \$), l'eau (90 M \$), les projets multisectoriels (75 M \$) et les TIC (29 M \$).

Les projets achevés en 2016 ont été au nombre de trois en Afrique du Sud : le projet solaire CSP de Ka Xu, et deux projets d'eau. Le projet d'eau d'Umgeni a notamment inclus de nouvelles pipelines et la modernisation du réseau d'approvisionnement en eau existant, des ouvrages de traitement des eaux, des réservoirs de pompage et de service qui garantiront et amélioreront l'accès à l'eau pour plus d'un million de foyers dans le KwaZulu-Natal. Dans cette même province, la BEI a soutenu la municipalité d'eThekweni en consentant un prêt à la Rand Merchant Bank pour lui permettre de financer ce projet à taux réduit.

UE-AITF

L'UE-AITF a souscrit des engagements de 64 M \$ en 2016, contre 156 M \$ en 2015. La majorité (58 M \$) des engagements de 2016 a été destinée à des projets énergétiques, alors que les projets de transport ont reçu 5 M \$. La majorité des 38 M \$ déboursés en 2016 a été consacrée à l'énergie (28 M \$) suivie par les transports (8 M \$) et l'eau (4 M \$).

Le fonds associe les prêts à long terme consentis par les bailleurs de fonds participants aux subventions de donateurs. Le fonds apporte une assistance technique en matière de travail préparatoire, de supervision de projet et de renforcement ciblé des capacités. Il offre également des bonifications de taux qui contribuent à réduire le montant total de la dette. Des aides à l'investissement sont aussi

disponibles pour financer certains volets de projets ou une partie de l'investissement, dans le but d'accroître la concessionnalité du montage financier. Enfin, l'UE-AITF propose des instruments financiers visant à garantir le financement des coûts, des investissements sous forme de participations ou de quasi-participations, et des instruments de partage des risques.

France

Les engagements et déboursments déclarés par la France concernent l'Agence Française de Développement (AFD), sa filiale Proparco dédiée au secteur privé et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM). Les engagements souscrits en 2016 ont totalisé 2,8 Mrd \$, soit plus que les 2,5 Mrd \$ déclarés en 2015 et les 2,4 Mrd \$ de l'année précédente.

L'AFD indique qu'elle investit avec le CDC dans un fonds d'investissement de 600 M €. L'agence a pour ambition de jouer un rôle de catalyseur dans le financement des projets d'infrastructure, principalement en Afrique, par le biais de prises de participation à long terme. L'énergie et les transports ont été identifiés comme des secteurs clés, alors que d'autres secteurs, tels que l'eau et l'assainissement, la santé, l'éducation et les TIC, sont à l'étude.

L'AFD s'efforce de plus en plus de mobiliser des subventions de l'UE, qu'elle associe à ses propres prêts, pour financer le renforcement des capacités, des évaluations de l'impact environnemental et social et des activités de développement social. L'agence travaille aussi de plus en plus avec le secteur privé.

L'AFD est en train de décentraliser ses opérations basées à Paris dans le but de cibler un soutien équilibré, à la fois sur le plan thématique et sur le plan géographique. Avec une représentation à l'échelle des pays sur tout le continent et neuf directeurs régionaux, l'approche plus thématique vise à ouvrir de nouvelles perspectives. Dans le cadre de ces arrangements, l'agence espère avoir davantage l'occasion de travailler au niveau régional, notamment avec les pools énergétiques africains.

Le secteur de l'eau a reçu la plus grande part des engagements de 2016 avec 1,1

Mrd \$, contre 282 M \$ en 2015, alors que les engagements souscrits en faveur de l'énergie en 2016 ont totalisé 994 M \$, contre 1,4 Mrd \$ l'année précédente. Les engagements multisectoriels de 227 M \$ en 2016 sont en hausse par rapport aux 72 M \$ enregistrés en 2015. Avec 470 M \$, le montant engagé en faveur des transports en 2016 est en baisse par rapport aux 684 M \$ de 2015, tout comme les engagements en faveur des TIC qui sont passés de 23 M \$ en 2015 à 3,7 M \$ en 2016.

Allemagne

L'Allemagne a déclaré des engagements de 1,1 Mrd \$ en 2016, ce qui est comparable à ceux de 2015. Le total des engagements de 2016 inclut ceux déclarés par la DEG, la GIZ et la KfW. Ces engagements ont, pour la plupart, ciblé des projets énergétiques (778,7 M \$) d'eau (330,9 M \$) et de transport (17,1 M \$). Les engagements en faveur de l'énergie souscrits en 2016 étaient supérieurs aux 682 M \$ déclarés en 2015. La KfW a notamment déclaré des engagements substantiels en faveur de pays partenaires en Afrique du Nord.

L'Allemagne continue à soutenir le PIDA par l'intermédiaire d'une coopération financière mise en œuvre par la KfW – notamment des contributions au NEPAD IPPF pour le financement de la préparation des projets du PIDA, et le financement direct des projets du PIDA – et d'une coopération technique mise en œuvre par la GIZ. Le soutien de la KfW en faveur du PIDA se traduit notamment par le financement de projets dans le Pool Énergétique d'Afrique de l'Ouest et de la centrale électrique de Ruzizi III. Par ailleurs, l'Allemagne prévoit de cofinancer des lignes de transmission du PIDA dans la région de l'Afrique Australe.

Le soutien de la GIZ en faveur du PIDA consiste à :

- appuyer les fonctions d'information, de suivi et d'établissement de rapport du PIDA à travers le développement du portail d'information du PIDA, le Centre d'Information Virtuel du PIDA (www.aupida.org) et le système de suivi et d'évaluation du PIDA ;
- appuyer les activités de promotion du PIDA à travers des initiatives telles que

le Réseau d'Affaires continentales, en vue de mobiliser des investissements privés dans les infrastructures africaines ;

- appuyer la préparation de projet au stade préliminaire, notamment en soutenant le Mécanisme de Prestation de Services du PIDA mis en œuvre par le NEPAD ;
- appuyer des initiatives dans les domaines des connaissances et de l'apprentissage, en vue d'élaborer des pratiques exemplaires et des directives en matière de planification et de mise en œuvre de projets d'infrastructure transfrontaliers,
- appuyer le développement organisationnel, dans le but d'augmenter l'efficacité des départements d'infrastructure au sein de la CUE et du NEPAD. Un manuel clarifiant les mandats et fonctions des différents acteurs dans l'Architecture Institutionnelle pour les Infrastructures en Afrique a aussi été élaboré.

Société Financière Internationale

La SFI a engagé 413,3 M \$ en 2016, contre 246 M \$ en 2015 et 621 M \$ en 2014. Les déboursments de 2016 ont totalisé 203 M \$, contre 292 M \$ en 2015 et 747 M \$ en 2014.

Concernant les projets achevés en 2016, on notera deux financements par emprunt pour Umeme, la compagnie publique d'électricité de l'Ouganda, ainsi que des financements destinés à des promoteurs de tours de télécommunication mobile.

La SFI a également validé l'achèvement du parc éolien de 134MW d'Amakhala, dans la province sud-africaine de l'Eastern Cape. Celui-ci s'inscrit dans le programme sud-africain d'Acquisition des Producteurs Indépendants d'Énergies Renouvelables (REIPPP), en vertu duquel la SFI a également soutenu plusieurs autres projets d'énergies renouvelables. Les travaux de mise en service de l'installation Xina Solar One de 100MW ont commencé en 2016, et celle-ci devrait produire de l'énergie propre pour plus de 95 000 foyers, créer des emplois et réduire les émissions de carbone. La SFI a consenti un prêt de 37 M \$ en faveur de cette installation.

Italie

L'Italie a déclaré des engagements et déboursements par l'intermédiaire de la Cassa Depositi e Prestiti (CDP). La CDP assume le rôle d'Institution Financière nationale pour la Coopération au Développement, depuis le 1er janvier 2016.

L'Italie, en tant que présidente du G7, organisera l'Assemblée Générale de l'ICA en 2017 à Rome et a engagé en 2016 un montant de 28,8 M \$ en faveur du secteur des infrastructures, dont la plus grande partie a été consacrée à des projets d'eau et d'assainissement.

Au cours de la même année, le total des déboursements italiens s'est élevé à 19,7 M \$, dont 1,7 M \$ sous forme de subventions investies dans des projets multisectoriels.

L'Italie soutient l'action de l'UE pour l'Afrique en investissant dans un partenariat équilibré et multidimensionnel qui ne se limite pas aux infrastructures et s'étend à de nombreux autres domaines, tels que la migration, la sécurité, le développement des PME, l'inclusion financière, la gouvernance, la démocratie et les droits de l'homme, le rôle des femmes, les jeunes, l'éducation et l'emploi.

Dans ce contexte, en 2017, l'Italie a créé son Fonds pour l'Afrique de 200 M, afin de financer des interventions extraordinaires destinées à relancer le dialogue et la coopération avec des pays africains situés sur des voies de migration.

Japon

Le Japon a déclaré des engagements de 2,4 Mrd \$ et des déboursements de 58 M \$ en 2016. En 2015, le Japon avait engagé 1,8 Mrd \$ contre 2 Mrd \$ en 2014 et déboursé 960 M \$ contre 1 Mrd \$ en 2014.

En plus d'engagements financiers directs, la JICA contribue au développement des infrastructures africaines en dépêchant des experts de la JICA dans plusieurs institutions majeures en Afrique. Celles-ci incluent la BAD (le secrétariat de l'ICA et l'initiative de l'assistance renforcée au secteur privé (EPSA)), l'agence du NEPAD, l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA) et la DBSA.

La JICA poursuit son concept d'Infrastructures de Qualité présenté à l'Assemblée Générale annuelle de l'ICA en 2015. Ce concept intègre des éléments d'efficacité économique, d'inclusion sociale, de sécurité et de résilience et de durabilité environnementale. Comme cela a été souligné lors de l'assemblée de 2015, l'importance d'intégrer le concept de qualité dans tous les aspects du développement des infrastructures est de plus en plus reconnu.

L'une des tendances clés notées par la JICA est l'intérêt accru porté à l'interrelation du développement des infrastructures avec d'autres secteurs. Dans ce contexte, le Japon adopte une approche de coopération globale dans ses plans directeurs de corridors économiques élaborés pour le Corridor du Nord, le Corridor de Nacala et le Cercle de Croissance d'Afrique de l'Ouest.

Ces trois plans identifient les projets prioritaires, non seulement dans les transports, l'énergie et l'eau, mais aussi dans le développement industriel en vue de maximiser l'impact économique.

À travers des programmes tels que le développement stratégique de corridors économiques et le travail dans les pools énergétiques en Afrique Australe et en Afrique de l'Est, la JICA adopte une approche intégrée et régionale des infrastructures tout en contribuant aux progrès du PIDA, que ce soit directement ou indirectement.

Royaume-Uni

Le financement direct par le biais des subventions du DfID et des prises de participation du CDC ont totalisé 537 M \$ en 2016, contre 288 M \$ en 2015, chaque organisme ayant contribué à environ la moitié du financement total du RU au cours de ces deux années.

En 2016, le DfID a engagé 281,7 M \$, dont la plus grande partie a été consacrée au secteur de l'eau (103,8 M \$) suivi par les secteurs des transports (78,6 M \$), multisectoriel (57,9 M \$), de l'énergie (33,7 M \$) et des TIC (7,7 M \$). Le CDC a engagé 287,7 M \$, dont 251 M \$ en faveur du secteur de l'énergie, alors que les 36,7 M \$ restants ont été destinés à des projets multisectoriels.

Au cours de la même année, le DfID a déboursé 291 M \$, dont la majorité en faveur du secteur de l'eau (109 M \$)

suivi par les secteurs des transports (78 M \$), multisectoriel (57 M \$), de l'énergie (41 M \$) et des TIC (6 M \$).

Les données utilisées dans le rapport de cette année ont été fournies par le DfID et obtenues auprès de l'IFD britannique et du CDC Group. Les contributions du RU omises dans ce rapport incluent les engagements souscrits en faveur d'institutions multilatérales ayant reçu des fonds de la part du DfID dans le cadre d'investissements africains, parmi lesquelles la BAD, l'UE et le Groupe de Développement des Infrastructures Privées.

Banque Mondiale

En 2016, le GBM a engagé 4,1 Mrd \$, dont la plus grande partie a été consacrée au secteur de l'énergie (1,7 Mrd \$) suivi par les transports (1,3 Mrd \$), l'eau (890 M \$) et les TIC (100 M \$). Les engagements souscrits par le GBM en 2016 sont inférieurs aux 6 et 5,9 Mrd \$ déclarés respectivement en 2015 et 2014.

Pour la troisième année consécutive, les déboursements du GBM ont augmenté de manière régulière et substantielle, passant de 1,8 Mrd \$ en 2013 à respectivement 2,3 et 3,7 Mrd \$ au cours des deux années suivantes, avant d'atteindre 4,2 Mrd \$ en 2016. La majorité de ces 4,2 Mrd \$, a été consacrée au secteur de l'énergie (2 Mrd \$) suivi par les transports et l'eau (1 et 1,1 Mrd \$, respectivement) et les TIC (178,2 M \$).

Les projets de la Banque Mondiale ont une dimension multisectorielle et sont dictés par les besoins de chaque pays. La banque adopte une approche multidimensionnelle adaptée à chaque pays. Elle n'a pas de liste de projets prioritaires. Elle adopte plutôt une approche décentralisée en vertu de laquelle les pays décident des priorités. Cependant, pour les besoins de ce rapport, la Banque Mondiale répartit ses engagements et ses déboursements en fonction des secteurs. ■

5. Autres sources publiques de financement



Victoria, île de Mahe, Seychelles, iStock/Getty Images

5.1 Budgets nationaux africains pour les infrastructures

Le montant total des crédits budgétaires identifiables alloués aux infrastructures par 46 gouvernements africains nationaux s'est élevé à 26,3 Mrd \$ en 2016 (voir Figure 50, à droite), contre un total recalculé de 24 Mrd \$ pour 44 pays en 2015. En effet, des allocations budgétaires totalisant 4,4 Mrd \$ ont désormais été identifiées comme étant issues d'un financement extérieur, et ont donc été retranchées du total de 28,4 Mrd \$ déclaré dans le rapport 2015.

Afin d'éviter une double comptabilisation et de fournir des données aussi précises que possible, tout financement extérieur identifiable a été retiré. La possibilité d'une double comptabilisation demeure néanmoins dans certains pays où les données budgétaires ne font pas la distinction entre les financements externe et interne pour les projets ou secteurs spécifiques.

Les autres pays pour lesquels les données ont été comptabilisées en 2016 incluent: la République du Congo, le Niger, São Tomé-et-Príncipe et les Seychelles. Les crédits alloués aux infrastructures identifiés dans les budgets des gouvernements nationaux du Tchad et de la Guinée-Bissau en 2015 n'ont pas pu l'être en 2016 en l'absence d'une ventilation détaillée des budgets

Transports

Conformément aux priorités des années précédentes, les transports ont reçu la plus grande part des crédits budgétaires

combinés alloués aux infrastructures en Afrique, avec 55,5% de tous les fonds, et ce en dépit de l'augmentation modeste de 13% des dépenses totales de 12,9 Mrd \$ en 2015 à 14,6 Mrd \$ en 2016.

En dépit de cette hausse globale, dans le détail, la situation est bien plus disparate. Par exemple, les allocations en faveur des transports en Afrique de l'Est et en Afrique du Sud ont fortement chuté, alors que celles en faveur de l'Afrique du Nord et de Afrique de l'Ouest ont presque doublé.

Eau

Les crédits alloués au secteur de l'eau ont totalisé 4,4 Mrd \$, ce qui représente 16,7% de tous les crédits, ainsi que la deuxième plus grande part des crédits budgétaires combinés en 2016 (en 2015, l'énergie avait attiré le deuxième plus haut montant de crédits). Huit pays (Botswana, RD Congo, Burkina Faso, Gabon, Côte d'Ivoire, Madagascar, et Malawi) ont donné la priorité à ce secteur; la République Démocratique du Congo a notamment alloué 44,3% de son budget d'infrastructure à l'eau.

D'autres pays, tels que l'Égypte et l'Angola, ont alloué des montants et des proportions non négligeables de leurs budgets au secteur de l'eau, même si celui-ci n'était pas leur plus grande priorité. L'Égypte a alloué 32,2% de son budget d'infrastructure à l'eau (il est probable que ce chiffre inclut des fonds externes provenant de partenaires de développement). Après des années de pénurie d'eau, la priorité accordée au

Data note

Dans un souci de cohérence, tous les montants des allocations budgétaires renvoient aux allocations internes, sauf indication contraire expresse.

secteur de l'eau est compréhensible, et à la fin de l'exercice financier 2016, le ministre égyptien du logement affirmait que 31 projets d'eau potable et d'assainissement avaient été finalisés, dans les seules métropole du Grand Caire et ville d'Alexandrie

Énergie

Les crédits budgétaires alloués au secteur de l'énergie en Afrique ont baissé de 20,8% en 2016, avec des dépenses totales s'élevant à 3,8 Mrd \$. Cette tendance est probablement due à des facteurs mondiaux interdépendants, notamment aux faibles taux de croissance, ainsi qu'à la baisse du prix du pétrole et d'autres produits de base et d'autres produits de base.

L'Afrique de l'Est a enregistré la plus forte baisse en matière de dépenses énergétiques, avec une chute de 44%. La dépendance à un financement externe est apparue comme une évidence dans de nombreux pays. Par exemple, l'Ouganda a alloué 49 M \$ de ressources internes et 665 M \$ de ressources externes.

Cependant, l'Afrique de l'Ouest est allée à contre-courant de cette tendance à la baisse en doublant ses dépenses dans le secteur de l'énergie. La Gambie, la Côte

d'Ivoire, le Liberia et la Sierra Leone ont tous donné la priorité au secteur de l'énergie, la Côte d'Ivoire ayant consacré la grande majorité (78,3%) de son budget d'infrastructure à ce secteur.

TIC

Comme les années précédentes, le secteur des TIC a reçu le plus faible montant de crédits budgétaires en Afrique, avec un total de 853 M \$. Malgré cela, le secteur a enregistré de loin le niveau de croissance le plus élevé, avec une hausse de 50% entre 2015 et 2016.

Plus remarquable encore, l'Afrique du Sud a consacré des crédits budgétaires six

fois plus importants aux TIC en 2016 (71 M \$) qu'en 2015 (12 M \$). Une grande partie de ces crédits a été consacrée à la cyberinfrastructure et aux satellites. Les données suggèrent que le soutien pour ce secteur est en hausse dans la majorité des pays africains. Par exemple, les crédits alloués aux TIC en Afrique de l'Est ont augmenté en moyenne de 388% en 2016, même s'ils n'ont atteint que 55,7 M \$.

Multisectoriels et non affectés

Les crédits budgétaires multisectoriels et non affectés ont été fusionnés dans le rapport de cette année pour faciliter une

analyse tendancielle cohérente. En 2016, ces catégories ont enregistré une hausse de 30% des crédits qui seraient tous apparus dans l'un des secteurs définis par l'ICA s'il avait été possible de les identifier. ■

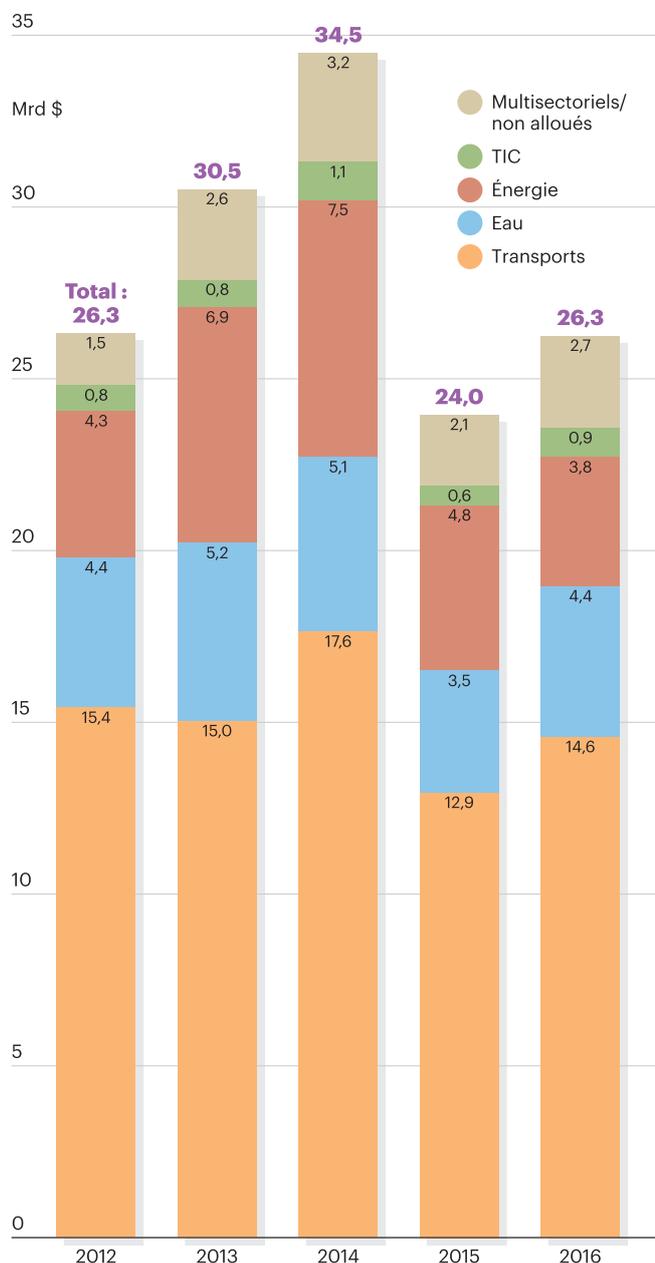
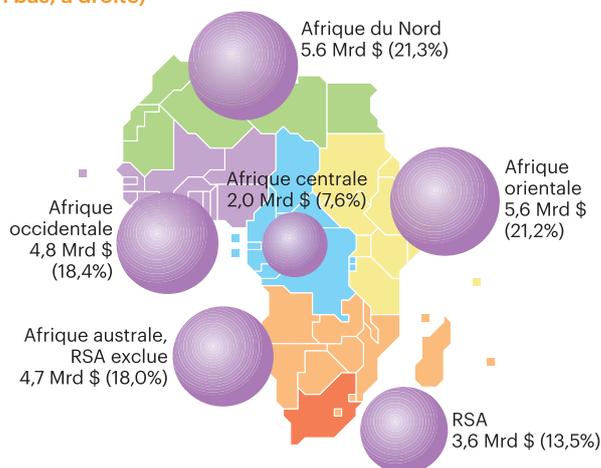


Figure 50
Crédits budgétaires des gouvernements nationaux par secteur (Mrd \$), 2012-2016 (à gauche)

Figure 51
Crédits budgétaires des gouvernements nationaux par région, 2016 (Mrd \$) (en bas, à droite)



Prix du pétrole et des produits de base

L'augmentation des dépenses globales en matière d'infrastructure fait suite à une réduction significative des crédits en 2015 par rapport à 2014, provoquée par la chute des prix mondiaux du pétrole et des produits de base. Bien que les impacts économiques négatifs de cette chute se fassent encore ressentir, ils sont de toute évidence moins marqués cette année. La majorité des pays africains qui dépendent du pétrole ont maintenu ou augmenté leurs dépenses internes dans les infrastructures entre 2015 et 2016. Le Nigeria, notamment, a enregistré une nette hausse des crédits alloués aux infrastructures dans un effort direct visant à réparer les dommages causés par la dépendance du pays au pétrole. Dans son discours budgétaire de 2016, le président nigérian Muhammadu Buhari a insisté sur la nécessité de se débarrasser de la dépendance au pétrole en promettant de tenir ses engagements en matière de 'sécurité, d'emplois et d'infrastructures'.

Certains pays qui dépendent du pétrole ont poursuivi leurs coupes budgétaires. Le Gabon, par exemple, a réduit son budget national de 2016 d'environ 14%, alors que le Soudan du Sud a réduit le sien de 6% en raison de l'instabilité persistante dans les régions pétrolières ainsi que des pressions évidentes liées à la faiblesse des cours mondiaux du pétrole. ■

Budgets nationaux africains pour les infrastructures

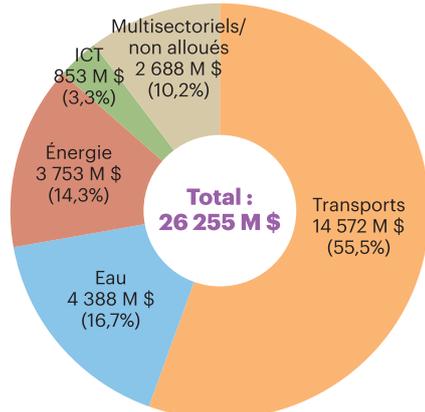
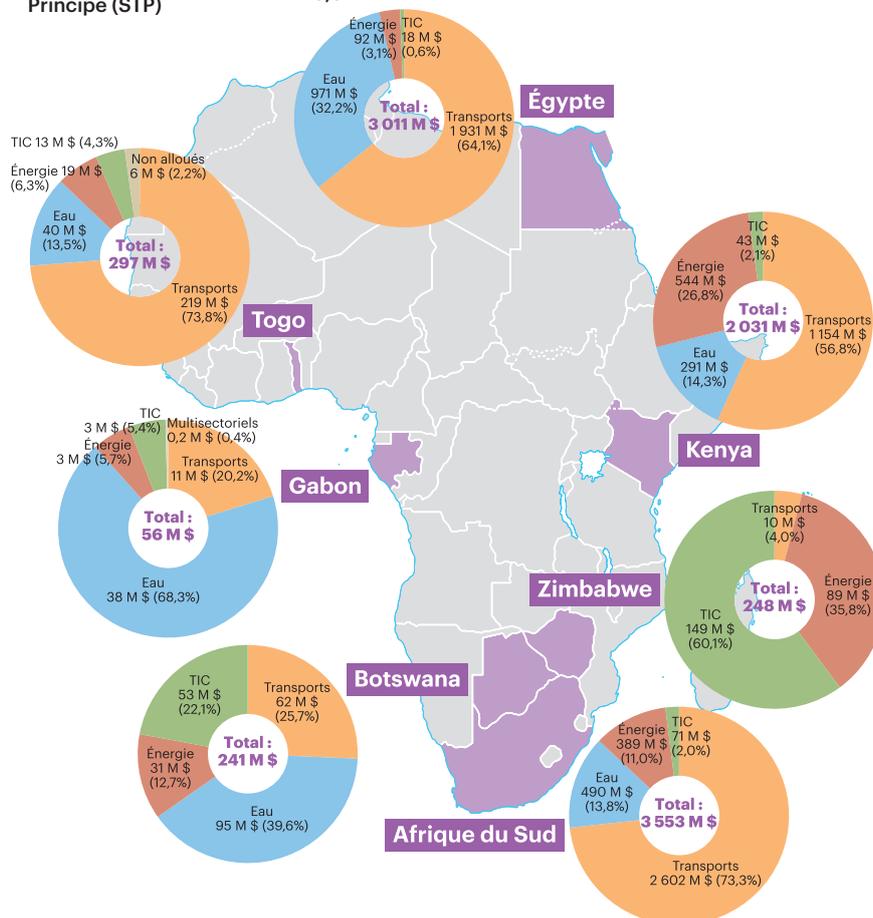
Crédits budgétaires nationaux africains identifiables en 2016 (M \$)

Les pays ne disposant d'aucune donnée en 2016 sont : la République Centrafricaine, le Tchad, Djibouti, la Guinée Équatoriale, l'Érythrée, la Guinée-Bissau, la Libye et le Soudan.

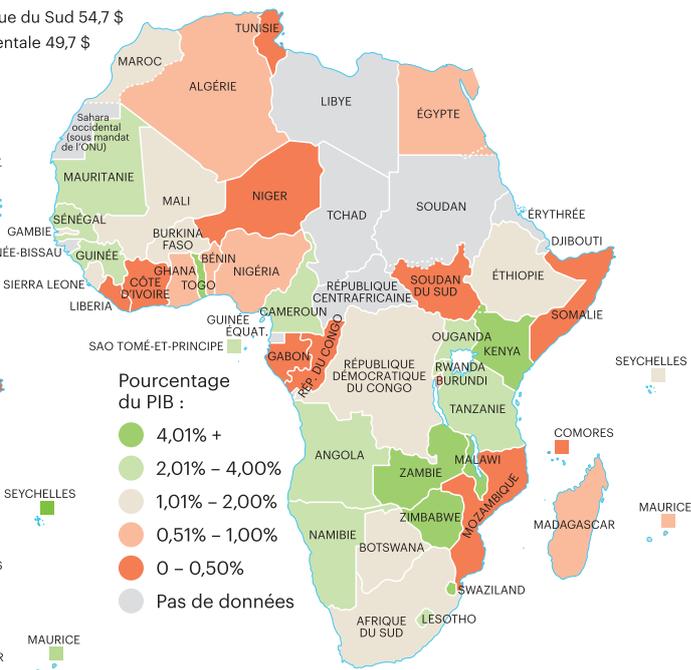
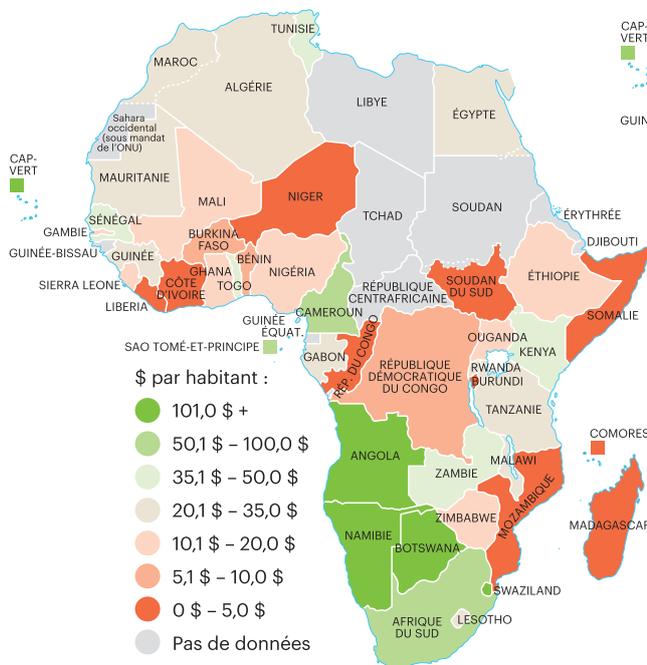
Afrique du Nord		Afrique de l'Est		Afrique de l'Ouest	
Algérie	883,4	Éthiopie	1 338,7	Bénin	75,2
Égypte	3 010,5	Kenya	2 030,7	Burkina Faso	179,3
Mauritanie	118,7	Seychelles	23,5	Cap Vert	52,7
Maroc	1 128,9	Somalie	2,2	Côte d'Ivoire	64,5
Tunisie	442,3	Soudan du Sud	2,4	Gambie	36,0
Afrique Australe		Afrique Centrale		Ghana	177,1
Angola	2 562,0	Burundi	4,1	Guinée	358,3
Botswana	240,7	Cameroun	1 145,5	Liberia	0,7
Comores	0,2	Congo	2,3	Mali	199,3
Lesotho	60,5	RDC	532,4	Niger	2,5
Madagascar	9,9	Gabon	55,7	Nigeria	2 749,2
Malawi	342,4	Rwanda	241,0	Sénégal	575,4
Maurice	111,1	São Tomé et Príncipe (STP)	10,6	Sierra Leone	67,1
Mozambique	29,6			Togo	297,5
Namibie	240,6				
Afrique du Sud	3 552,5				
Swaziland	136,2				
Zambie	655,6				
Zimbabwe	248,4				

Figure 52 (à droite)
Crédits budgétaires nationaux identifiables en 2016 par secteur pour l'Égypte, le Kenya, le Zimbabwe, l'Afrique du Sud, le Botswana, le Gabon et le Togo, illustrant les fortes disparités entre les priorités sectorielles

Figure 53 (en bas)
Total des crédits budgétaires nationaux identifiables en 2016 par secteur

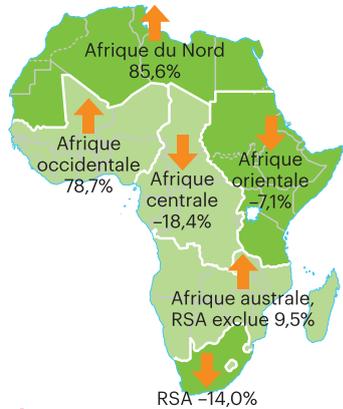


Moyennes régionales par habitant

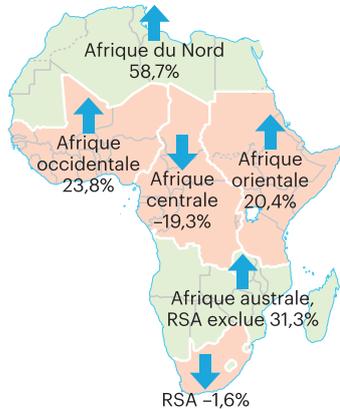


Figures 54 and 55
Crédits alloués aux infrastructures dans les budgets nationaux, 2016, par \$ par habitant (en haut à gauche) et pourcentage du PIB (en haut à droite)

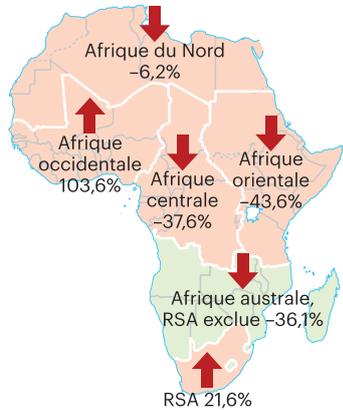
TRANSPORTS



EAU



ÉNERGIE



TIC

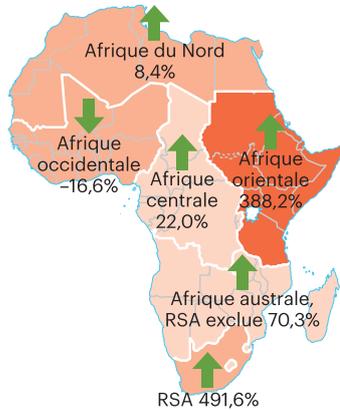


Figure 56
Pourcentage des crédits alloués aux infrastructures par secteur, 2016 (à gauche)

% du budget total des infrastructures :



↑ ↓ Hausse/baisse du pourcentage (2016 vs 2015 en montant réel)

Tendances régionales

Dépenses en infrastructure par habitant

Reflétant les constatations de 2015 sur les dépenses en infrastructure par habitant, les pays d'Afrique Australe ont eu tendance à dépenser plus que les pays plus du Nord, à l'exception du Cap Vert et des Seychelles qui ont dépensé 100 et 242 \$ par habitant respectivement.

En revanche, l'Afrique de l'Ouest a affiché des dépenses relativement faibles par habitant avec 23,1 \$.



La Bourse de Johannesburg, iStock/Getty Images, Henrique NDR Martins

Marchés des capitaux

Les pays africains adoptent plusieurs approches pour exploiter les marchés de capitaux. Des obligations souveraines visant à financer le développement des infrastructures en Afrique ont été émises par l'Angola, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, le Kenya, la Namibie, le Nigeria, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Tanzanie et la Zambie. Des états nigériens et des organismes para-stataux sud-africains, entre autres, ont émis des obligations afin de lever des fonds.

La Banque Centrale Populaire (BCP) du Maroc a lancé une obligation verte de 100 M € en novembre 2016, à l'occasion de la conférence COP 22 de Marrakech sur les changements climatiques, et dont le produit a été utilisé pour refinancer ses investissements dans des projets d'énergie renouvelable au Maroc. Mais alors que les obligations souveraines à haut rendement émises en 2016 ont attiré des investisseurs nationaux et internationaux, certaines émissions plus récentes ne sont pas parvenues à enthousiasmer les investisseurs.

Le Rwanda a lancé son programme d'émission d'obligations du Trésor en 2014 pour financer des projets d'infrastructure et développer le marché des capitaux local. En février 2016, il a émis une obligation d'infrastructure de 20 M \$ sur cinq ans, dotée d'un coupon final, qui a produit un rendement de 12% et a été sursouscrite plus de trois fois. Une

autre obligation de 12 M \$, émise en mai 2017 a suscité moins d'intérêt mais malgré un coupon final et un rendement légèrement supérieurs (12,675%), son taux de souscription a atteint 113%.

En octobre 2016, il est apparu que la première obligation d'infrastructure sur 15 ans du gouvernement kenyan avait été sursouscrite de 16%. La Banque Centrale du Kenya a accepté des offres d'environ 300 M \$ d'investisseurs locaux et internationaux à un taux avoisinant 13,2%. Par comparaison, la relance d'une obligation souveraine kenyane de 2 Mrd \$ en 2014 a été quatre fois sursouscrite.

En Afrique du Sud, des organismes parastataux tels que la South African National Roads Agency Limited (SANRAL), ont émis des obligations pour lever des fonds destinés à financer des projets. SANRAL gère environ 21 490 km du réseau routier national, dont 14,5% sont des autoroutes à péage financées par SANRAL – principalement par une combinaison de recettes de péage et d'emprunts sur les marchés de capitaux – ou gérées en son nom par des entreprises privées, ou encore financées et gérées par le secteur privé, dans le cadre de partenariats public-privé. Les obligations émises par SANRAL sont, pour la majorité, cotées et échangées à la Bourse de Johannesburg.

SANRAL possède deux garanties publiques (approuvées en juillet 2009 et

en novembre 1999) pour émettre des obligations. Au 31 mars 2016, SANRAL avait émis un montant nominal de 23,77 Mrd R (1,8 Mrd \$) dans le cadre de son programme de Bons Intérieurs à Moyen Terme (DMTN) garanti par le gouvernement, et 5,080 Mrd R dans le cadre du programme précédent garanti par le gouvernement. Elle jouit aussi d'une capacité d'emprunt DMTN non garantie approuvée par le gouvernement, et d'une valeur nominale pouvant aller jusqu'à 15 Mrd R.

La compagnie publique d'électricité Eskom, qui est confrontée à des problèmes financiers, émet des obligations DMTN garanties par le gouvernement et des obligations libellées en dollars américains dans les marchés internationaux de la dette, par l'intermédiaire du programme de Bons Internationaux à Moyen Terme (GMTN). Au 1er juin 2016, Eskom avait émis des obligations d'un montant nominal de 120 Mrd R dans le marché intérieur des obligations par l'entremise de différents instruments.

La première obligation en monnaie locale à être introduite dans les marchés internationaux de capitaux était l'obligation mondiale de 5 Mrd R de Transnet (environ 520 M \$ aux taux de 2013) cotée à la Bourse de Londres en 2013. Cette obligation, qui a rencontré un vif succès, a été émise sur la foi du bilan de la compagnie, sans garantie du gouvernement.

Cependant, le déclassement des notations souveraines de l'Afrique du Sud pour la période allant d'avril à juin 2017 a également entraîné des déclassements de l'organisme parastatal et a créé des conditions plus difficiles pour lever des fonds sur les marchés des obligations. Au cours de cette période, trois obligations intérieures émises par Transnet ne sont pas parvenues à enthousiasmer les investisseurs. La compagnie a levé 55 M R sur les 600 M R prévus par l'intermédiaire de trois adjudications, alors qu'en février et mars derniers, elle avait levé 300 M R sur les 600 M R prévus pour les trois adjudications.

Des progrès ont été réalisés dans la création d'obligations pour des projets d'infrastructure dans le cadre du programme d'Acquisition des Producteurs Indépendants d'Énergies Renouvelables (REIPPP) de l'Afrique du Sud. Ces obligations sont en cours d'élaboration depuis que des discussions entre la Banque mondiale, le JSE and et la Trésorerie Nationale ont été entamées à la fin 2015. Le JSE est à la recherche d'un projet d'ancrage pour lancer le processus et la possibilité de lancer une obligation titrisée comprenant plusieurs projets du programme du REIPPP a été évoquée. Celle-ci pourrait concerner plusieurs projets en exploitation de la Phase 3 du REIPPP, et des projets en cours de planification pour la Phase 4,

être étayée par des rehaussements de crédit consentis par des IFD, et être émise sous la forme d'une 'obligation verte'. Les projets en exploitation pourraient être une source importante de flux d'affaires, étant donné que les promoteurs cherchent à refinancer les prêts bancaires avec des dettes moins coûteuses sur les marchés de capitaux, et les banques cherchent à refinancer leurs prêts pour libérer des capitaux pour d'autres investissements.

Au Nigeria, où le financement infranational joue un rôle important dans le développement des infrastructures, l'État de Lagos prévoit de financer ce qu'il décrit comme des réformes fondamentales de tous les modes de transport, y compris les routes, voies navigables et chaussées comprises, par l'intermédiaire d'une obligation destinée à l'infrastructure des transports publics et qui sera émise dans le courant de l'exercice financier 2017. Cette obligation permettrait de financer l'urbanisation de la marina, dotée de voies navigables, de créer des parcs et des jardins et de développer des centres sportifs ainsi que des stades communautaires dans l'ensemble de l'État. Le gouverneur de l'État de Lagos, Akinwunmi Ambode, a aussi déclaré que son administration conclurait des PPP en vue d'exécuter certains projets routiers.

Avec une population estimée à 21 M

d'habitants, dont la majorité (85%) vit dans la ville de Lagos, l'État est connu pour émettre des obligations destinées à financer les infrastructures, ainsi qu'une partie de son budget général. Un programme d'émission d'obligations de 100 Mrd N (317 M \$) et une combinaison de prêts internes et externes devraient servir à financer quelque 170 Mrd N du budget 2017 de l'État. Le gouvernement de l'État de Kwara a aussi indiqué qu'il chercherait à émettre une obligation de 10 Mrd N pour des projets d'infrastructure à venir, alors que le gouvernement fédéral envisage de puiser dans le fonds de pension de 5,14 billions N pour financer des infrastructures essentielles.

En juin 2017, le Nigeria a émis avec succès ses premières obligations diaspora dans le marché international des capitaux pour lever 300 M \$ au taux de 5,625% pour une période de cinq ans, faisant du Nigeria le premier pays africain à émettre une obligation inscrite à la cote aux USA et au RU et destinée à des investisseurs particuliers. Cette obligation a été sursouscrite de 130% et le produit sera utilisé pour financer des projets d'infrastructure nigériens. Avant l'émission de cette obligation, le pays avait réussi à lever 1,5 Mrd \$ dans le cadre d'une euro-obligation de 15 ans. ■

Fonds souverains

Selon le classement 2016 des fonds souverains (FS), établi par Sovereign Wealth Lab et considérée comme l'un des jeux de données les plus complets sur les FS, soixante pays gèreraient 7,2 billions \$ par l'intermédiaire de 94 FS. Les FS africains représentent une part modeste mais croissante de ce total, avec seulement 2,1% (154 Mrd \$). Ces FS offrent la possibilité aux responsables de politiques d'exploiter les ressources pour le développement des infrastructures africaines.

Bien que les FS africains ne soient pas aussi sophistiqués que ceux d'Europe, d'Asie ou du Moyen-Orient, leur nombre augmente. Les découvertes de nouvelles ressources et la bonne tenue des prix des produits de base dans les années 2000 ont contribué à augmenter sensiblement le nombre de FS sur le continent. Selon le Quantum Global Group, il existait 19 FS africains en 2014 contre seulement 10 avant 2010. À ce jour, ils n'occupent pas encore une place

importante dans les secteurs des infrastructures, et la baisse des prix du pétrole et des produits de base enregistrée au cours des dernières années n'a pas créé les conditions les plus propices pour certains fonds.

Plusieurs FS africains – y compris ceux du Nigeria, du Ghana et du Kenya – donnent la priorité aux investissements nationaux, notamment les infrastructures et le développement industriel. La Nigeria Sovereign Investment Authority (NSIA), par exemple, gère le revenu excédentaire généré par le pétrole et dispose d'un ensemble d'actifs de 1,5 Mrd \$, dont 600 M \$ sont alloués au Fonds nigérian pour les infrastructures (NIF).

NSIA, en collaboration avec le Ministère des travaux, de l'énergie et du logement, envisage une nouvelle stratégie de financement pour le deuxième pont du Niger, et s'intéresse également à d'autres projets. En 2016, NSIA a conclu un

partenariat avec le gouvernement de l'État d'Ogun et Lafarge Africa, pour le projet de reboisement des terres et de valorisation énergétique des déchets de l'État d'Ogun, qui se compose de trois sous-projets, portant sur la valorisation énergétique des déchets, la neutralité en matière de dégradation des terres et les biofertilisants. Ce projet vise à transformer 108 000 hectares de terres très dégradées en une zone verte arable, en utilisant les dernières technologies en matière d'agro-écologie et d'agroforesterie.

Un fonds pour les infrastructures est également envisagé pour le FS du Kenya, s'il apparaît comme une source importante de financement du développement. Le pays mise sur un revenu annuel potentiel de 1,55 Mrd \$ généré par le pétrole dès le lancement de la production en 2017. ■

¹ Voir http://media.ie.edu/reports/Report_Sovereign-Wealth-Funds-2016.pdf

5.2 Chine

Les investissements chinois annoncés en 2016 ont totalisé 6,4 Mrd \$, ce qui représente moins d'un tiers des 20,9 Mrd \$ déclarés en 2015, mais plus du double des 3,1 Mrd \$ de 2014.

En dépit de ces fluctuations spectaculaires, les niveaux de financement ont atteint en moyenne 10,1 Mrd \$ sur la période 2014-2016, pas très loin derrière la moyenne de 12 Mrd \$ enregistrée entre 2011 et 2016 (Voir Figure 57, à droite).

Le plus grand financement chinois déclaré en 2016 était un prêt concessionnel de 7,6 Mrd \$ consenti par la Banque d'Export-Import de Chine pour la construction d'un chemin de fer à écartement normal (SGR) qui relierait le Burundi et le Rwanda à la Tanzanie. Mais alors que la BAD et d'autres partenaires ont poursuivi la mobilisation de fonds après l'annonce, les partenaires ont déclaré éprouver de plus en plus de difficultés à conclure des accords, ce qui a été omis dans le rapport.

Deux centrales au charbon ont représenté 3 Mrd \$ du financement chinois annoncé en 2016. La centrale au charbon de Lamu au Kenya et la première phase de la centrale d'Ekumfi Aboano au Ghana ont reçu chacune 1,5 Mrd \$.

La Standard Bank d'Afrique du Sud, dans laquelle la Banque Industrielle et Commerciale de Chine (BICC) possède une participation importante, a déclaré dans son rapport annuel qu'elle s'était associée à son actionnaire chinois pour financer la centrale au charbon de Lamu au Kenya, qui est soutenue par un consortium d'entreprises locales dans le cadre du véhicule d'investissement Amu Power Company. La BICC a consenti un apport de 1,2 Mrd \$ et a accepté de déboursier, conjointement avec Standard Bank, un montant supplémentaire de 300 M \$.

Les travaux de la première phase du projet d'Ekumfi Aboano sont entrepris par Volta River Authority et par le chinois Shenzhen Energy Corporation, et sont financés par le Fonds de développement Chine-Afrique, un fonds chinois de capital-investissement uniquement financé par la banque publique de développement de la Chine. Sa principale responsabilité, en tant que l'une des trois banques stratégiques de Chine, consiste à lever des fonds pour des projets d'infrastructure de grande envergure.

Pour la deuxième année consécutive, le secteur de l'énergie a reçu le plus d'engagements, avec 4,6 Mrd \$ par

rapport à des engagements d'un peu plus de 1 Mrd \$ en faveur du secteur des transports – en 2015, les engagements étaient de 10 Mrd \$ dans le secteur de

l'énergie et de 9,9 Mrd \$ dans celui des transports. L'intérêt accru porté à l'énergie est sans commune mesure avec les données de 2011-2013, lorsque la

Financements chinois annoncés en 2016

Projet	Bailleur de fonds	Pays	Type de financement	Montant (M \$)
Barrage hydroélectrique d'Adjarala	Banque d'Export-Import de Chine	Bénin	Prêt	270
Facilité de crédit d'Eskom	Banque Chinoise de Développement	RAS	Facilité de crédit	500
Centrale solaire de 55MW de Garissa	Banque d'Export-Import de Chine	Kenya	Prêt	135,7
Lignes de transmission souterraines, Nairobi	Banque d'Export-Import de Chine	Kenya	Prêt	128
Port maritime en eau profonde de Kribi, Centrale hydroélectrique de Warak & nouvel édifice du parlement*	BICC	Cameroun	Prêt	476
Centrale au charbon de Lamu	BICC avec la Standard Bank**	Kenya	Financement par emprunt	1,500
Parc éolien de 120MW, Aisha	Banque d'Export-Import de Chine	Éthiopie	Financement de projet	218,5
Phase 1 de la centrale électrique au charbon d'Ekumfi Aboano	Fonds de Développement Chine-Afrique***	Ghana	Prêt à long terme	1,500
Centrale solaire de 20MW près de Winneba	Beijing Xiaocheng Company	Ghana	Financement des entreprises	30
Centrale hydroélectrique de Warak de 75MW	ICBC	Cameroun		302
Projet de centrale électrique au charbon de 300MW de Ncondezi	Shanghai Electric Power	Mozambique	Investissement (participation de 60%)	25,5
Terminal à conteneurs du port de Tema	BICC, Banque de Chine et Standard Bank	Ghana	Néant	472
Nouveau terminal à l'aéroport international Roberts de Monrovia	Banque d'Export-Import de Chine	Liberia	Néant	50
Agrandissement du port de Kribi	Banque d'Export-Import de Chine	Cameroun	Prêt	482,8
400kV power substation, Woldia	Banque d'Export-Import de Chine	Éthiopie	Néant	77,8
Projet de transition numérique	Banque d'Export-Import de Chine	Zambie	Prêt	200

*Le parlement ne figure pas dans les définitions des infrastructures de l'ICA **L'ICBC a acquis 20% des parts de Standard Bank en 2007 ***Fonds de capital-investissement uniquement financés par la Banque de développement de Chine

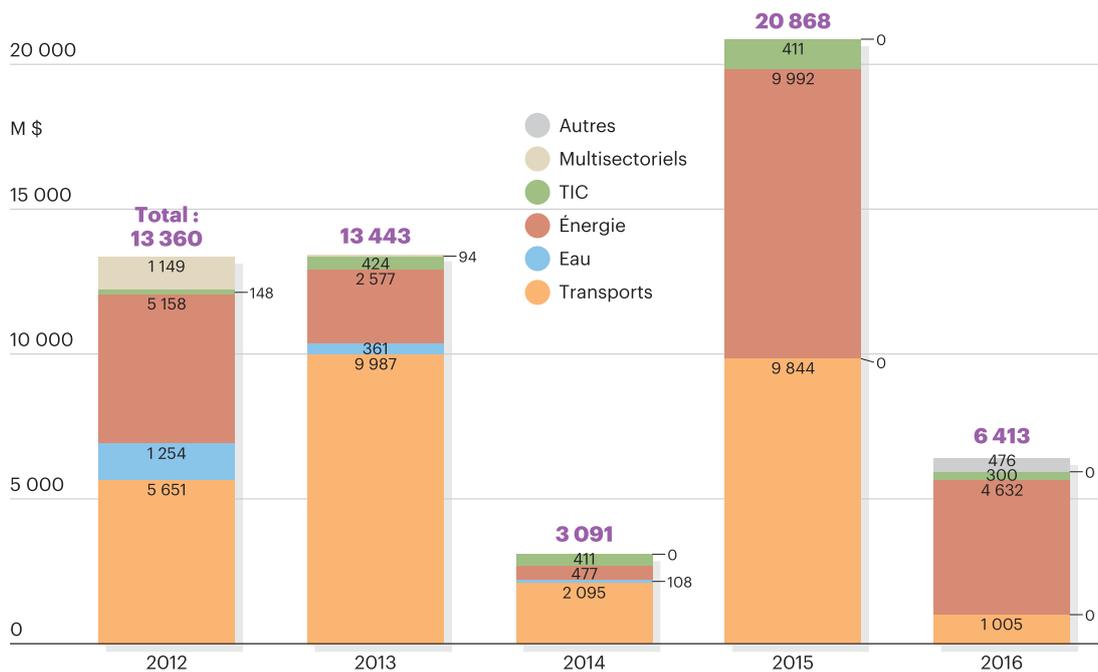


Figure 57
Engagements chinois par secteur 2012-2016

Chine avait annoncé des investissements beaucoup plus importants dans les transports que dans le secteur de l'énergie.

Au cours des six dernières années – à l'exception de 2015, lorsque d'importants investissements dans des projets énergétiques et de transport en Afrique Australe (la RSA compris) ont été annoncés – la Chine a souscrit davantage d'engagements en faveur de l'Afrique de l'Est que pour toute autre région. Un financement chinois de 9,9 Mrd \$ pour l'Afrique Australe a été annoncé en 2015, contre seulement 800 M \$ en 2016.

Aucun engagement en faveur de l'Afrique du Nord n'a été annoncé en 2016, ce qui est en phase avec l'intérêt prioritaire affiché par la Chine pour l'Afrique subsaharienne. Bien que les investissements chinois dans l'eau et l'assainissement soient limités, une compagnie chinoise privée a néanmoins proposé de faire un investissement substantiel dans cette région et dans ce secteur en 2016.

Selon un communiqué de presse, Shanghai Safbon Water Service Company cherche à investir 1 Mrd \$ en Égypte pour construire des centrales de dessalement d'eau et de recyclage de déchets. Il s'agirait du premier investissement de la compagnie au Moyen-Orient. La compagnie a déclaré qu'elle envisageait de mener à bien quatre projets dans les gouvernats de Kafr El-Sheikh, du Caire et de Fayoum, où elle souhaite investir sur une période de quatre ans. ■

Progrès réalisés dans les projets chinois en 2016

Les essais ont commencé sur le chemin de fer à écartement normal (SGR) entre Addis Abeba et Djibouti en octobre. La nouvelle ligne a été construite entre 2011 et 2016 par deux entreprises publiques chinoises, China Railway Group et China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC), pour un coût de 4 Mrd \$.

Le plus grand investissement chinois déclaré dans le Rapport 2015 des tendances du financement des infrastructures en Afrique, à savoir un accord de prêt de 4,5 Mrd \$ avec la BICC pour aider à financer la construction du barrage hydroélectrique de Caculo Cabaça en Angola, a été officiellement signé en décembre 2016.

En novembre, le projet SGR entre Nairobi et Naivasha a été lancé. Il est construit par China Communications Construction Company et financé par la Banque d'export-import de Chine.

Le SGR entre Abuja et Kaduna, qui relie la capitale du Nigeria, Abuja, et le nord-ouest de l'État de Kaduna, a été ouvert aux opérations commerciales en juillet. Il a été construit par la CCECC.

En avril, la capitale commerciale de la Tanzanie, Dar es Salaam, s'est doté d'un nouveau repère urbain lorsque le plus grand pont à haubans d'Afrique de l'Est, le Pont de Nyerere, aussi appelé pont de Kigamboni, a été ouvert à la circulation. Il a été construit par China Railway Construction Engineering Group dans le cadre d'un joint-partenariat avec China

Railway Major Bridge Engineering Group.

En décembre, l'Éthiopie a inauguré la centrale hydroélectrique de Gibe III, qui possède une capacité de production de 1870MW et devrait faire passer la capacité de production électrique de l'Éthiopie à plus de 4 260MW. Son coût a été financé à hauteur de 60% par un prêt de la BICC.

En novembre, le Zimbabwe a ouvert l'Aéroport international de Victoria Falls agrandi et modernisé. La construction a été réalisée par China Jiangsu International et financée par un prêt de 150 M \$ consenti par la Banque d'export-import de Chine.

En novembre, China Harbour Engineering Company a débuté les travaux sur le Port de Tema et le Marché de Kotokuraba au Ghana. Un total de 120 hectares de terres sera gagné sur la mer. Le projet comprend aussi la transformation de l'autoroute à deux voies entre Tema et Accra en une route à six voies qui facilitera la circulation.

En décembre, un projet de télévision numérique a été achevé par la société chinoise de media StarTimes au Burundi, permettant ainsi au pays de poursuivre sa transition vers la télévision numérique. Au cours du même mois, le géant technologique chinois Huawei a aussi achevé son projet de réseau de fibre optique au Burundi qui a consisté à poser 220km de fibre optique dans la capitale Bujumbura. ■

5.3 Groupe de Coordination des Donateurs Arabes

Les membres du Groupe de Coordination des Donateurs Arabes (ACG) communiquent de manière systématique des données pour les rapports de l'ICA, notamment la Banque Islamique de Développement (BID) et le Fonds de l'OPEEC pour le Développement International (OFID). Le groupe a engagé un montant de 5,5 Mrd \$ en faveur des infrastructures Africaines en 2016, contre 4,4 Mrd \$ en 2015 et 3,5 Mrd \$ en 2014 (voir Figure 60, à droite).

Les engagements souscrits par le Fonds saoudien de développement (FSD) se sont élevés à 2,3 Mrd \$, incluant le prêt concessionnel de 1,5 Mrd \$ et la subvention de 200 M\$, mis à disposition par le FSD pour moderniser l'infrastructure du Sinaï et annoncés par le roi saoudien Salman bin Abdel-Aziz al-Saud, lors de sa visite officielle en Egypte, en avril 2016.

Les engagements souscrits dans le cadre de ce montant de 1,7 Mrd \$ en faveur de projets n'entrant pas dans la définition des infrastructures de l'ICA ont été

exclus du total des engagements du FSD déclaré dans ce rapport. Les fonds saoudiens ciblent des projets dans les secteurs des transports et de l'eau ainsi que des projets éducatifs et agricoles.

Sur les engagements restants de 643 M \$ du FSD, la plus grande partie a concerné l'énergie (388 M \$) et exclusivement l'Afrique du Nord. Parmi ces engagements, on notera 123 M \$ en faveur de la construction de la centrale électrique de Mornaguia, et 165 M \$ pour les lignes de transmission électrique entre Nouakchott et Nouadhibou en Mauritanie.

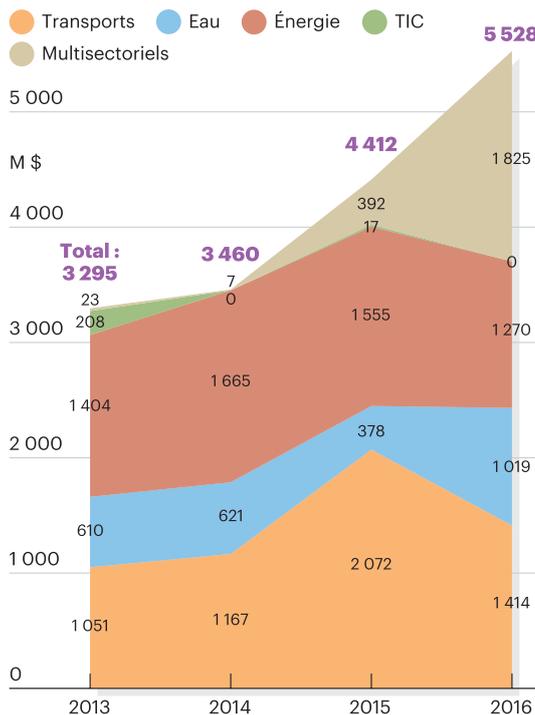
L'Afrique de l'Ouest a reçu 91% des engagements souscrits par la BID en 2016, soit 1,1 Mrd \$. En 2015, les engagements souscrits par la banque étaient répartis de manière plus uniforme sur le continent et comprenaient des projets en Afrique Centrale, en Afrique de l'Est et en Afrique Australe.

La BID a consacré 682,9 M \$ aux transports, ce qui représente la plus grande partie de ses engagements et la

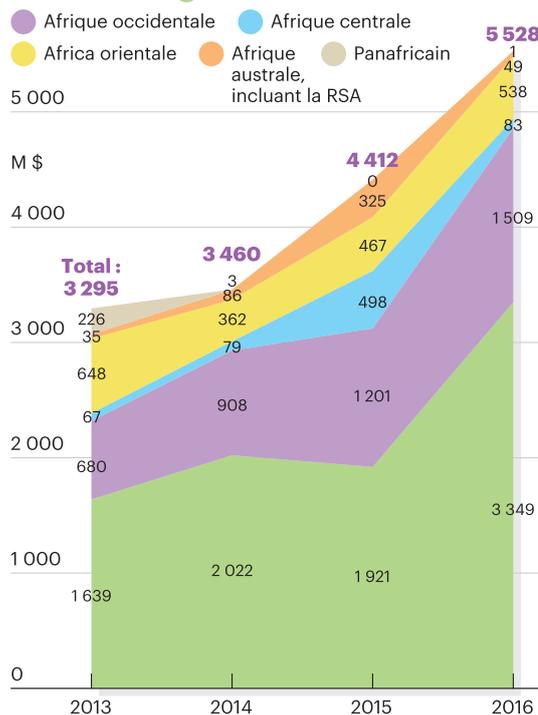
plus importante contribution des membres de l'ACG à ce secteur en 2016. Un peu moins de la moitié de cette somme (332 M \$) a été consacrée au développement du train express régional entre le centre-ville de Dakar et le nouvel Aéroport international Blaise Diagne au Sénégal.

En 2016, le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES) a financé 1,1 Mrd \$, soit 20%, des engagements de l'ACG en faveur de projets d'infrastructure. À l'exception d'un engagement en Afrique de l'Est (18%), les 82% restants ont été consacrés à des projets en Afrique du Nord. Le FADES a souscrit 47,8% de ses engagements en faveur de projets d'eau, ce qui représente la plus grande partie de ses engagements et la plus grande contribution d'un membre de l'ACG à ce secteur en 2016. Les projets ont notamment inclus le projet d'irrigation de Roseires (Phase 1) visant irriguer 51 000 hectares de terres agricoles au Soudan; ce projet comprend aussi une centrale hydroélectrique de 198 M \$. Sur

PAR SECTEUR



PAR RÉGION



Membres du Groupe de Coordination des Donateurs Arabes

Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES), Banque Islamique de Développement (BID), Fonds Koweïtien pour le Développement Economique des Pays Arabes (KFAED), Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (FAAD), Fonds de OPEP pour le Développement International (OFID), Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), et Fonds Saoudien de Développement (FSD).

Figures 58 and 59
Engagements du Groupe de Coordination des donateurs arabes par secteur et région, 2013-2016

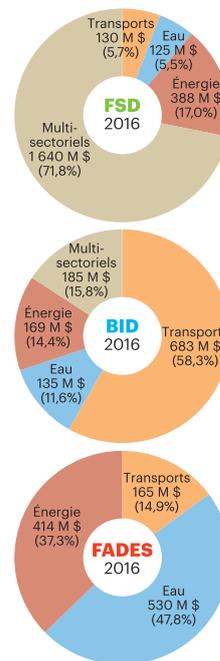
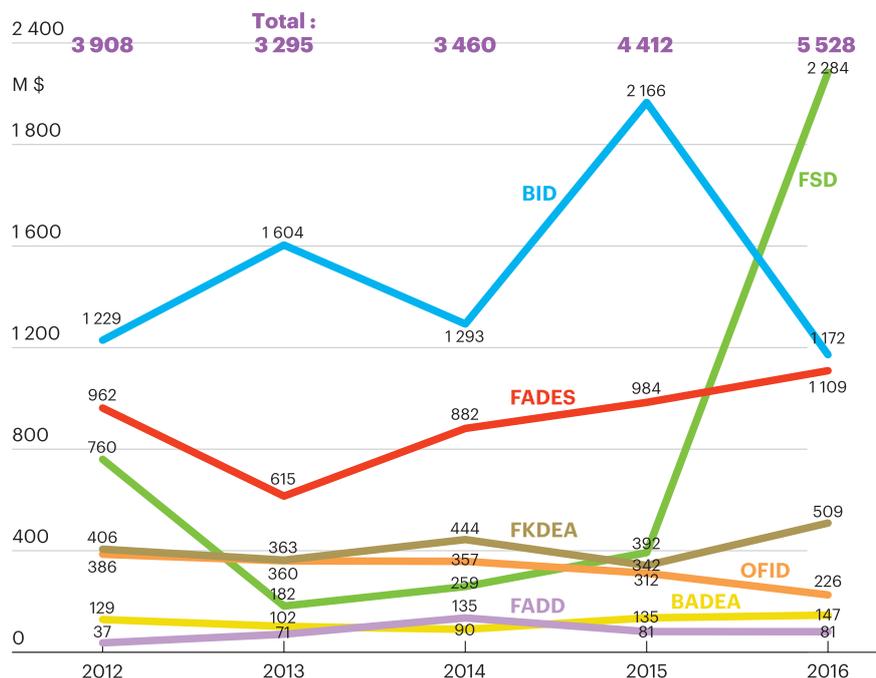


Figure 60
Engagements du
Groupe de
Coordination des
donateurs arabes
par institution
2012-2016

tous les membres de l'ACG, le FADES est celui qui a engagé le plus de fonds en faveur du secteur de l'énergie (413,7 M \$), avec près de la moitié (198 M \$) consacrée à la Centrale à cycle combiné de 1800MW de Damanhour en Égypte.

Le total des engagements de l'OFID s'est élevé à 225,8 M \$ en 2016, ce qui est nettement inférieur au chiffre de 311,5 M \$ de 2015. Les engagements souscrits en Afrique de l'Ouest ont presque doublé (de 70 M \$ en 2015 à 120,2 M \$ en 2016) mais aucun engagement n'a été souscrit en Afrique du Nord en 2016, contrairement à l'année précédente où l'OFID avait engagé 70 M \$ en faveur de la région. Plus de la moitié des engagements de l'OFID a concerné le secteur des transports (54%), et notamment la construction et la modernisation de l'Aéroport Ravinala à Madagascar (33 M \$).

Le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique des Pays Arabes (KFAED) a engagé un total de 509,4 M \$ dans des projets d'infrastructure, la plus grande partie en ayant été réservée à l'Afrique du Nord, avec 267 M \$, soit 53%, du total des engagements du fonds.

Le Fonds d'Abu Dhabi pour le Dévelop-

pement (FAAD) a été fidèle à l'intérêt qu'il avait affiché en 2015 pour les projets solaires en collaborant avec l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA), basée à Abou Dhabi, pour soutenir le développement de deux projets solaires aux Seychelles et au Niger (représentant 41 M \$, soit 51%, du total de ses engagements). Le fonds a aussi consacré 40 M \$, soit 49%, du total de ses engagements au développement du projet de train à grande vitesse entre Tanger et Kenitra au Maroc.

La Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) a engagé 147,1 M \$ en 2016. La plus grande partie a concerné le secteur des transports avec un engagement de 107,6 M \$ en faveur de huit projets de construction de routes allant de 11 à 20 M \$. Sur le total des engagements de la BADEA, la plus grande partie a été réservée à l'Afrique de l'Ouest.

Parmi les projets ayant reçu des engagements en 2016 et dans lesquels des membres de l'ACG ont coopéré, on notera le projet routier Gbarnga-Salaya au Liberia, qui a été financé par le KFAED (16,5 M \$), le FSD (19,5 M \$),

l'OFID (19,5 M \$) et la BADEA (8,6 M \$). Ce projet vise à améliorer la cohésion et la croissance économiques et sociales dans la région en reliant le Liberia à ses voisins, la Guinée et la Sierra Leone. Les travaux incluent notamment la reconstruction et la réhabilitation d'installations de drainage et de ponts.

Concernant les préférences sectorielles de l'ACG, les transports ont reçu la plus grande part en 2016, avec 1,4 M \$ du total des engagements sectoriels (voir Figure 58, à gauche), contre presque 2,1 Mrd \$ en 2015, ce qui est principalement dû à plusieurs engagements de taille souscrits en faveur de l'Aéroport International Sharm el-Sheikh.

Les engagements en faveur de l'énergie ont baissé en 2016 pour atteindre un peu moins de 1,3 Mrd \$ du total des engagements sectoriels. L'appui au secteur de l'eau a fortement augmenté de 378 M \$ en 2015 à 1 Mrd \$ en 2016. Historiquement, les TIC n'ont jamais occupé une place importante dans le portefeuille d'infrastructures du groupe, et 2016 n'a pas fait exception puisqu'aucun engagement n'a été souscrit en faveur de ce secteur. ■

5.4 Sources européennes non-ICA



iStock/Getty Images

Les engagements souscrits par les IFD européennes non membres de l'ICA ont totalisé 392,2 M \$ en 2016, ce qui représente une nette baisse par rapport à 2015 (876 M \$). Les engagements n'ont pas été répartis uniformément entre les secteurs, l'énergie représentant 75% du total (294,9 M \$) contre 52% en 2015.

Avec une part de 12%, les engagements en faveur des TIC sont en hausse par rapport à 2015 (8,3%), même si leur valeur (47,3 M \$) est inférieure d'environ 35% à l'année précédente. Aucun engagement en faveur du secteur de l'eau n'a été déclaré en 2016 (voir Figure 62, à droite) et les transports ont reçu les 12% restants (50 M \$), ce qui représente une nette baisse par rapport à 2015.

En 2016, la FMO néerlandaise et la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) ont dominé les engagements européens non-ICA, avec 61% et 27% respectivement. En 2015, la BERD a représenté 73% et la

FMO 13% de la totalité des engagements (voir Figure 61).

L'Afrique du Nord a reçu 27% du total des engagements en 2016, soit la plus grande part toutes régions confondues. La BERD, qui était le seul contributeur, a engagé 104,7 M \$, notamment en faveur de la Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz, pour renforcer le réseau de transmission électrique au nord-est de la Tunisie. Ce projet permettra d'améliorer la performance et la fiabilité des réseaux de transmission et de distribution électriques et de préparer le réseau à de futures sources d'énergies renouvelables futures.

Bien que les engagements aient diminué par rapport à 2015, l'Afrique du Nord reste la région qui reçoit le plus d'engagements (voir Figure 63, à l'extrême droite). En 2015, les engagements dans la région avaient notamment compris 638 M \$ de la BERD, plus 52,9 M \$ provenant de l'entente de partage de coût entre

Norfund et Scatec Solar, pour des projets solaires en Égypte.

L'Afrique de l'Est (72,2 M \$) a représenté 18,4% et l'Afrique de l'Ouest (66,2 M \$) 16,9% du total des engagements. L'Afrique Centrale (41,2 M \$) n'a attiré que 11% du total des engagements,

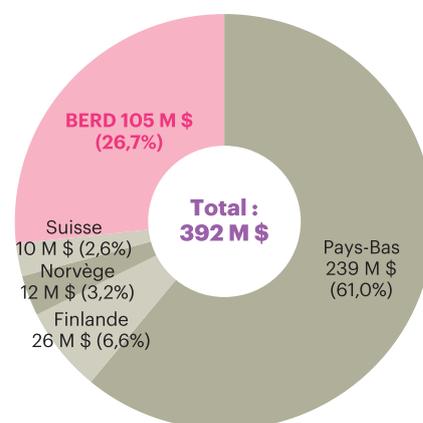


Figure 61
Engagements européens non-ICA en faveur des infrastructures par pays et engagements de la BERD, 2016

principalement de la part de la FMO et du fonds finlandais Finnfund pour des projets de production d'énergie au Rwanda. La FMO a notamment contribué à hauteur de 1,2 M \$ à un projet combiné de système d'accumulation par pompage solaire PV et hydroélectrique, alors que le Finnfund a contribué à hauteur de 15 M \$ au développement de la centrale électrique alimentée à la biomasse de Hakan-Quantum.

Quelque 15,8% du total des engagements ont été consacrés à des initiatives panafricaines, notamment pour soutenir le projet du fournisseur d'énergie hors réseau (paiement à l'utilisation) Mobisol, qui vise à produire de l'énergie alternative à un prix abordable en combinant l'énergie solaire avec la technologie mobile.

La FMO a dominé les investissements dans le secteur des TIC, en engageant 47,3 M \$ pour financer la construction de tours de télécommunication. Deux investissements consentis par la FMO ont aidé Helios Towers ou ses filiales à mettre en œuvre des projets visant à installer des tours en Tanzanie, et à poursuivre un projet existant au Congo.

Dans le secteur des transports, la FMO a engagé 39 M \$ en faveur de la construction et de l'exploitation d'un nouveau terminal à conteneurs au port ghanéen de Tema – un projet aussi soutenu par la SFI – qui serait, à ce jour, le plus gros investissement portuaire et la plus grande mobilisation d'infrastructure en Afrique subsaharienne. Le Finnfund a engagé 11 M \$ en faveur du développement du centre de gestion des marchandises de l'aéroport du Ghana à Accra qui a pour but d'augmenter sa capacité et de développer l'industrie du fret aérien du pays.

Les engagements en faveur de projets d'énergies renouvelables ont occupé une place importante dans les portefeuilles des bailleurs de fonds européens non membres de l'ICA en 2016. La FMO a engagé 152,9 M \$ en faveur de projets énergétiques, soit la plus grande part des engagements en faveur des énergies renouvelables souscrits au cours de l'année. Une partie du soutien de la FMO s'est concentrée sur la construction de plusieurs projets de centrales hydroélectriques du programme GET FiT mené par la KfW, y compris deux en



The Hague, iStock/Getty Images

Ouganda : le projet hydroélectrique de Lubilia, une centrale hydroélectrique au fil de l'eau d'une capacité installée totale de 5,4MW, et le projet hydroélectrique de Gulpur, d'une capacité installée totale de 5MW.

La FMO a aussi appuyé des projets solaires, en collaborant avec Building Energy pour développer le PEI de la

centrale solaire de Tororo Solar North dans l'est de l'Ouganda, qui est aussi un projet du programme GET FiT. Norfund s'est également investi dans des développements solaires, en engageant 12,3 M \$ pour des projets au Nigeria et au Mozambique, dans le cadre de son partenariat avec le promoteur Scatec Solar. ■

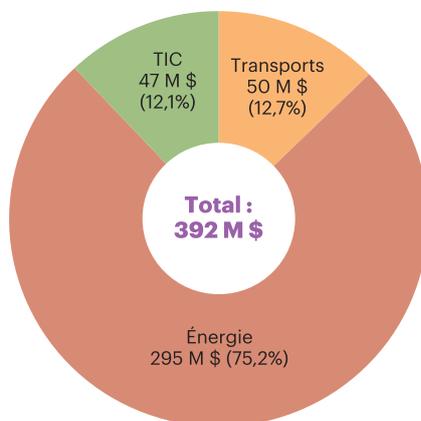


Figure 62
Engagements européens non-ICA en faveur des infrastructures par secteur, 2016

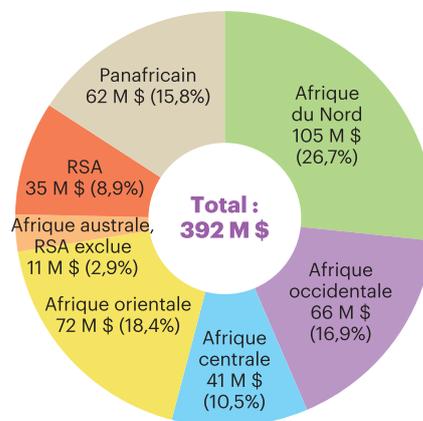


Figure 63
Engagements européens non-ICA en faveur des infrastructures par région en %, 2016

5.5 Banques régionales de développement

Quatre banques régionales de développement (BRD) non membres de l'ICA ont communiqué des données pour 2016: La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), la Banque de Commerce et de Développement (TDB, anciennement la banque PTA) et la Banque de Développement de l'Afrique de l'Est (EADB).

Ensemble, ces banques ont engagé 924 M \$, soit plus du double des 419 M \$ déclarés en 2015. Sur les engagements de 2016, environ 90% sont allés à des projets d'énergie et de transport. L'Afrique de l'Ouest a reçu 65% de tous les engagements et l'Afrique Centrale 25%. L'intégralité du financement s'est présentée sous forme de prêts. La DBSA, membre de l'ICA, a une nouvelle fois été le plus grand contributeur parmi toutes les BRD avec des engagements et des déboursements totalisant 1,2 Mrd \$. (Voir Chapitre 4).

Trois de ces banques non membres de l'ICA – EADB, BIDC et TDB – ont déclaré des déboursements en 2016 totalisant 267 M \$, avec environ 62% en faveur du secteur des transports (les montants des déboursements au cours d'une année ne correspondent pas directement aux engagements souscrits au cours de la même année et peuvent concerner des engagements souscrits les années précédentes).

La BIDC et la TDB ont souscrit des engagements de 359 M \$ en 2016 (voir Figures 65 et 66, ci-dessous). L'EADB n'a déclaré aucun engagement en 2016, mais a déboursé des fonds dans quatre projets de transport en Ouganda.

La BIDC a engagé 35,6 M \$ en faveur des infrastructures africaines, dont 24,9 M \$ pour le secteur de l'énergie et 10,7 M \$ pour des projets de transport. La banque a déboursé 4,5 M \$, dont 1,4 M \$ dans le secteur des transports, 1,3 M \$ dans l'eau, 1,1 M \$ dans l'énergie et 695 000 \$ dans des projets multisectoriels.

La TDB a déclaré des engagements de 323,3 M \$, dont 181 M \$ pour le secteur des transports au Rwanda, 122,4 M \$ pour des projets énergétiques à Maurice, en Ouganda et au Zimbabwe, et 19,8 M \$ dans des projets multisectoriels à Djibouti et au Kenya.

En décembre 2016, lorsque la TBD a annoncé sa nouvelle dénomination commerciale, elle a aussi déclaré qu'elle continuerait à augmenter le financement des secteurs prioritaires. Ceux-ci incluent le secteur des infrastructures, conformément aux définitions de l'ICA, notamment l'énergie et les transports, ainsi que les secteurs qui n'entrent pas dans ces définitions, y compris la fabrication, l'industrie et l'agro-entreprise. La banque veut aussi se concentrer sur le financement des opérations commerciales.

La BOAD a engagé 565 M \$, dont 286 M \$ en faveur du secteur de l'énergie, 211 M \$ dans les transports et 9 M \$ dans des projets d'eau. Les engagements souscrits en faveur de projets multisectoriels ont totalisé 59 M \$ (voir Figure 64, ci-dessous).

La BOAD a engagé 68 M \$ en faveur de trois projets au Bénin, tous dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, y compris des projets intégrés visant à revêtir les routes de 32 villes et à les équiper de structures de drainage. Au Burkina Faso, la BOAD a engagé 59 M \$

en faveur du développement d'un projet d'énergies renouvelables et de gestion des routes.

La banque a aussi engagé 105 M \$ en Côte d'Ivoire à travers cinq projets dans les secteurs des transports et de l'énergie. La BOAD participe, aux côtés de plusieurs partenaires de développement, à l'agrandissement et à la modernisation de l'Aéroport Felix Houphouët-Boigny à Abidjan. La Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire s'est également associée à ce projet, alors que la société française Proparco apporte un financement à long terme avec un deuxième prêt de 13 M € (15,5 M \$) remboursable sur 11 ans.

En Guinée-Bissau, la BOAD a engagé un total de 43 M \$ en faveur de trois projets routiers et d'un projet énergétique.

La banque travaille aussi sur le projet régional d'interconnexion de l'OMVG. Les aspects de ce projet appuyés par la banque en 2016 ont inclus la construction de la ligne de transmission de 225kV à la frontière entre Sanankoroba et la Guinée, et l'agrandissement du poste électrique à haute tension de Sanankoroba au Mali.

Dans d'autres parties du Mali, la BOAD a engagé un total de 82,6 M \$ dans quatre projets énergétiques. Au Niger, la banque a engagé 71 M \$ dans quatre projets, un pour les énergies renouvelables, un autre pour la production d'électricité et deux pour le secteur routier. La BOAD a engagé 136 M \$ au Sénégal en faveur de sept projets portant sur la production et la distribution d'énergie thermique et géothermique, l'accès à l'énergie et l'amélioration des routes. ■

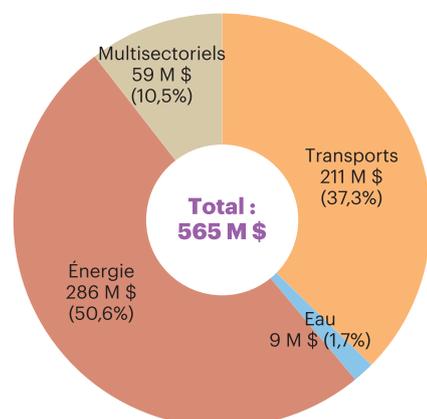


Figure 64
Engagements de la BOAD par secteur, 2016

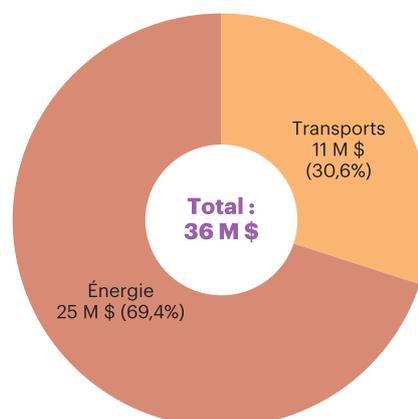


Figure 65
Engagements de la BIDC par secteur, 2016

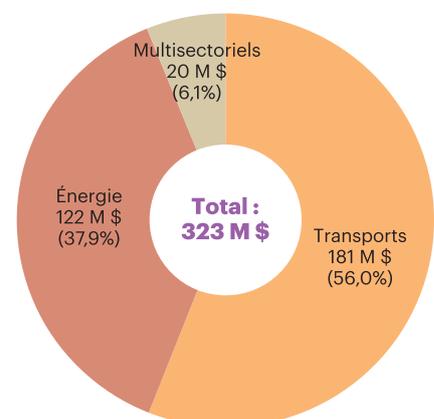


Figure 66
Engagements de la TDB par secteur, 2016

5.6 Inde, Corée du Sud, Brésil et la NBD

Inde

La Banque d'Export-Import de l'Inde (Exim Bank de l'Inde) a engagé 1,2 Mrd \$ dans des projets d'infrastructure en Afrique en 2016, soit plus du double des 524 M \$ engagés en 2015 (voir Figure 67, ci-dessous). La plus grande part des engagements a été allouée à des projets de transport (513 M \$) d'énergie (422 M \$) et d'eau (262 M \$).

En 2016, les engagements de l'Exim Bank de l'Inde ont été fortement dopés par la facilité de crédit acheteur qui a mis à disposition 399 M \$ pour le projet de ligne ferroviaire entre Tema et Akosombo au Ghana, et 200 M \$ pour l'agrandissement et la réhabilitation de la ligne de transmission Tambacounda-Kolda-Ziguinchor de 225kV au Sénégal. Cette facilité permet à l'acheteur étranger d'ouvrir une lettre de crédit en faveur d'un exportateur indien et d'importer des produits et des services de l'Inde selon des modalités de paiement différé.

Au Ghana, une ligne de crédit (LC) mise en place par l'Exim Bank de l'Inde a permis d'appuyer un projet de développement de canne à sucre et d'irrigation. L'Inde a aussi souscrit des engagements au Congo-B, au Niger, à Maurice, au Rwanda, au Liberia, en Sierra Leone et en Tanzanie.

En juin 2016, le bureau de représentation de l'Exim Bank de l'Inde à Abidjan a été inauguré officiellement. Il s'occupera des intérêts de l'Exim Bank en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale.

Corée du Sud

La Banque d'Export-Import de Corée (Eximbank de Corée) a engagé 432 M \$ en faveur de quatre projets dans les secteurs des transports (242 M \$) et de l'eau (190 M \$) en 2016, alors qu'elle avait souscrit un engagement de 81 M \$ en 2015 en faveur du Projet II d'Implantation de l'Infrastructure Maritime II au Sénégal.

Les projets appuyés en 2016 incluent 90 M \$ pour le projet de développement du système de traitement des eaux usées à Dar es Salaam, et 127 M \$ pour le projet d'amélioration de route de Gore-Tepi, destiné à goudronner une route de 140km dans le sud-ouest de l'Éthiopie. Une fois achevé, le projet de Gore-Tepi devrait revitaliser l'économie locale en réduisant les coûts de transport des cultures telles que celle du café qui est café, qui est le principal produit de base d'exportation du pays.

Également en Éthiopie, un engagement de 100 M \$ a été souscrit en faveur du Programme Intégré d'Irrigation et de Développement Rural, qui vise à proposer un ensemble complet de projets d'infrastructure et d'assistance technique pour un développement rural global et durable. Avant la signature d'un accord de prêt et d'un Protocole d'entente (PE), l'Eximbank de Corée a signé un accord-cadre en vertu duquel la Corée du Sud s'engage à fournir 500 M \$ à l'Éthiopie au cours des trois prochaines années en vue de faciliter des projets de coopération et de développement économiques entrepris par les deux pays.

L'engagement de 115 M \$ en faveur de

la modernisation du système de signalisation ferroviaire pour le projet de Corridor entre Nag Hammadi et Luxor s'inscrit dans le projet de restructuration du réseau ferroviaire égyptien mis en œuvre par le gouvernement égyptien en 2008. L'Égypte doit de toute urgence améliorer la sécurité de son système ferroviaire pour enrayer les accidents à répétition. Le prêt de l'Eximbank de Corée comprend un appui à l'installation de dispositifs de sécurité électroniques et automatiques perfectionnés sur un tronçon de 118km entre Nag Hammadi et Luxor. La Banque Mondiale (avec 337 M \$) et la BERD (avec 126 M €) devraient cofinancer le projet.

En même temps que l'annonce du financement du projet ferroviaire, l'Eximbank de Corée a signé un PE de 3 Mrd \$ avec le Ministère de la Coopération Internationale pour renforcer la coopération bilatérale dans les projets d'infrastructure à grande échelle en Égypte. Le montage financier se compose de prêts totalisant 700 M \$ et d'un crédit à l'exportation de 2,3 Mrd \$, principalement destinés à des projets prioritaires dans les secteurs des transports et de l'énergie, tels que le métro et la centrale électrique photovoltaïque du Caire.

Brésil

La Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social (BNDES) du Brésil a déclaré à l'ICA qu'elle n'avait souscrit aucun nouvel engagement dans les infrastructures en Afrique en 2016. En 2015, elle avait souscrit un engagement de 500 M \$ en faveur du projet hydroélectrique de 2067MW de Lauca en Angola.

La Nouvelle Banque de Développement

La Nouvelle Banque de Développement (NBD) a souscrit son premier engagement en faveur des infrastructures en Afrique en 2016 avec un prêt de 180 M \$ consenti à Eskom pour des lignes de transmission visant à connecter 500MW de PEI d'énergies renouvelables au réseau national. La NBD a été créée par les pays de la Brics – Brésil, Russie, Inde, Chine et Corée du Sud. ■

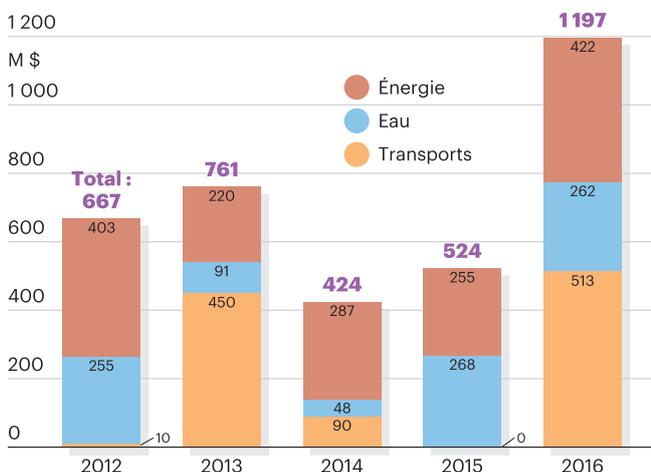


Figure 67
Engagements de l'Inde par secteur, 2012-2016

6. Secteur privé



Parc solaire de Kathu, Gabriela Janick

6.1 Collaboration du secteur privé avec le secteur public

Selon la base de données des projets d'Infrastructures avec Participation Privée (PPI) Produite conjointement par le Département Infrastructures, Economie et Finance de la Banque Mondiale et le Fonds de Conseil en Infrastructure publique-privée (PPIAF), la valeur des projets avec participation privée ayant atteint le stade du bouclage financier en 2016 a totalisé 3,6 Mrd \$, dont 2,6 Mrd \$ (70,6%) de capitaux privés.

Ce montant représente une forte baisse par rapport aux 8,5 Mrd \$ enregistrés en 2015, dont 7,4 Mrd \$ de capitaux privés. Il est aussi inférieur au montant de 2014 (5,1 Mrd \$), et bien en deçà des chiffres enregistrés à la fois en 2013 et en 2012, soit 8,8 et 8,7 Mrd \$ respectivement (Voir Figure 68 à droite).

Les douze projets qui ont atteint le stade du bouclage financier en 2016 ont concerné uniquement les secteurs de l'énergie et des transports. Aucun projet multisectoriel dans lequel est intervenu le secteur privé n'est parvenu au stade de bouclage financier. Sur les douze projets bouclés, dix concernent le secteur de l'énergie, contre seulement deux pour le secteur des transports.

En dépit de cette disparité, le

financement est réparti de façon presque égale entre ces deux secteurs, avec 1,3 Mrd \$ destinés aux transports et 1,3 Mrd \$ aux projets énergétiques. Cela est dû en grande partie aux travaux d'agrandissement du Port de Tema au Ghana s'élevant à 1,5 Mrd \$, dont 1,03 Mrd \$ de fonds privés. Tema est un projet 'construction, réhabilitation, exploitation et transfert' financé par le groupe danois Maersk à hauteur de 35% de capitaux propres, par le groupe français Balloré à hauteur de 35%, et par d'autres entreprises dont le nom n'a pas été révélé et qui détiennent les 30% restants.

La majorité des investissements dans le secteur de l'énergie a concerné des projets solaires, soit six projets sur dix. Ceux-ci incluent la centrale solaire photovoltaïque (PV) de Bokhol et la centrale PV de Ten Merina, toutes deux situées au Sénégal. Le plus gros investissement solaire – et de loin – a concerné la centrale électrique solaire de Kathu, en Afrique du Sud, avec 779,4 M \$, dont 657,9 M \$ de fonds privés.

Parmi les autres projets solaires, on notera la centrale électrique solaire de Soroti et la centrale solaire PV de

Tororo, toutes deux situées en Ouganda. Le projet de la centrale solaire PV de 100MW de Benban en Égypte, entièrement financé par des fonds privés à hauteur de 100 M \$, a été le seul projet d'Afrique du Nord à atteindre le stade de bouclage financier en 2016.

Deux centrales hydroélectriques en Ouganda ont atteint le bouclage

Suite page 66



Figure 68 Tendances de la base de données PPI 2012-2016

Principaux projets arrivant à la fin de la finance en 2016

Agrandissement du port de Tema

L'agrandissement de grande envergure du port de Tema au Ghana a atteint le bouclage financier en 2016 avec 1,5 Mrd \$ de financement, et devrait être achevé au quatrième trimestre 2019. Ce projet a été soutenu par la SFI, par l'intermédiaire d'un prêt de 195 M \$, alors que 472 M \$ ont été pourvus par trois banques commerciales – Bank of China, ICBC et Standard Bank – ainsi que par l'IFD néerlandaise, la FMO.

Le port de Tema, qui gère actuellement plus de 90% du trafic de conteneurs du Ghana, a atteint sa capacité maximale et ne dispose pas de l'infrastructure nécessaire pour recevoir les cargos naviguant en eau profonde. Selon la SFI, le nouveau terminal à conteneurs comprend "un quai de près de 1000 mètres, un parc à conteneurs, un nouvelle digue et un nouveau chenal d'accès équipé d'un fort tirant d'eau pour accueillir certains des plus grands porte-conteneurs au monde".

Le bureau d'études et de conseils en ingénierie américain AECOM supervise la construction des installations d'agran-

dissement du port. Ce projet devrait tripler la capacité du port de Tema et la faire passer de 1 à 3 M de TEU (ou équivalent vingt pieds, EVP), faisant de lui le plus grand port à conteneurs en Afrique de l'Ouest.

Une étude publiée par QBIS Consulting a montré que le nouveau port de Tema favorisera le commerce, augmentera les recettes des sociétés d'import-export du Ghana et conduira à une hausse de la valeur ajoutée globale de près de 1,1 Mrd \$ pour l'économie ghanéenne. L'ancien président ghanéen John Dramani Mahama a déclaré en octobre 2016 que le projet créerait 5000 emplois directs, et que "l'impact économique général se traduirait par la création de 400 000 emplois".

Centrale solaire à concentration (CSP) de Kathu

Le projet de la centrale solaire à concentration de 100MW de Kathu, dans la province sud-africaine du Northern Cape, a atteint le bouclage financier en mai 2016 avec 779,4 M \$ de financement, dont 657,9 M \$ de fonds privés et une participation de

121,5 M \$ de DBSA. La construction a débuté après la signature d'un accord d'achat d'énergie (AAE) de 20 ans entre Engie et la compagnie d'électricité sud-africaine, Eskom. Ce projet, qui devrait être opérationnel au deuxième semestre 2018, a été encensé pour sa promotion du développement durable. La construction devrait créer aux alentours de 1 200 emplois (dont environ 430 locaux). Par ailleurs, on estime que le parc solaire permettra d'économiser 6 M de tonnes de CO₂ sur une la période de 20 ans.

La centrale utilise la technologie des miroirs cylindro-paraboliques, à travers un système de stockage à sels fondus qui permet de stocker 4,5 heures d'énergie thermique pour prolonger la capacité opérationnelle de la centrale après le coucher du soleil. Une fois achevé, le parc solaire de Kathu produira suffisamment d'électricité pour alimenter 150 000 foyers.

Engie (49%), Investec (13%), Lereko Investments (13%) et Public Investment Corporation (13%) sont les principaux actionnaires, alors que 13% sont détenus par d'autres sociétés. ■

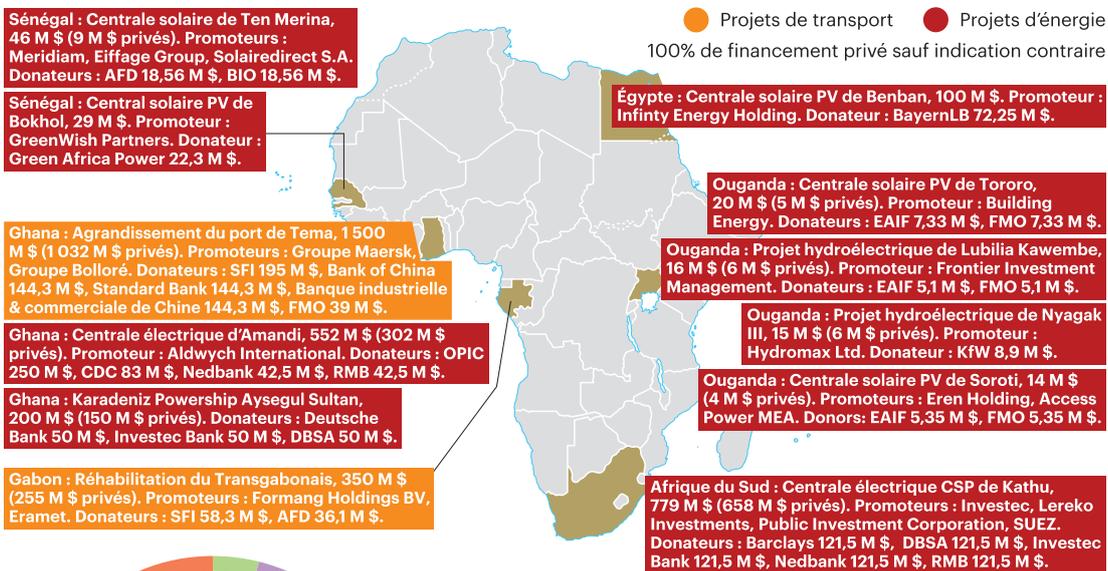


Figure 69
Projets privés ayant atteint le bouclage financier en 2016

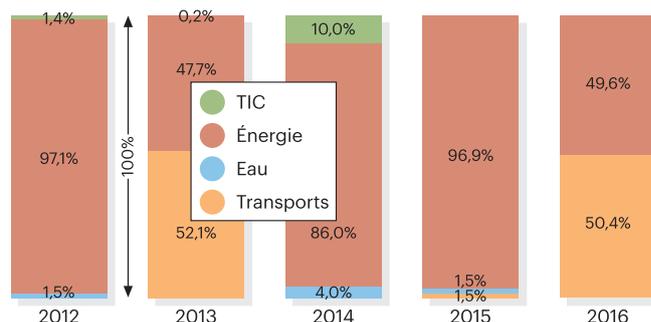
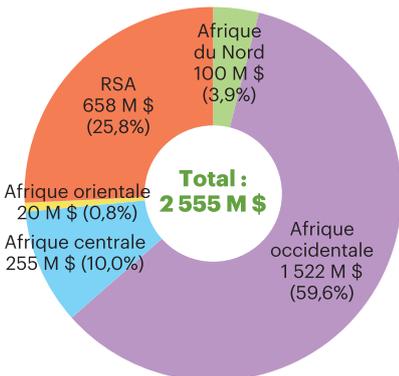


Figure 70 and 71
Financement privé par région, 2016 (gauche) ; Tendances du financement privé par secteur, 2012-2016 (droite)

financier en 2016 – le projet hydro-électrique de Lubilia Kawembe, d'une valeur totale de 15,7 M \$, a été bouclé en juin, tandis que le projet hydroélectrique de Nyagak III était bouclé à une valeur de 14,5 M \$.

Au Ghana, deux projets de production électrique ont atteint le stade de bouclage financier, dont la centrale diesel flottante de 225MW de Karadeniz Powership Aysegul Sultan, d'une valeur totale de 200 M \$ (DBSA a contribué à hauteur de 100 M \$).

Le projet d'une valeur de 522 M \$ de la centrale électrique au gaz de 200MW d'Amandi, dirigé par la société ghanéenne Amandi Energy en part-

enariat avec l'investisseur américain du secteur énergétique Endeavor Energy, a atteint le stade de bouclage financier en décembre 2016 et devrait être opérationnel en 2019. Les 418 M \$ de financement par emprunt ont été consentis par la Société Américaine d'Investissements Privés à l'Étranger (OPIC – prêt de 250 M \$), le Groupe CDC, Nedbank Limited et la Rand Merchant Bank. Les fonds propres ont été apportés par Endeavor Energy, Amandi Founder Group, Aldwych International, le Fonds Panafricain de Développement des Infrastructures 2 géré par Harith General Partners (PAIDF2), et le Fonds d'Infrastructure d'ARM-Harith (ARMHIF).

Une fois opérationnelle, cette centrale devrait alimenter près d'un million de foyers ghanéens et créer 400 emplois, dont la plupart sera pourvus, pour la plupart, par des Ghanéens.

À l'échelle régionale, l'Afrique de l'Ouest a été le plus grand bénéficiaire du financement privé, avec 1,52 Mrd \$ sur un total de 2,56 Mrd \$. L'Afrique du Sud a reçu 657,9 M \$, et a été la seule destination des investissements privés en Afrique Australe. L'Afrique Centrale a reçu 255,2 M \$, uniquement par l'entremise du projet de réhabilitation du Chemin de Fer Transgabonais. L'Afrique de l'Est n'a reçu que 19,6 M \$ de fonds privés pour trois projets, tous situés en Ouganda. ■

Département du secteur privé de la BAD

Parmi les engagements notables souscrits par la BAD en 2016, on notera le projet d'expansion d'Ethiopian Airlines et le projet de réhabilitation des centrales hydro-électriques de Kainji et de Jebba au Nigeria

Un prêt de 159 M \$ a été approuvé en décembre 2016 en appui à un plan d'expansion d'Ethiopian Airlines visant à doubler la taille de sa flotte. Le montage financier comporte deux tranches, dont la première est couverte par l'organisme africain de crédit à l'exportation, African Trade Insurance Agency, et représente 85% du financement par prêt.

Ethiopian Airlines, qui est entièrement détenue par le gouvernement, exploite une flotte moderne et économe en carburant, et a récemment introduit de

nouvelles destinations tout en augmentant la fréquence de celles qui existent déjà. Cette expansion devrait donc améliorer le transport panafricain et intercontinental.

Le montage financier de 100 M \$ pour la réhabilitation des centrales hydro-électriques peu performantes de Kainji et de Jebba au Nigeria, également approuvé en décembre, se compose d'un prêt de 80 M \$ et d'une participation au capital de 20 M \$. Ce projet permettra d'augmenter la capacité électrique de 917 à 1 338,4MW. Ce financement s'inscrit dans le cadre du 'New Deal' pour l'énergie en Afrique de la BAD, qui, entre autres objectifs, espère parvenir à l'accès universel à l'électricité en Afrique d'ici 2025, en "encourageant tout particulièrement les sources d'énergie propres et renouvelables". ■

La BAD soutient les aéroports ghanéens

Ghana Airport Company Limited (GACL) a signé une facilité de prêt d'entreprise de 120 M \$ avec la BAD en décembre 2016. Cet engagement souscrit en 2015 a atteint le bouclage financier en 2016. Cette facilité met à disposition des fonds pour le programme d'investissement en capitaux de GACL, qui comprend la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport international de Kotoka (KIA) et la réhabilitation ou la modernisation d'autres aéroports au Ghana, notamment Tamale, Kumasi et Ho.

Le programme de dépenses en immobilisations estimé à 400 M \$ est soutenu par plusieurs banques commerciales (195 M \$) et IFD (205 M \$). La tranche commerciale a atteint le bouclage financier le 16 juin 2015. Les institutions financières ayant participé à la tranche commerciale incluent Qatar National Bank, Ecobank, Africa Finance Corporation, Standard Chartered Bank, Barclays Bank, Nedbank, Ghana International Bank et UT Bank Ghana.

La BAD contribuera à hauteur de 120 M \$ en faveur de la tranche des IFD aux côtés de la DBSA (55 M \$) et du Fonds d'Investissement dans les Infrastructures du Ghana (30 M \$). Le nouveau terminal de KIA est en cours de construction et devrait être opérationnel en mai 2018. ■

Engagements de la BAD dans le secteur privé, 2016

Projet	Pays	Secteur	Type de financement	Montant (M \$)
Centrale solaire PV de Segou	Mali	Énergie	Prêt	9,2
Ethiopian Airlines	Éthiopie	Transports	Prêt	159
Centrales hydroélectriques de Kainji et de Jebba	Nigeria	Énergie	Prêt / Capitaux propres	80/20
Centrale hydroélectrique d'Achwa 2	Ouganda	Énergie	Prêt	20

6.2 Enquête auprès du secteur privé

La cinquième Enquête sur les Investissements dans les Infrastructures Africaines vise à recueillir les points de vue sur une variété de questions affectant le secteur privé.

Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête étaient des parties prenantes du secteur des infrastructures et notamment des promoteurs de projets, des investisseurs en capitaux propres, des prêteurs, des entrepreneurs et des prestataires de services professionnels (voir Figures 72, right).

Principaux défis

L'enquête a demandé aux personnes interrogées quels étaient, selon elles, les principaux défis pour identifier des projets adaptés à leur organisation. De nombreuses réponses se sont polarisées autour de la bancabilité des projets, des capacités institutionnelles, des risques et de l'ingérence politiques, ainsi que du cadre juridique et réglementaire. L'absence de planification des infrastructures a aussi été identifiée comme une préoccupation par un certain nombre de personnes interrogées.

Réponses choisies

Compréhension locale de la bancabilité.

Trouver des homologues gouvernementaux/bureaucrates qui peuvent concrétiser les intentions exprimées (même si des progrès constants sont notés).

Des régimes de passation de marché et des processus décisionnels des gouvernements adaptés aux projets sélectionnés

Absence de schémas directeurs pour les infrastructures et manque de moyens de planification au niveau gouvernemental.

Production d'énergie – énergie renouvelable	76,3%
Production d'énergie – thermique	46,3%
Transmission & distribution d'électricité	41,3%
Routes	40,0%
Transmission & distribution de gaz	32,5%
Chemins de fer	30,0%
Ports	28,8%
Alimentation en eau potable	25,0%
Traitement et gestion des eaux usées	22,5%
Secteur pétrolier et gazier en amont	21,3%
Aviation	15,0%
Large bande/fibre optique	15,0%
Réseau mobile	11,3%
Irrigation	10,0%
Téléphonie fixe	5,0%
Communications par satellite	5,0%

Retards dans le processus décisionnel, absence de planification intégrée.

Absence d'un plan national d'infrastructure ou d'un plan d'investissement public.

Pays ayant la capacité de financer des projets, et la bureaucratie avec laquelle les organismes d'aide paralysent les pays.

Trouver des projets qui sont suffisamment bien développés et matures pour profiter de notre expertise, attentes réalistes des investisseurs en capitaux propres nationaux, instabilité politique.

Des acheteurs viables capables de répondre aux exigences du financement du projet.

Promoteur/commanditaire de projets	42,5%
Investisseurs en capitaux propres	28,8%
Prêteurs	15,0%
Conseillers commerciaux et financiers	12,5%
Entrepreneur (CAC)	11,3%
Services juridiques	8,8%
Financement de démarrage	5,0%
Autres	13,8%

Figure 72

Personnes interrogées dans le cadre de l'Enquête sur les investissements dans les infrastructures africaines par secteur (gauche) et rôle (ci-dessus)

Manque de préparation adéquate, et pas de recours aux stratégies d'atténuation des risques.

Volonté des gouvernements et des entreprises de services publics de collaborer efficacement avec le secteur privé, liquidités du secteur, conditions d'enregistrement foncier compliquées.

L'absence de gestion efficace est la principale raison du manque d'acheteurs viables pour soutenir les PEI.

Avoir la possibilité de contrôler les gens dans la zone d'exécution du projet et de créer un environnement sûr et favorable pour attirer les investissements étrangers. ■

Projets mis en service en 2016

Ressano Garcia

La centrale électrique au gaz de 120MW de Gigawatt Moçambique a été inaugurée au début de l'année 2016. Ce projet de 200 M \$ a atteint le son bouclage financier en juin 2014, et sa construction s'est déroulée d'août 2014 à décembre 2015. Cette construction a permis de créer quelque 600 emplois, locaux pour la plupart.

La garantie du financement a été fournie par l'Export Credit Insurance Corporation (Afrique du Sud) et l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (Groupe de la Banque Mondiale). Gigawatt Mozambique alimente EDM (compagnie

d'électricité du Mozambique) en électricité dans le cadre d'un AAE de 25 ans. Ce projet devrait répondre à 12% de la demande en électricité du pays.

KivuWatt: Phase I

La première phase de la centrale au gaz de KivuWatt de 26MW au Rwanda a été mise en service en mai 2016. Ce projet de 91,25 M \$ a attiré l'attention en raison du risque associé aux vastes dépôts de méthane du Rwanda. La centrale a été conçue, avec d'autres, dans le cadre d'une stratégie d'atténuation des risques d'augmentation de la concentration de méthane dans le Lac

Kivu, qui, selon les experts, pourrait entraîner une fuite potentiellement dangereuse de méthane et de dioxyde de carbone dans la zone environnante, bien que le risque à court terme soit considéré comme négligeable.

Tout comme la phase I de KivuWatt, des projets similaires devraient utiliser aussi ce dépôt de gaz massif. ContourGlobal prévoit de construire deux ou trois barges supplémentaires visant à faire passer la capacité à 100MW. Symbion Power a signé un accord avec Rwanda Energy Group en décembre 2015 pour construire une centrale de 50MW. ■

Enquête auprès du secteur privé

Destinations d'investissement

On a demandé aux participants à l'enquête de classer dans l'ordre, les cinq pays africains qu'ils considéraient comme les plus attractifs en matière d'investissement dans les infrastructures. Une note a ensuite été attribuée à chaque pays choisi par les personnes interrogées, en fonction de son classement respectif – les 20 premiers pays sont illustrés dans la carte ci-contre – l'Afrique du Sud arrivant en tête pour la deuxième année consécutive, devant le Kenya, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria.

Les commentaires des personnes interrogées ont démontré que le classement reposait largement sur la sécurité politique et économique, ainsi que sur un cadre réglementaire clairement défini et positif:

Cadre réglementaire efficace ; acheteur relativement stable, antécédents de relations 'normales' avec des investisseurs privés, bilan éloquent en matière de PEI (pour l'Afrique du Sud, le Kenya et la Côte d'Ivoire).

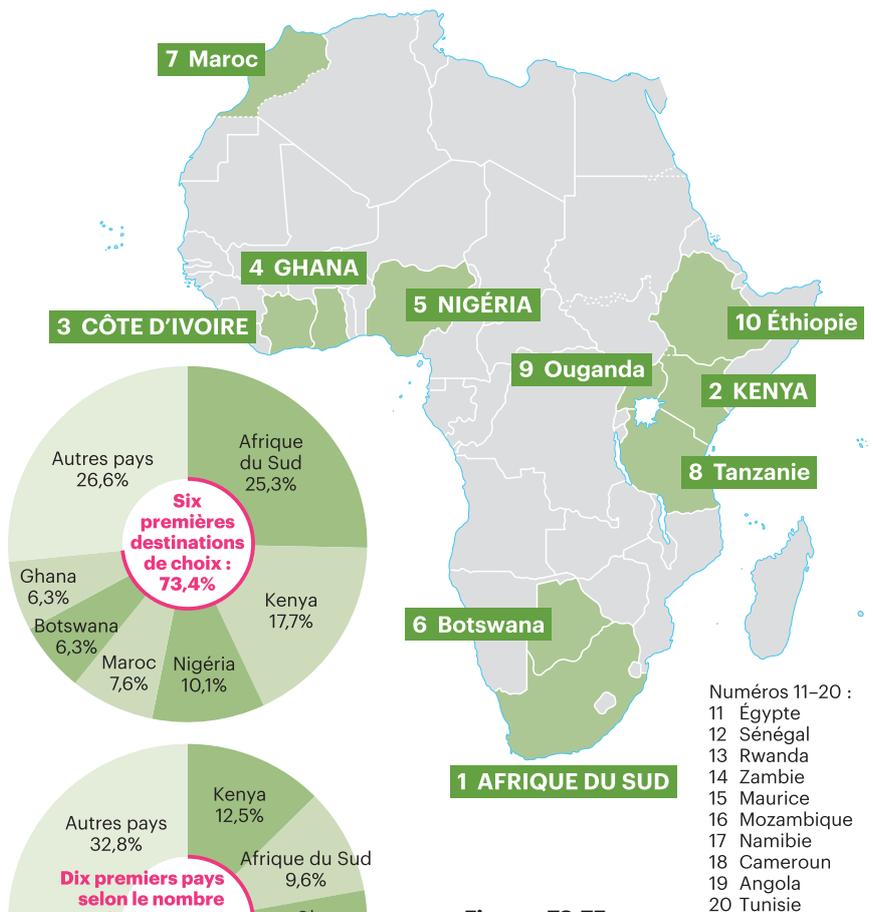
Transparence et gouvernance (Ghana)

Des cadres réglementaires et des systèmes juridiques qui fonctionnent, priorité accordée à ces projets, appui du gouvernement et gestion locale disponible (Kenya, Ouganda, Tanzanie, Rwanda, Ghana).

L'Éthiopie et le Nigeria possèdent des marchés intérieurs considérables et leurs économies ont encore la possibilité de se développer. Le Kenya jouit d'un certain nombre d'avantages géographiques mais la tension politique ralentit probablement l'investissement réel.

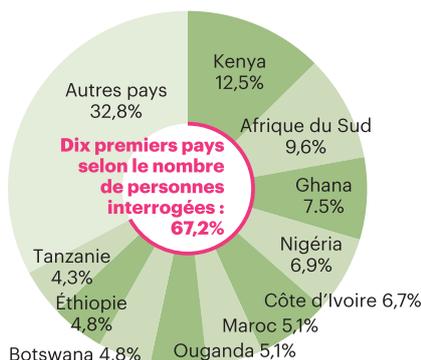
Économies raisonnablement stables, environnement politique et cadres juridiques raisonnables. Un nombre assez important d'opportunités de projets (Afrique du Sud, Botswana, Égypte, Nigeria, Maroc).

Notre choix du marché repose à la fois sur la capacité financière du souverain et le potentiel du marché, avec un accent mis sur son aptitude à répondre aux obligations contractuelles à long terme (Maurice, Botswana, Kenya, Tanzanie, Namibie)



Figures 73-75

Destinations d'investissement : Les 20 pays les plus attractifs (en haut), Les six pays de premier choix (en haut à gauche) Le top 10 en nombre de personnes interrogées (à gauche)



Projets régionaux

Au total, 76% des personnes interrogées ont déclaré avoir travaillé sur des projets régionaux en Afrique. Lorsqu'on leur a demandé d'évaluer leur expérience, 43,3% l'ont qualifiée de 'satisfaisante', 23,9% de 'mauvaise' et 4,5% de 'très mauvaise'. Sur l'ensemble, 28,4% ont déclaré que leur expérience était positive, alors que 17,9% l'ont qualifiée de 'bonne' et 10,5% de 'très bonne' (voir Figure 76, à droite).

La vaste majorité des personnes ayant décrit leur expérience a tenu à souligner les facteurs qui entravaient les projets. L'une des personnes interrogées a désigné les "différences nationales" comme l'une des principales raisons de l'engorgement, en ajoutant que "les projets régionaux s'enlisent dans la politique ou n'atteignent pas leurs objectifs". D'autres ont désigné les questions réglementaires, la faiblesse

institutionnelle et la corruption:

Trop d'inertie. Une meilleure coopération est nécessaire à l'échelon des communautés économiques régionales pour établir des priorités claires et favoriser la participation des parties concernées en vue de développer et de gérer les opportunités de projets régionaux.

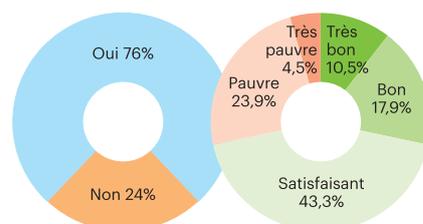


Figure 76

Participants à l'enquête ayant travaillé sur des projets régionaux (gauche) ; comment ils qualifient leur expérience (droite)

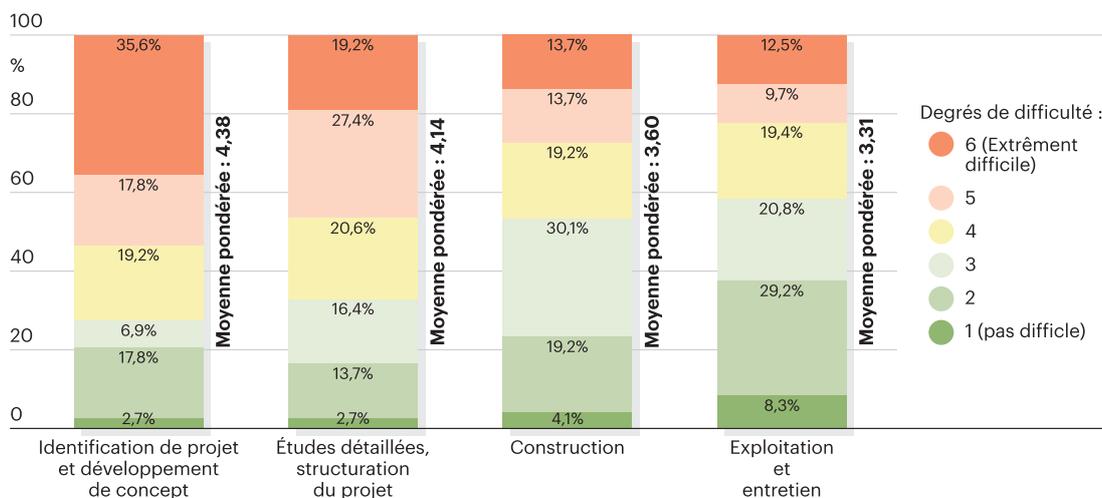


Figure 77
Degré de difficulté de la mobilisation du financement des projets d'infrastructures tout au long du cycle des projets

Absence d'accords régionaux fiables sur ces projets.

Accablés par des enjeux politiques, accent insuffisant mis sur les débouchés potentiels pour les pays concernés, absence de gouvernance et de leadership.

Difficulté à parvenir à une harmonisation durable des intérêts sur les projets transfrontaliers. Approche à court terme. Difficulté à atténuer les risques supplémentaires associés aux investissements régionaux en vue de répondre aux besoins financiers internationaux.

Expérience excellente mais éprouvante.

Les gouvernements sont le principal obstacle à la passation de marchés. Les projets régionaux ne font qu'aggraver ce problème.

Organiser le financement

On a demandé aux participants à l'enquête "d'évaluer le degré de difficulté de la mobilisation du financement des projets d'infrastructures tout au long du cycle des projets". Ils ont dû, sur une échelle de 1 à 6 – 6 correspondant à 'extrêmement difficile' (voir Figure 77, ci-dessus) classer les phases suivantes: identification de projet et développement du concept, études détaillées et structuration du projet, construction, et enfin, exploitation et entretien.

Les personnes interrogées ont déclaré que l'étape de l'identification du projet était la plus exigeante, et quelque 35,6% l'ont qualifiée d'extrêmement difficile. Comme prévu, le niveau de difficulté s'est réduit au fur et à mesure de l'évolution du cycle du projet, d'une

moyenne pondérée de 4,38 pour la phase d'identification du projet, et de 4,14 pour la phase des études détaillées et de la structuration du projet, à 3,31 pour la phase exploitation et entretien.

Financement et garanties

L'enquête a demandé aux personnes interrogées d'identifier les types de financement auxquels elles avaient accès pour soutenir leurs projets (voir Figure 78, ci-dessous).

Une bonne majorité a indiqué qu'elle avait utilisé des prêts (63,4%) et des participations au capital (62%), alors qu'un peu moins de la moitié avait eu recours à des subventions (49,3%)

On a aussi demandé aux personnes interrogées de parler de leur expérience concernant la sollicitation de fonds et de garanties auprès du secteur public, et de leur utilisation. Il en est clairement ressorti un sentiment de frustration, les personnes interrogées qualifiant le processus de "chronophage" et "fastidieux". Voici une sélection des réponses:

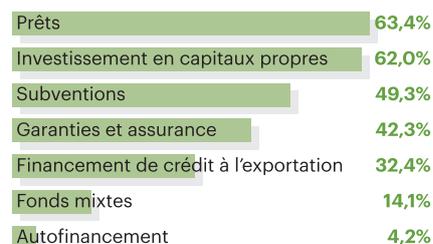


Figure 78
Pourcentage des participants à l'enquête ayant accès à différents types de financement

Fastidieux, trop peu d'instruments pour financer les projets à petite échelle.

Chronophage et bureaucratique – mais peut apporter un soutien non négligeable.

De longs délais, mais gratifiant au final.

Il est important de comprendre les exigences et les délais d'approbation.

Difficile et rempli d'embûches car les règles et les procédures ne sont ni très claires ni transparentes – dans bien des cas, des règles du jeu qui changent tout le temps.

Il est très difficile d'obtenir un financement public, principalement à cause des délais de transaction très lents et de l'absence de connaissance des marchés individuels.

Les IFD sont prêtes à consentir des financements mais nombre d'entre elles mettent en avant les mêmes problèmes liés aux délais des permis/licences, aux processus d'appels d'offres inefficaces, et à un développement de projet qui prend trop de temps.

Peut s'avérer long en raison des processus de diligence raisonnable nécessaires exigés.

Ce processus a toujours été fastidieux, même si des progrès non négligeables ont récemment été observés. MIGA a consenti beaucoup d'efforts pour être plus commerciale et pour intégrer ses processus. Bien, mais lent. ■

7. Analyse sectorielle



Oran, Algérie, iStock/Getty Images

7.1 Aperçu

Sur le total des engagements de financement de 62,5 Mrd \$ souscrits en 2016, le secteur des transports a une fois de plus reçu la plus grande part avec 24,5 Mrd \$ du total des engagements (39%), bien que ce chiffre soit en baisse par rapport aux 32,4 Mrd \$ enregistrés l'année précédente.

Le secteur de l'énergie a reçu 20 Mrd \$, soit 32% du total des engagements, alors que le secteur de l'eau, avec 10,5 Mrd \$, a reçu un peu plus du sixième du total. Le financement des infrastructures des TIC a été réduit à 1,6 Mrd \$ en 2016, alors que les projets multisectoriels ont reçu 2,8 Mrd \$ (voir Figure 79, à droite).

Les 2,7 Mrd \$ restants, qui n'ont été classés dans aucun secteur, comprennent les dépenses en capital des gouvernements nationaux allouées à au moins deux des secteurs des infrastructures définis par l'ICA, et des engagements de financement qui couvrent aussi des secteurs non ICA, par exemple un engagement chinois de 476 M \$ en faveur du port en eau profonde de Kribi, de la centrale hydroélectrique de Warak et d'un nouvel édifice pour le parlement au Cameroun.

Transports

La tendance historique qui veut que les gouvernements nationaux africains représentent la principale source de financement des infrastructures de transport s'est poursuivie en 2016. Sur les 24,5 Mrd \$ engagés en faveur du secteur en 2016, 14,6 Mrd \$ (59,6%) sont provenus des gouvernements nationaux. Le financement chinois en faveur du secteur a considérablement chuté – de 9,8 Mrd \$ (28%) en 2015 à 1 Mrd \$ (4,1%) en 2016. Bien que les engagements des membres de l'ICA en faveur du secteur aient légèrement baissé pour atteindre 5 Mrd \$, ils ont de nouveau représenté environ 20% du financement total du secteur.

L'Afrique de l'Ouest a reçu des engagements totalisant 6,6 Mrd \$ en 2016, soit 26,9% du total. L'Afrique de l'Est, qui avait reçu plus d'un tiers des engagements l'année précédente, a reçu 5,3 Mrd \$ (21,7%) en 2016. L'Afrique du Nord, l'Afrique Centrale et l'Afrique Australe ont reçu 4,4, 2,9 et 2,3 Mrd \$ respectivement. L'Afrique du Sud a reçu 2,6 Mrd \$ (10,7%).

Eau

Les engagements en faveur du secteur de l'eau ont augmenté de 7,5 Mrd \$ en 2015 à 10,5 Mrd \$ en 2016. Sur ce montant, 4,7 Mrd \$ ont été souscrits par les membres de l'ICA, ce qui est supérieur à toute autre source de financement et représente 44% du financement total. Les gouvernements nationaux africains ont de nouveau contribué de manière significative au financement du secteur avec 4,4 Mrd \$ de crédits alloués. Les 1,5 Mrd \$ restants sont provenus d'autres organismes bilatéraux et multilatéraux, comme le Groupe de Coordination des donateurs arabes qui a contribué à hauteur de 1 Mrd \$ et l'Inde, la Corée du Sud et la BOAD à hauteur de 461 M \$. Aucun engagement n'a été enregistré pour la Chine ou le secteur privé.

Comme les années précédentes, l'Afrique du Nord (2,6 Mrd \$) et l'Afrique de l'Est (2,4 Mrd \$) ont reçu près de la moitié du total des engagements en faveur du secteur de l'eau en 2016. L'Afrique de l'Ouest a reçu un financement de 2,1 Mrd \$ pour son secteur de l'eau en 2016, ce qui représente une nette hausse par rapport aux 1,1 Mrd \$ engagés en 2015. Le

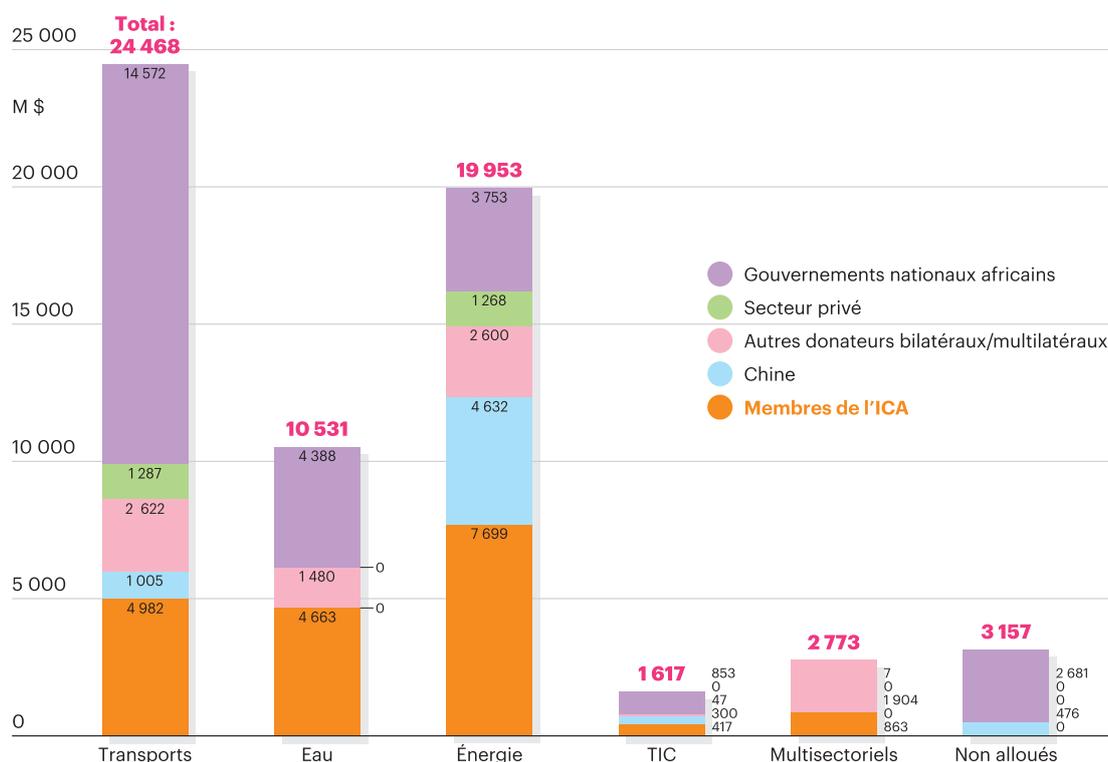


Figure 79
Financement total par secteur et source, 2016

financement des projets d'eau et d'assainissement en Afrique Australe s'est élevé à 1,9 Mrd \$, soit environ 18% du total, alors que l'Afrique Centrale et l'Afrique du Sud ont reçu respectivement 851 et 528 M \$.

Énergie

Le financement de projets énergétiques en Afrique a chuté, de son niveau record de 33,5 Mrd \$ atteint en 2015 à 20 Mrd \$ en 2016. Bien que les engagements des membres de l'ICA de 7,7 Mrd \$ – soit 38,6% du financement total –, en faveur du secteur se soient maintenus en 2016, les crédits budgétaires des gouvernements nationaux africains de 3,8 Mrd \$ étaient inférieurs aux 4,8 Mrd \$ engagés l'année précédente.

La baisse du financement du secteur de l'énergie est en grande partie imputable à la baisse des engagements chinois qui ont été presque réduits de moitié pour atteindre 4,6 Mrd \$, même s'ils représentent quand même 23% du total des engagements en faveur de ce secteur. L'absence relative de bouclages financiers de projets d'énergies renouvelables en Afrique du Sud par rapport aux années précédentes a aussi beaucoup contribué à la baisse générale du financement dans ce secteur. En conséquence, le financement du secteur

privé a baissé, passant de 7,2 Mrd \$ en 2015 à seulement 1,3 Mrd \$ en 2016. Néanmoins, dix des douze projets privés ayant atteint le stade de bouclage financier cette année appartenaient au secteur de l'énergie.

La chute du financement dans le secteur de l'énergie est reflétée dans la baisse des investissements dans le secteur en Afrique Australe et en Afrique du Sud. À elles deux, elles n'ont reçu que 18,3% du total des engagements en 2016, contre 50% en 2015. À l'inverse, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est, avec respectivement 5,6 et 5,2 Mrd \$, ont reçu plus de la moitié du total des engagements. Les engagements en faveur de l'Afrique du Nord ont chuté de 4,5 à 3,3 Mrd \$, alors que ceux en faveur de l'Afrique Centrale ont augmenté de 1,2 à 1,4 Mrd \$.

TIC

Les engagements en faveur du secteur des TIC se sont élevés à 1,6 Mrd \$ en 2016, ce qui représente une forte baisse par rapport aux 2,4 Mrd \$ déclarés l'année précédente. La hausse des crédits alloués par les gouvernements nationaux africains, d'un montant total de 853 M \$, a été contrebalancée par une nette baisse des engagements chinois d'un peu plus de 1 Mrd \$ à 300 M \$. Le financement

chinois a été exclusivement consacré aux deuxième et troisième phases du projet de transmission numérique de la Zambie. Le financement des projets TIC par les membres de l'ICA est resté élevé et a représenté 26% de tous les engagements, même s'il a enregistré une baisse de 616 M \$ en 2015 à 417 M \$ en 2016. Une fois de plus, c'est l'Afrique Australe qui, avec 44% du total (715 M \$), a attiré le plus d'engagements en faveur des TIC.

Projets multisectoriels

Les engagements multisectoriels, y compris le financement de fonds et de projets recouvrant plusieurs secteurs des infrastructures définis par l'ICA, ont augmenté de 2,2 Mrd \$ en 2015 à 2,8 Mrd \$ en 2016. Les engagements de 1,8 Mrd \$ souscrits par l'ACG ont représenté la vaste majorité du financement multisectoriel en 2016. L'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud et l'Afrique de l'Ouest ont été les principales bénéficiaires des engagements de financement avec respectivement 1,6 Mrd \$, 549 M \$ et 350 M \$.

¹ Les crédits budgétaires alloués par les gouvernements nationaux africains en 2015 ont été recalculés en vue d'exclure le financement extérieur, voir Annexe 1 – Notes concernant les données.



iStock/Getty Images

Le total des engagements en faveur du secteur africain des transports s'est élevé à 24,5 Mrd \$ en 2016, soit une baisse par rapport aux 32,4 Mrd \$ déclarés l'année précédente. Celle-ci est largement imputable à la baisse des engagements chinois de 9,8 Mrd \$ en 2015 à 1 Mrd \$ en 2016.

Le financement des gouvernements nationaux africains a atteint 14,6 Mrd \$ et s'est bien repris après une chute notable enregistrée l'année précédente. Le financement des membres de l'ICA a légèrement baissé par rapport à son niveau record atteint en 2015, mais a quand même totalisé quelque 5 Mrd \$ en 2016 (voir Figure 80, à droite).

L'Inde, la Corée du Sud et les banques régionales de développement ont toutes augmenté leur financement du secteur africain des transports en 2016, avec des engagements respectifs de 513, 242 et 403 M \$.

¹ Les crédits budgétaires alloués par les gouvernements nationaux africains en 2015 ont été recalculés en vue d'exclure le financement extérieur, voir Annexe 1 – Notes concernant les données.

Le secteur privé a aussi financé les infrastructures de transport africaines à hauteur de 1,3 Mrd \$ en 2016, alors qu'il avait seulement bouclé des projets totalisant 113,5 M \$ l'année précédente. La majorité des fonds privés, soit 1 Mrd \$, a été investie dans le projet d'agrandissement du port de Tema de 1,5 Mrd \$ au Ghana. Ce projet a été commandité par le Groupe Mearsk et le Groupe Bolloré, et a été financé par la SFI, la FMO, la Banque de Chine, la Banque Industrielle et Commerciale de Chine et la Standard Bank.

Cette fois encore, l'Afrique de l'Est a été la destination de choix des investissements dans les transports. Cependant, les 5,3 Mrd \$ de financement attirés par la région en 2016 ont été éclipsés par les 6,6 Mrd \$ engagés en Afrique de l'Ouest. Les niveaux de financement des années précédentes se sont maintenus dans toutes les régions, à l'exception de l'Afrique du Sud où les engagements ont chuté de 4,8 à 2,6 Mrd \$. Les engagements souscrits par les membres de l'ICA ont été répartis à peu près également en Afrique du Nord, de

Analyse sous-sectorielle

Les engagements sous-sectoriels identifiés (qui excluent les données des membres de l'ICA et des gouvernements nationaux africains) montrent que les sous-secteurs maritime et portuaire ont reçu le financement le plus important en 2016. Un total de 2,03 Mrd \$ a été engagé en faveur de ce sous-secteur, soit quelque 43% du financement identifié. L'agrandissement du port de Tema a représenté la moitié du total des sous-secteurs maritime et portuaire, alors que des investissements supplémentaires totalisant 955 M \$ ont été consentis par l'Inde et la Corée du Sud. Les chemins de fer et les routes ont aussi occupé une place importante, avec des engagements représentant 30% et 22% respectivement.

Les projets aériens ont représenté 3% du total, et ont notamment inclus un prêt de 500.000 \$ consenti par la BADEA pour l'élaboration du Plan Directeur des Transports d'Antananarivo, à Madagascar, et un prêt de 50 M \$ de la Banque d'Export-Import de Chine pour un nouveau terminal à l'aéroport international Roberts de Monrovia, au Liberia. Un seul engagement a été souscrit en faveur du secteur des transports urbains en 2016, à savoir une ligne de crédit de la Banque d'Export-Import de l'Inde, d'un montant de 26 M \$ pour un réseau de transports en commun au Sénégal. ■

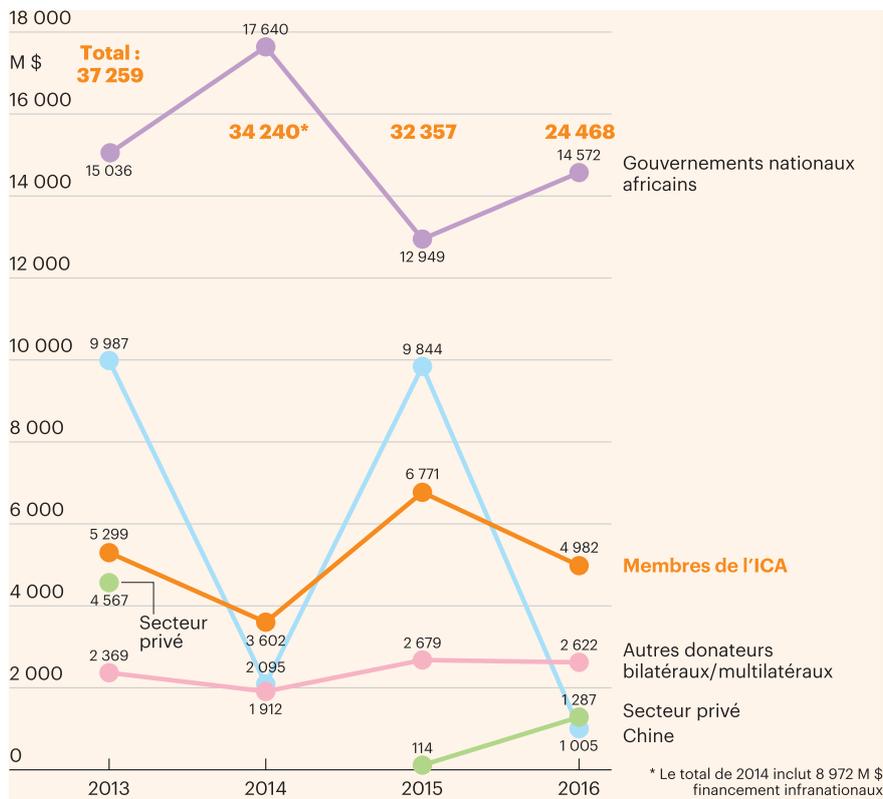


Figure 80

Total du financement du secteur des transports par source, 2016 (à gauche)

Figure 81

Financement du secteur des transports par certains membres non-ICA par sous-secteur, 2016 (ci-dessous)

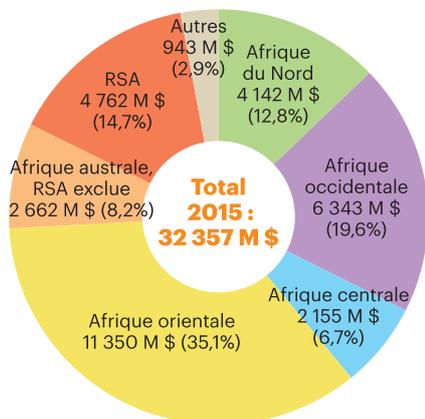
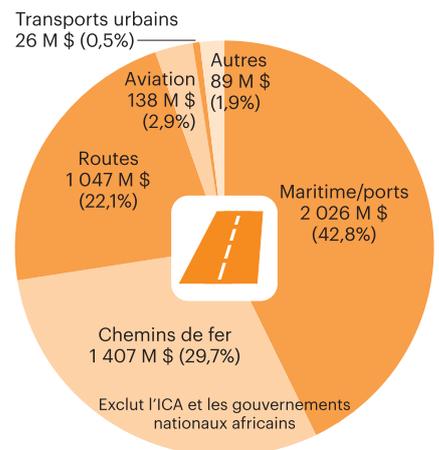


Figure 82

Total du financement du secteur des transports par région, 2015

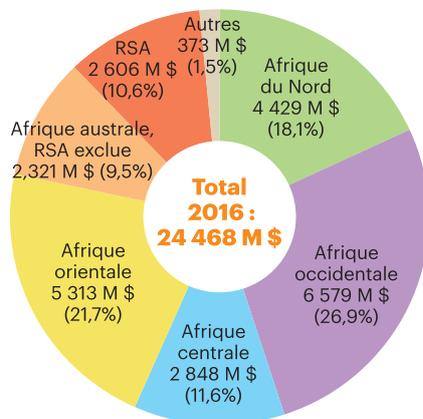


Figure 83

Total du financement du secteur des transports par région, 2016

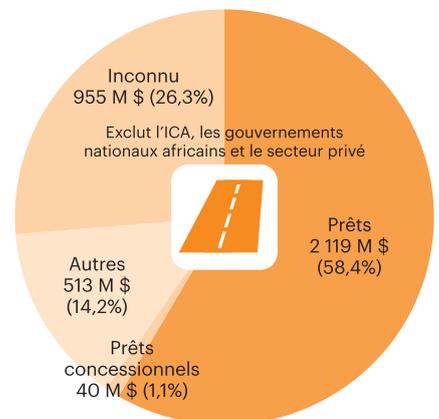


Figure 84

Financement du secteur des transports par certains membres non-ICA

l'Ouest, Centrale et de l'Est. Cependant, les engagements de l'ICA en faveur de projets panafricains ont chuté de 934 M \$ en 2016 à 373 M \$.

Projets financés

La BAD et le GBM ont une fois de plus été les plus grands bailleurs de fonds des projets du secteur des transports parmi

les membres de l'ICA, avec des engagements totalisant 1,7 et 1,3 Mrd \$ respectivement. Cependant, ce chiffre est inférieur aux 2,4 et 1,8 Mrd \$ déclarés l'année précédente. La Banque Mondiale a consacré près de deux tiers de ses engagements à l'Afrique de l'Est (308,6 M \$) et à l'Afrique Centrale (368,2 M \$), alors que la SFI a consacré presque la totalité de ses engagements

en faveur des transports à des projets en Afrique de l'Ouest (248,8 M \$).

Les principaux projets financés par la BAD en 2016 incluent un financement mixte de prêts et de subventions de 192 M UA (264 M \$) en faveur d'un projet de transport urbain à Abidjan, en Côte d'Ivoire (aussi financé par la JICA, le Fonds pour l'Environnement Mondial, et

le gouvernement ivoirien). Ce projet concerne la construction du 5e Pont à Abidjan reliant Yopougon à Attécoubé, d'échangeurs routiers et de l'autoroute circulaire Y4.

Le financement des projets de transport par la Commission Européenne a nettement augmenté, passant de 320 à 600 M \$. Les engagements de la CE ont inclus une subvention de 150 M € (166 M \$) pour la réhabilitation de la route RN1 entre Tshikapa et Mbuji-Mayi en RD du Congo, et une subvention de 90 M € pour la construction de routes au Niger dans le cadre du Programme de désenclavement des régions affectées par l'insécurité et le risque de conflits. Ce programme vise à désenclaver des régions du Niger, très affectées par l'insécurité et les conflits grâce à la construction d'une infrastructure routière appropriée qui permettra des échanges socio-économiques entre les

régions désertiques du nord et de l'est et le sud du pays.

Le financement japonais des projets de transport s'est élevé à 494 M \$ en 2016, ce qui est inférieur aux 909 M \$ engagés en 2015. Les engagements japonais ont notamment inclus un prêt de 18,2 Mrd ¥ (165,7 M \$) pour l'agrandissement de l'Aéroport international de Borg El Arab près d'Alexandrie, en Égypte. Depuis son ouverture en 2010, la sollicitation excessive de l'aéroport a entraîné une baisse du niveau de services ainsi que des restrictions opérationnelles. La construction d'un nouveau terminal passagers ainsi que l'agrandissement et la modernisation des installations connexes permettront de répondre à la demande de transport aérien de l'industrie du tourisme et des travailleurs étrangers en Égypte, qui sont deux sources majeures de devises

étrangères pour le pays.

En 2016, DBSA a consacré 157 M \$ au projet d'un pipeline au Kenya, ainsi que 17,8 M \$ au secteur des routes en Zambie.

En 2016, l'Afrique de l'Ouest a attiré le plus d'engagements du Groupe de Coordination des Donateurs Arabes en faveur des transports, devant l'Afrique du Nord. Sur le total des engagements de l'ACG en faveur des transports, soit 1,4 Mrd \$, 857 M \$ ont été engagés en Afrique de l'Ouest. Parmi eux, un engagement de 332 M \$ de la Banque Islamique de Développement en faveur du projet de train express régional Dakar-AIBD au Sénégal, et 219 M \$ visant à financer les projets routiers Dabola-Kouroussa (151km) et Guékédou -Kissidougou-Kondembradou (116km) en Guinée. ■

Le Chemin de fer entre Djibouti et l'Éthiopie, une étape importante dans la volonté de la Chine de développer le réseau régional

Le deuxième chemin de fer électrique de l'Afrique, qui s'étend sur plus de 750km, a débuté ses opérations de fret en octobre 2016 et de transport de passagers au début de l'année 2017, améliorant ainsi les liaisons de transport entre la capitale éthiopienne Addis-Abeba et le port multifonctionnel de Doraleh récemment inauguré à Djibouti.

Décrit par le premier ministre éthiopien, Hailemariam Desalegn, comme un projet qui "changera le paysage social et économique [des] deux pays", la ligne remplacera l'ancien chemin de fer, vieux de presque 100 ans et construit par la France.

Le chemin de fer peut transporter, quotidiennement, près de 5 600 passagers et 3 500 tonnes de marchandises, et la durée du voyage a été réduite d'environ trois jours à 12 heures seulement, par la route. Plus de 90% du commerce de l'Éthiopie passe par Djibouti, ce qui représente environ 70% de l'activité

portuaire. Cette ligne permettra donc de développer le commerce extérieur et d'améliorer l'accès à l'aide humanitaire – ainsi, éventuellement, que l'agriculture dans les zones touchées par la sécheresse – principale menace au développement économique rapide et durable de l'Éthiopie.

Avec un coût d'environ 4,2 Mrd \$, cette ligne sera gérée par du personnel chinois au cours des cinq premières années d'activité, après quoi les opérations seront transférées à des diplômés de la 'Railway Academy of Ethiopia' – un centre de formation pour les professionnels ferroviaires, dont des managers, ingénieurs, techniciens et chercheurs. Cet accent mis sur le développement de l'offre souligne l'engagement à long terme de l'Éthiopie en faveur du développement des infrastructures, le financement substantiel consenti par les banques chinoises étant garant de la crédibilité des plans de liaisons de transport de grande envergure de la région.

Développer la diplomatie commerciale en Afrique de l'Est

Les ambitions de développement de la Chine pour l'Afrique de l'Est (et plus généralement pour le continent) sont claires comme en témoigne sa présence en Afrique, est en phase avec la croissance économique du pays des trente dernières années. En 2009, la Chine est devenue le plus grand partenaire commercial de l'Afrique, devant les USA, et consomme 15 à 16% du total des exportations de l'Afrique sub-saharienne, selon les estimations de la Banque Mondiale. Cette influence s'étend au-delà de l'infrastructure ferroviaire, puisque la Chine est également présente dans le secteur minier et le secteur des télécommunications et a aussi financé des routes, des aéroports, des hôpitaux et des écoles. Dans un geste symbolique de cette relation croissante et qualifiée de "cadeau de la Chine à l'Afrique", la Chine a construit en 2012 un centre de

conférence de 200 M \$ au siège social de l'Union Africaine, à Addis-Abeba.

L'impact sur le développement des infrastructures de l'Éthiopie a été positif et a contribué à stimuler la croissance économique (avec une croissance moyenne du PIB de 10,8% entre 2003/2004 et 2014/2015, par rapport à une moyenne régionale de 5,4%, selon la Banque Mondiale) et l'urbanisation rapide, faisant du pays une destination attrayante pour l'Investissement Direct Étranger (IDE) chinois. Le commerce entre les deux pays a beaucoup augmenté, passant de 353 M \$ en 2004 à 2,7 Mrd \$ en 2013, et la Chine est devenue le plus grand partenaire commercial de l'Éthiopie. Selon l'American Enterprise Institute, en 2016, l'IDE dans le pays s'élevait à 21,5 Mrd \$.

Le financement consenti par la Chine a aussi été très important pour la construction du système léger sur rail d'Addis-Abeba de 475 M \$, le premier réseau léger sur rail d'Afrique subsaharienne, d'un coût total de 475 M \$ et qui a été lancée fin 2015 afin d'alléger le trafic dans la capitale. Le système de transport public a été financé à hauteur de 85% par la Banque d'Export-Import de Chine (Exim Bank de Chine) et est exploité par le chinois Shenzhen Metro Group.

Djibouti a aussi bénéficié des aspirations chinoises pour les infra-

structures dans la région. Les projets financés par la Chine incluent trois ports, deux aéroports et une canalisation d'eau en Éthiopie. Plusieurs accords économiques ont été atteints en 2016 entre les deux pays, visant notamment à créer une zone de libre-échange et à faciliter la participation des banques chinoises dans le pays. La relation est bénéfique aux deux parties, puisque le premier avant-poste militaire étranger permanent de la Chine est en construction à Djibouti depuis le début 2016, et devrait être achevé en 2017.

Cette forme de "diplomatie commerciale" s'étend au reste de l'Afrique de l'Est. Il est prévu de construire, pour un coût de 26 Mrd \$, un réseau ferroviaire régional de 5 000 km qui traversera le Kenya, le Soudan, le Soudan du Sud et l'Éthiopie. Celui-ci permettra de surmonter les obstacles logistiques qui font barrage à l'investissement étranger dans la région et s'inscrit dans le cadre du projet 'Une ceinture, Une route', d'un montant de 1 billion \$ visant à renforcer la cohésion d'une grande partie du bloc commercial d'Afrique de l'Est – certains tronçons de l'autoroute reliant le Kenya et l'Éthiopie sont déjà achevés.

La première phase du projet concernant un nouveau chemin de fer reliant Nairobi et Mombasa qui remplace le 'Lunatic Express' construit par les colons britanniques en 1901, a été achevé en mai 2017, avec dix-huit mois

d'avance sur le calendrier.

Selon l'Initiative de Recherche Chine-Afrique de l'Université Johns-Hopkins, quelque 90% ont déjà été financés par l'Exim Bank de Chine, et la construction a été confiée à l'entreprise publique China Road and Bridge Corporation. Le gouvernement Kenyan a promis de grandes choses pour cette ligne, notamment une baisse de 60% des coûts de transport et une capacité de transport de marchandises décuplée par rapport à celle du chemin de fer précédent. Alors que des esprits critiques s'inquiètent de la dette contractée par le Kenya auprès de la Chine sur une période relativement courte (environ 6% du PIB), les partisans du projet semblent penser que les matériaux achetés sur place et les emplois créés favoriseront le développement durable.

La Chine ne montre aucun signe de ralentissement, et envisage de construire d'autres chemins de fer pour la région. La Commission de l'Union africaine a signé un accord avec la Chine en octobre 2016 pour un plan d'action de cinq ans concernant un réseau ferroviaire à grande vitesse intégré. Il s'agit d'un projet phare de l'Agenda 2063, le plan de développement à long terme de l'Union Africaine, visant à relier toutes les capitales et principales villes africaines par un réseau ferroviaire à grande vitesse. ■

Projet de réhabilitation de la route Timboroa-Eldoret

Le Projet de Réhabilitation de la route Timboroa-Eldoret, au Kenya, commandité par la BAD, a été achevé en 2016. Le projet de 38 M UA (53 M \$) a concerné la réhabilitation de la route de 73km entre Timboroa et Eldoret (A104) qui fait partie intégrante du Corridor du Nord prioritaire du gouvernement – un réseau routier visant à relier le port de Mombasa, au Kenya, aux pays voisins enclavés de l'Ouganda, du Rwanda, du Burundi, de la RDC et du Soudan du Sud.

Grâce à la réhabilitation de cette route, le volume des marchandises en transit le long du Corridor du Nord est passé de 5,2 M tonnes en 2010 à 7,8 M tonnes en 2015, les coûts de transport en transit entre Mombasa et Kampala ont été réduits, passant de 2,9 \$ par conteneur de 40ft en 2010 à 2,14 \$ en

2015, et la durée de voyage des véhicules lourds entre Nairobi et Malaba est passée de 24 heures en 2010 à 19,5 heures en 2015.

Lorsqu'elle a engagé 35 M UA en faveur du projet en 2011, la BAD avait fixé plusieurs objectifs – notamment celui de faire passer le commerce entre le Kenya et ses pays voisins de 1,3 Mrd \$ en 2010 à 2,2 Mrd \$ d'ici 2015, un chiffre qui a été atteint avec un an d'avance. D'autres indicateurs sectoriels clés sont aussi en passe d'être atteints, et la pauvreté dans la Vallée du Rift a chuté, passant de 39% en 2010 à 28% en 2015.

Dans son rapport d'achèvement de projet de juin 2017, la BAD a constaté que "les principales réalisations physiques ont été menées à bien, et (que) des travaux supplémentaires ont même été réalisés".

Ces réalisations comprennent des voies de stationnement pour camion, des voies de desserte et des voies piétonnes. Toutefois, la BAD a noté que "certaines cibles non physiques, telles que la sensibilisation aux problèmes de genre et l'emploi n'ont pu être atteintes".

La mise en œuvre du projet a également eu des retombées bénéfiques inattendues, comme le développement rapide des terres bordant le corridor routier avec plusieurs usines telles que l'usine de mélange d'engrais de plusieurs millions de shillings de Toyota Tshuhu à Eldoret, des centres commerciaux, des hôtels de première classe, et l'immeuble de bureaux de 26 étages de Moi University Pension Scheme à Eldoret. ■

7.3 Eau et assainissement



iStock/Getty Images

Avec 10,5 Mrd \$, le total des engagements financiers souscrits en faveur de l'eau et de l'assainissement en 2016 est en hausse par rapport aux 7,5 Mrd \$ déclarés en 2015. Les dépenses des gouvernements nationaux africains (qui excluent le financement externe) ont augmenté de 3,5 Mrd \$ en 2015 à 4,4 Mrd \$ en 2016. Les engagements des membres de l'ICA ont augmenté, passant de 3,2 à 4,7 Mrd \$, alors que ceux du Groupe de Coordination des Donateurs Arabes (ACG) passaient de 377 M \$ à 1 Mrd \$. Les engagements souscrits par les banques régionales de développement ont chuté, passant de 48 à 9,4 M \$, et, comme l'année dernière, aucun investissement chinois n'a été déclaré dans le secteur en 2016 (voir Figure 85, à droite).

Pour la deuxième année consécutive, l'Afrique du Nord a attiré la majorité des investissements dans les projets d'eau, avec un financement total de 2,6 Mrd \$, dont presque la moitié est venue des gouvernements nationaux africains.

Les engagements en faveur de l'Afrique de l'Est ont augmenté de 1,8 à 2,5 Mrd \$, la plus grande part ayant été souscrite

¹ Les crédits budgétaires alloués par les gouvernements nationaux africains en 2015 ont été recalculés en vue d'exclure le financement extérieur, voir Annexe 1 – Notes concernant les données.

par les membres de l'ICA. Le financement des projets d'eau en Afrique de l'Ouest, dont la moitié a été consentie par les membres de l'ICA, a atteint 2,1 Mrd \$, soit une nette hausse par rapport à 2015.

Les engagements souscrits en faveur des projets d'eau en Afrique Centrale et en Afrique Australe (y compris la RAS) ont aussi augmenté par rapport à 2015.

Projets financés

Les engagements de la BAD en 2016 ont augmenté, passant de 518 M \$ à 1,2 Mrd \$, et ont représenté près de la moitié du total des engagements souscrits par les

membres de l'ICA. Parmi les principaux engagements de la BAD, on notera des prêts APD et non-APD, ainsi que des subventions totalisant 405 M \$ en faveur du Programme d'Approvisionnement en Eau et d'Assainissement Durables dans les villes du Kenya. Ce projet vise à améliorer l'accès, la qualité, la disponibilité et la durabilité des services d'approvisionnement en eau et de gestion des eaux usées dans les villes kenyanes.

L'AFD, dont les investissements ont nettement augmenté, passant de 282 M \$ en 2015 à 1,2 Mrd \$ en 2016, a été le

Analyse sous-sectorielle

L'irrigation et le drainage ont reçu la plus grande part des engagements sous-sectoriels identifiés (qui excluent les données des membres de l'ICA et des gouvernements nationaux africains) en 2016. Un total de 699 M \$ a été engagé en faveur de ce sous-secteur, soit 47% du financement identifié.

Les plus grands projets dans ce sous-secteur ont inclus l'Extension du Projet d'Agriculture Irriguée Destinée à l'Exportation au Rwanda, qui a reçu 120 M \$ de fonds de l'Exim Bank de l'Inde. L'Eximbank de Corée a consenti un prêt de 100 M \$ pour le programme intégré d'irrigation et de développement rural en Éthiopie, et un prêt de 90 M \$ pour le Projet de développement du système de traitement des eaux usées en Tanzanie. Les contributions de l'Inde et de la Corée du

Sud représentent la moitié de la contribution totale à ce sous-secteur en 2016.

Les projets d'approvisionnement en eau potable ont reçu 33% des engagements sous-sectoriels identifiés en 2016, dont un prêt de 165 M \$ du FADES pour la construction des barrages de Saida et de Kalaa Kebira et d'installations connexes d'acheminement de l'eau en Tunisie. L'Exim Bank de l'Inde a consenti un prêt de 25 M \$ pour le projet d'eau potable en faveur des communautés semi-urbaines et rurales au Niger. Des investissements ont aussi été consentis dans le sous-secteur de la distribution d'eau, notamment un prêt de 92 M \$ de l'Exim Bank de l'Inde, en faveur d'un projet de réhabilitation et d'amélioration du réseau d'approvisionnement en eau en Tanzanie. ■

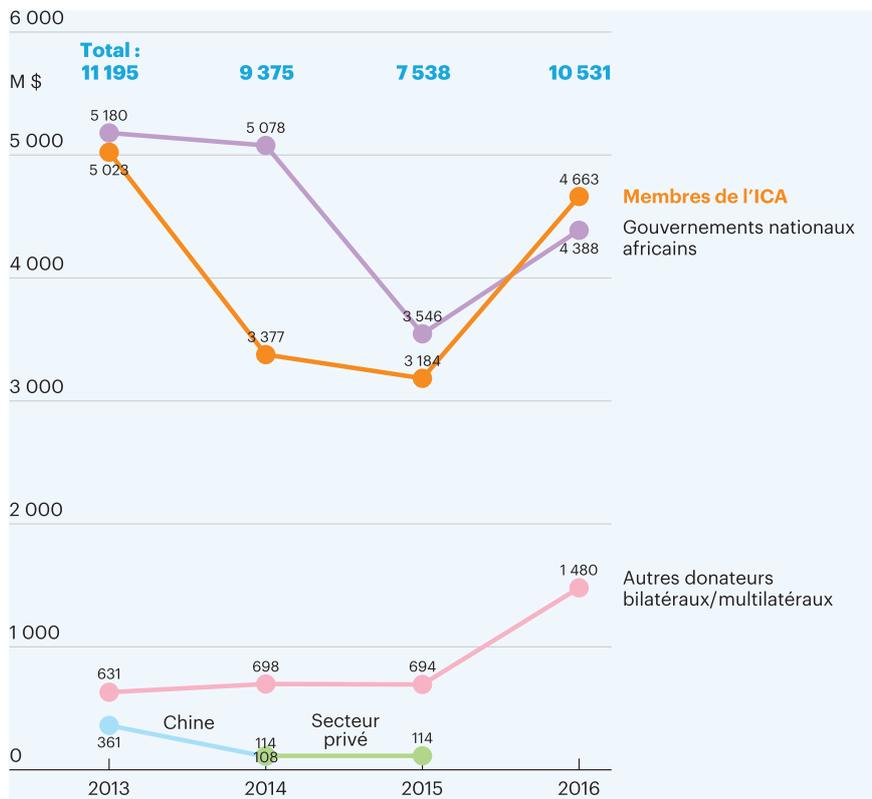


Figure 85

Financement total du secteur de l'eau par source (à gauche)

Figure 86

Financement du secteur de l'eau par certains membres non-ICA par sous-secteur, 2016 (ci-dessous)

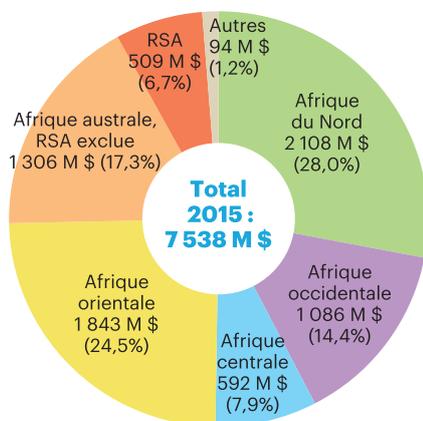
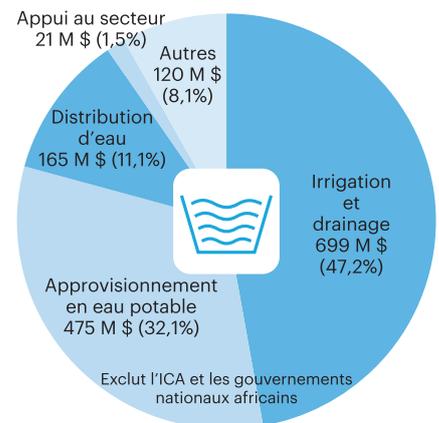


Figure 87

Financement total du secteur de l'eau par région, 2015

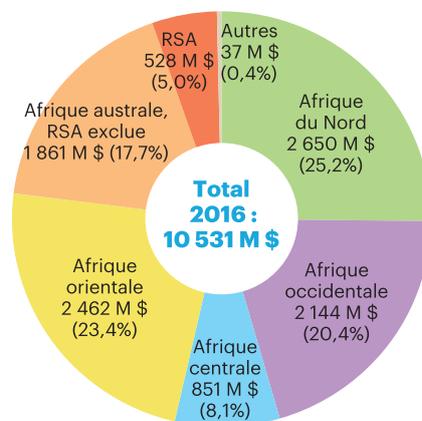


Figure 88

Financement total du secteur de l'eau par région, 2016

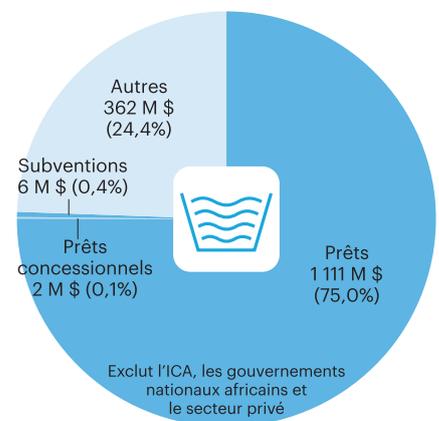


Figure 89

Financement du secteur de l'eau par certains membres non-ICA par type de financement, 2016

deuxième organisme ayant le plus contribué au secteur de l'eau parmi les membres de l'ICA. Les engagements de l'AFD ont notamment inclus un prêt de 156 M \$ pour le projet de développement institutionnel du secteur de l'eau II (WSIDP II) en Angola, cofinancé par la Banque Mondiale (qui a engagé 200 M \$). Ce projet vise à élargir la capacité du réseau, à augmenter la couverture des services et à améliorer l'efficacité

opérationnelle des systèmes de production et de distribution dans des villes kenyanes.

Les engagements du Groupe de la Banque Mondiale ont fortement chuté, passant de 1,5 Mrd \$ en 2015 à 890 M \$ en 2016. Cependant, le financement consenti par la CE a augmenté de 103 à 166 M \$, et a notamment inclus un prêt de 44,2 M \$ en faveur du Programme

National de Drainage III en Égypte, qui s'inscrit dans le cadre de l'approche commune et intégrée dans le secteur de l'irrigation. Ce programme fait partie de la stratégie de développement des ressources en eau du gouvernement, visant à améliorer les moyens de subsistance d'environ 850 000 personnes en optimisant l'utilisation de l'eau et en améliorant l'efficacité et le drainage.

Les engagements de la BEI ont augmenté, passant de 164 M \$ en 2015 à 431 M \$. Les projets ont notamment inclus un prêt de 113 M \$ pour le Programme d'assainissement de Lusaka en Zambie, qui vise à améliorer la couverture et l'efficacité de la prestation des services d'évacuation des eaux usées.

Le Japon a investi 291 M \$ dans des projets d'eau en 2016, ce qui est sensiblement supérieur à l'année précédente. Sur cette contribution, 250 M \$ ont été consacrés au Projet de Dessalement d'Eau de Mer de Mamelles à Dakar, au Sénégal. Cette installation aura une capacité de production de 50 000 mètres cubes d'eau par jour. En diversifiant les ressources d'approvisionnement en eau et en renforçant la capacité d'approvisionnement en eau, le projet contribuera à améliorer le milieu de vie des habitants de la zone métropolitaine de Dakar. Les

engagements de 104 M \$ souscrits par le DfID du RU sont aussi en hausse par rapport à l'année précédente, alors que les engagements du Canada ont fortement chuté, passant de 86 à 4,6 M \$. Les niveaux d'engagements de 2016 souscrits par l'Allemagne (331 M \$) et la DBSA (10,7 M \$) étaient comparables à ceux de 2015.

Aucun engagement financier n'a été souscrit par des IFD européennes non membres de l'ICA ou par la Chine en 2016. Comme en 2015, l'ACG se trouve dans le peloton de tête des donateurs non membres de l'ICA qui financent des projets d'eau en Afrique, avec des engagements qui ont nettement augmenté, passant de 378 M \$ à 1 Mrd \$. Parmi les engagements financiers souscrits par les membres de l'ACG, la plus grande contribution a été faite par le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES). Les

engagements du FADES ont inclus un prêt de 198 M \$ pour le projet d'irrigation de Roseires (Phase 1) au Soudan, qui vise à irriguer 51 000 ha de terres agricoles et à construire une centrale hydroélectrique, ainsi qu'un prêt de 165 M \$ pour améliorer l'approvisionnement en eau et développer un système agricole dans la Péninsule du Sinaï, au sein de quinze communautés de développement.

L'intégralité des 9,4 M \$ engagés par les banques régionales de développement (à l'exception de la DBSA) en 2016 est provenue de la BOAD. Cet engagement de la Banque Ouest Africaine de Développement a été consacré à la modernisation et à l'amélioration des réseaux d'eau dans la ville béninoise de Parakou et les communautés environnantes. En 2016, il n'y a eu aucun investissement privé dans des projets d'eau. ■

Projets d'eau et d'assainissement de la BAD achevés en 2016

Projet	Pays	Année d'engagement	Type de financement	Engagement total (M\$)	Déboursement (M\$)	Déboursement pour le projet (%)
Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural	Tanzanie	2011	Fonds mixtes-Subvention	278	278	100
Phase II du Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement en milieu rural du Rwanda (PNEAR)	Rwanda	2009	Subvention	33	33	99,98
Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural dans la Zone Sud	Comores	2010	Subvention	13,2	2,4	98,71
Approvisionnement en eau potable et assainissement dans les régions de Gao, Koulikoro et Ségou	Mali	2008	Subvention	51,6	40,3	78,06
Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Nkana	Zambie	2008	Prêt	54,5	53,9	98,93
Programme national d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural	Zambie	2008	Prêt	20,8	16,7	80,43
Projet d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement en milieu semi-urbain (PEASU)	RD du Congo	2008	Subvention	98	87,7	89,42
Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement du Zanzibar	Tanzania	2007	Subvention	46,2	46,2	100
Projet d'amélioration du réseau d'égouts d'Accra (ASIP)	Ghana	2008	Subvention	66	66	100

Projet d'eau en milieu urbain du Ghana

Le projet de réseau d'eau en milieu urbain de 169,9 M \$ au Ghana, financé par des subventions de l'Association Internationale de Développement (IAD) de la Banque Mondiale à hauteur de 103 M \$ (plus 50 M \$ de fonds supplémentaires), a été achevé en juin 2016, après avoir atteint tous les objectifs et résultats associés clés. Ce projet, dont le financement a été approuvé par le GBM en juillet 2014, visait à augmenter sensiblement l'accès au réseau de distribution d'eau courante dans les centres urbains du Ghana, en améliorant l'accès, l'abordabilité et la fiabilité des services pour les pauvres des zones urbaines. L'autre objectif de ce projet était de restaurer la stabilité, la viabilité et la durabilité financières de Ghana Water Company Limited (GWCL).

Les différents volets du projet comprenaient une extension et une réhabilitation du réseau de 140 M \$ visant à augmenter l'approvisionnement en eau des communautés à faible revenu, le développement d'un partenariat public-privé de 15,2 M \$, et des programmes de renforcement de capacités et de gestion de projets de

8,7 M \$ pour restaurer la solidité financière de GWCL.

Grâce à la construction d'installations de production et de traitement d'eau, à la réhabilitation et à l'extension des réseaux de distribution d'eau, et à la mise à disposition d'équipement de maintenance, 850 300 personnes dans les zones urbaines ont désormais accès à l'eau, alors que l'objectif fixé par le GBM était de 500 000.

Le projet visait aussi la mise en œuvre d'un contrat de gestion de cinq ans de GWCL, attribué à l'exploitant international privé AVRIL entre 2007 et 2012. La venue d'acteurs internationaux expérimentés dans le secteur ghanéen de l'eau a permis à GWCL de couvrir 100% de ses coûts d'exploitation et de maintenance, grâce aux recettes perçues dans les cinq plus grandes villes (qui représentent de 70% des recettes totales).

Les progrès dans les autres domaines ont été plus modestes. L'eau non génératrice de revenu (l'eau qui est pompée puis perdue ou non comptabilisée) n'est passée

qu'à 49%, alors que l'objectif était de 44%, tandis que les taux de recouvrement de 75% étaient légèrement en deçà des 85% espérés par le GBM. Les tarifs ont été en meilleure adéquation avec les coûts, après avoir augmenté de 300% entre 2007 et 2015, même s'ils ne devaient pas encore les augmentations de coûts de GWCL. Cette situation est largement imputable à la rétrocession, par le gouvernement du Ghana, de plus de 500 M \$ de dette à GWCL en 2015, alors que les coûts d'exploitation ont augmenté suite à l'installation de la centrale de dessalement d'eau de Teshie-Nungua de Befesa, qui a coûté 115 M \$ et qui a été construite par l'Espagnol Abengoa et le Japonais Sojitz Corporation en 2015. Face à ces défis, le GBM a déclaré que le résultat des efforts visant à améliorer la stabilité financière de GWCL était "modérément insatisfaisant", et souligne la nécessité pour les entreprises de services publics et les gouvernements de travailler en étroite collaboration avec les donateurs internationaux, en vue de bénéficier des avantages escomptés. ■

Programme d'Approvisionnement en Eau et d'Assainissement en milieu Rural II de la Tanzanie

Le programme d'Approvisionnement en Eau et d'Assainissement en milieu Rural II (RWSSP II) a été achevé avec succès en 2016, grâce à l'appui d'un consortium de donateurs internationaux, parmi lesquels la BAD – sous forme de prêts consentis par le Fonds Africain de Développement (59 M UA, 82 M \$) – le RWSSI Trust Fund (6 M UA, 8 M \$), la Banque Mondiale (50 M UA, 70 M \$) et le DfID (subventions de 10 M UA, 14 M \$). Le financement total des donateurs pour le projet s'est élevé à 200 M UA (278 M \$), dont 60 M UA (83 M \$) provenant d'autres partenaires de développement.

RWSSP II découle du succès du RWSSP I (2006-2015) et fait partie de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté. Ce projet, qui vise à réformer les infrastructures d'eau et d'assainissement dans les communautés rurales, a été identifié par le gouvernement tanzanien comme une priorité clé pour l'éradication de la pauvreté.

Les volets de ce projet comprenaient la construction de nouveaux réseaux d'approvisionnement en eau, la réhabilitation des réseaux d'approvisionnement en eau existants et l'emploi de

prestataires de services techniques spécialisés, ce qui a représenté 82% du coût total. La priorité du projet était de mettre en place la campagne nationale d'assainissement menée par la communauté, et le programme Eau, Assainissement et Hygiène (WASH) pour les écoles, visant à encourager la participation des membres de la communauté. Ce programme a permis d'équiper les écoles d'installations de lavage des mains et d'installations sanitaires (7,5% du coût total).

Le projet prévoyait également la mise en place d'une aide à la gestion sectorielle (10,5% du budget total) englobant la mise en œuvre de systèmes de cartographie des points d'eau, des plans de développement des capacités, et un appui à la gestion de programmes.

Ce projet a contribué à améliorer sensiblement les moyens de subsistance des bénéficiaires visés. Plus de 7,1 M de personnes ont désormais accès à l'eau, soit un dépassement de 54% de l'objectif estimé de 4,6 M \$. Le pourcentage des communautés rurales ayant accès à l'eau aurait augmenté de 65% en 2010 à 74% en

2016. L'accès à des installations sanitaires, qui a augmenté de 50% en 2010 à 80% en 2016, a aussi dépassé les objectifs de départ. Cela s'explique en grande partie par la stratégie d'élimination de la défécation à l'air libre (ODF), visant à installer des latrines dans plus de 6 500 villages, et qui a permis de construire un total de 1,3 M de latrines privées dans les maisons. Bien que ce chiffre soit très inférieur à l'estimation de 2 M, cet objectif devrait être atteint dans un avenir proche.

Le succès de la campagne nationale d'assainissement et du programme WASH a conduit à des changements de comportement au sein des communautés rurales et à l'installation de latrines dans 1 419 écoles, soit un dépassement des objectifs de 537%.

La mise en œuvre du projet a aussi eu des retombées bénéfiques imprévues, comme la promotion d'activités agricoles et la migration accrue des communautés nomades vers des peuplements situés autour des zones du projet. On a également constaté une baisse du nombre de cas de maladies d'origine hydrique. ■

7.4 Énergie



KfW Photo Archive, Ausloser-photographie

Les projets énergétiques ont reçu des engagements financiers totalisant 20 Mrd \$ en 2016, soit une baisse par rapport au niveau record des 33,52 Mrd \$ engagés l'année précédente. Cependant, lorsqu'on exclut les engagements des gouvernements nationaux africains, on constate que le secteur de l'énergie est resté de loin le plus grand bénéficiaire du financement des donateurs.

Ce sont les membres de l'ICA qui ont le plus contribué aux projets énergétiques en 2016, alors qu'ils avaient été devancés par la Chine l'année précédente. Parmi les membres de l'ICA, ce sont le GBM (1,7 Mrd \$) et le Japon (1,1 Mrd \$) qui ont souscrit le plus d'engagements (voir Figure 90, à droite).

La baisse générale des engagements en faveur de l'énergie en 2016 a été largement imputable à la chute du financement chinois de projets énergétiques, qui est passé de près de 10 Mrd \$ en 2015 à 4,6 Mrd \$ en 2016. Près de la moitié des engagements de la Chine en faveur du secteur, soit 1,5 Mrd \$, a été consacrée à deux projets de centrale au charbon. La Banque Industrielle et Commerciale de Chine a accepté de financer la majorité de l'investissement en capital de la centrale de 1000MW d'Amu Power Company à Lamu, au Kenya, alors que le Fonds de Développement Chine-Afrique, financé par la Banque Chinoise de Développement, a consenti un prêt pour la

centrale d'Ekumfi Aboano au Ghana.

Les projets avec participation du secteur privé ayant atteint le bouclage financier ont aussi baissé en raison de l'interruption du Programme d'Acquisition des Producteurs Indépendants d'Énergies Renouvelables (REIPPP) de l'Afrique du Sud. Par conséquent, le financement privé en faveur du secteur de l'énergie a chuté, passant de 7,2 Mrd \$ en 2015 à 1,3 Mrd \$ en 2016. La centrale CSP de 100MW de Kathu a été le seul projet d'énergie renouvelable sud-africain à atteindre le bouclage financier en 2016. Sur le coût total du

projet de 779,4 M \$, quelque 657,9 M \$ ont été financés par Nedbank, Investec Bank, Barclays, et Rand Merchant Bank.

Avec 5,6 Mrd \$, l'Afrique de l'Ouest reçu la plus grande part du financement des infrastructures en 2016, alors que l'Afrique de l'Est a attiré 5,2 Mrd \$. Les niveaux de financement pour ces deux régions ont été à peu près semblables à l'année précédente. L'Afrique du Nord a attiré 3,3 Mrd \$ en 2016, alors que l'Afrique Centrale, l'Afrique Australe et la République d'Afrique du Sud ont reçu 1,4, 1,6 et 2,1 Mrd \$ respectivement. Les

Analyse sous-sectorielle

Les engagements sous-sectoriels identifiés en 2016 (qui excluent les données des membres de l'ICA et des gouvernements nationaux africains) montrent que les projets de production d'énergie à partir de sources renouvelables et de charbon ont reçu la plus grande part du financement des infrastructures énergétiques, avec des engagements totalisant respectivement 3 et 2,3 Mrd \$. Sur les investissements consentis dans les énergies renouvelables, plus de 1 Mrd \$ ont été engagés en faveur de projets d'énergie solaire, la majorité provenant de fonds privés.

Les projets hydroélectriques ont attiré 658,4 M \$, qui sont essentiellement provenus de la Chine, alors que l'énergie éolienne a aussi reçu une part importante du financement. L'engagement de l'Exim Bank de Chine en faveur d'un parc éolien de 120MW à Aisha, en Éthiopie, et le

financement par le FADES du parc éolien de Boulanour en Mauritanie ont conduit à des engagements combinés totalisant 334 M \$ dans le sous-secteur. Parmi les autres formes de production électrique, la production d'énergie au gaz a attiré d'importants investissements en 2016, avec des engagements s'élevant à 533,7 M \$.

La transmission et la distribution, de plus en plus souvent considérées comme des obstacles au secteur de l'énergie électrique en Afrique, ont reçu des engagements substantiels en 2016 totalisant respectivement 955,3 et 188,7 M \$.

La Chine, l'Inde et les Fonds Arabes ont été les principaux bailleurs de fonds des infrastructures de transmission. L'ACG a quant à lui été le principal souscripteur des engagements identifiés en faveur de la distribution électrique en Afrique en 2016. ■

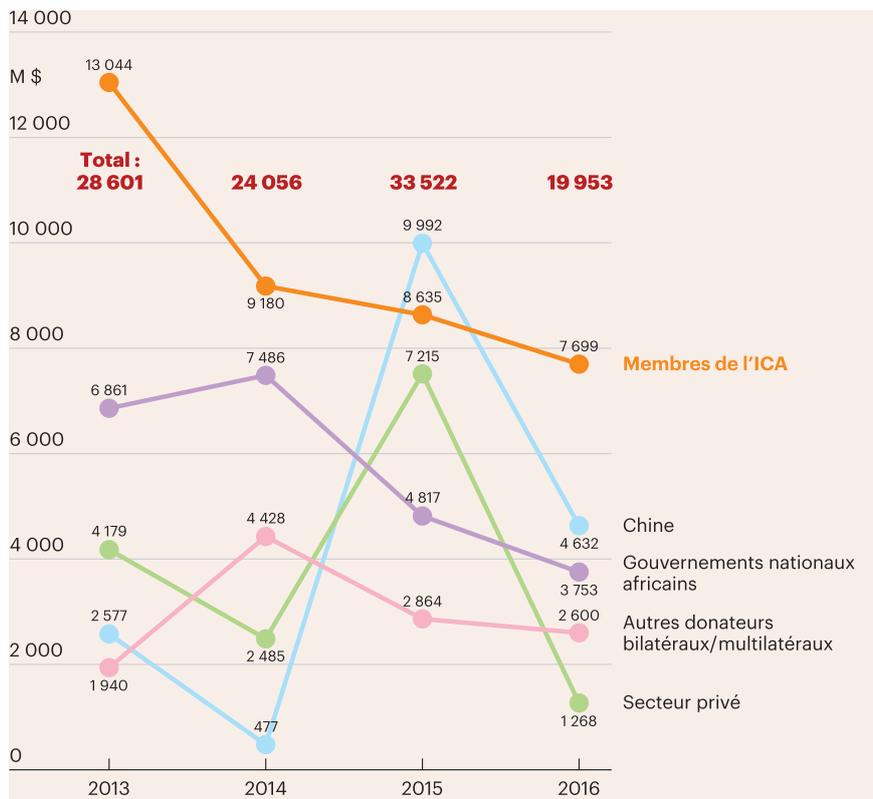


Figure 90

Financement total du secteur de l'énergie par source, 2016 (à gauche)

Figure 91

Financement du secteur de l'énergie par certains membres non-ICA par sous-secteur, 2016 (ci-dessous)

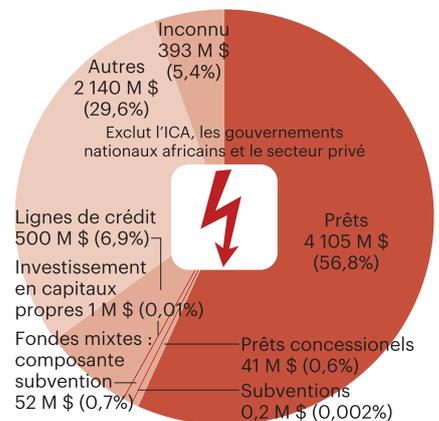
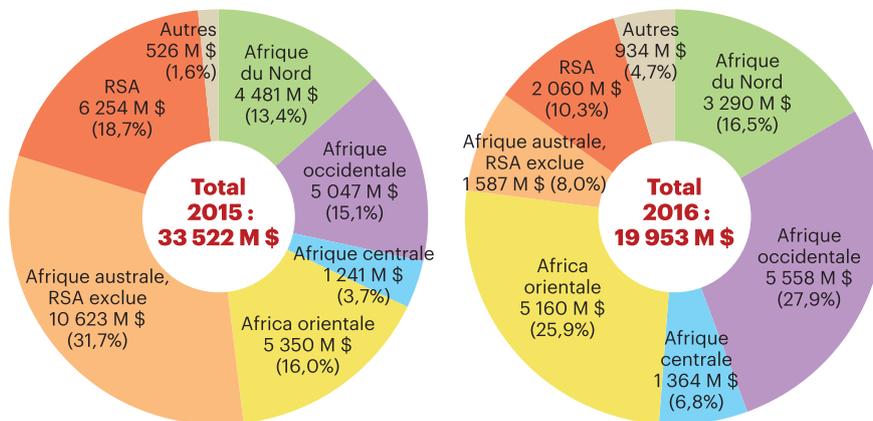
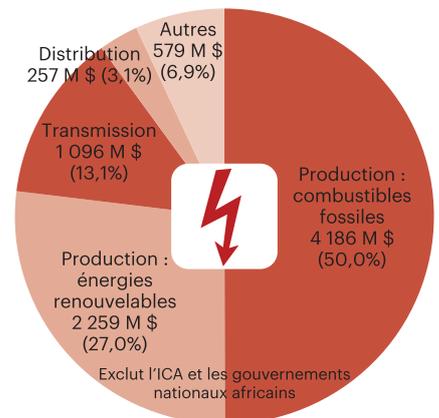


Figure 92

Financement total du secteur de l'énergie région, 2015

Figure 93

Financement total du secteur de l'énergie région, 2016

Figure 94

Financement du secteur de l'énergie par certains membres non-ICA par type de financement, 2016

membres de l'ICA ont engagé 2,1 Mrd \$ dans des projets en Afrique de l'Est, l'Afrique du Nord (1,7 Mrd \$) et l'Afrique de l'Ouest (1,6 Mrd \$) ayant été les deux autres régions prioritaires des membres.

Les prêts ont représenté 57% du financement identifié pour le secteur de l'énergie en 2016, alors que les projets ont été financés à hauteur de 7% par des lignes de crédit. Les instruments autres que les prêts, subventions, financements

mixtes, crédits à l'exportation ou participations au capital, ont représenté un peu plus de 30% du financement.

Projets financés

Les principaux engagements financiers souscrits en faveur du secteur de l'énergie en 2016 ont inclus un prêt de 137,8 M € (112 M \$) consenti par la BAD à la compagnie d'électricité nationale de Côte d'Ivoire CI-Energies pour le

renforcement du réseau de transmission et de distribution du pays. Ce projet vise à accélérer la transformation structurale de l'économie à travers l'industrialisation et l'amélioration des conditions de vie. Pour y parvenir, il est prévu de construire des lignes de transmission, des postes électriques, des lignes de distribution, ainsi que d'atténuer les impacts environnementaux et sociaux en vue d'améliorer la performance du

réseau et d'augmenter l'accès des consommateurs à une énergie de grande qualité. Le projet, que le gouvernement de la Côte d'Ivoire financera à hauteur de 15%, devrait être achevé dans un délai de 36 mois. Il permettra de créer 3 020 emplois et de réduire le nombre de localités alimentées par des groupes électrogènes diesel nuisibles à l'environnement, les faisant passer de cinq à zéro.

Les engagements souscrits en 2016 ont notamment inclus un prêt de 12 M € de la BEI pour le Projet de Redressement du Secteur de l'Énergie Électrique de Sao Tomé-et-Principe. Ce projet de cinq ans et de 29 M \$, également financé par une subvention de 16 M \$ de l'AID de la Banque mondiale, propose une assistance technique au niveau de la mise en œuvre, du renforcement des capacités et des réformes sectorielles et vise à augmenter la capacité des

énergies renouvelables ainsi qu'à réduire les pertes dans le réseau, tout en améliorant la sécurité générale du réseau et la sécurité d'approvisionnement. Ces objectifs seront atteints grâce à la réhabilitation de la centrale hydroélectrique existante de 1,9MW de Contador, à la modernisation du réseau de distribution à faible et moyenne tension et à l'installation de compteurs électriques. Le projet devrait améliorer directement la qualité de vie de 90 000 personnes.

DBSA s'est engagé et a déboursé 100 M \$ en faveur de Zesco. Le CDC Group du RU a consenti un prêt de 67,9 M £ pour la centrale au gaz de 200MW d'Amandi au Ghana. Ce projet de 552 M \$ est dirigé par Amandi Energy, en partenariat avec l'investisseur américain Endeavor Energy. Le projet a été bouclé en décembre 2016 et a été financé

par l'OPIC, Nedbank Limited, Rand Merchant Bank, Aldwych International, le Fonds Panafricain de Développement des Infrastructures 2, et le Fonds d'Infrastructure ARM-Harith (*voir secteur privé*).

La grande majorité des engagements totalisant 1,3 Mrd \$ souscrits par les Fonds Arabes a été consacrée à l'Afrique du Nord (901 M \$), l'Égypte et la Mauritanie en ayant été les principales bénéficiaires, avec des engagements respectifs de 397,7 et 380 M \$. Ceux-ci incluent un prêt de 115,8 M \$ du FADES pour un parc éolien de 100MW à Boulanouar, en Mauritanie, et de 99,3 M \$ du KFAED pour la centrale au gaz de 1 950MW de Helwan South en Égypte (un projet de 2,4 Mrd \$ qui a aussi bénéficié d'un financement de 585.4 M \$ de la Banque Mondiale approuvé en 2013). ■

La technologie CSP, fer de lance de l'élan en faveur des énergies renouvelables au Maroc

La mise en service de la première phase de 160MW du Complexe Solaire de Noor Solar à Ouarzazate, qui a coûté 9 Mrd \$, est une étape-clé dans les efforts entrepris par le Maroc pour réduire sa dépendance aux combustibles fossiles, et dans le développement de l'énergie solaire à concentration (CSP) en Afrique.

Le projet a été officiellement lancé par le Roi Mohammed VI en février 2016. Dans le cadre des plans plus vastes du royaume visant à produire 52% d'électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2030, l'introduction de la technologie CSP innovante procure des avantages par rapport à des formes plus conventionnelles d'énergies renouvelables, notamment le stockage d'énergie et des applications industrielles potentielles.

La politique énergétique à moyen terme du gouvernement définit une stratégie de croissance à faible intensité carbonique, consciente que 97% de l'électricité du Maroc en 2014 était soit importée ou produite à partir de combustibles fossiles. Cette stratégie comprend des objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables qui, au départ, visait une capacité de production électrique supplémentaire de 6GW provenant d'énergies renouvelables et propres d'ici 2020.

Le projet Noor est au cœur de cette stratégie et souligne à la fois la crédibilité du plan et l'engagement du Maroc envers les énergies renouvelables. Une fois achevé, le projet deviendra la plus grande centrale solaire au monde, et alimentera plus de un million de maisons d'ici 2018, tout en réduisant les émissions de carbone de 760 000 tonnes par an, selon les estimations. Sa capacité prévue de 2GW équivaldra à 14% de la capacité de production installée totale du Maroc.

La portée et le succès du projet justifient la confiance affichée jusqu'à présent par les institutions internationales et autres investisseurs privés. Les deux premières phases du projet Noor sont financées selon un ratio capitaux d'emprunts/capitaux propres de 80:20 – le financement par emprunt étant assuré par un certain nombre de banques multilatérales de développement et d'institutions de financement du développement telles que la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'AFD, le Fonds pour les Technologies Propres, la Commission Européenne, la BEI et la KfW Allemande. Le promoteur de projets énergétiques saoudien ACWA détient une participation de 75% dans le projet, alors que l'Agence Marocaine de l'Énergie Solaire (Masen) détient les 25% restants.

Les coûts associés à la technologie CSP ayant considérablement baissé, la valeur de cette technologie pour l'Afrique en tant que solution de rechange aux combustibles fossiles (et à l'énergie solaire photovoltaïque (PV), plus populaire) est de plus en plus apparente. Masen, qui est très impliqué dans le projet, entend être un leader et un point de référence pour les projets CSP dans le monde entier.

Au vu de la mise en œuvre réussie de la première phase du projet, Noor I, le Maroc a porté son objectif en matière d'énergies renouvelables de 42% de la capacité totale d'ici 2020 à 52% d'ici 2030, ce qui lui a valu les éloges des Nations Unies pour son engagement en faveur des énergies renouvelables. Les centrales Noor II (200MW) et Noor III (150MW) devraient débiter leurs opérations en 2017, alors que la construction de Noor IV (72MW) devrait commencer en avril 2017.

La technologie CSP pourrait-elle représenter l'avenir solaire de l'Afrique ?

La technologie PV est généralement considérée comme l'investissement le plus attrayant pour la technologie solaire, compte tenu de la baisse considérable des coûts en capital

constatée au cours des dernières années. Ceci dit, les coûts de la technologie CSP commencent aussi à baisser. Le coût de l'électricité produite à Noor I s'élevait à 0,245 \$/kWh, alors que le coût pour Noor II devrait passer à 0,19 \$/kWh. Néanmoins, le coût reste deux fois plus élevé que celui de la technologie solaire PV, ce qui signifie que l'on devra encore compter sur le financement concessionnel et le financement privé pour développer ces projets à court terme.

L'énergie solaire à concentration procure un certain nombre d'avantages supplémentaires, notamment des systèmes de stockage de chaleur qui permettent une alimentation électrique la nuit ou lors de conditions météorologiques défavorables. Noor I peut stocker trois heures d'énergie, Noor II devrait stocker près de sept heures, alors que le projet entier, une fois achevé, devrait fournir de l'électricité environ 20 heures par jour. Ces innovations permettent à la technologie CSP de fournir de l'électricité sur demande, sans effets indésirables sur l'environnement, ce qui rend son application compétitive par rapport aux combustibles fossiles.

L'autre attrait majeur de la technologie

CSP réside dans les possibilités de développement social et économique pour l'économie locale. Masen estime que 35% des coûts de Noor I et II seront dépensés localement, ce qui permettra de développer le potentiel industriel, tout en créant des emplois. Par ailleurs, la vapeur, sous-produit créé par la technologie CSP, peut être utilisée dans diverses applications industrielles. Elle est utilisée pour le dessalement de l'eau par la chaleur, un procédé qui pourrait s'avérer particulièrement important, sous le climat aride de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

La CSP est considérée par les organisations internationales dans la région comme une technologie attractive et à fort potentiel; le projet Noor a eu un gros impact sur le développement de la technologie dans la région. Le Maroc devrait contribuer de manière significative à l'intensification de la technologie CSP grâce à l'effet d'apprentissage produit, alors que le succès du projet entraînera une baisse des coûts associés à la technologie CSP. Bien que la technologie solaire PV demeure plus viable sur le plan commercial, dans le cas du Maroc, la technologie CSP représente une solution

de rechange aussi intéressante que prometteuse.

Un exportateur régional et international

L'avenir du secteur des énergies renouvelables du Maroc s'annonce prometteur ; les ambitions à long terme affichées par le pays visent notamment à devenir un exportateur d'énergies renouvelables, à la fois vers l'Europe et vers d'autres pays africains. Le Maroc semble bien positionné pour concrétiser cette ambition, comme en a témoigné sa présidence de COP 22, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques organisée à Marrakech en novembre 2016. Les réseaux marocains et européens sont déjà connectés au niveau de Gibraltar, synchronisés et soumis à des normes techniques communes, alors que l'interconnexion entre le Maroc et la Péninsule Ibérique devrait être renforcée par l'intermédiaire de lignes de transmission installées entre le Maroc et le Portugal. Par ailleurs, le Maroc possède plus de 20 accords commerciaux avec d'autres pays africains, et s'impose rapidement comme une plate-forme d'investissement en Afrique. ■

La Centrale électrique supercritique d'Ain Sokhna

La centrale électrique thermique de 1300MW d'Ain Sokhna en Égypte, qui a débuté ses opérations commerciales en 2015, a été le premier projet en Égypte à reposer sur la technologie plus perfectionnée des chaudières super critiques. Cette technologie atteint un niveau d'efficacité énergétique supérieure, ce qui provoque une baisse de la consommation et des émissions de combustible. Le projet, dont le coût, une fois achevé, s'est élevé à 1,4 Mrd \$, soit environ 72,6% des 2 Mrd \$ estimés lors de l'évaluation, a été financé par la BAD, la Banque Mondiale, le FADES, le KFAED et le gouvernement égyptien.

Dans son rapport d'achèvement de projet de 2017, la BAD a indiqué qu'en dépit d'un retard de presque un an, tous les résultats escomptés avaient été atteints. Les objectifs fixés consistaient notamment à porter la capacité installée à 21,752MW d'ici 2014, un objectif qui a été largement dépassé par les 32GW enregistrés en 2015.

La BAD espérait aussi voir le nombre de consommateurs raccordés au réseau augmenter de 21,5 M en 2005 à 22,6 M en

2014. Avec 31,5 M de personnes qui auraient été raccordées au réseau en 2015, cet objectif aussi a été dépassé. En dépit de ces réalisations, la BAD constate que l'atteinte de ces objectifs a été très influencée par d'autres interventions dans le secteur.

Par ailleurs, le projet a créé quelque 3000 emplois directs pendant la phase de construction et près de 250 emplois permanents. Plus de 90% des emplois de construction et 100% des emplois permanents ont été pourvus par des Égyptiens, et ont concerné une variété de postes tels que des ingénieurs, des techniciens, du personnel administratif et de soutien ou encore des travailleurs occasionnels.

Une formation en cours d'emploi a également été assurée, ce qui a permis de développer les compétences du personnel, notamment celles

des jeunes travailleurs qui ne possédaient aucune expérience pratique. La BAD a estimé que 40 à 50% du coût total du projet a été dépensé dans l'économie locale, ce qui a contribué à stimuler les industries et les services locaux.

L'un des principaux enseignements tirés de ce projet, comme l'a souligné la BAD, est que l'Afrique ne devrait pas tarder à adopter les technologies modernes avérées afin d'en retirer rapidement les avantages qui en découlent. ■

Source de financement	Engagements (M \$)	Déboursments (M \$)	%
BAD	390	374,2	96
Banque Mondiale	420,5	414	98,5
FADES	181,5	157,7	86,9
KFAED	99	76,3	77,1
Gouvernement Egyptien	270,5	253,8	93,8
Total	1,361,5	1,276,1	93,7

Le total des engagements souscrits en faveur du secteur africain des TIC s'est élevé à 1,62 Mrd \$ en 2016, ce qui représente une nette baisse par rapport aux 2,38 Mrd \$ enregistrés en 2015, et le chiffre le plus bas des quatre dernières années (voir Figure 95, à droite).

Les crédits budgétaires alloués par les gouvernements nationaux africains ont augmenté, passant de 570 M \$ en 2015 à 853 M \$ en 2016. Cette augmentation est cependant contrebalancée par une nette baisse des engagements souscrits par la Chine, les membres de l'ICA et les IFD européennes non membres de l'ICA. La baisse des engagements souscrits par la Chine est particulièrement prononcée, avec seulement 300 M \$ enregistrés en 2016 contre 1,03 Mrd \$ en 2015.

Les engagements souscrits par les membres de l'ICA en faveur du secteur ont totalisé 416,6 M \$ en 2016 (soit environ 25% du total), ce qui représente une baisse par rapport aux 616 M \$ engagés en 2015, après trois années de hausse (2013-2015).

L'Afrique Australe a de nouveau reçu la plus grande part du financement du secteur des TIC en 2016, avec des engagements qui sont passés de 697 à 715 M \$. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale ont toutes deux enregistré une baisse de financement, avec respectivement 149 et 277 M \$.

Sur les engagements financiers souscrits par l'ICA, l'Afrique Centrale a reçu la plus grande part, avec 119,2 M \$. Un montant légèrement inférieur a été engagé en faveur de l'Afrique du Nord (110,6 M \$), alors que l'Afrique du Sud a, quant à elle, reçu 78,3 M \$. Les engagements souscrits en Afrique de l'Ouest ont totalisé 59,6 M \$, alors que l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe ont respectivement reçu 24,3 et 11,9 M \$.

Projets financés

Une grande part des fonds de la Chine engagés dans le secteur africain des TIC en 2016 a été consacrée à la Zambie. Les engagements ont notamment inclus un prêt de 300 M \$ sur 25 ans consenti par l'Exim Bank de Chine pour les phases deux et trois du projet de transmission numérique du pays. Ce projet, qui vise à développer la télédiffusion numérique,

porte sur la construction du distributeur public de signaux et la réhabilitation des studios de la ZNBC et de la Zambia News and Information Services (ZANIS).

L'IFD Néerlandaise, la FMO, a engagé 25 M \$ en faveur de HTT Infraco Ltd, l'un des trois exploitants de tours de télécommunications africains indépendants qui propose des services d'infrastructure passive aux opérateurs de réseaux mobiles du continent. Ce financement permettra d'acquiescer et de moderniser les tours de télécommunications et l'infrastructure associée de Bharti Airtel en RD du Congo, et de financer partiellement la construction et l'entretien de nouvelles tours. Un autre engagement souscrit par la FMO, sous la forme d'un prêt de 22,3 M \$ en faveur de Helios Towers Tanzania, contribuera à la construction d'environ 680 tours sur mesure, sur une période de 18 mois, en appui au développement de l'industrie tanzanienne des télécommunications.

La BAD a souscrit des engagements totalisant 118,9 M \$ en faveur des TIC en 2016, soit légèrement moins que les 121,9 M \$ engagés en 2015. La BAD a porté un intérêt particulier au projet de réseau centrafricain, en engageant 58,2 M \$, dont 6,4 M \$ réservés au développement de l'infrastructure immatérielle. Celui-ci a notamment inclus l'installation de 550km de câbles de fibre optique sur les liaisons d'interconnexion avec le Cameroun et la République centrafricaine, et la mise en place d'un centre national de données. L'achèvement du projet, prévu d'ici 2019, permettra de tripler les interconnexions TIC avec les pays voisins, de faire passer la part des TIC dans le PIB à au moins 10% (contre 4% en 2014) et fera passer l'introduction des services internet à 30% d'ici 2020 (contre 7% en 2013).

La BAD a souscrit un autre engagement de 48,4 M \$ en faveur du projet de réseau de fibre optique transsaharien en Afrique de l'Ouest. Ce projet multinational connectera le Niger, le Tchad, l'Algérie et le Nigeria et, à un stade ultérieur, le Mali, le Bénin et le Burkina Faso. Ce projet comprend aussi la construction d'un centre national de données sur le site de la High Commission for New Technologies à

Analyse sous-sectorielle

Le sous-secteur des réseaux de téléphonie mobile et sans fil a été l'unique priorité des engagements sous-sectoriels identifiés en 2016. Les données analysées (qui excluent les données des membres de l'ICA et les crédits budgétaires alloués par les gouvernements nationaux africains) montrent que 347,3 M \$ ont été consacrés à ce sous-secteur, dont la totalité sous forme de prêts. ■

Niamey, au Niger. Ce projet de réseau vise à développer les TIC au Niger et au Tchad, classés derniers dans l'indice mondial de développement des TIC 2016 de l'International Telecom Union. L'infrastructure prévue comprend 1 510km de fibre optique, dont 1 007km au Niger et 503km au Tchad.

La Plate-forme *50 Millions de Femmes ont la Parole* est un autre projet important, en cours de mise en œuvre dans les régions africaines et qui a reçu des engagements en Afrique Australe (5,3 M \$), orientale (3,5 M \$) et occidentale (3,5 M \$). Ce projet vise à améliorer l'accès des femmes entrepreneurs aux renseignements financiers pertinents, à faciliter le partage d'idées et à améliorer les débouchés commerciaux entre les zones urbaines et rurales.

La BEI a augmenté ses engagements de 23,1 M \$ en 2015 à 137,6 M \$ en 2016. Cette hausse s'explique en partie par un prêt de 110,6 M \$ consenti à Tunisie Telecom en septembre 2016 pour financer le déploiement de services de données 4G en Tunisie. Ce projet est le premier prêt de l'initiative InnovFin – EU Finance for Innovators consenti en dehors de l'Europe. L'initiative InnovFin jouit du soutien financier de l'Union Européenne dans le cadre des instruments financiers à l'horizon 2020, et a pour vocation de dynamiser le marché des prêts aux grandes entreprises et d'attirer des investisseurs privés.

¹ Les crédits budgétaires alloués par les gouvernements nationaux africains en 2015 ont été recalculés en vue d'exclure le financement extérieur, voir Annexe 1 – Notes concernant les données.

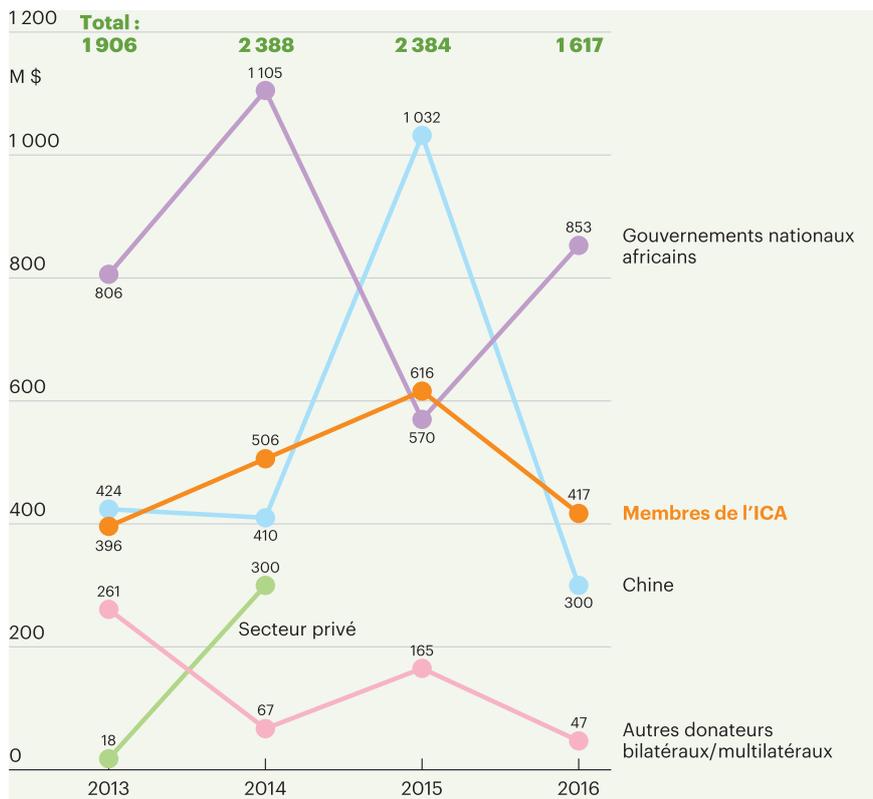


Figure 95

Financement total du secteur des TIC par source, 2016 (à gauche)

Figure 96

Financement du secteur des TIC par certains membres non-ICA par sous-secteur, 2016 (ci-dessous)

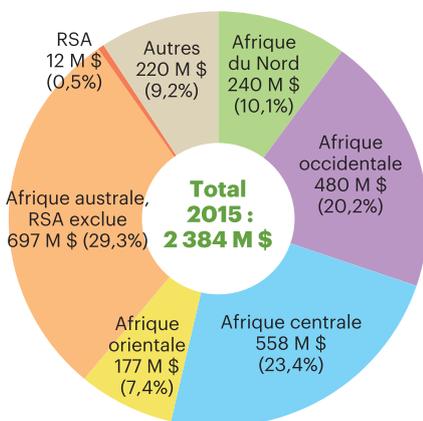


Figure 97

Financement total du secteur des TIC par région, 2015

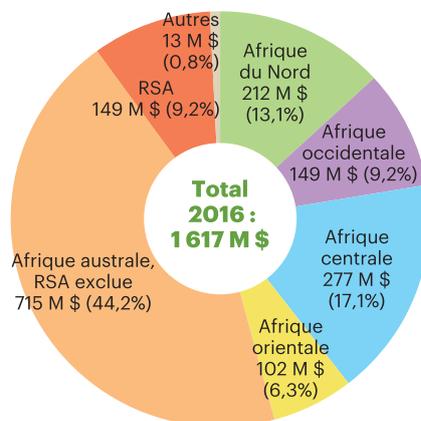


Figure 98

Financement total du secteur des TIC par région, 2016

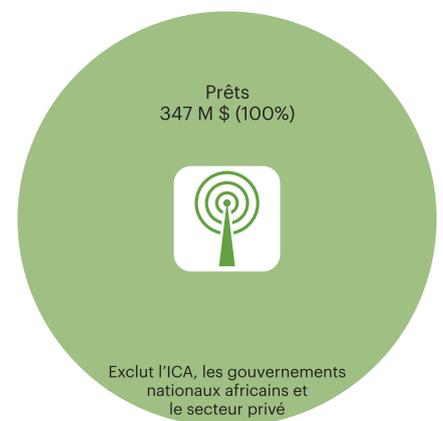


Figure 99

Financement du secteur des TIC par certains membres non-ICA par type de financement, 2016

La SFI a de nouveau contribué le plus aux projets TIC en Afrique en 2016. Elle a notamment annoncé en avril 2016 un investissement en actions combiné de 107 M \$ dans Net1 UEPS Technologies Inc, un service de solutions de paiement et de traitement de transactions qui est désormais largement déployé en Afrique du Sud.

La DBSA a engagé 48,3 M \$ en faveur du secteur des TIC en 2016, soit légèrement moins que ses 50 M \$ engagés en 2015. Ce montant se composait de trois engagements distincts en faveur du Projet de large bande de la ville de Tshwane, un de 500 M ZAR (34 M \$) et deux prêts distincts

de 107,5 M ZAR, tous approuvés en novembre 2016. Le projet s'est attaché les services de la compagnie sud-africaine Thobela Telecoms pour déployer un réseau de fibre optique terrestre à large bande pour la ville de Tshwane dans le cadre d'un accord construction-exploitation-transfert. ■

La numérisation rapide du Rwanda adoptée par l'UA comme modèle pour l'Afrique



Kigali, iStock/Getty Images

Au cours de la dernière décennie, une série de programmes de développement des TIC au Rwanda a permis au gouvernement d'intégrer la technologie dans des services publics essentiels tels que la santé et l'éducation, lui conférant ainsi une position de leader dans l'orientation du programme numérique du continent.

Le contexte politique et réglementaire favorable du Rwanda (classé douzième au monde dans le rapport mondial 2016 sur les technologies de l'information du Forum Economique Mondial, premier en Afrique et devant des pays tels que la France et les USA) a beaucoup contribué à cette situation et a débouché sur des résultats impressionnants, notamment le Wi-Fi dans les zones publiques et dans les transports, ainsi que des systèmes de paiement sans numéraire. Parallèlement, la numérisation de certains documents et services gouvernementaux ont placé le pays à l'avant-garde de la gouvernance électronique du continent. Le succès du Rwanda dans le secteur des TIC est tel que les 53 États membres de l'Union Africaine ont adopté son approche comme un modèle pour les autres pays en Afrique.

La mobilisation des investissements

privés est au cœur du plan du Rwanda. Parmi les nombreux investissements importants, on retiendra un Partenariat Public-Privé (PPP) conclu en 2013 avec KT Corp, la plus grande entreprise de télécommunications en Corée du Sud. KT Corp a accepté d'investir 140 M \$ dans les infrastructures et l'expertise, et la compagnie chargée de la mise en œuvre (kt Rwanda Networks) a déclaré que les services LTE 4G avaient atteint 62% de la population à la fin 2016 – et espère couvrir 92% d'ici la fin 2017.

Plusieurs acteurs très réputés dans le domaine des télécommunications ont contribué à accroître la visibilité du secteur des TIC du Rwanda dans le monde entier, y compris le britannique Inmarsat, qui a lancé une série d'initiatives communes avec le gouvernement rwandais. L'une de ces initiatives, le Programme d'Education Smart Cities ('villes intelligentes'), vise à renforcer les capacités de la main d'œuvre du Rwanda en éduquant les étudiants et les entrepreneurs sur 'l'Internet des choses', qui consiste à intégrer l'Internet et les ordinateurs dans des projets de tous les jours pour qu'ils puissent envoyer et recevoir des données. Selon Inmarsat, "l'objectif [de ces projets] est de créer une solution

évolutive, susceptible d'être utilisée au Rwanda ainsi que dans toute l'Afrique".

Cette approche innovante a été adoptée à la fois dans les sphères publique et privée et a produit des résultats impressionnants. Une politique d'investissement offensive et l'introduction d'une concurrence transparente entre les opérateurs de télécommunications du secteur privé ont permis au Rwanda d'atteindre une couverture de téléphonie mobile/données de 96% en 2011. L'une des clés de la réussite du Rwanda réside dans son approche pragmatique de la mise en œuvre des projets des technologies de l'information (TI). Les idées sont mises en œuvre rapidement, elles sont soumises à un test de viabilité puis, en cas de succès, sont déployées. Le gouvernement a ainsi pu intégrer les TI dans différents services publics essentiels, y compris les soins de santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, l'agriculture et les transports.

Un modèle de gouvernance

En plus des améliorations constatées dans les domaines de la planification et des services publics, les avancées technologiques ont, aux yeux de nombreux experts, aidé le Rwanda à

créer un modèle pour une meilleure gouvernance. Par exemple, au Rwanda, les cartes nationales d'identité et les permis de conduire sont désormais numérisés et les particuliers peuvent faire une demande de visa en ligne. Selon la Banque Mondiale, cette forme de 'gouvernement électronique' peut être une voie vers une plus grande transparence du gouvernement. Parmi les autres initiatives, on retiendra la création, par l'autorité fiscale rwandaise, d'un calculateur d'impôt en ligne permettant aux entreprises de s'enregistrer et de déclarer leurs impôts. Ce processus permet aussi de limiter l'influence des fonctionnaires sur les processus de passation de marché.

L'avenir numérique de l'Afrique

Le Rwanda pousse le reste de l'Afrique à suivre sa révolution des TIC. Le président Paul Kagame et le secrétaire général de l'International Telecommunications Union de l'époque, le Dr Hamadou Touré, ont lancé le sommet panafricain sur les TIC Transform Africa à Kigali en 2013, pour essayer d'accélérer les progrès modestes réalisés dans le développement des infrastructures des TIC dans certaines parties de l'Afrique au vingt-et-unième siècle. Le projet Smart Africa, présidé par Kagame, est né du sommet de 2013 à Kigali. Il vise à mettre les TIC au centre des programmes nationaux de développement socio-économique de l'Afrique; à améliorer l'accès aux TIC (notamment l'accès à Internet), à renforcer l'obligation de rendre compte, l'efficacité et la transparence de la gouvernance à travers la technologie, à encourager une participation accrue du secteur privé et à promouvoir le développement durable. Le manifeste de Smart Africa a désormais été adopté par l'ensemble des 53 membres de l'Union Africaine.

Lors du troisième sommet Transform Africa qui a eu lieu à Kigali en mai 2017, Kagame a dévoilé le Smart Cities Blueprint, un cadre ambitieux visant à servir de catalyseur pour accélérer les initiatives axées sur les TIC dans les villes d'Afrique. Le plan vise à déployer le 'modèle du Rwanda' dans un plus grand nombre de pays africains. Le développement de ces Smart Cities consiste à exploiter la technologie et à utiliser la grande quantité de données générées par les citoyens pour optimiser les ressources, connecter les gens et améliorer les affaires et le commerce.

Selon Kagame, "le message clé du rapport est d'intégrer la technologie disponible à tous les niveaux de la gestion urbaine. Les tableaux de bord d'information alimentés par des capteurs en temps réel et l'analyse des données peuvent contribuer à offrir de meilleurs services à un moindre coût". Pour ce faire, les Smart Cities utiliseront des outils technologiques, notamment des données et des outils d'analyse (pour améliorer les services tels que les interventions d'urgence, les transports et l'éducation), les réseaux sociaux et l'Internet haut débit.

Ce plan s'inscrit dans le cadre de l'urbanisation rapide de l'Afrique, qui a enregistré une hausse vertigineuse, passant de 15% en 1960 à 36% en 2010. Avec l'explosion démographique (dont 80% devrait se produire dans les zones urbaines), deux tiers des Africains devraient vivre dans les villes d'ici 2050, selon le Programme des Nations Unies pour le développement. Plus de 60% des résidents africains urbains vivent dans des habitations de fortune, et l'amélioration de la gestion urbaine est donc considérée comme une priorité.

Peut-il être reproduit ?

La question de savoir si d'autres pays africains pourront reproduire les accomplissements du Rwanda dépendra de leur aptitude à créer un environ-

nement d'affaires propice aux investisseurs privés potentiels. Le Rwanda est très bien classé dans l'indice de facilité à faire des affaires 2017 de la Banque Mondiale 2017 en occupant la deuxième place en Afrique subsaharienne derrière l'Île Maurice. La grande partie du succès du Rwanda est due à l'efficacité de sa gouvernance, mais aussi aux avantages compétitifs qu'il procure, tels qu'une main d'œuvre jeune et dynamique à un prix abordable et une période de stabilité politique et économique qui a permis à la population de saisir les occasions créées par un climat propice aux affaires.

Les événements tels que le sommet Transform Africa mettent en valeur le potentiel de la région et surtout, réunissent les acteurs publics et privés. De cet événement est née la Smart Alliance, un partenariat qui réunit tous les pays adhérant au manifeste de Smart Africa et qui vise à lever des fonds auprès des partenaires de développement pour mettre en œuvre des programmes dans les pays participants. Ces partenaires incluent le secteur privé, ainsi que des donateurs multilatéraux, tels que la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique. ■



Kigali, iStock/Getty Images

8. Analyse régionale



Port de Dakar, iStock/Getty Images

8.1 Appui aux projets régionaux et du PIDA

Les engagements régionaux souscrits par les membres de l'ICA en 2016 se sont élevés à 1,9 Mrd \$, ce qui est comparable au niveau de 2014, en baisse par rapport aux 3,4 Mrd \$ déclarés en 2015 et bien en deçà des 4,5 et 4,2 Mrd \$ atteints respectivement en 2012 et 2013.

Les déboursements des membres de l'ICA en 2016 ont totalisé 821,4 M \$ pour la deuxième année consécutive, ce qui est inférieur aux 1,8 et 1,9 Mrd \$ déclarés en 2014 et 2013, respectivement.

Les engagements des membres de l'ICA dans les projets PIDA/PAP ont totalisé un montant de 447 M \$ en 2016, certains membres ayant déboursé 292 M \$ au cours de cette même année. AfDB, DBSA, DfID, EIB, EU-AIFT, GIZ, IFC et JICA ont tous rapporté des engagements ou des déboursements en faveur du programme. Le soutien total des membres au PIDA pourrait être supérieur à celui suggéré par ces données, tous les membres n'ayant pas fourni le détail de leur niveau de projet ou de chiffre global pour les

financements du PIDA.

Certaines activités de membres de l'ICA aident manifestement le PIDA, notamment ses projets de corridor. Il ne fait pas de doute que les activités complémentaires et parfois préexistantes – telles que les postes frontières à entrée unique du Japon et le travail commun de l'UE et de la CUA sur les corridors – contribuent de manière substantielle au processus du PIDA.

Soulignant un manque apparent de sensibilisation en Afrique et parmi les partenaires de développement, un spécialiste en infrastructure dans l'une des plus grandes IFD en Europe a déclaré: "Nous essayons de suivre ce qui se passe avec le PIDA, mais nous traitons principalement avec des gouvernements à l'échelle du pays. Les gouvernements ne demandent pas d'argent pour les projets du PIDA, donc nous n'en finançons aucun."

Il est impératif de 'vendre' plus activement le programme aux parties prenantes, notamment au niveau politique en Afrique, ainsi que de mettre

en avant l'impact potentiel des projets du PIDA sur la création d'emplois.

Lors de la Réunion du Groupe de Référence UE-Afrique sur les Infrastructures, en avril 2017, la contribution substantielle du programme à la création d'emplois a été soulignée. Le projet hydroélectrique d'Inga III en République Démocratique du Congo pourrait créer 7 000 emplois durant la construction, et 3 000 emplois permanents une fois qu'il sera opérationnel. Du fait des exigences de contenu local, le barrage de Kaléta (280MW), qui fait partie du projet énergétique de l'OMVG auquel participent la Gambie, la Guinée-Bissau, le Sénégal et l'hôte du projet, la Guinée, pourrait créer 2 000 emplois pour les petites entreprises qui fournissent le projet. Le Réseau routier transafricain devrait créer 350 000 emplois permanents dans le domaine de l'entretien et améliorer sensiblement les perspectives de création d'emplois et de croissance commerciale, grâce à l'augmentation des échanges commerciaux.

Projets achevés

En mai 2017, le président mozambicain Filipe Nyusi, le ministre brésilien des affaires étrangères Aloysio Ferreira Nunes et le CEO du conglomérat minier brésilien Vale Murilo Ferreira ont participé aux célébrations organisées au port en eau profonde de Nacala-a-Velha pour marquer l'achèvement officiel du projet de corridor logistique intégré de 912km de Nacala. Cet événement a montré que les projets régionaux du PIDA dans lesquels les secteurs public et privé coopèrent font bel et bien une différence sur le terrain.

Desservant le nord du Mozambique, le sud du Malawi et le bassin houiller de Moatize, le projet de corridor de Nacala a également visé la réhabilitation de lignes de chemin de fer existantes, la construction d'un nouveau chemin de fer de fret lourd dans la partie sud du Malawi, une flotte de 85 locomotives neuves et de 1 962 camions, ainsi qu'un terminal d'exportation de charbon à Nacala-a-Velha, équipé d'un parc d'entreposage capable d'accueillir environ 1 M de tonnes de charbon. On estime qu'environ 150 navires partiront de ce port chaque année.

Des emplois ont été et continueront à être créés, et les services de transport de passagers et de fret amélioreront la mobilité, faciliteront le développement social et économique et réduiront les coûts et les émissions de transport, ce qui encouragera la croissance économique dans la région.

Débuté en 2012, le projet a été dirigé par Vale et l'exploitant portuaire et ferroviaire du Mozambique, CFM, avec le soutien du japonais Mitsui. En 2016, les membres de l'ICA ont déclaré avoir participé à des projets complémentaires achevés dans le cadre du projet de corridor de 4,4 Mrd \$, alors que plusieurs partenaires de développement ont participé à sa mise en œuvre.

Soutien des membres de l'ICA

Parmi les projets du PIDA déclarés achevés en 2016 par les membres de l'ICA, plusieurs ont noté le Corridor Bamako-Dakar. La DBSA soutient la réhabilitation et la modernisation du corridor ferroviaire nord-sud. Ce projet est un volet du projet de corridor multimodal nord-sud, visant à faciliter

la circulation des personnes et des marchandises entre les frontières du Botswana, de la RDC, du Malawi, de l'Afrique du Sud, de la Zambie et du Zimbabwe. DBSA soutient également le Corridor Central.

Le Japon a engagé 36,1 M \$ en faveur de la réhabilitation de Môle 3, un quai de chargement au port de Dakar au Sénégal. Cette installation permettra d'accroître l'efficacité du port et donc l'aptitude du Sénégal à faire du commerce avec le reste du monde. Il s'inscrit dans le cadre du Programme d'Expansion Portuaire et Ferroviaire d'Afrique de l'Ouest. Le Japon a aussi soutenu le Corridor central et le Corridor côtier Abidjan-Lagos.

Le corridor reliant les capitales commerciales de la Côte d'Ivoire et du Nigeria avec le Bénin, le Ghana et le Togo a aussi reçu un soutien de la BAD qui a financé des études sur ses besoins en infrastructures matérielles et immatérielles. Ce corridor est le projet pilote du Mécanisme de Prestation de Services du PIDA (SDM). Soutenu par la

GIZ, ce mécanisme vise à faciliter le lancement de projets à travers l'amélioration de la phase préliminaire de préparation de projet. Mis en place et géré par un membre d'équipe spécialisé du NEPAD, le SDM établit le cadre juridique et institutionnel nécessaire pour une bonne gestion transnationale du corridor.

Le programme de soutien de la GIZ aide à renforcer les départements d'infrastructure de ses partenaires de la CUA et du NEPAD, en plus de proposer des services et des produits visant à accélérer la mise en œuvre des projets du PIDA en vue d'améliorer les infrastructures régionales de transport, d'énergie, de l'eau et des TIC en Afrique. La participation du secteur privé au programme est désormais renforcée par le Continental Business Network (CBN) (réseau d'affaires continental) du PIDA qui prévoit de mobiliser des capitaux et la participation du secteur privé pour développer des projets clés. Le CBN vise à faciliter le dialogue entre ses membres et des représentants de haut niveau du secteur public. ■

Développer la Boîte à Outils de la création d'emplois du NEPAD

Plusieurs initiatives sont en cours pour faciliter les progrès du PIDA, notamment l'élaboration d'une méthodologie évolutive visant à estimer le nombre d'emplois créés par les projets. La méthodologie de la boîte à outils de la création d'emplois du NEPAD sert à estimer, à suivre l'évolution puis à maximiser l'impact des projets du PIDA sur la création d'emplois.

Le NEPAD donnera aux détenteurs de projets une estimation initiale de la création d'emplois, afin de les aider à tester des scénarios de conception de rechange en vue de maximiser la création d'emplois dans le cadre d'un processus en quatre étapes:

Première étape: Le Gestionnaire de la boîte à outils du NEPAD utilise la boîte à outils pour produire des premiers scénarios de création d'emplois en utilisant les documents de projets et des ratios d'experts.

Deuxième étape: Le NEPAD propose son service de maximisation de la création d'emplois

• Des experts du NEPAD présentent des scénarios illustratifs aux détenteurs de

projets pour montrer l'impact des différentes conceptions de projet sur la création d'emplois, par exemple :

i Emplois locaux créés.

ii Les intrants locaux utilisés, tels que les installations, les machines ou les matériaux de construction, et les emplois créés suite à la demande du projet pour ces intrants.

Troisième étape: Les détenteurs de projets et les entrepreneurs donnent au NEPAD des précisions sur les intrants afin de produire des scénarios de création d'emplois propres aux projets.

• Cet outil permet aux détenteurs de projets de maximiser la création d'emplois, et permet aussi, par exemple, de réaliser une analyse coût-avantages des différents scénarios et de déterminer les besoins potentiels en formation du secteur public.

Quatrième étape: Les propriétaires de projets utilisent les scénarios pour finaliser la conception de projet, après avoir déterminé la manière de maximiser la création d'emplois. ■

8.2 Afrique du Nord

Les engagements en faveur des projets d'infrastructure en Afrique du Nord ont totalisé 12,9 Mrd \$ en 2016, soit une légère amélioration par rapport à 2015 (12,4 Mrd \$). Sur ce total, 5,6 Mrd \$ de fonds ont été affectés par les gouvernements nationaux – le niveau le plus élevé en cinq ans – principalement en faveur du secteur des transports, alors que plus de 50% de ces engagements ont été consentis par l'ICA (3,7 Mrd \$) et le Groupe de Coordination des Donateurs Arabes (3,3 Mrd \$). L'investissement privé, avec 100 M \$, a enregistré une forte baisse par rapport aux 1,2 Mrd \$ de 2015 (voir Figure 101, à droite).

Les projets de transport ont reçu 4,4 Mrd \$ d'engagements – la majorité provenant des gouvernements nationaux – ce qui représente la plus grande affectation sectorielle pour 2016 et une hausse par rapport aux 4,1 Mrd \$ engagés en 2015.

Les investissements dans le secteur de l'énergie ont totalisé 3,3 Mrd \$ en 2016, soit une baisse par rapport aux 1 Mrd \$ depuis 2015, alors que les engagements souscrits en faveur des projets d'eau, des projets multisectoriels et des TIC se sont élevés respectivement à 2,6 Mrd \$, 1,6 Mrd \$ et 212 M \$.

Les gouvernements nationaux ont engagé 3,1 Mrd \$ dans le secteur des transports, 1,2 Mrd \$ dans le secteur de l'eau, 514 M \$ dans l'énergie et 102 M \$ dans les TIC.

En 2016, les membres non-ICA ont réservé la plus grande part de leur financement à l'Égypte qui a reçu 5,6 Mrd \$. Sur ce total, quelque 2 Mrd \$ ont été consacrés à l'infrastructure des routes et les chemins de fer. Le Maroc a reçu 1,5 Mrd \$, l'Algérie 883 M \$, la Tunisie 851 M \$ et la Mauritanie 499 M \$.

L'ACG a continué à investir massivement dans la région et a consacré la majorité de ses fonds à l'énergie (901 M \$). Parmi les contributions significatives, on notera un prêt de 198,5 M \$ consenti par le FADES pour la centrale au gaz à cycle combiné de Damanhour (1800 MW) d'Egyptian Electricity Holding Company. La BAD et la BEI ont, elles aussi, contribué au financement de la centrale. Celle-ci devrait être mise en service en 2023 et utilisera 2bcm/an de

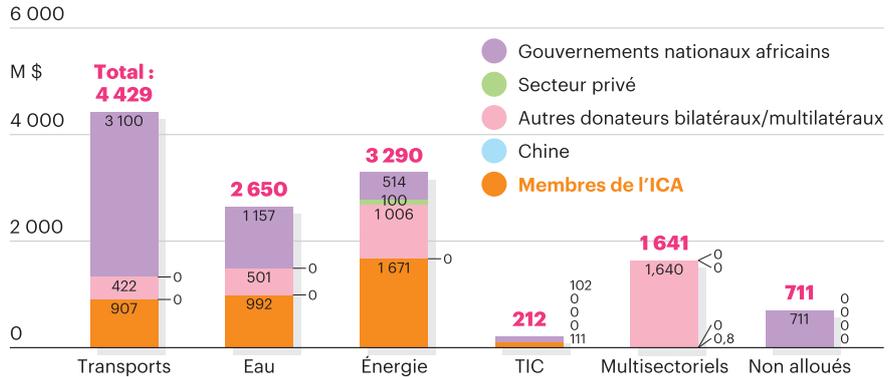


Figure 100 Financement total en faveur de l'Afrique du Nord par secteur et source, 2016

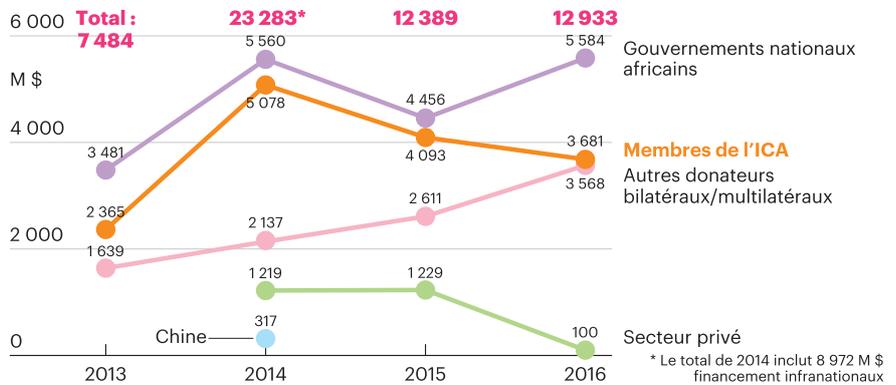


Figure 101 Tendances du financement en faveur de l'Afrique du Nord par source, 2013-2016

gaz naturel fourni par l'Egyptian Natural Gas Company.

Le FADES a également consenti un prêt de 165 M \$ pour l'alimentation en eau et le développement agricole dans la Péninsule du Sinaï. Au Maroc, le FADES et la BID ont consenti des prêts respectifs de 165 et 101 M \$ pour le train à grande vitesse Tanger-Casablanca.

Les investissements du FSD ont notamment inclus un prêt de 165 M \$ pour des lignes de transmission d'électricité entre Nouakchott et Nouadhibou en Mauritanie, ainsi qu'un prêt de 123 M \$ pour la centrale électrique de Mornaguia en Tunisie. Le KFAED a soutenu des projets d'eau en Égypte (96 M \$) et en Tunisie (73 M \$), ainsi que la centrale électrique de Helwan en Égypte (99 M \$).

Sur les 3,7 Mrd \$ d'engagements souscrits par les membres de l'ICA, le secteur de l'énergie a reçu 1,7 Mrd \$, suivi par ceux de l'eau (992 M \$), des

transports (907 M \$), des projets multisectoriels (754 292 \$) et des TIC (111 M \$). Parmi les principales contributions, on notera un prêt de 374 M \$ consenti par la JICA en faveur d'un projet de réhabilitation du secteur de l'électricité autour des zones du Caire et d'Alexandrie. La JICA a aussi consenti un prêt de 102 M \$ pour le développement de la centrale solaire PV de Hurghada en Égypte.

Les engagements du GBM se sont élevés à 698 M \$, dont 403 M \$ pour le secteur de l'énergie, 177 M \$ pour des projets d'eau et 118 M \$ pour les infrastructures de transport.

Le seul investissement du secteur privé enregistré était de 100 M \$ pour la centrale solaire PV de 64MW de Benban en Égypte – qui fait partie des trois seuls projets à avoir atteint le deuxième volet du programme solaire FiT de l'Égypte. ■

Les engagements souscrits en Afrique de l'Ouest ont totalisé 16,3 Mrd \$ en 2016, soit le montant le plus élevé depuis 2013, la majorité des investissements ayant été consacrée au secteur des transports. Les investissements provenant de toutes les sources, à l'exception de la Chine, ont augmenté en 2016. Des contributions significatives ont été faites par les gouvernements nationaux (4,8 Mrd \$), les membres de l'ICA (4,6 Mrd \$) et la Chine (2,3 Mrd \$) (voir Figure 103 à droite).

Le secteur des transports a reçu 6,6 Mrd \$ d'engagements, suivi par l'énergie (5,6 Mrd \$), l'eau (2,1 Mrd \$), les projets multisectoriels (350 M \$), et les TIC (149 M \$). Le Ghana a reçu le plus de fonds de tous les pays d'Afrique de l'Ouest, avec des engagements totalisant 4,7 Mrd \$ en 2016, suivi par le Nigeria avec 3,6 Mrd \$ et le Sénégal avec 2,2 Mrd \$.

Le financement de 2,3 Mrd \$ consenti par la Chine dans la région a été essentiellement consacré aux secteurs de l'énergie (1,8 Mrd \$) et des transports (522 M \$), mais le total de ses engagements reste sensiblement inférieur aux niveaux enregistrés en 2015 (4,3 Mrd \$).

Parmi les projets ayant un reçu un appui se trouvaient le terminal portuaire de Tema au Ghana, financé par l'ICBC et la Standard Bank, avec des investissements totalisant 472 M \$, et la centrale à charbon de 700MW d'Ekumfi Aboano, également au Ghana, pour laquelle le Fonds de Développement Chine-Afrique a consenti un prêt de 1,5 Mrd \$.

La majorité des investissements des membres de l'ICA a été concentrée sur le secteur de l'énergie (1,6 Mrd \$), suivi par l'eau (1,4 Mrd \$), les transports (1,4 Mrd \$), les projets multisectoriels (107 M \$) et les TIC (60 M \$).

La BAD a engagé 423 M \$ sous forme de prêts et de subventions en faveur du secteur des transports, y compris 267 M \$ pour le projet de transport urbain d'Abidjan, qui vise la réhabilitation et la construction de grands axes routiers.

Le soutien des membres de l'ICA dans le secteur de l'énergie de la région s'est notamment traduit par un investissement de 153 M \$ en Côte d'Ivoire de l'AFD dans le cadre de son programme Accès à l'Énergie pour Tous. Également

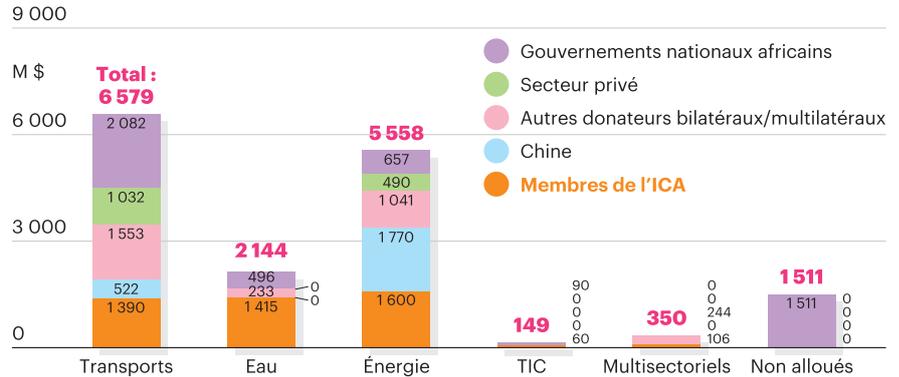


Figure 102 Financement total en faveur de l'Afrique de l'Ouest par secteur et source, 2016

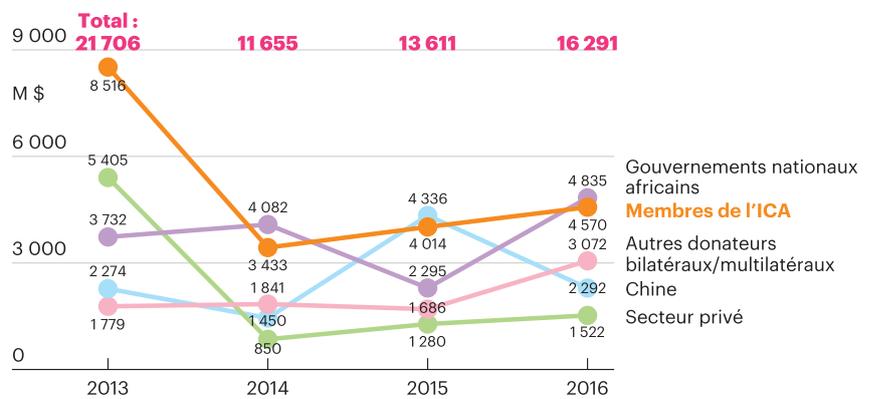


Figure 103 Tendances du financement en faveur de l'Afrique de l'Ouest par source, 2013-2016

en Côte d'Ivoire, la BAD a consenti un prêt de 137 M € (152 M \$) visant à renforcer les réseaux de transmission et de distribution électrique.

La JICA a engagé 250 M \$ en faveur du projet de dessalement d'eau de mer de Mamelles, au Sénégal, qui a pour but de constituer des stocks d'eau suffisamment grands pour répondre à la demande future des habitants de Dakar.

Le Groupe de la Banque Mondiale a engagé 972 M \$ en Afrique de l'Ouest, dont 407 M \$ dans le secteur des transports, 299 M \$ dans l'eau, 260 M \$ dans l'énergie et 4,8 M \$ dans les TIC. Le total de déboursements du GBM en 2016 s'est élevé à 925 M \$.

L'investissement privé en Afrique de l'Ouest a atteint son plus haut niveau depuis 2013, en raison, principalement des 1 Mrd \$ de fonds privés investis dans le projet de terminal portuaire de Tema. Les autres engagements notables incluent la centrale au gaz de 200MW d'Amami Energy, au Ghana, qui devrait

être mise en service en 2019. Des capitaux privés ont également été investis dans deux centrales solaires PV au Sénégal.

Les engagements du Groupe de Coordination des Donateurs Arabes (ACG) ont totalisé 1,5 Mrd \$, dont 857 M \$ pour le secteur des transports, 292 M \$ pour l'énergie, 185 M \$ pour les projets multisectoriels et 175 M \$ pour l'eau et l'assainissement. La BID a consenti la majorité des investissements du groupe en Afrique de l'Ouest, avec 581 M \$ pour les transports, 185 M \$ pour les projets multisectoriels, 169 M \$ pour l'énergie et 135 M \$ pour l'eau.

Les investissements notables de la BID ont inclus un prêt de 332 M \$ au Sénégal pour un service de train express reliant Dakar à l'aéroport international de Blaise Diagne, et un prêt de 220 M \$ en Guinée en faveur des projets routiers Dabola-Kouroussa et Guékédou-Kissidougou-Kondembradou. ■

8.4 Afrique Centrale

Un total de 6,3 Mrd \$ a été engagé en Afrique Centrale en 2016, ce qui représente une nette hausse par rapport à 2015 (4,7 Mrd \$). La majorité de ces fonds provient des membres de l'ICA (2,2 Mrd \$), des gouvernements nationaux (2 Mrd \$) et de la Chine (1,3 Mrd \$), le secteur des transports ayant reçu la plus grande part sectorielle (2,8 Mrd \$), suivi par l'énergie (1,4 Mrd \$), l'eau (851 M \$), les TIC (277 M \$) et les projets multisectoriels (31 M \$) (voir Figures 104-105, à droite).

Le Groupe de Coordination des Donateurs Arabes (ACG) a engagé 83 M \$ dans la région en 2016, ce qui est nettement inférieur à 2015 (498 M \$), mais globalement en phase avec la période 2011-2014. Le Tchad et le Cameroun ont été les seuls bénéficiaires des engagements de l'ACG, avec 50 M \$ pour les transports, 20 M \$ pour l'eau et 13 M \$ pour l'énergie. Les investissements phares incluent notamment les contributions du FSD en faveur du développement de l'infrastructure routière du secteur des transports du Cameroun visant à développer le commerce industriel à Akwa, Douala.

Les engagements souscrits par la Chine ont nettement augmenté par rapport aux années précédentes et ont été entièrement consacrés à des projets au Cameroun. Dans le secteur de l'énergie, l'ICBC a investi 302 M \$ dans la centrale hydroélectrique de 75MW de Warak. Ce projet devrait être mis en service en 2018, et inclut toutes les lignes électriques jusqu'à MOUNGUEL.

Dans le secteur des transports, la Banque Import-Export de Chine a consenti un prêt de 482 M \$ pour l'agrandissement du port de Kribi qui devrait ouvrir le potentiel minier du Cameroun et soutenir les ambitions de la Vision 2035 du gouvernement.

Un total de 231 M \$ a été engagé par la Banque de Commerce et de Développement (anciennement la Banque de commerce et de Développement de l'Afrique Orientale et Australe). Ses investissements ont uniquement concerné des projets dans les secteurs de l'énergie et du transport au Rwanda.

Sur les 2,2 Mrd \$ engagés par les membres de l'ICA, 955 M \$ ont été

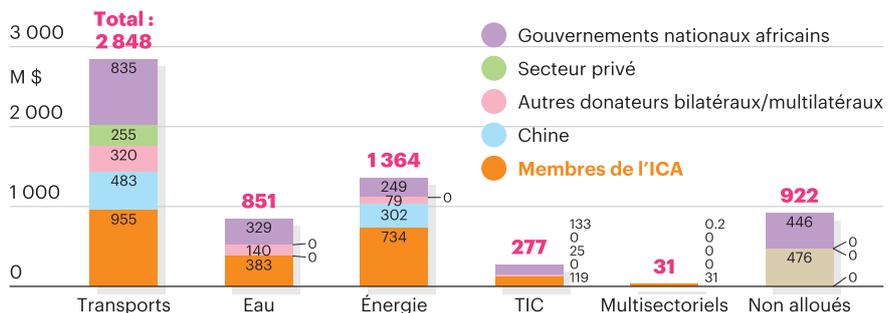


Figure 104
Financement total en faveur de l'Afrique centrale par secteur et source, 2016

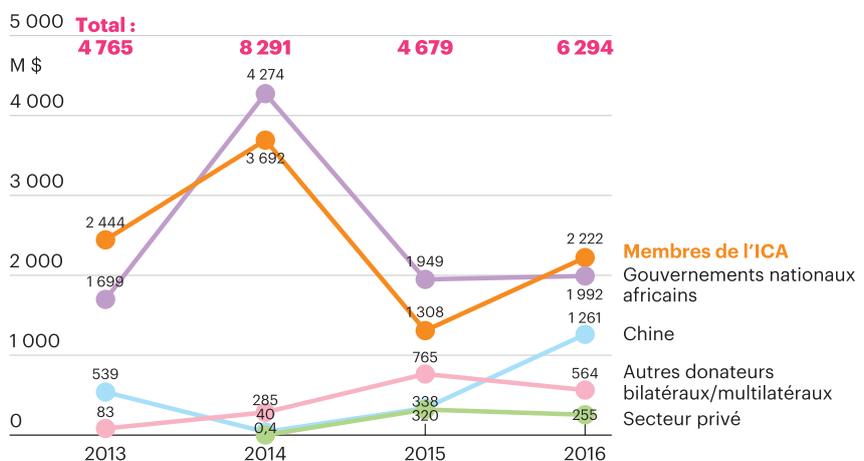


Figure 105
Tendances du financement en faveur de l'Afrique centrale par source, 2013-2016

dirigés vers des projets de transport, suivis par l'énergie (734 M \$), l'eau (383 M \$), les TIC (119 M \$) et les projets multisectoriels (31 M \$). Les engagements du GBM se sont élevés à 986 M \$, soit 407 M \$ pour le secteur des transports, 341 M \$ pour l'énergie, 204 M \$ pour l'eau et 34 M \$ pour les TIC.

L'AFD a consenti un prêt de 100 M € (111 M \$) à la République du Congo pour la Société Nationale de Distribution d'Eau, en vue d'élargir et de réhabiliter les services d'eau potable pour 450 000 personnes.

Dans le secteur des transports, la BAD a engagé 317 M \$ dans la Phase 2 du Programme d'Appui au Secteur des Transports du Cameroun qui vise à améliorer, à élargir et à moderniser les

grands axes routiers urbains. Le GBM a aussi financé en partie ce projet.

Dans le sous-secteur des transports, 55% des engagements sous-sectoriels identifiés ont été dirigés vers les ports maritimes, le reste étant destiné au financement de projets ferroviaires et routiers. Les projets d'irrigation et de drainage ont reçu la vaste majorité des engagements en faveur du secteur de l'eau et de l'assainissement, alors que les projets de production hydroélectrique ont dominé le financement dans le secteur de l'énergie.

Seul un projet privé enregistré dans la région en 2016 a atteint le bouclage financier. Le financement de 255 M \$ sera utilisé pour réhabiliter le Transgabonais entre Libreville et Franceville au Gabon. ■

L'Afrique de l'Est a reçu des engagements totalisant 13,1 Mrd \$ en 2016, ce qui représente une baisse importante par rapport aux 18,7 Mrd \$ enregistrés en 2015. Sur ce montant, 4,4 Mrd \$ ont été engagés par les membres de l'ICA, qui n'ont été dépassés que par les gouvernements nationaux africains (5,6 Mrd \$). La Chine a engagé 2,1 Mrd \$. Une grande partie du total des engagements dans la région en 2016 a été consacrée aux transports (5,3 Mrd \$) et à l'énergie (5,2 Mrd \$), le reste étant réparti entre l'eau (2,5 Mrd \$), les TIC (102 M \$) et les projets multisectoriels (90 M \$) (voir Figure 106, à droite).

Les 4,4 Mrd \$ de fonds engagés par les membres de l'ICA ont représenté une légère baisse par rapport aux 4,7 Mrd \$ de 2015. L'énergie a représenté 47% des engagements des membres de l'ICA en Afrique de l'Est, alors que les transports ont reçu 26%, l'eau 25% et les TIC 0,5%. Le reste du financement a été consacré à des projets multisectoriels, qui ont représenté 1,6% du total des engagements des membres de l'ICA.

Parmi les membres de l'ICA, les plus gros contributeurs ont été la BAD (1,6 Mrd \$), le GBM (988,6 M \$), la JICA (490,6 M \$) et l'AFD (431,7 M \$). Les engagements de la BAD, dont 46,1% ont été consacrés aux transports et 36,2% à l'eau et à l'assainissement, incluent le Projet Multinational de Routes Busega-Mpigi et Kagitumba-Kayonza-Rusumo qui couvre le Rwanda et l'Ouganda. Ce projet, pour lequel la BAD a consenti des prêts de 189,8 M UA (264 M \$) en 2016, comprend la construction d'une autoroute à quatre voies de 23,7km et la réhabilitation de 208 km de routes, 48,6 M \$ étant consacrés aux infrastructures immatérielles.

Les engagements du GBM se sont largement concentrés sur le secteur de l'énergie, qui a reçu 621 M \$ (63%) de son total pour l'Afrique de l'Est en 2016. La JICA a consacré presque tout son financement à l'énergie, alors que l'AFD a investi 79% de ses fonds dans les infrastructures de l'eau et de l'assainissement. La JICA a souscrit un engagement de 416 M \$ en faveur du Projet de Développement de la Centrale Géothermique d'Olkaria V au Kenya, qui représente l'un des plus gros projets en Afrique de l'Est.

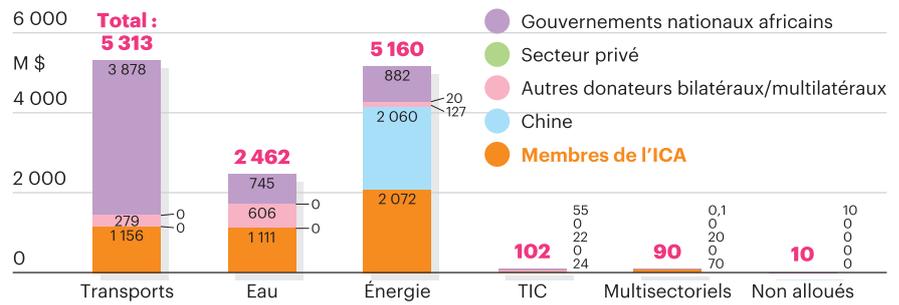


Figure 106
Financement total en faveur de l'Afrique de l'Est par secteur et source, 2016

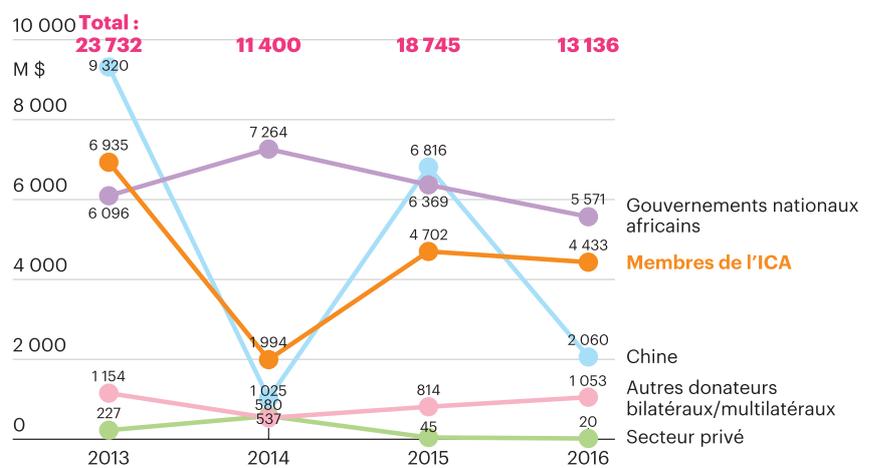


Figure 107
Tendances du financement en faveur de l'Afrique de l'Est par source, 2013-2016

Le Kenya, la Tanzanie et l'Éthiopie ont été les destinations de choix de la majorité du financement des membres non-ICA en Afrique de l'Est, avec une nette tendance vers des investissements substantiels dans les secteurs des transports et de l'énergie. Le Kenya a été, de loin, la destination d'investissement la plus prisée avec des engagements s'élevant à 3,8 Mrd \$. La majorité de ce montant est provenue des gouvernements nationaux africains (2 Mrd \$) et de la Chine avec 1,8 Mrd \$. Le secteur des transports du Kenya a reçu 1,2 Mrd \$, alors que 2,3 Mrd \$ ont été investis dans le secteur de l'énergie.

La Tanzanie a reçu 1,8 Mrd \$ d'engagements de la part des membres non-ICA en 2016 qui sont presque entièrement (1,6 Mrd \$) venus des gouvernements nationaux africains. Le secteur des transports a été le plus prisé puisqu'il a attiré 1,1 Mrd \$ en 2016.

L'Éthiopie a aussi reçu 1,9 Mrd \$, dont 1,3 Mrd \$ provenant des gouvernements nationaux africains. Le secteur des transports du pays a attiré 1,3 Mrd \$.

L'investissement chinois dans la région a considérablement chuté, avec 2,1 Mrd \$ en 2016 contre 6,8 Mrd \$ déclarés l'année précédente et est bien en deçà de la moyenne de 4,8 Mrd \$ des quatre années précédentes. Le Kenya a été le point de mire des investissements chinois en 2016 qui ont notamment inclus un prêt de 135,7 M \$ pour le parc solaire de 55MW de Garissa, un prêt de 120 M \$ pour l'infrastructure de transmission à Nairobi et un prêt de 1,5 Mrd \$ pour la centrale au charbon de Lamu. Parmi les autres investissements notables de la Chine, on notera 218 M \$ pour un parc éolien de 120MW en Éthiopie et 1,7 Mrd \$ pour la transmission électrique en Éthiopie qui comprend un poste électrique de 400kV d'une capacité de 450MW. ■

8.6 Afrique Australe

Un total de 6,5 Mrd \$ a été engagé en Afrique Australe en 2016, ce qui représente une nette baisse par rapport aux 15,6 Mrd \$ enregistrés en 2015. La baisse de financement la plus notable a concerné les investissements chinois, qui ont chuté, passant de 7,1 Mrd \$ l'année dernière à 300 M \$ cette année (voir Figure 109, à droite).

Les investissements du Groupe de Coordination des Donateurs Arabes (ACG) ont aussi considérablement chuté puisqu'ils sont passés de 325,2 M \$ en 2015 à 48,6 M \$ en 2016. Les engagements des membres de l'ICA ont également enregistré une baisse avec 1,4 Mrd \$ en 2016 contre presque 1,8 Mrd \$ en 2015, et s'inscrivent dans la baisse constante de leur financement dans la région – constatée depuis 2013, lorsque les investissements étaient de 2,5 Mrd \$.

Les engagements financiers souscrits par d'autres sources ont été raisonnablement stables par rapport aux années précédentes, bien que les dépenses des gouvernements nationaux africains aient baissé de 5 Mrd \$ en 2015 à 4,7 Mrd \$ en 2016.

Les engagements de financement ont baissé en 2016 dans tous les secteurs à l'exception de l'eau et des TIC, avec un changement très prononcé dans le secteur de l'énergie qui a enregistré une variation en pourcentage négative de 85%, soit une réduction de 9 Mrd \$ entre 2015 et 2016. Les engagements en faveur du secteur des transports ont baissé de 2,7 à 2,3 Mrd \$, soit 13%. Le secteur de l'eau a enregistré une hausse de 42% des engagements qui sont passés de 1,3 à 1,7 Mrd \$, alors que le secteur de TIC a enregistré une hausse de 2,4% de 697 à 715 M \$.

Les engagements des membres de l'ICA en Afrique Australe se sont concentrés sur le secteur de l'eau, avec 687,4 M \$ (50,4%) souscrits en 2016. L'énergie a aussi été une priorité pour les investissements dans la région avec 454 M \$ (33,3%), alors que les transports ont reçu 179 M \$ (13,1%) du financement total. C'est le secteur des TIC qui a reçu le moins de fonds, avec seulement 11,9 M \$ (0,9%). Le financement de projets multisectoriels a représenté 31,4 M \$ (2,3%).

La JICA a investi 2,1 Mrd ¥ (19,5 M \$) dans le secteur angolais des transports, dans le cadre du Programme

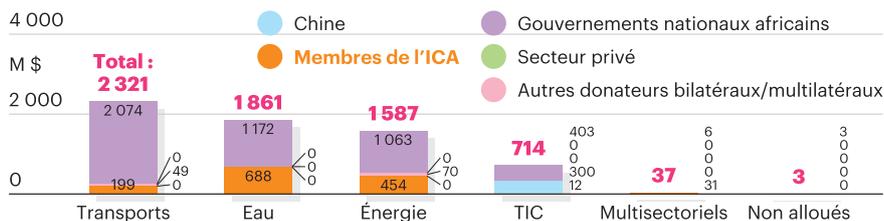


Figure 108
Financement total en faveur de l'Afrique Australe par secteur et source, 2016

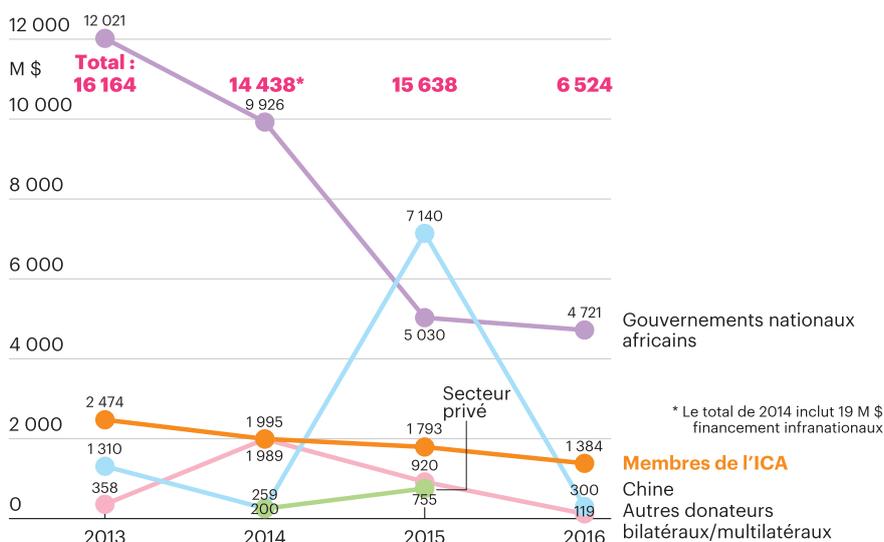


Figure 109
Tendances du financement en faveur de l'Afrique Australe par source, 2013-2016

d'Expansion Portuaire et Ferroviaire d'Afrique Australe. Ce projet comprend la réhabilitation et la modernisation du port de Namibe. L'AFD a investi 52 M € (58 M \$) dans le secteur de l'énergie de la Namibie, dans le cadre de son programme de financement de l'énergie et de la gestion durable des ressources naturelles (SUNREF) visant à soutenir les énergies renouvelables, l'agriculture durable et le tourisme. Cet investissement a notamment inclus une subvention de 31 M € (34,1 M \$).

Le financement des membres non-ICA a totalisé plus de 5,1 Mrd \$, soit une baisse considérable par rapport au chiffre de 13,8 Mrd \$ de 2015. Près de la moitié de ce financement a visé l'Angola – qui a reçu près de 2,6 Mrd \$ (54%) –, et était entièrement composée d'investissements consentis par le gouvernement national. Parmi les autres investissements non-ICA, on notera 955,6 M \$ (18,6%) pour la Zambie, dont un prêt de 300 M \$

consenti par la banque d'Import-Export de Chine pour les deuxième et troisième phases d'un projet de migration numérique. Le Malawi a reçu 342,4 M \$ (6,7%) du gouvernement national, dont 150,8 M \$ pour le secteur de l'eau, 147,7 M \$ pour les TIC et 35,5 M \$ pour l'infrastructure des transports.

Les budgets des gouvernements nationaux africains ont consenti des investissements significatifs dans tous les secteurs. Un total de 2,1 Mrd \$ (44,5%) a été enregistré pour le secteur des transports, suivi par l'eau (1,2 Mrd \$, soit 25,4%), l'énergie (1,1 Mrd \$, soit 23,3%) et les TIC (402,6 M \$, soit 8,5%). Les projets multisectoriels ont reçu un financement de 6,3 M \$ (0,1%).

Les pays européens non-ICA n'ont été représentés que par un investissement de 11,3 M \$ de Norfund dans le secteur de l'énergie du Mozambique, qui a permis de financer la centrale solaire de Mocuba de 40MW dans la province de Zambézia. ■

République d'Afrique du Sud

Les 5,9 Mrd \$ d'engagements souscrits en 2016 représentent une réduction drastique par rapport aux 11,7 Mrd \$ enregistrés en 2015, mais restent néanmoins supérieurs aux 4,9 Mrd \$ enregistrés en 2014 (voir Figure 111, à droite).

Cette réduction est apparue clairement dans la chute de l'investissement privé qui a baissé de 3,8 Mrd \$ en 2015 à 657,9 M \$ en 2016 en raison, principalement, de l'interruption du programme REIPPP qui a attiré de nombreux investissements dans le secteur de l'énergie du pays au cours des dernières années.

Les engagements souscrits par la Chine ont considérablement baissé de 2,2 Mrd \$ en 2015 à 500 M \$ en 2016. Bien que les engagements du gouvernement national n'aient pas reflété cette nette réduction globale, ils ont néanmoins diminué, passant de 3,9 Mrd \$ en 2015 à 3,6 Mrd \$ en 2016. L'investissement des membres de l'ICA a également baissé. Les 966 M \$ enregistrés en 2016 représentent une nette chute par rapport au chiffre de 2015 (1,7 Mrd \$).

Le secteur des transports a été la destination la plus prisée pour les investissements, avec des engagements de 2,6 Mrd \$ en 2016, soit l'équivalent de 10,6% des dépenses totales dans les transports sur le continent. Cependant, ce chiffre est nettement inférieur aux 4,8 Mrd \$ engagés en 2015. Le secteur de l'énergie a connu une baisse drastique similaire avec des investissements chutant à 2,1 Mrd \$ (10,3% du total des investissements dans l'énergie sur le continent) contre 6,3 Mrd \$ en 2015.

Le secteur de l'eau a réussi à inverser cette tendance et a enregistré une hausse des engagements qui sont passés de 509 M \$ en 2015 à 527,7 M \$ en 2016, soit 5% du total des engagements dans l'eau sur le continent. Les investissements dans le secteur des TIC ont atteint 149 M \$ contre 12 M \$, soit 9,2% du total des engagements dans les TIC en 2016.

Les membres de l'ICA ont engagé un total de 966 M \$ en faveur de l'Afrique du Sud en 2016, dont environ 734 M \$ ont été investis par la DBSA. Ce sont les projets multisectoriels qui ont reçu le plus de fonds, avec 549,5 M \$ (56,9%) du

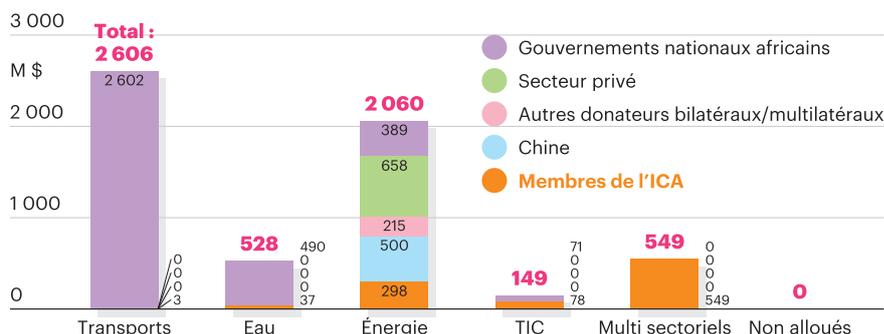


Figure 110
Financement total en faveur de la RAS par secteur et source, 2016

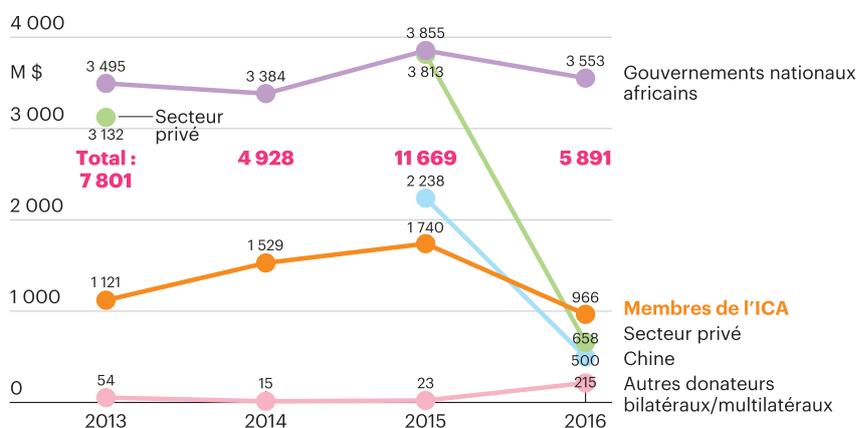


Figure 111
Tendances du financement en faveur de la RAS par source, 2013-2016

total des engagements, dont 511,5 M \$ de la DBSA qui ont été consacrés en grande partie au Programme de Stabilité Financière, de Croissance et de Développement de la ville de Johannesburg, s'élevant à 4,01 Mrd ZAR (271 M \$). Le financement des autres projets multisectoriels est venu d'un engagement de 38 M \$ souscrit par le FAD.

L'énergie a été le deuxième secteur le plus prisé par les membres de l'ICA en Afrique du Sud, avec des engagements totalisant 297,6 M \$ (30,8%) parmi lesquels le financement par la DBSA de la centrale solaire CSP de Kathu de 100MW (20,6 Mrd ZAR) et trois prêts participatifs consentis à Eskom en janvier 2016 (1,1 Mrd ZAR).

Les TIC ont été le troisième secteur le plus prisé par les membres de l'ICA avec

des engagements totalisant 78,3 M \$ (8,1%). Les projets phares incluent le projet de large bande de la ville de Tshwane, dans lequel la DBSA a investi 607,5 M ZAR. Ce projet à grande échelle a attiré davantage d'investissements que le secteur de l'eau (37,6 M \$, 3,8%) et celui des transports (3,3 M \$, 0,1%) réunis.

L'investissement chinois en 2016 s'est limité au secteur de l'énergie, avec un prêt de 500 M \$ consenti par la Banque Chinoise de Développement à Eskom, pour contribuer à un programme de dépenses et aider à stabiliser les liquidités. L'intégralité des fonds privés s'élevant à 657,9 M \$ a été investie dans la centrale solaire CSP de 100MW de Kathu. Aucun engagement n'a été souscrit par les pays européens non-ICA. ■

Annexe 1 – Notes concernant les données

1. Observations générales

Les engagements et les déboursments des membres de l'ICA doivent être considérés en fonction des stratégies et des objectifs très différents de chaque membre. Bien que 90 à 100 % du financement de certains membres se présente sous forme de prêts non-APD, le Canada, la CE, l'UE-AITF et le DfID proposent exclusivement ou essentiellement des subventions au titre de l'APD, ce qui signifie que leurs volumes de financement sont naturellement très inférieurs.

Pour décrire la manière dont les membres de l'ICA déploient les fonds, il convient de faire une distinction entre le soutien des donateurs qui leur est attribué dans ce rapport, et le soutien considérable que les partenaires bilatéraux apportent aux partenaires multilatéraux et qui ne leur est pas attribué dans ce rapport. Par exemple, les membres de l'ICA, tels que le RU, le Canada, la France, l'Allemagne, le Japon et les USA, contribuent au Fonds Africain de Développement (FAD) de la BAD et à l'Association Internationale de Développement (IDA) de la Banque Mondiale.

Comme en 2015, le rapport de cette année contient des données fournies par la BAD, la DBSA, le CDC, l'UE-AITF, la CE, la BEI, l'AFD, l'Allemagne (KfW, GIZ et DEG), la SFI (qui, avec la Banque Mondiale, est désignée sous l'appellation Groupe de la Banque Mondiale – GBM), la JICA, le RU (DfID et CDC), l'Initiative inter-institutions Power Africa de l'USAID et la Banque Mondiale (BM).

Le rapport de 2016 comprend des données supplémentaires fournies par l'Italie.

2. Taux de change

Les taux de change utilisés pour les conversions en dollars américains sont les moyennes des devises respectives pour l'année 2016 telles qu'indiquées dans les informations financières de la Banque Africaine de Développement accessibles au public. (www.afdb.org/en/documents/financial-information/exchange-rates).

\$1 = 0,719142 Unité de compte de la BAD (UC)

\$1 = 0,904251 Euro (€)

\$1 = 0,734345 Livre britannique (£)

\$1 = 1,326213 Dollar canadien (C\$)

\$1 = 14,797265 Rand sud-africain (ZAR)

\$1 = 109,868187 Yen japonais (¥)

3. Infrastructures immatérielles

Étant donné que les fonds sont alloués aux infrastructures immatérielles de différentes manières, il est difficile de saisir ce type de financement avec précision. Certains membres de l'ICA éprouvent parfois des difficultés à faire la distinction entre les infrastructures matérielles et immatérielles, ce qui peut conduire à des inexactitudes. Par ailleurs, il est aussi parfois difficile de déterminer si une partie d'un projet est consacrée, par exemple, au renforcement des capacités ou à la préparation de projet.

4. Renseignements propres aux projets

Des renseignements sur les projets achevés en 2016 ont été fournis par la BAD, le Canada, la DBSA, la BEI, l'UE-AITF, l'AFD, l'Allemagne, la SFI et la JICA.

Des renseignements sur les engagements et les déboursments en faveur de projets en 2016 ont été fournis par la BAD, le Canada, le CDC, la DBSA, la BEI, l'UE-AITF, l'AFD, l'Allemagne, l'Italie, la SFI et la JICA.

5. Autres notes concernant les données fournies par les membres de l'ICA

BAD

L'ensemble des données de la BAD se compose de données recueillies auprès du Complexe Sectoriel pour l'Électricité, l'Énergie, le Changement Climatique et la Croissance Verte (PEVP), le Complexe Secteur Privé, Infrastructures et Industrialisation (PIVP) et le Complexe Agriculture, Développement Humain et Social (AHVP), concernant l'eau et l'assainissement. Les données fournies par le PEVP sont tirées des propres ressources du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), à savoir le Fonds Africain de Développement (FAD), et notamment la Facilité d'Appui à la Transition (FAT), la Banque Africaine de Développement (BAD), et le Fonds Spécial du Nigéria (FSN). Elles incluent par ailleurs des données provenant du Fonds des Énergies Durables pour l'Afrique (SEFA). Les

données de l'AHVP incluent la Facilité Africaine de l'Eau (FAE), qui est hébergée et administrée par le département, l'Initiative pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement en Milieu Rural (RWSSI), et le Programme Multi-donateurs du Partenariat pour l'Eau (MDWPP).

DBSA

Les données de la DBSA portent sur les opérations sud-africaines et la division du financement international et incluent notamment des données sur le Programme d'Investissement dans les Infrastructures pour l'Afrique du Sud (IIPSA), le Fonds d'Études et de Préparation de Projets (PPFS) du NEPAD, la Facilité de Préparation et de Développement de Projets (PPDF) de la SADC et le Tripartite Trust Alliance (TTA).

Canada

Les données canadiennes ont été fournies par le ministère Affaires Mondiales Canada du gouvernement canadien.

CE

Les données de la CE se composent de données provenant du Fonds Européen de Développement (FED, pour les pays d'Afrique sub-saharienne) et de l'instrument de coopération au développement (pour les pays d'Afrique du Nord). Les données déclarées par la CE incluent aussi la contribution du FED au Fonds Fiduciaire UE-Afrique pour les Infrastructures (UE-AITF) et à la Facilité d'Investissement pour l'Afrique (AfIF), bien que celle-ci ne reflète pas les projets approuvés et mis en œuvre grâce à la contribution de l'UE-AITF et/ou de l'AfIF, puisque les prêts sont consentis par d'autres institutions et doivent donc être déclarés en tant que tels.

France

Les données françaises ont été fournies par l'ADF et se composent des données de l'ADF, de Proparco, et du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM).

Allemagne

Les données allemandes de 2016 ont été fournies par la KfW, la GIZ et la DEG, alors qu'en 2015, la KfW et la GIZ avaient fourni des données et qu'en 2014, seules les données de la KfW étaient disponibles. Dans le rapport de 2013, des données avaient été fournies par l'ensemble de ces trois institutions.

Italie

Les données italiennes ont été fournies par le Cassa Depositi e Prestiti (CDP).

Japon

Les données du Japon ont été fournies par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA).

RU

Les données pour le RU se composent des données du DFID et du CDC, l'IFD entièrement contrôlée par le gouvernement britannique et qui gère les capitaux fournis exclusivement par le DFID. Les données du CDC sont celles déclarées par le CDC à l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide.

USA

Les données américaines ont été fournies par l'USAID et, pour la deuxième année consécutive, portent exclusivement sur l'initiative inter-institutions Power Africa.

RU

L'ensemble des données du RU comprend des données recueillies auprès de la BM et de la SFI. Les données de la BM se composent de données provenant

de l'Association Internationale de Développement (IDA), de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), ainsi que de garanties.

6. Allocations budgétaires des gouvernements nationaux africains

Les données relatives aux dépenses des gouvernements nationaux ont été recueillies auprès de 46 pays en 2016, contre 44 l'année précédente. Ces données sont tirées des présentations et de discours budgétaires, de cadres de dépenses ou d'autres documents gouvernementaux officiels.

Les données reflètent les allocations budgétaires approuvées pour l'année civile 2016 ou pour l'exercice budgétaire d'un pays qui se situe en majorité en 2016. Dans un souci de commodité et de cohérence, les engagements comptabilisés reposent sur les allocations budgétaires approuvées plutôt que sur les dépenses réelles.

Dans la mesure du possible, seules les dépenses en capital ont été comptabilisées. Dans le cas de 18 pays, les dépenses récurrentes et l'aide

budgétaire extérieure provenant de partenaires multilatéraux et bilatéraux ont été identifiées et exclues, afin d'éviter la double comptabilisation d'engagements souscrits dans d'autres parties du rapport.

Afin de continuer à améliorer la qualité des ensembles de données utilisés dans la production de ce rapport, les allocations des gouvernements nationaux des années précédentes ont été réexaminées, pour tenir compte de la publication des données budgétaires révisées et pour exclure les dépenses récurrentes et/ou l'aide budgétaire extérieure qui n'avaient pas été identifiées précédemment ■

Montants recalculés des allocations budgétaires des gouvernements nationaux africains, 2015, M \$

	Transports	Eau	Énergie	TIC	Multisectoriel	Non alloués	Total des engagements
Afrique du Nord	1 670	729	548	94	835	580	4 456
Afrique de l'Ouest	1 165	400	323	108	239	61	2 295
Afrique Centrale	1 023	407	399	109	11	-	1 949
Afrique de l'Est	4 173	619	1 563	11	3	-	6 369
Afrique Australe	1 894	893	1 665	236	14	329	5 030
RAS	3 024	498	320	12	-	-	3 855
Total	12 949	3 546	4 817	570	1,101	970	23 953

Références

P 7: Consortium pour les Infrastructures en Afrique, *Regional Power Status in Africa Power Pools – 2016 Update*, 2017.

P 7: Consortium pour les Infrastructures en Afrique, Programme des Nations Unies pour l'Environnement, Fonds des Energies Durables pour l'Afrique, *Atlas des Ressources Énergétiques de l'Afrique*, 2017.

PP 13 & 25: Présentation commandée par la JICA et présentée lors du Forum des marchés Emergents sur l'Afrique, 2017.

P 25: Consortium pour les Infrastructures en Afrique, *Diagnostics des Infrastructures Nationales en Afrique* (AICD), 2010.

PP 13 & 25: Global Infrastructure Hub avec Oxford

Economics, *Global Infrastructure Outlook*, 2017.

P 29: Site Web de la Facilité d'Atténuation des Risques Géothermiques, 2017.

P 29: Mécanisme d'Atténuation des Risques du Groupe de la Banque Mondiale, Site Web de la Banque Mondiale, 2017.

PP 42-44: GIZ PIDA, Fiche d'information, 2017.

PP 42-44 & 88-89: Présentation de l'état d'avancement de la mission, *Créer des Emplois avec le PIDA*, 2017.

P 55: Sovereign Wealth Lab, *Classement 2016 des fonds souverains*, 2017.

PP 64-65: Banque Mondiale, l'Economie des Infrastructures et le Fonds de Conseil en Infrastructure Publique-Privée, *Base de Données sur la Participation Privée dans les Projets d'Infrastructure* (PPI), 2017.



RAPPORT 2016 DE L'ICA
WWW.ICAFRICA.ORG